This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

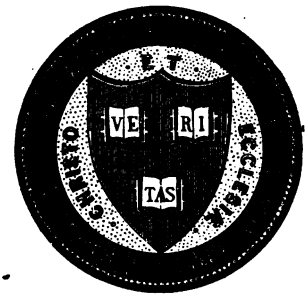
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SA 5872.3



Harvard College Library

FROM THE BEQUEST OF

CHARLES SUMNER, LL.D.,

OF BOSTON,

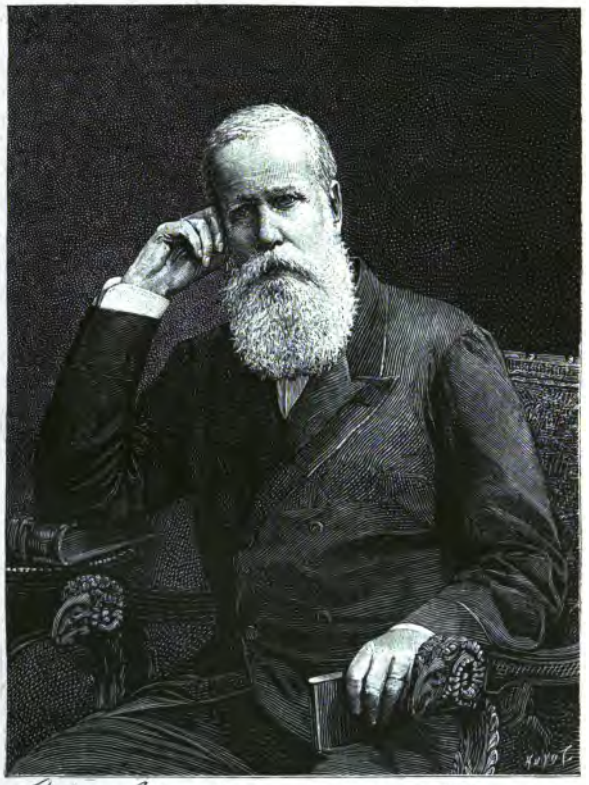
(Class of 1830),

"For books relating to Politics and Fine Arts."

4 Dec, 1889.

DOM PEDRO II

Typographie Firmin-Didot. — Mesnil (Eure).



Baden-Baden 10 de Agosto de 1887

Pedro d'Alcantara

Benjamin
B. MOSSÉ
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DOM PEDRO II

EMPEREUR DU BRÉSIL

« Le prince philosophe dépasse le poète couronné de Potsdam. »
(LAMARTINE.)

« Sire vous êtes le petit-fils de Marc-Aurèle ! »
(VICTOR HUGO.)

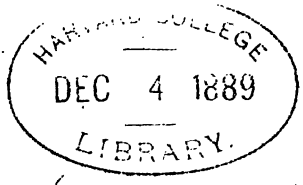
« That is what I call a great and good Sovereign and a man who, by his conduct, is enabled to make the high station which he holds a pattern and a blessing to his race ! »
(W. E. GLADSTONE.)

« L'empereur a tant fait pour la science, que tout savant lui doit le plus grand respect. »
(CHARLES DARWIN.)

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET Cie
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56
1889

Droits de reproduction et de traduction réservés.

3336.50
SA 5872.3



PRÉFACE

Écrire la biographie d'un empereur, ce n'est pas chose aisée, en France, à l'époque où nous sommes. C'est presque une témérité.

Aussi avouerai-je franchement que je n'eusse jamais entrepris de raconter, même sommairement, la vie de Dom Pedro II, empereur constitutionnel du Brésil, si cet empereur ne m'eût apparu, non comme un souverain, mais comme un philosophe; non comme le maître de son peuple, — puisqu'il n'est pas un roi absolu, un autocrate, — mais comme un philanthrope, comme un ami de l'hu-

manité, comme le bienfaiteur de sa patrie.

Mon excuse donc, puisqu'il m'en faut une, est toute trouvée.

Ce n'est pas d'un monarque que je vais parler, c'est du chef d'une « *démocratie couronnée* », comme l'a dit tout récemment le général Mitre, ancien président de la république argentine, en parlant de la nation brésilienne. C'est du premier citoyen de ce grand et beau pays, où, selon M. de Grelle, ministre de Belgique, « il règne un sentiment de démocratie, de nivellement des classes sociales, d'indépendance dans toutes les manifestations du libre arbitre bien autrement prononcé que dans beaucoup d'autres États, même de forme républicaine. » C'est d'un homme de bien, d'une intelligence et d'un cœur d'élite, d'un philosophe, d'un savant qui justifie pleinement ce mot célèbre de Platon : « Les peuples

ne seront heureux, que quand les philosophes seront rois. »

D'ailleurs, Dom Pedro II est le type le plus pur du vrai patriotisme, du désintéressement, de l'amour de la liberté, du dévouement à tous les progrès. Sa vie et son œuvre, exciteront certainement l'admiration de tous ceux qui, dans ce livre, apprendront à mieux le connaître.

On contemplera ce grand homme qui a si bien développé l'œuvre de son auguste père, lequel avait fondé l'empire du Brésil sur les immortels principes modernes.

On contemplera ce prince illustre qui a su conquérir l'amour de son peuple, ainsi que le respect et l'admiration de l'Europe entière, en dirigeant, depuis cinquante ans, l'étonnante évolution progressive de sa patrie, et en présidant à l'une des plus grandes œuvres de transformation sociale que notre siècle aura vue s'accomplir.

Les vrais patriotes français nous sauront gré d'avoir exposé à leurs yeux, les qualités civiques et humanitaires de ce roi libéral et populaire; et les esprits cultivés nous remercieront d'avoir mis au grand jour de la publicité une des plus belles pages de l'histoire contemporaine, dont ce prince philosophe fut l'admirable héros.

Maintenant que nous voilà en règle avec l'opinion publique la plus sévère, entrons en matière et efforçons-nous d'être, en tous points, conforme à la vérité historique qui doit planer sur toute considération individuelle; car l'histoire c'est le tribunal impartial, incorruptible, où les rois, comme les peuples, doivent comparaître avec une complète égalité.

Villa de Monclar, Avignon, 1889.

BENJAMIN MOSSÉ.

DOM PEDRO II

EMPEREUR DU BRÉSIL.

I.

LE BRÉSIL ET DOM PEDRO Ier.

Sommaire : Le Brésil, colonie portugaise. — Proclamation de son indépendance en 1822. — Dom Pedro Ier, fondateur de l'empire du Brésil. — Son règne. — Il abdique deux couronnes. — Il quitte le Brésil en 1831. — Mort de ce prince qui a été le libérateur de deux peuples.

L'empire du Brésil, qui doit sa constitution à Dom Pedro Ier, remonte à peine à trois quarts de siècle d'existence.

Le Brésil fut découvert en 1500, par le navigateur portugais Pedro Alvarès Cabral. Les premières explorations de la côte furent faites par l'ordre des rois du Portugal de

1501 à 1530; les premières colonies y furent établies en 1526 et en 1531.

En 1549, le premier gouverneur général portugais fonda la ville de Bahia, qui devint la capitale du Brésil. De 1640 à 1808, ce sont des vice-rois qui gouvernent cette colonie, dont les progrès furent entravés, au seizième siècle et au commencement du dix-septième siècle, par les guerres avec les Indiens et les Français, de 1624 à 1654 avec les Hollandais, et à partir de 1680 avec les Espagnols.

En 1653, le Brésil devint une principauté.

En 1762, la résidence des vice-rois fut transférée de Bahia à Rio de Janeiro.

Jusqu'au commencement de ce siècle, le Brésil fut donc une vaste colonie, assujettie complètement au Portugal.

Ce fut un événement imprévu qui ouvrit à cette immense contrée des destinées nouvelles.

En 1807, le conquérant de l'Europe, Napoléon Ier, avait poussé la marche envahissante

de ses armées jusqu'au delà des Pyrénées. Allié de l'Espagne, il imposa alors au Portugal de rompre avec les Anglais, et ce petit royaume dut céder, croyant ainsi éviter l'invasion étrangère.

Le Portugal était gouverné par le prince du Brésil Dom João, régent du royaume, au nom de sa mère, la reine Dona Maria Ire. Par un décret du 25 octobre 1807, le régent adhéra au blocus continental, et par un autre décret du 8 novembre, ordonna la saisie des propriétés anglaises. Le ministre britannique à Lisbonne, lord Strangford, demanda ses passeports, et se rendit à bord de l'escadre anglaise, qui commença aussitôt le blocus du Portugal, tandis qu'une seconde escadre s'emparait de Madère.

Presque toute l'armée portugaise fut distribuée sur les côtes pour résister à ces nouveaux ennemis (1). Mais on apprit alors que

(1) Les documents portugais et anglais l'affirment. Voici un passage de la dépêche du 1er déc. 1807, de l'amiral sir

les Espagnols et les Français avaient envahi le Portugal et que Junot marchait sur la capitale (1). Un traité avait été signé le 27 octobre à Fontainebleau entre la France et l'Espagne pour le partage du Portugal, et le *Moniteur* venait de dire que « la maison de Bragance avait cessé de régner ».

On ne pouvait songer à résister à ce coup de main.

Le prince régent suivit les conseils de ses ministres et de lord Strangford, qui entra aussitôt en correspondance avec le gouver-

Sidney Smith : « The distribution of the portuguese force was made wholly on the coast, while the land side was left totally unguarded » (Barrow, *Life and correspondence of Adm. Sir Sidney Smith*, Londres, 1848, tome II, p. 266).

(1) « Cette nouvelle fut apportée à Lisbonne par le lieutenant-colonel Lecor (Charles-Frédéric), qui avait fait détruire le pont sur le Zezere, ce qui retarda de deux jours la marche de Junot. Lecor, nommé colonel, puis général, commanda une division dans l'armée de Wellington. En 1815, il passa au Brésil, auquel il rendit de grands services pendant les guerres de la Plata et de l'indépendance. » Il est mort à Rio-de-Janeiro en 1830. Il avait été créé baron de Laguna par João VI, vicomte par Pedro Ier.

nement portugais, et s'embarqua pour le Brésil avec la famille royale et une cour nombreuse. Le 29 novembre, la flotte portugaise quittait le Tage. Elle se composait de huit vaisseaux, quatre frégates, trois corvettes, une goélette et une quarantaine de navires armés (1).

L'Angleterre redevenait donc l'alliée du Portugal : une partie de l'escadre qui bloquait le Tage accompagna jusqu'à Rio de Janeiro la flotte portugaise. Le lendemain, Junot faisait son entrée à Lisbonne (2).

Les événements forcèrent ainsi le prince

(1) Le vicomte Strangford commençait ainsi sa dépêche du 29 nov. 1807 à Canning : « I have the honour of announcing to you that the prince regent of Portugal has effected the wise and magnanimous purpose of retiring from a kingdom which he could no longer retain, except as the vassal of France; and that His Royal Highness and family, accompanied by most of his ships of war and by a multitude of his faithful subjects and adherents, have this day departed from Lisbon, and are now on their way to the Brazils, under escort of a British fleet. »

(2) Dans ses instructions à Junot, Napoléon avait dit : « N'accordez rien au prince du Brésil, même quand il pro-

régent à réaliser le projet qu'avaient conçu le roi Dom João IV (le fondateur de la dynastie de Bragance) dès le dix-septième siècle, le ministre Dom Luiz da Cunha en 1736, le marquis de Pombal en 1761, de transporter en Amérique le siège de la monarchie portugaise.

La famille royale débarqua à Rio de Janeiro le 7 mars 1808, et cette ville devint la capitale du royaume portugais.

Dans son manifeste du 1er mai, déclarant la guerre à Napoléon Ier, le prince régent a pu dire qu'il *élevait la voix du sein du nouvel empire qu'il était venu créer.*

La guerre commença en Portugal et en Espagne par un soulèvement général des populations. On sait que le Portugal mit alors sous les armes la masse, vraiment énorme pour sa population, de 335,439 hommes (1). Les

mettrait de faire la guerre à l'Angleterre. Entrez dans Lisbonne; emparez-vous des vaisseaux et occupez les chantiers. » (*Mem. de la duchesse d'Abrantès,* X, 375.)

(1) En 1811, selon Balbi, *Essai statistique sur le royaume*

troupes brésiliennes parties de Pará, et plusieurs bâtiments de guerre portugais ralliés en route par une corvette anglaise, firent la conquête de Cayenne et de toute la Guyane (1809), que le Brésil rendit à la France, après la paix générale.

Sur le conseil d'un savant économiste brésilien, Silva Lisboa, vicomte de Cayrù, les ports du Brésil furent ouverts au commerce étranger dès l'arrivée de la famille de Bragance.

Le 16 juin 1815, le Brésil fut élevé au rang de royaume, et l'ancienne monarchie portugaise prenait la dénomination de Royaume-Uni de Portugal, Brésil et Algarves.

du Portugal, Paris, 1822, (1er vol. p. 360). « Parmi les Brésiliens qui se sont illustrés dans cette guerre pour l'indépendance du Portugal, nous citerons le savant minéralogiste José Bonifacio d'Andradá, et les poètes Luiz Paulino Pinto da França et Joaquim José Lisboa. Le premier, qui devait être plus tard le grand ministre de l'indépendance brésilienne, a été major, puis lieutenant-colonel d'un bataillon formé de professeurs et étudiants de l'Université de Coimbre et des écoles du pays. Pinto da França est mort général de l'armée portugaise. »

En 1816, par la mort de sa mère, le prince régent devenait roi sous le nom de Dom João VI. En 1821, il retournait en Europe, laissant au Brésil le prince Dom Pedro, héritier de la couronne, avec le titre de prince régent du royaume du Brésil.

L'année précédente, le Portugal avait été le théâtre d'une révolution en faveur de l'établissement du régime constitutionnel.

João VI avait accepté le nouvel ordre de choses, auquel son fils, Dom Pedro, avait également adhéré.

Mais, les Cortès constitutionnelles, — c'est-à-dire l'assemblée constituante qui siégeait à Lisbonne, — usurpèrent bientôt toutes les prérogatives royales. Le roi devint presque leur prisonnier.

Quant au Brésil, les Cortès adoptèrent une politique différente de celle qu'avait suivie Dom João VI. Ce roi avait fait du Brésil un royaume avec un pouvoir central, établi à Rio de Janeiro. Il avait laissé à la tête du

gouvernement de tout le Brésil, le prince héritier, Dom Pedro, avec un ministère composé de trois membres. Il avait fondé au Brésil, des tribunaux et des écoles d'enseignement supérieur.

Les Cortès prirent à tâche de détruire l'œuvre de Dom João VI. Elles décrétèrent la suppression des tribunaux et des écoles, le retour au Portugal du prince Dom Pedro, et la division du Brésil en plusieurs gouvernements distincts, relevant tous directement de la métropole.

C'était purement et simplement détruire le royaume du Brésil fondé par Dom João VI, et le transformer en dix-huit ou dix-neuf colonies sans aucun lien entre elles.

L'immense colonie brésilienne ne se laissa point faire. Elle secoua énergiquement la tutelle du Portugal.

La lutte s'engagea entre le Brésil, ayant à sa tête le prince Dom Pedro, et les Cortès de Lisbonne : lutte inégale entre un grand pays

qui réclamait sa liberté et un petit royaume qui la lui refusait.

Le 7 septembre 1822, Dom Pedro proclama l'indépendance du Brésil, et, le 12 octobre, il fut acclamé empereur sous le nom de Dom Pedro Ier.

L'ancienne colonie se séparait ainsi violemment de la mère-patrie, sans toutefois se séparer de la Maison de Bragance. Celui qui devait être bientôt le chef de cette Maison, devenait le premier héros de l'indépendance et le fondateur de l'empire du Brésil.

Le 25 mars 1824, Dom Pedro prêtait serment d'obéissance à la constitution qu'il avait rédigée lui-même, avec l'aide de ses conseillers d'État.

En 1825, l'indépendance du Brésil fut reconnue par le Portugal.

L'année suivante, Dom Pedro Ier, empereur du Brésil, devint en même temps roi du Portugal par la mort de son père, Dom João VI. Mais il abdiqua, la même année, cette

nouvelle couronne, après avoir donné aux Portugais une charte constitutionnelle.

Sa fille aînée fut proclamée reine du Portugal, sous le nom de Dona Maria II.

Son fils, le prince impérial Dom Pedro, né en 1825, était appelé à devenir son héritier pour la couronne du Brésil.

Or, le Brésil, depuis la proclamation de son indépendance jusqu'en 1828, n'avait pu jouir des bienfaits de la paix.

De 1822 à 1823, il eut à soutenir la guerre de l'indépendance. Des combats furent livrés à Bahia, à Piauhy, à Maranham et devant Montevideo.

Les dernières troupes portugaises avaient été chassées du pays, et le nouvel Empire était resté, jusqu'en 1825, sous la menace d'une invasion portugaise.

De plus, en 1824, une guerre civile, promptement étouffée, éclata dans les provinces du nord, depuis Pernambuco jusqu'à Ceará.

Une autre guerre commença, à la Plata, en

1825, entre le Brésil et la République argentine qui se disputaient le territoire de la Banda Orientale de l'Uruguay. Dom Pedro Ier fut mal secondé pendant cette lutte : l'opposition employa tous les moyens à sa disposition pour rendre la guerre impopulaire. En 1828, grâce à la médiation de l'Angleterre, le territoire disputé fut constitué en État indépendant sous le nom de République Orientale de l'Uruguay.

Le Brésil, toutefois, était en proie à de profondes inquiétudes qui devaient aboutir à l'abdication de Dom Pedro.

Après l'usurpation du trône du Portugal, par Dom Miguel, l'opposition libérale, au Brésil, commença à craindre que Dom Pedro Ier, n'eût l'intention d'engager l'empire américain dans une guerre en Europe.

Il y avait alors une grande rivalité entre les natifs du Brésil et les Brésiliens d'adoption, les *adoptivos,* c'est-à-dire les Portugais qui avaient adhéré à l'indépendance brésilienne,

soit par dévouement pour Dom Pedro Ier, soit par ambition personnelle, désireux de partager avec l'empereur la gloire de fonder un grand empire.

Plusieurs de ces Portugais occupaient des positions élevées dans l'administration, dans la politique et dans l'armée.

Dom Pedro Ier, lui-même, était Portugais de naissance.

Élevé dans les principes du régime absolu, ce prince était, pourtant, un vrai libéral, ce que prouvent, à la fois, la Constitution qu'il avait proposée lui-même aux Brésiliens qui l'acceptèrent en 1824, et la Charte constitutionnelle qu'il avait octroyée au Portugal.

Mais, il était jeune, ardent et inexpérimenté.

De leur côté, ses adversaires politiques étaient aussi inexpérimentés que lui dans la pratique du régime parlementaire.

Ils agitèrent l'opinion publique, et un *pronunciamiento* populaire et militaire se pro-

duisit, à Rio de Janeiro, le 6 avril 1831.

On réclamait de l'empereur, le renvoi d'un ministère qu'il venait de nommer et le retour des ministres qu'il avait destitués.

Dom Pedro Ier avait pour lui une partie de la garnison et de nombreux partisans, soit à Rio, soit dans les différentes provinces de l'empire. Il aurait pu lutter et vaincre. Il ne le voulut point. Il avait déjà annoncé à ses conseillers d'État son intention de quitter le pays (1).

Il prit donc la noble résolution d'abdiquer, le 7 avril 1831, en faveur de son fils, laissant ainsi aux Brésiliens un empereur *né Brésilien*.

Il s'embarqua pour l'Europe, allant combattre, en Portugal, pour le rétablissement du régime constitutionnel, et pour la restitution de la couronne, que Dom Miguel avait usurpée, à sa fille Dona Maria II.

« Dom Pedro Ier, a écrit notre savant com-

(1) Sam-Leopoldo, *Memorias*.

patriote Auguste de Saint-Hilaire (1), quitta le Brésil le 13 avril 1831; il y a fait des ingrats, et peut-être y sera-t-il regretté. Son plus grand tort fut d'être né en Europe et de conserver pour ses compatriotes, un penchant bien naturel, sans doute, mais qu'il devait sacrifier à ses sujets américains.

« Il fut mal entouré; l'expérience et l'instruction lui manquèrent toujours, quelquefois même l'énergie; mais la bonne volonté ne lui manqua jamais.

« S'il eût voulu défendre son autorité, les

(1) Auguste de Saint-Hilaire, *Précis historique des révolutions du Brésil, depuis l'arrivée de Jean VI en Amérique, jusqu'à l'abdication de Dom Pedro Ier* publié à la fin du tome II de son *Voyage dans le district des Diamants* (Paris 1833). — Sur les événements de ce règne qui ont préparé le 7 avril 1831, on lira aussi avec profit l'ouvrage de Débret, *Voyage pittoresque au Brésil*, 3e volume, les *Memorias offerecidas à Nação Brazileira* par F. Gomes da Silva (Londres, 1831) et les *Mémoires du vicomte de* Sam-Leopoldo. — L'ouvrage de l'Anglais Armitage est un livre inspiré par l'opposition de cette époque, rempli d'inexactitudes, d'après ce que nous a affirmé un Brésilien, très au courant de l'histoire de son pays.

armes à la main, il eût trouvé des hommes qui n'eussent pas mieux demandé que de le soutenir; mais le sang eût coulé, et Dom Pedro n'était pas un tyran.

« L'histoire donnera des éloges à la modération dont il fit preuve dans cette circonstance; elle en donnera aux sentiments généreux qu'il déploya la nuit du 7 avril où il renonça à la couronne; mais, elle redira qu'en faisant quelques concessions, il pouvait encore conserver le pouvoir, et elle le blâmera d'avoir, par une abdication qu'on n'exigeait point de lui, livré à toutes les chances des révolutions l'empire dont il avait été le glorieux fondateur. »

Ce prince chevaleresque, qui avait donné la liberté à deux peuples et abdiqué deux couronnes, mourut le 24 septembre 1834, à Lisbonne, à l'âge de 36 ans.

« *Foi rei... foi rei... mas rei da liberdade!* » « Il a été roi... oui, roi... mais roi de la liberté! » a dit de Dom Pedro Ier un des

plus grands poètes du Brésil, l'illustre orateur José Bonifacio de Andrada-e-Silva, petit-fils du premier ministre de l'indépendance (1).

(1) Voici quelques vers de cette belle poésie de José Bonifacio :

Curve-se a fronte ante a memoria egregia
Do lidador da nossa independencia ;
Nós saudamos tambem nossa existencia
E não saudamos só a c'rôa régia.
Gemeas idéas são PEDRO PRIMEIRO,
E—libertado o POVO BRAZILEIRO.

JOSÉ BONIFACIO DE ANDRADA-E-SILVA, né à Bordeaux en 1827, est mort à Sam Paulo en 1886. Il était professeur à la Faculté de droit de Sam Paulo, et fut un des représentants du parti libéral de cette province, d'abord à la Chambre, puis au Sénat. Il restera toujours une des plus grandes gloires de la tribune politique brésilienne et un des noms les plus purs, les plus honorés et les plus populaires de ce pays. Dans les dernières années de sa vie, il avait mis sa parole éloquente au service de la cause abolitionniste. C'était un bel homme, les yeux bleus, le regard pénétrant, les cheveux blonds. Il parlait toujours avec une fougue admirable et il avait le don de fasciner et de soulever l'enthousiasme de son auditoire.

II.

COMMENCEMENT DU RÈGNE DE DOM PEDRO II.

Sommaire : Dom Pedro II, acclamé empereur à l'âge de cinq ans (7 avril 1831). — Agitation fédéraliste. — Paroles d'Auguste de Saint-Hilaire. — La première régence (1831-35.). — Anarchie et guerres civiles. — Réforme constitutionnelle de 1834. — Diogo Feijó, régent de l'empire 1835. — Transformation des anciens partis et naissance des deux partis actuels (1836). — Feijó abdique la régence (1837). — Araujo-Lima est élu régent. — L'agitation politique et les guerres civiles continuent. — Dom Pedro II pendant sa minorité. — Ses études. — Sa précocité. — Il est déclaré majeur, en 1840. — Sacre et couronnement de Dom Pedro II. — Son mariage.

A la suite de l'abdication de Dom Pedro Ier, qui, nous venons de le voir, eut lieu le 7 avril 1831, le prince impérial, son fils, Dom Pedro d'Alcantara fut, le même jour, acclamé « empereur constitutionnel et défenseur perpétuel

du Brésil, » sous le nom de Dom Pedro II (1).

Il était né le 2 décembre 1825 au château de Boa-Vista, à Sam Christovam, faubourg de Rio de Janeiro.

Il n'avait donc que cinq ans, cet empereur d'une immense contrée.

L'impératrice, sa mère, Dona Léopoldine, fille de l'empereur d'Autriche, était morte alors que Dom Pedro n'était âgé que d'un an, et maintenant son père se séparait de lui pour aller se battre en Europe et y défendre, dans son ancienne patrie, la cause de la liberté.

La jeunesse et l'isolement du nouvel empereur inspiraient des craintes à tous ceux qui connaissaient l'état d'agitation où se trouvaient les esprits, au Brésil, à cette époque. Tous croyaient que l'heure de la dissolution de l'empire avait sonné.

(1) Noms de l'empereur : Dom Pedro II d'Alcantara Jean-Charles-Léopold-Salvador-Bibiano-François-Xavier de Paul Michael-Gabriel-Raphael Gonzaga. Par son père, il est un *Bragance* et un *Bourbon*, par sa mère, un *Hapsbourg*.

Auguste Saint-Hilaire écrivait alors (1) :

« Quant au Brésil, ses destinées reposent aujourd'hui sur la tête d'un enfant. C'est un enfant qui unit encore les provinces de ce vaste empire; et son existence seule oppose une barrière aux ambitieux qui surgissent de toutes parts avec une égale médiocrité et des prétentions également gigantesques (2).

« .....Dans ses veines coule le sang de ces rois dont la gloire aventureuse a eu plus d'influence sur les destinées du monde que celle des plus illustres souverains de l'Angleterre et de la France; de ces rois sous les auspices desquels furent découvertes la route de l'Inde et la terre du Brésil.

« Seul, parmi les Brésiliens, cet enfant rattache le présent au passé; et, tout entier à sa patrie, il pourra, cependant, former un heureux lien entre elle et l'Ancien Monde.

(1) *Précis historique,* déjà cité.

(2) Voyez l'*Aurora Fluminense,* n° 482 (Note d'Auguste de Saint-Hilaire).

« Qu'autour du jeune Dom Pedro se groupent donc tous les Brésiliens qui attachent quelque honneur au nom de leur patrie, ceux qui aiment sincèrement la liberté et ne veulent point se la voir ravir par une foule de tyrans cupides et abjects... »

Auguste de Saint-Hilaire disait encore :

..... « Des idées de fédéralisme se répandirent dans toutes les provinces du Brésil..... L'union américaine, et, surtout, l'esprit qui anime les Américains, tendent à rendre chaque jour plus compacte la société qu'a formée ce peuple, ou, du moins, celle qui se forme dans chaque province. Les Brésiliens, au contraire, ne sauraient établir chez eux le système fédéral, sans commencer par rompre les faibles liens qui les unissent encore..... J'ai vécu parmi les Brésiliens; les liens de la sympathie et ceux de la reconnaissance m'attachent à eux; j'aime le Brésil presque à l'égal de mon pays : qu'on n'exige pas de moi que je cherche à pénétrer un avenir qui se présenterait sous

les plus sombres couleurs. Ce n'est pas seulement le Brésil que j'ai habité; j'ai aussi vu les bords de la Plata et ceux de l'Uruguay. C'était naguère une des plus belles contrées de l'Amérique méridionale. Ses habitants voulurent se fédérer et commencèrent par se désunir; chaque village, chaque hameau prétendit *faire sa patrie à part;* d'ignobles chefs s'armèrent de tous côtés; la population fut dispersée ou anéantie; les *estancias* furent détruites; des étendues de terrain qui formaient presque des provinces n'offrent aujourd'hui que des chardons et où paissaient d'innombrables bestiaux, l'on ne voit plus que des bandes de chiens marrons, des cerfs, des autruches et des félons jaguars. »

Malgré les craintes légitimes que faisaient naître et la situation critique de l'empire et l'avènement d'un enfant de cinq ans au trône impérial, il était dans les destinées du Brésil de triompher de tous les obstacles qui paraissaient devoir s'opposer à la grandeur de son avenir.

En abdiquant, Dom Pedro Ier avait désigné, pour tuteur de ses enfants, — le jeune empereur et les princesses, ses sœurs, — l'ancien premier ministre du temps de l'indépendance, le savant José Bonifacio d'Andrada-e-Silva, retourné de l'exil en 1828.

Par ce choix, Dom Pedro Ier savait qu'il plaçait à côté de son fils, un homme de cœur et de dévouement, qui avait appris à connaître, à ses dépens, les périls du pouvoir, et qui ne pouvait inculquer à son auguste disciple que des principes pleins de sagesse et de patriotisme.

Le peuple brésilien avait acclamé avec enthousiasme son jeune empereur.

Dans le magnifique ouvrage du peintre Debret, *Voyage pittoresque au Brésil,* une gravure coloriée représente la scène de l'acclamation de Dom Pedro II, au *largo do Paço* (place du Palais).

On voit, à une fenêtre du palais, monté sur une chaise, cet empereur de cinq ans, entouré des ministres et des hauts personna-

ges de la cour, ayant à ses côtés ses deux sœurs, plus âgées que lui.

Des membres de la municipalité de Rio, revêtus de leur costume traditionnel, aujourd'hui abandonné, vont, à cheval, saluer l'empereur; la population, en délire, envahit le palais, et les troupes avec leurs fusils ornés de feuilles aux couleurs nationales, présentent les armes à leur jeune souverain.

Ce tableau est bien la fidèle expression de la joie des Brésiliens.

Ils étaient heureux d'avoir enfin un empereur, né sur le sol du Brésil.

Il y avait, certainement, dans toutes ces bruyantes manifestations un peu d'ingratitude envers l'empereur qui s'en allait; mais elles étaient inspirées par un sentiment patriotique, et Dom Pedro Ier, encore dans la rade, à bord d'un vaisseau anglais, était joyeux lui-même, en recevant les nouvelles des témoignages d'amour que le peuple donnait à son fils, son successeur.

On constitua une régence pour gouverner l'empire pendant la minorité de Dom Pedro II. Elle se composa d'abord des sénateurs marquis de Caravellas et Vergueiro et du général François de Lima-e-Silva, jusqu'au 17 juin; puis, de ce même général, et des députés, Costa Carvalho et Braulio Muniz, jusqu'au 12 octobre 1835.

Le Brésil entrait dans la période des régences, qui dura jusqu'en 1840 et qui fut la plus agitée de son histoire, la plus périlleuse pour son existence nationale.

Durant cette période malheureuse, la dissolution du Brésil paraissait inévitable, et, assurément, l'empire eût péri à sa naissance, si le bon sens et le patriotisme de la majorité des Brésiliens n'eussent conjuré le péril.

Les sages conseils d'un député journaliste, alors très influent, Evaristo da Veiga, aidèrent surtout la régence à écarter les principaux dangers.

Ces dangers émanaient particulièrement de

la propagande fédéraliste qui menaçait l'unité du Brésil. Cet empire se fût brisé en plusieurs républiques rivales, sans force et sans considération, si l'énergie patriotique de quelques hommes d'État, soutenue par le dévouement de la grande majorité de la nation, ne l'eût préservée d'un coup meurtrier.

Un autre danger sérieux pour l'unité du Brésil, c'était l'indiscipline des troupes, résultat de l'ignorance et des mauvais exemples de quelques chefs de l'armée.

Cette indiscipline s'était déjà révélée lors de la guerre de l'indépendance. Devant l'ennemi, à Bahia, en 1823, quelques commandants de l'armée avaient déposé leur général en chef, le Français Labatut. L'année suivante, un de ces commandants, le colonel Caldeira, payait de sa tête la participation qu'il avait prise à cette révolte. Ses soldats s'insurgèrent contre lui, à Bahia même, et l'assassinèrent.

Après le 7 avril 1831, des révoltes militaires se produisirent à Rio et dans plusieurs provin-

ces, au point que les généraux et les commandants eux-mêmes en vinrent à demander au gouvernement la dissolution de cette armée, que plusieurs d'entre eux avaient, par leur exemple, démoralisée et dégradée.

L'armée fut en grande partie dissoute. Elle devint si impopulaire que, le 5 décembre 1833, la foule osa attaquer et saccager, à Rio, la maison où se réunissait la « Société Militaire. » Il ne resta à Rio qu'un seul bataillon appelé le *Bataillon des Officiers-Soldats*. Ce fut à la garde nationale et à des volontaires que revint l'honneur de maintenir l'ordre et de défendre partout le gouvernement et l'unité nationale, avant la réorganisation de l'armée, qui, heureusement pour elle et pour le pays, eut alors des chefs instruits à l'européenne, comme Andréa (baron de Caçapava), Callado, M. J. Rodrigues (baron de Taquary), Caxias et J. J. Coelho (baron de Victoria).

Des guerres civiles et des troubles sérieux éclatèrent dès 1831 dans presque toutes les

provinces de l'empire, notamment à Pará, à Maranham, à Pernambuco, à Bahia et à Rio-Grande du Sud.

Quelques-unes de ces guerres intestines débutèrent, comme la révolution de Pará, par l'assassinat et le pillage, et se signalèrent par des actes de brigandage et de férocité.

Celle de Pará, en 1835, commença par l'assassinat du gouverneur de la province, du général Santiago et du commandant des forces navales, le capitaine de frégate James Inglis, mulâtre, qui était alors le plus brillant officier de la marine brésilienne, et qui s'était distingué par plusieurs exploits dans la guerre de la Plata.

La révolution de Maranham de 1838 à 1841, eut le même caractère sauvage, la même barbarie.

Les autres révolutions, celles de Bahia, (1837-38) et de Rio-Grande du Sud (1835-1845), furent des révolutions politiques, républicaines et séparatistes.

En effet, le fédéralisme dégénérait en séparatisme, au Brésil, comme dans toute l'Amérique espagnole, depuis le golfe du Mexique jusqu'à la Plata, à l'exception du Chili et du Paraguay, seuls pays d'origine espagnole qui soient restés toujours fortement unitaires (1).

Le parti libéral monarchiste (*Liberal Moderado*) garda le pouvoir depuis le 7 avril 1831 jusqu'au 29 septembre 1837, et eut à lutter contre les fédéralistes et républicains (parti *Liberal exaltado*), et les réactionnaires

(1) Les *États-Unis de la Colombie* sont devenus, depuis l'année dernière, la *République de Colombie*. Les unitaires ont fini par triompher et la constitution a été réformée. Les conflits et les luttes entre le gouvernement central et les gouverneurs de province, qui étaient électifs, vont enfin cesser, et la période des guerres civiles sera close dans ce pays. L'Amérique possède encore d'autres *États-Unis* (Venezuela, Mexique, etc.). Ont-ils pu prospérer comme la grande démocratie anglo-saxonne dont ils ont cherché à imiter l'organisation? Le secret de la prospérité des États-Unis de l'Amérique du Nord se trouve dans l'énergie, dans le sens pratique de ce peuple, et dans le grand courant d'émigration qui, depuis longtemps, se dirige vers ce pays. Les Anglais sont les mêmes partout : en Angleterre, aux États-Unis, au Canada, en Australie.

(parti *Restaurador*, ou bien encore *parti Caramuru*, du nom de son principal journal). Ce dernier parti réclamait le retour de Dom Pedro Ier, devenu duc de Bragance, pour qu'il gouvernât l'empire, à titre de régent. Les frères d'Andrada étaient les principaux conseillers de ce parti. Antonio Carlos d'Andrada, envoyé à Lisbonne (1833), ne réussit pas à décider le duc de Bragance à retourner au Brésil (1).

Ce fut alors que le gouvernement de la régence retira à l'illustre José Bonifacio d'Andrada la tutelle du jeune empereur, et le somma de quitter la ville de Rio.

Le marquis d'Itanhaem fut nommé à sa place, auprès de Dom Pedro II; et l'évêque de Chrysopolis, vieillard vertueux et vénéré, fut

(1) Porto-Seguro. *Historia da Independencia* (Ms.). L'auteur se trouvait alors à Lisbonne avec son père, l'ingénieur Varnhagen, qui a causé avec Antonio Carlos après son entrevue avec l'empereur. On sait que la presse en Angleterre et au Brésil s'occupa alors de cette mission d'Antonio Carlos.

chargé, avec d'autres Brésiliens et quelques étrangers, de l'éducation du jeune empereur (1).

Ce prince recevait ainsi une éducation libérale et forte, au milieu de toute cette agitation politique, de tous ces troubles qui mettaient en danger l'existence du Brésil, qui discréditaient cet empire en Europe, qui rendaient impuissant le gouvernement et paralysaient le développement des grandes richesses du pays.

On se battait presque dans toutes les provinces. Il fallait donc, tout d'abord, rétablir l'ordre et ramener l'union.

Pourtant, les libéraux modérés avaient fait à l'agitation fédéraliste toutes les concessions raisonnables par le vote de l'Acte additionnel à la Constitution en 1834.

(1) Voici les noms de quelques-uns des professeurs du jeune empereur : — A. Boulanger, lecture; Boiret, langue française; Nathaniel Lucas, langue anglaise; Dr Roque Schuch, langue allemande; Félix Émile Taunay, géographie et histoire; évêque de Chrysopolis, religion, langue

Cet Acte additionnel établissait l'autonomie provinciale, par la création des assemblées législatives provinciales, avec de grandes attributions.

« Tous les actes législatifs des premières années qui suivirent le 7 avril 1831, furent marqués au coin du libéralisme le plus exagéré et le moins pratique, » dit Charles Reybaud.

La première régence avait échoué dans son œuvre d'organisation. Elle fut remplacée par un seul régent, dont l'action unique paraissait devoir être avantageuse aux intérêts du pays.

Ce régent fut Diogo Feijó, homme austère, plein de désintéressement et de patriotisme, qui, comme ministre, avait déjà fait preuve

latine, mathématiques; marquis de Sapucahy, littérature; Alexandre Vandelli, sciences naturelles; Simplicio Rodrigues de Sá (élève de J.-B. Debret), peinture.

Don Pedro II a eu plusieurs autres professeurs, et aujourd'hui encore, quoique un savant lui-même, il est en même temps un étudiant. Tel nous l'avons vu, à Cannes et à Aix-les-Bains.

d'une grande énergie contre les agitateurs.

Diogo Feijó prit possession de son poste, le 12 octobre 1835, et rendit, une fois encore, de grands services au Brésil et à la cause de l'union des bons citoyens, en combattant sans trêve l'anarchie.

En 1834, Dom Pedro I^or^ mourut à Lisbonne (24 septembre). Dès lors le *parti réactionnaire* (*Restauradores*) n'eut plus de raison d'être. La plus grande partie de ses membres se rallièrent à l'opposition parlementaire qui se forma en 1836 dans les rangs des *Libéraux modérés* (*moderados*).

Deux des membres les plus éminents du parti modéré, le célèbre orateur Bernardo de Vasconcellos et Pedro de Araujo Lima, plus tard marquis d'Olinda, dirigeaient cette opposition, qui forma un nouveau parti, désigné depuis lors sous le nom de *Conservateur*. Ce parti triompha aux élections de 1836.

Le régent Diogo Feijó réussit à pacifier le Pará, en 1836, grâce à l'énergie du général

Andréa, qu'il y envoya, et à étouffer d'autres révoltes.

Mais, en présence de l'opposition croissante de la Chambre des députés, persuadé qu'il était un obstacle à l'apaisement des esprits, il n'hésita pas à abdiquer, et le 29 septembre 1837, le nouveau régent, Pedro d'Araujo Lima, constitua son cabinet.

Le parti *conservateur* arrivait, pour la première fois, au pouvoir, et depuis cette époque jusqu'à nos jours, c'est ce parti, avec le parti *libéral*, qui s'alternent dans le gouvernement, comme en Angleterre, les *tories* et les *whigs*.

Les conservateurs gouvernèrent depuis le 29 septembre 1837 jusqu'au 21 juillet 1840.

Une révolte militaire éclata à Bahia, et tout le bas peuple s'associa aux soldats insurgés.

On demandait la séparation et la République.

Dès le premier moment, les populations de l'intérieur de la province et des environs s'armèrent contre cette révolution.

Des troupes furent envoyées de Rio et de Pernambuco. Après plusieurs combats, elles donnèrent l'assaut à la ville, dont elles réussirent, sous la conduite du général Callado, à s'emparer, après une lutte acharnée, et qu'elles sauvèrent de l'incendie, allumé, dans plusieurs quartiers, par les vaincus eux-mêmes, pour se venger de leur défaite. Le gouvernement du régent Araujo Lima, très énergique contre les révoltés et contre les ennemis de l'union nationale, dompta toutes les révoltes, excepté celle qui avait commencé en 1835 à Rio-Grande du Sud.

La guerre civile qui sévissait dans la province de Maranham cessa seulement en 1841. Elle fut arrêtée par les habiles efforts d'un jeune général, Luiz Alves de Lima-e-Silva, créé baron de Caxias, et appelé à devenir, sous les titres de comte, marquis et duc de Caxias, la plus grande célébrité militaire du Brésil, le Wellington de ce pays.

Le gouvernement du régent mit fin aux

progrès des révolutionnaires de Rio-Grande du Sud qui, en 1839, s'étaient emparé d'une partie de la province de Sainte-Catherine et menaçaient le district de Curityba, aujourd'hui province de Paraná, appartenant alors à la province de Sam Paulo.

Le général Andréa, le pacificateur du Pará, fut envoyé à Sainte-Catherine, ainsi qu'une flottille commandée par Mariath.

Celui-ci força l'entrée de Laguna et détruisit la flottille des séparatistes, dirigée par Garibaldi.

Les troupes du général Andréa, composées, pour la plupart, de gardes nationaux, refoulèrent les envahisseurs vers Rio-Grande du Sud, où la nouvelle armée brésilienne, — armée peu nombreuse, à cause des faibles ressources du pays qui ne permettaient pas de grands armements, — soutenue par les partisans de l'union dans cette province, combattait les ennemis de la patrie, les provocateurs d'une guerre fratricide.

Les enfants les plus illustres du Rio-Grande du Sud défendaient, les armes à la main, la cause de l'union.

A cette même époque, une grande agitation régnait dans les républiques de la Plata.

Le tyran Rosas, chef du parti fédéral argentin, dominait par la terreur la confédération Argentine, mais il était toujours en lutte avec les unitaires qui défendaient, les armes à la main, le drapeau libéral. Dans la république de l'Uruguay, deux généraux, Rivera et Oribe, se disputaient également par les armes le pouvoir suprême.

Rosas prit parti pour Oribe.

Tous ces *gauchos* étaient en relation constante avec ceux de Rio-Grande du Sud, où la guerre civile était encore excitée par les intrigues du dehors. Aussi la pacification de cette province était-elle d'une difficulté extrême, au milieu d'une pareille confusion.

Le second régent, comme le premier, y épuisa ses efforts.

Dom Pedro II, quoique jeune, assistait à toutes ces convulsions politiques, profondément ému et attristé, songeant aux moyens d'y mettre un terme.

D'ailleurs, les dures et cruelles épreuves qui, dès le berceau, s'étaient appesanties sur son existence et qui l'avaient mis de bonne heure à l'école de l'infortune, avaient donné à son esprit un caractère sérieux et méditatif, à son intelligence une maturité précoce, à sa pensée une rare élévation.

Grave et réfléchi, il était toujours au travail, à l'étude; ardent à tout apprendre, à tout savoir, consacrant et le jour et la nuit à s'instruire, au point de se lever de son lit pour rallumer sa lampe que l'évêque, son précepteur, avait prudemment éteinte (1).

De tels efforts intellectuels développèrent de bonne heure ses facultés exceptionnelles et firent de lui un homme, avant l'âge.

(1) Pinto de Campos, *O Senhor D. Pedro II,* pag. 22.

Aussi inspira-t-il une entière confiance au parlement.

Celui-ci, effrayé par les dispositions d'une partie du pays à l'agitation, jugea nécessaire d'abréger de trois ans l'époque légale de la majorité du jeune empereur.

Dom Pedro II n'avait que quinze ans. C'était en 1840.

La guerre désolait une des provinces les plus importantes de l'empire. L'effervescence gagnait les autres. Un malaise général pesait sur tout le pays. Tout progrès était paralysé. « Le pays, a dit un sénateur brésilien, avait fait l'expérience des gouvernements électifs. »

Ce fut alors que les libéraux, Hollanda Cavalcanti (vicomte d'Albuquerque), Vergueiro, les Andradas et Alvares Machado à leur tête, ainsi que plusieurs conservateurs, parmi lesquels le marquis de Paranaguá (Villela Barbosa), le général F. de Lima e Silva, le comte de Lages, s'entendirent pour supplier l'empereur de sauver à la fois et le pays et le

trône, en prenant, malgré son jeune âge, l'exercice du pouvoir que la Constitution ne devait lui confier qu'au bout de trois ans.

Dom Pedro II, ému de patriotisme, et se sentant, d'ailleurs, à la hauteur de la mission qu'on le priait d'accomplir prématurément, accepta bravement cette mission glorieuse, à l'heure du péril. Il fut déclaré majeur par les deux Chambres, réunies en Assemblée générale (23 juillet, 1840), et il organisa son premier ministère.

Le 18 juillet 1841 eut lieu, à la cathédrale de Rio, la cérémonie du sacre et du couronnement de Dom Pedro II, au milieu de l'enthousiasme général. Les fêtes à Rio durèrent plusieurs jours.

Le 23 juillet de l'année suivante, fut signé, à Vienne, le contrat de mariage de l'empereur avec la princesse Thérèse-Christine-Marie de Bourbon, fille du roi François Ier des Deux-Siciles.

Une division navale brésilienne, partie de

Rio le 5 mars 1843, arriva à Naples le 21 avril, conduisant le conseiller Joseph-Alexandre Carneiro Leão (depuis vicomte de Sam Salvador de Campos), ambassadeur extraordinaire de Dom Pedro II. Elle se composait de la frégate *Constituição,* capitaine J.-J. Maia, ayant le pavillon du contre-amiral Théodore de Beaurepaire, et des corvettes *Euterpe* et *Dois de Julho,* dont les capitaines étaient Wandenkolk (Jean-Marie) et Ferreira d'Oliveira (Pedro). Le prince de Syracuse représenta l'empereur Dom Pedro II au mariage, célébré par procuration, le 30 mai, dans la chapelle Palatine.

Le 2 juillet, la division brésilienne partit pour le Brésil, conduisant l'impératrice, suivie de la division napolitaine, composée du vaisseau *Vesuvio* et des frégates *Parthenope, Elizabetha* et *Amelia* (1).

(1) Le chanoine SILVEIRA, plus tard archevêque de Bahia, a publié dans la revue *Minerva Brazileira* (t. Ier, 1843, Rio), une description du voyage de l'escadre brési-

Le 3 septembre, cette escadre arrivait à Rio de Janeiro, et, le lendemain, l'impératrice débarquait avec l'empereur qui était allé à sa rencontre (1).

Depuis ce jour, la Charité se trouve assise sur le trône du Brésil.

lienne, de Rio à Naples et de Naples à Rio : — *Itinerario da viagem que fez a Napoles o conego Manoel Joaquim da Silveira, na qualidade de capellão da camara de S. M. a Imperatriz do Brazil, a Sra. D. Theresa Christina Maria, à bordo da fragata « Constituição. »* Du voyage de Naples à Rio, il y a une autre description par l'officier napolitain Rodriguez : *Descrizione del viaggio a Rio de Janeiro della flotta di Napoli,* 1 vol. in-8°, avec gravures, Naples, 1844.

(1) Une des plus belles médailles sorties de la Monnaie de Rio commémore cet événement. Elle a été gravée par Z. Ferrez, alors professeur à l'École des Beaux-Arts de Rio. Dans le catalogue de la collection numismatique de Mme la vicomtesse de Cavalcanti, nous trouvons la description d'une autre médaille commémorative du mariage de LL. MM. Voir Viscondessa de Cavalcanti, *Catalogo das Medalhas brazileiras e das estrangeiras referentes ao Brazil,* s. l., 1888, in-8°, page 30-31.

III.

LE BRÉSIL : UN PEU DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE.

Sommaire : Coup d'œil sur le Brésil et ses institutions politiques. — Étendue territoriale. — Sa population en 1840 et en 1888. — Division territoriale. — Climat. — Richesse. — Commerce. — Constitution politique du Brésil. — Fonctionnement des pouvoirs. — Gouvernement parlementaire. — Éligibilité des étrangers naturalisés et non catholiques. — Administration des provinces. — Mot de M. Jules Ferry. — Élections. — Liberté religieuse. — Liberté de la presse. — Un mot du duc de Wellington sur les institutions du Brésil. — Un passage de M. Ed. de Grelle.

Voilà donc un souverain de quinze ans, à la tête d'un empire immense, d'un peuple qui naissait à peine, comme son jeune empereur, à la vie politique, et qui, naturellement, devait passer par les périodes de toute formation : laborieuses périodes pour une nation inexpérimentée et, par conséquent, livrée à mille périls.

Dès le début de son règne, Dom Pedro II eut une triple devise, dont il ne se départit jamais, pour le bonheur de son peuple et pour sa propre gloire :

« Progrès, Liberté, Patriotisme ! » Progrès intellectuel et social; liberté sagement réglée par la loi; patriotisme fécond en dévouement, en moralité, en dignité.

Son premier soin, en montant sur le trône, fut de pacifier son empire.

A l'ombre seule de la paix, pouvait fleurir un sage gouvernement.

Que de laborieux efforts pour calmer des esprits effervescents et indisciplinés, pour rétablir l'ordre, sans lequel tout gouvernement est impossible !

*
* *

Mais, comment fonctionnait alors le gouvernement de ce vaste empire? Comment fonctionne-t-il encore aujourd'hui? Quelles sont ses institutions?

Il est important de les connaître, maintenant que nous sommes arrivés à la majorité de Dom Pedro II et qu'il se trouve à la tête du gouvernement, bien jeune encore, mais avec une précocité d'intelligence et une supériorité d'instruction, auxquelles les premiers hommes d'État de cette époque ont pu rendre hommage devant le parlement.

Le Brésil est un des plus vastes empires de la terre.

Au point de vue de l'extension territoriale, il vient après l'empire Britannique, la Russie, la Chine et les États-Unis de l'Amérique du Nord.

Il est seize fois plus grand que la France.

Sa superficie est, selon les meilleurs calculs, de 8,337,218 kilomètres carrés.

Il avait, en 1840, une population de cinq millions d'habitants, dont plus de deux millions d'esclaves nègres (1).

(1) Selon Von Roon, cité par le prince Adalbert de Prusse (*Travels*, t. I, page 269), la population du Brésil

Aujourd'hui, il possède plus de quatorze millions d'habitants; et, empressons-nous de le dire, il n'a plus d'esclaves, depuis le 13 mai 1888.

En 1840, il se divisait en dix-huit provinces. Deux provinces ont été créées depuis lors. C'est bien peu, car il faudrait accroître dans ce vaste empire les centres d'activité gouvernementale. Une division administrative défectueuse est un danger pour l'unité nationale. Après notre grande Révolution française, nous avons tué le provincialisme en créant la division départementale. Au lieu des Normands, des Bourguignons, des Provençaux, des Languedociens, comme on s'intitulait alors, nous avons fait un seul peuple : *le Peuple français.*

Au Brésil, la province de Sergipe est quarante-sept fois plus petite que l'Amazonas, et

sans compter les Indiens sauvages, se composait à cette époque de 5,125,000 habitants, dont 1,780,000 libres et 3,345,000 esclaves.

Minas-Geraes a trente-sept fois plus d'habitants que le Matto-Grosso (1).

Plusieurs de ces provinces, telles que l'Amazonas, le Pará, le Matto-Grosso, le Minas-Geraes, sont aussi vastes que les plus grands royaumes de l'Europe.

Quant aux climats, ceux du Brésil sont les plus divers, selon la latitude et l'altitude des différentes régions. En général, le climat est chaud, sur la côte; mais, au sud du tropique, les provinces de Paraná, de Santa-Catharina et de Rio-Grande du Sud, jouissent d'un climat tempéré, même sur le littoral. Dans l'intérieur du pays, même entre le tropique et l'équateur, la chaleur n'est pas exagérée, en été; en hiver, le froid est souvent

(1) Voir l'article *Brésil*, qui vient de paraître dans la *Grande Encyclopédie*, écrit par MM. Levasseur, de l'Institut, le baron de Rio-Branco, Eduardo Prado, le baron de Ourém, E. Trouessart, Paul Maury et Zaborowski. Nous recommandons surtout le tirage à part de cette monographie, *Le Brésil*, où plusieurs erreurs qui avaient échappé ont été corrigées.

assez vif. Il neige même quelquefois à Minas-Geraes et à Sam Paulo. Cela tient à ce que l'intérieur du pays est formé, presque partout, par des plateaux élevés (1).

Le savant Agassiz a trouvé dans l'Amazonas, sous la ligne équinoxiale, des endroits où la température moyenne rappelait celle du midi de la France.

(1) Le Dr Sigaud, Français qui a longtemps exercé la médecine à Rio de Janeiro, commence ainsi son ouvrage *du Climat et des maladies du Brésil* (Paris, 1844) : — « Le climat du Brésil est réputé avec juste raison le plus beau des principales contrées du globe. Il est pour le continent des deux Amériques ce que celui de l'Italie est pour l'Europe. »

Cependant, au mois d'octobre 1849, la fièvre jaune fut introduite à Bahia par un brick américain arrivé de la Nouvelle Orléans et le premier cas de cette maladie se présenta à Rio de Janeiro le 27 décembre de la même année. Depuis cette date plusieurs épidémies ravagèrent les grandes villes du littoral, mais la maladie n'a jamais pénétré dans l'intérieur, où le terrain est élevé, derrière les chaînes côtières.

En Europe on a exagéré beaucoup les ravages de la fièvre jaune. Ce sont surtout les agents d'émigration, au service d'un pays voisin du Brésil, qui mènent en Europe cette campagne de diffamation. Pour rétablir la vérité,

Le Brésil est un beau pays, plein de richesses naturelles qui, pour être entièrement exploitées, n'attendent que des capitaux et le travail de l'homme.

nous donnerons ici les chiffres des victimes de la fièvre jaune dans la ville de Rio de Janeiro, qui est celle où les épidémies ont fait le plus de ravages :

1850.....	3.860	Report...	12.673
1851.....	471	1871.....	8
1852.....	1.943	1872.....	102
1853.....	853	1873.....	3.467
1854.....	11	1874.....	829
1855-56..	0	1875.....	1.292
1857.....	1.336	1876.....	3.476
1858.....	800	1877.....	282
1859.....	500	1878.....	1.174
1860.....	1.249	1879.....	974
1861.....	247	1880.....	1.433
1862.....	12	1881.....	219
1863-68...	0	1882.....	95
1869.....	274	1883.....	1.336
1870.....	1.117	1884.....	618
à reporter	12.673		33.978

Ce tableau est extrait de l'ouvrage de M. Émile Allain, *Rio de Janeiro* (Paris, 1886). Nous ajouterons que, selon le recensement de 1849, la ville de Rio avait alors 205.206 habitants (le Municipe Neutre 266.466) et que déjà en 1884 la ville comptait plus de 350.000 habitants.

Son sol est d'une fertilité incomparable. La végétation des tropiques étale, au Brésil, toute sa majesté, et, dans les parties élevées du centre ou un peu éloignées de la côte, de même que dans les provinces du Midi, toutes les cultures de l'Europe réussissent parfaitement (1).

Son exportation, qui augmente de plus en plus rapidement, consiste principalement dans

(1) On sait qu'une lettre du célèbre navigateur florentin Amerigo Vespucci, dont la mémoire a été réhabilitée par les travaux de Humboldt et de l'historien brésilien Varnhagen, est le premier document qui ait parlé à l'Europe des beautés de la nature brésilienne. Cette lettre, écrite en 1503 de Lisbonne à Laurent Pierre de Médici, a été traduite en plusieurs langues et publiée souvent depuis 1504. « Dequelli paesi, » disait Vespucci, « la terra é molto fertile e amena e de molti colli, monti e infinite valle e de grandissimi fiume abondante, e de saluberrimi fonti irrigua... Arbori grandi li senza cultori pervengano, de le quale assai fructi sonno al gusto delectabili e ali humani corpi utili... Tuti li arbori li sonno odoriferi, e cadauno da se gummi, o vero olio, o vero qualche altro licore mandano, dei qualli si a nui le proprieta note fosseno, non dubito che ali humani corpi salute seriano : e certamente si el Paradiso Terrestro in qualche parte de la terra sia, non lontano da quelli paesi esser distante

les produits de l'agriculture et de ses forêts admirables : le café, dont l'exportation brésilienne représente aujourd'hui plus de la moitié de la production totale du globe, le sucre, le coton, le tabac, le cacao, le caoutchouc, les bois de teinture et d'ébénisterie.

Plusieurs provinces exportent aussi des diamants et de l'or. On sait que les diamants du Brésil sont les plus beaux du monde.

Au point de vue politique, le Brésil est une monarchie constitutionnelle représentative. Il est régi par la Constitution du 25 mars 1824, par l'Acte Additionnel du 12 août 1834, qui a établi l'autonomie provinciale, et par la loi réglementaire du 12 mai 1840, qui a interprété plusieurs dispositions de l'Acte Additionnel.

Nous avons vu que la Constitution de 1824

existimo... El cielo e laire una gran parte del anno sonno sereni e vacui de grossi vapori... El cielo é ornato de bellissimi segni e figure, in nelequale io ho notato da cercha XX stelle de tanta chiareza de quante alcune volte habiamo veduto Venere e Jove... » (Édition de Vicence, 1507).

fut l'œuvre de Dom Pedro I^or^ et de ses conseillers d'État, parmi lesquels il faut citer Villela Barbosa (marquis de Paranaguá), Carneiro de Campos (marquis de Caravellas), Maciel da Costa (marquis de Queluz), Nogueira da Gama (marquis de Baependy), Carvalho e Mello (vicomte da Cachoeira) et le baron, puis marquis de Santo-Amaro.

La Constitution du Brésil est vraiment libérale. Elle reconnaît quatre pouvoirs : le législatif, le modérateur, l'exécutif et le judiciaire.

Les lois sont votées, avec la sanction de l'empereur, par une Chambre de députés, élue pour quatre ans, et par un Sénat. L'empereur a le droit de *veto*. Ce veto n'est d'ailleurs que suspensif, mais l'empereur n'en a jamais fait usage. La même proposition, votée de nouveau par deux législatures consécutives, devient loi.

Les sénateurs sont nommés à vie par l'empereur qui les choisit sur une liste de trois noms, présentés par les électeurs. Le Sénat

ainsi composé, est bien une des créations les plus sages de la Constitution brésilienne. Chacun de ses membres est un élu du peuple; mais, une fois entré dans cette Chambre, il devient complètement indépendant, n'ayant plus à courtiser ni le pouvoir, ni les électeurs, ni les chefs de parti (1).

D'ailleurs, pour être sénateur il faut avoir quarante ans, et la statistique démontre que dans l'espace de cinq ou six ans, le renouvellement de la majorité du Sénat brésilien s'opère par la mortalité (2).

D'après des lois récentes, les étrangers naturalisés Brésiliens et les non-catholiques peuvent être élus députés et sénateurs.

L'initiative des impôts, du recrutement et

(1) Un autre pays de l'Amérique, le Canada, possède aussi un Sénat dont les membres sont inamovibles. Mais au Canada les sénateurs (au nombre de 180), ne sont pas présentés par des électeurs comme au Brésil; ils sont nommés par le gouverneur général au nom de la Reine.

(2) En 1832, lorsqu'il a été question des réformes constitutionnelles, on a voulu abolir l'inamovibilité des sénateurs. Heureusement pour le Brésil, cette proposi-

le choix d'une nouvelle dynastie, appartiennent à la Chambre.

L'empereur exerce le pouvoir modérateur, en nommant les sénateurs; en convoquant en réunion extraordinaire les deux Chambres, quand l'intérêt de l'État l'exige; en sanctionnant les décrets et les résolutions des deux Chambres, en prorogeant ou en ajournant le parlement; en dissolvant la Chambre des députés, quand le salut de l'État le commande; en nommant et en renvoyant les ministres; en suspendant les magistrats, dans les cas prévus par la Constitution; en faisant grâce, en modérant les peines, en accordant l'amnistie.

L'empereur est irresponsable. Il est le chef du pouvoir exécutif et il l'exerce par ses ministres, qui sont responsables.

Les magistrats sont inamovibles. Ils sont

tion a été repoussée, et ce résultat a été dû en grande partie à un député de Bahia, Rebouças, un vrai patriote et un vrai libéral.

nommés par l'empereur. Les membres des cours d'appel sont choisis parmi les quinze juges les plus anciens. Ceux de la cour suprême se recrutent parmi les membres des cours d'appel, par rang d'ancienneté.

Chaque province est gouvernée par un président, nommé par l'empereur, et possède une « Assemblée législative provinciale » qui a des pouvoirs très étendus : elle vote le budget et les impôts provinciaux et municipaux, fixe l'effectif de la gendarmerie ou corps militaire de police, prend des résolutions sur les travaux publics, l'instruction, la division territoriale, etc. La décentralisation administrative est très largement appliquée au Brésil.

Il y a près d'un an, dans un banquet, à Paris, M. Jules Ferry en apprenant de la bouche d'un ancien ministre brésilien, le baron de Mamoré, quelles sont les attributions des Assemblées provinciales au Brésil, s'écria : « Mais c'est un empire fédéral, que le Brésil ! »

Il avait raison. Depuis 1834, le Brésil est une véritable fédération. Elle diffère de celle des États-Unis, où les gouvernements sont électifs; mais elle se rapproche beaucoup de la fédération impériale britannique (1).

Le système représentatif existe au Brésil,

(1) Dans *Le Brésil* (monographie déjà citée) nous avons lu avec plaisir le passage suivant du chapitre *Histoire*, signé par MM. le BARON DE RIO-BRANCO et E. LEVASSEUR : « Pour donner satisfaction aux libéraux monarchistes, partisans de l'autonomie provinciale, des réformes constitutionnelles (Acte Additionnel) furent votées en 1834. Les fédéralistes demandèrent alors que les présidents de province fussent électifs ou choisis par le gouvernement central sur des listes présentées par les assemblées provinciales; mais la majorité eut la sagesse de repousser ces propositions (12 juillet) qui auraient brisé l'unité nationale et seraient devenues la cause de luttes semblables à celles qui ont entravé les progrès de plusieurs États hispano-américains. » — Nous avons exprimé à M. le baron de Rio-Branco le désir de connaître son opinion sur cette question de l'autonomie provinciale.

Le choix des présidents fait sur des listes présentées par les provinces, nous a dit M. de Rio-Branco, a plus d'inconvénients encore que l'élection de ces fonctionnaires. D'abord, la liste peut être composée de noms qui ne méritent pas la confiance du gouvernement central; ensuite, ceux qui ne seront pas nommés deviendront très probablement, dans les provinces, des mécontents et des

à tous les degrés de la hiérarchie des conseils délibérants. Le municipe ou la commune, la

adversaires du pouvoir central, au grand préjudice de l'union nationale. Les présidents électifs amèneraient certainement des conflits entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Chaque président, homme de parti, n'offrirait aucune garantie à l'opposition, et préparerait toujours l'élection de son successeur. L'opposition n'aurait qu'un moyen de vaincre : ce serait de se révolter. M. de Rio-Branco est très partisan de l'autonomie provinciale, mais il trouve qu'elle existe déjà dans les provinces les plus riches et populeuses, que c'est surtout l'organisation fédérale des possessions anglaises qu'il faudrait imiter, et que cela peut être fait dans les limites de l'Acte Additionnel. Selon lui, il suffit de créer dans les provinces les plus importantes deux Chambres et le gouvernement parlementaire. Le président serait toujours nommé par le gouvernement central, pour une période de quatre ans. Il gouvernerait avec des ministres provinciaux (intérieur et instruction publique, commerce, agriculture et travaux publics, finances) pris dans la majorité parlementaire. Le président pourrait être remplacé avant l'expiration de la période gouvernementale si les deux Chambres de la province, ou les deux tiers de la Chambre des députés en faisaient la demande au gouvernement central. Les sénateurs seraient élus, mais inamovibles. Le président aurait le droit de dissoudre la Chambre des députés. On trouvera dans le *Colonial Office List*, livre publié tous les ans en Angleterre, des renseignements très précis sur l'organisation spéciale de chaque possession britannique.

province et l'empire ont leurs représentants élus.

Les élections étaient à deux degrés, jusqu'en 1881. Depuis cette année, une loi, dont les promoteurs furent un libéral, M. Saraiva, président du conseil, et le baron de Cotegipe, chef des conservateurs, établit l'élection directe.

Les ministres sont choisis parmi les membres de la majorité parlementaire de la Chambre des députés et parmi les membres du Sénat.

La religion catholique est la religion de l'État. Mais la Constitution proclame la tolérance religieuse. Toutefois, jusqu'à nos jours, les temples des religions non catholiques ne doivent avoir à l'extérieur aucune apparence confessionnelle. L'année dernière (1888) un projet de loi votée par la chambre a supprimé cette interdiction, peu compatible avec les sentiments libéraux d'un peuple si éclairé.

Les citoyens de toutes les religions sont libres dans leur culte, de même qu'ils sont tous

électifs et aptes à exercer tous les emplois, qu'ils soient catholiques ou non catholiques.

Telles sont les principales dispositions des lois fondamentales de l'empire brésilien.

Ajoutons que la liberté de la presse et la liberté de la parole dans les réunions publiques, sont entières au Brésil. La liberté de la presse y dégénère même souvent en licence.

Charles Reybaud raconte qu'en 1850 le conseiller Marques Lisboa, ministre du Brésil à Londres, parlait devant le vieux duc de Wellington de la situation de l'empire et de la vitalité de ses institutions qui lui avait permis de traverser, sans bouleversement, la période si orageuse d'une régence de dix années. Le duc médita quelques instants, puis, d'une voix lente et grave, et comme pesant ses paroles, il répondit : « Oui, vous avez raison, vous pouvez être fier de votre Constitution et de votre pays; je ne connais pas en Europe un seul État qui aurait résisté à une pareille épreuve. »

Terminons ce chapitre par un passage de M. Édouard de Grelle, ministre de Belgique à Rio de Janeiro.

Ce diplomate, élevé dans un pays vraiment libre, qu'il représente si dignement à l'étranger, a envoyé récemment à son gouvernement un rapport rendu public (1).

Voici ce qu'il dit du Brésil sous Dom Pedro II :

« Sur la terre brésilienne, au milieu de la plus belle et plus riche nature du globe, fleurit la vraie liberté.

« A la faveur d'un régime monarchique constitutionnel, il règne au Brésil un sentiment de démocratie, de nivellement des classes sociales, d'indépendance dans toutes les manifestations du libre arbitre, bien autrement prononcé que dans beaucoup d'autres États, même de forme républicaine. »

(1) Ed. de Grelle, Ministre de Belgique à Rio de Janeiro, *Étude sur le Brésil* (rapport officiel), Bruxelles, 1888 (page 20).

IV.

PACIFICATION DE L'EMPIRE.

Sommaire : Commencement du gouvernement de Dom Pedro (1840). — Pacification du Maranhão. — Révolutions à Sam Paulo et à Minas (1842). L'ordre y est rétabli. — Pacification du Rio-Grande du Sud (1845). — Révolution à Pernambuco (1848). Victoire des partisans du gouvernement (1849). — Ces victoires de la loi et de l'unité nationale ont été toujours suivies de la plus complète amnistie. — Un passage de Charles de Ribeyrolles sur Dom Pedro II.

Nous avons vu que Dom Pedro II avait pris les rênes du gouvernement le 23 juillet 1840, à une époque agitée, et après neuf ans de guerres civiles. « Les débuts du règne, dit Charles Reybaud, ne pouvaient être tout à fait exempts d'agitation et de troubles. On ne passe pas sans transition du désordre à l'or-

dre. Mais aussi un pays se discipline d'autant mieux qu'il a plus longtemps souffert du mépris de la règle. »

Le jeune empereur commença son gouvernement avec les libéraux. Hollanda Cavalcanti (vicomte de Albuquerque), sénateur de Pernambuco, Aureliano de Souza (vicomte de Sepetiba), de Rio, et les deux frères Antonio Carlos et Martim Francisco d'Andrada, députés du Sam Paulo, faisaient partie de ce cabinet.

Des divergences au sein du ministère amenèrent, quelques mois après, l'avènement des conservateurs (23 mars 1841) avec le marquis de Paranaguá (Villela Barbosa).

La province de Maranhão fut pacifiée (1841), comme nous l'avons dit, par le général Lima, plus connu sous le titre de Caxias, qu'il commença à porter dès cette date.

Mais, l'année suivante, une autre révolution éclata dans les provinces de Sam Paulo et de Minas-Geraes, où l'ordre fut rétabli par le

DOM PEDRO II

1839

même général, après la bataille de Santa Luzia (23 août 1842).

Après le ministère Paranaguá, vint celui de Carneiro Leão (depuis marquis de Paraná), organisé le 20 janvier 1843. Ce cabinet donna sa démission le 31 janvier 1844, par suite du manque d'accord avec l'empereur.

Un autre chef conservateur, Costa Carvalho (marquis de Monte Alègre), fut appelé, mais il s'excusa; et un libéral, Almeida Torres (vicomte de Macahé), fut alors chargé de former le nouveau ministère (2 février 1844).

Le gouvernement des libéraux dura jusqu'au 29 septembre 1848, avec le ministère dont nous venons de parler, et ceux du 5 mai 1846 (vicomte de Albuquerque), du 22 mai 1847 (Alves Branco, vicomte de Caravellas), du 8 mars 1848 (vicomte de Macahé), et du 31 mai de la même année (Paula e Souza).

C'est pendant le gouvernement des libéraux, que le général de Caxias, nommé par l'administration précédente commandant en chef de

l'armée de Rio-Grande du Sud, parvint à pacifier cette province (1er mars 1845). La même année, commencèrent les démêlés du Brésil avec l'Angleterre, à propos du *bill Aberdeen*, dont nous parlerons au chapitre VII.

Deux ministères libéraux ayant été renversés, la même année, par la Chambre des députés, Dom Pedro II chargea un des chefs du parti conservateur, l'ancien régent marquis d'Olinda (Araujo Lima), d'organiser un nouveau ministère (29 septembre 1848). Ce cabinet fut constitué avec un ancien membre de la seconde régence, le marquis de Monte-Alègre (Costa-Carvalho), avec Eusebio de Queirós, Rodrigues Torres (vicomte d'Itaborahy), et M. F. de Sousa e Mello.

Une nouvelle révolution éclata à Pernambuco. Elle était dirigée par les députés du parti libéral de cette province. Plusieurs combats eurent lieu, et, le 2 février 1849, l'armée révolutionnaire, par un mouvement rapide, essaya de s'emparer de la capitale, Recife, que

l'énergique président Tosta (marquis de Muritiba) sut défendre avec des volontaires et des gardes nationaux, appuyés par des troupes de la marine. L'arrivée de la petite armée du général Coelho, au milieu du combat, assura la victoire du gouvernement.

Ce fut la dernière révolution au Brésil, et, comme celles de 1842, une révolution locale.

Elle avait eu comme résultat d'augmenter énormément dans toutes les provinces la force du parti conservateur, car les classes dirigeantes et la population en avaient assez de toutes ces agitations et de ces guerres intestines.

Dom Pedro II gouverna avec des ministères conservateurs, jusqu'au 3 septembre 1853.

Le 6 octobre 1849, le marquis d'Olinda, en divergence d'idées avec tous ses collègues et avec l'empereur, au sujet de la politique à suivre vis-à-vis du dictateur argentin Rosas, quitta le cabinet et fut remplacé, dans la présidence du conseil, par le marquis de Monte-

Alègre. Le conseiller Paulino de Souza, plus tard vicomte d'Uruguay, fut nommé ministre des affaires étrangères. Dès le 23 juillet, le conseiller Tosta, arrivé de Pernambuco, avait pris possession du portefeuille de la marine.

C'est avec ce ministère que Dom Pedro II réussit, en 1850, à supprimer la traite des noirs, et, par l'intervention armée de 1851 et 1852, à assurer l'indépendance de l'Uruguay et du Paraguay, et à affranchir d'une tyrannie odieuse les peuples de la Plata.

En 1852, le cabinet présenta sa démission à l'empereur, se trouvant réduit à un seul député, par l'entrée de plusieurs de ses membres au Sénat.

Le vicomte d'Itaborahy, ministre des finances, fut nommé président du conseil, et réorganisa le ministère avec deux de ses collègues du cabinet précédent et trois nouveaux ministres (11 mai 1852).

A ce nouveau ministère conservateur succéda, en 1853, celui du marquis de Paraná,

qui inaugura la politique de « conciliation » dont nous parlerons plus loin.

Dès 1849, nous venons de le voir, le jeune empereur, aussi habile que courageux, avait assuré l'ordre partout.

Il rendait ainsi à son empire un immense service, celui de mettre fin à l'anarchie.

Ce premier bienfait de Dom Pedro II est, certes, inappréciable; mais, il était surtout glorieux pour l'empereur; car, ces victoires de la loi et de l'unité nationale étaient toujours suivies d'une amnistie générale.

Jamais des persécutions ni des exécutions capitales ne furent permises par Dom Pedro II.

Il faisait toujours grâce aux crimes politiques. Il était persuadé, justement, que l'insurgé de la veille peut devenir, s'il est gracié, le serviteur le plus dévoué du lendemain.

Il fit d'ailleurs, lui-même, l'expérience de cette vérité gouvernementale, que si peu de souverains ont le bon sens de comprendre et l'habileté de mettre en pratique.

Dom Pedro II ne voyait dans l'insurgé qu'un homme égaré qu'il fallait ramener à la raison.

N'était-ce pas avoir de la dignité humaine le sentiment le plus juste, tel que le conçoivent les vrais philosophes, les esprits les plus élevés?

Un émigré français du temps de Napoléon III, Charles de Ribeyrolles, ami de Victor Hugo, a pu écrire les lignes suivantes, dans son ouvrage *Le Brésil pittoresque* (1) :

« Après son installation et son couronnement, il y eut des troubles dans la province de Minas, des troubles à Sam Paulo. Sur certains points, on en vint aux luttes, à ces tristes luttes de famille qui font saigner la patrie, pleurer la mère.

« L'insurrection fut vaincue, et les cours judiciaires s'ouvrirent.

« Mais il n'y eut pas cette fois-ci place au bourreau.

(1) Rio de Janeiro 1859, t. Ier, pages 140-141.

« Par un décret d'amnistie du 14 mars 1844, les prisons se vidèrent et, l'année suivante, prit fin, à Rio-Grande du Sud, une vieille petite guerre qui avait duré dix années, comme le siège de Troie.

« En 1848, grande date et pour les idées et pour les peuples. La commotion de l'Europe oscilla jusqu'aux mers du Sud... Au Brésil, il y eut agitation d'idées, mais les bras restèrent au repos; il n'y eut bataille qu'à Pernambuco, et, cette fois-là, cela dura treize heures!

« Elle a bien souffert cette vieille cité de la Révolution tant de fois meurtrie, jamais lassée, et cette dernière crise lui coûta cher, trop cher. Mais on a cicatrisé depuis les blessures, et voilà longtemps qu'il ne reste plus un vaincu dans les geôles. Combien celles de l'Europe gardent bien mieux la douleur!

« Cela paraîtra peut-être phénomène, excentricité, scandale, aux politiques d'outre-mer, qui jugent en droit romain des empires

et des empereurs. Mais, au Brésil, depuis des années, il n'y a plus ni procès politiques, ni prisonniers d'État, ni procès de presse, ni conspiration, ni transportation. La pensée n'y est point justiciable de la police, saisie en douane, suspecte, marquée. L'âme est libre dans toutes ses confessions, et le citoyen dans tous ses mouvements. La raison d'État chôme.

« Et cela pourquoi? parce que Dom Pedro II a mis la *Majesté* non dans la prérogative, non dans la personne, mais dans le caractère, dans les œuvres; parce que l'esprit général du pays est tolérance, conciliation, sociabilité; parce que le catholicisme lui-même, quoique ayant privilège d'État, n'ose plus y jongler de l'anathème et de la foudre. »

Paroles écrites par un républicain français, par un exilé qui avait trouvé asile sur la terre hospitalière du Brésil et qui y est mort en 1860 (1)!

(1) La presse de Rio de Janeiro s'est mise à la tête

Dom Pedro II pouvait-il recevoir un plus touchant hommage?

Pouvait-on mieux glorifier son règne?

d'une souscription pour élever un monument à la mémoire de RIBEYROLLES dans le cimetière où il a été enterré, et VICTOR HUGO a envoyé les vers suivants qui ont été gravés sur cette tombe :

Il accepta l'exil, il aima les souffrances;
Intrépide, il voulut toutes les délivrances;
Il servit tous les droits par toutes les vertus,
Car l'idée est un glaive et l'âme est une force;
Et la plume de Wilberforce
Sort du même fourreau que le fer de Brutus.

V.

GUERRE DE 1851 A 1852.

Sommaire : Guerre de 1851 à 1852 contre Rosas, dictateur de Buenos-Aires. — Antécédents. — Les crimes de Rosas. — Intervention de la France et de l'Angleterre. — Le Brésil allié aux peuples de la Plata contre le tyran Rosas. — Combat de Tonelero. — Bataille de Monte Caseros. — Chute de Rosas.

Après avoir pacifié son empire, Dom Pedro II, malgré son vif amour de la paix, fut forcé d'intervenir dans les affaires de la Plata, en présence des provocations du célèbre dictateur Rosas, de la Confédération Argentine.

L'honneur et les intérêts du Brésil, autant que sa mission civilisatrice dans la partie orientale de l'Amérique du Sud, exigèrent cette intervention armée.

Rosas avait eu des démêlés avec la France et l'Angleterre.

Son nom a acquis une triste célébrité chez nous, par les discussions des Chambres et de la presse pendant le règne de Louis-Philippe.

Une première fois, du 28 mars 1838 au 29 octobre 1840, les Français (amiraux Leblanc, Dupotet et de Mackau) avaient bloqué les côtes de Buenos-Aires, et protégé le gouvernement de Montevideo et le général Lavalle, chef de l'armée des unitaires argentins, en lutte contre Rosas.

Tous les documents officiels de ce tyran, chef du parti fédéral argentin, commençaient ainsi : « Vive la Confédération argentine! Mort aux sauvages unitaires! »

Il gouvernait depuis 1829 par la terreur.

Tout ce que la Confédération argentine possédait de plus illustre dans la politique, dans les lettres, dans l'armée, tous les libéraux argentins avaient émigré à Montevideo, au Brésil et au Chili (1).

(1) Dans la république argentine, comme partout, le drapeau des vrais libéraux est celui de l'unitarisme. LORD

Dans les batailles de ces terribles guerres civiles, les officiers prisonniers étaient égorgés ou fusillés, d'après les instructions de Rosas.

Derby vient de le dire très bien (janvier 1889) à Ashton-under-Line, dans un discours remarquable, rempli de citations historiques : — « Well, I will not multiply examples, but I lay it down, and I challenge Home Rulers to show the contrary, that as a rule, throughout the civilized world in modern times, wherever in any country the attempt has been made to weaken the central power of the State in order to strengthen that of some particular province, the Liberal or progressive party has been found on the opposing side. »

Le parti unitaire a fini par triompher complètement dans la république argentine en 1860, grâce au général Mitre, l'illustre homme d'État qui a eu la gloire de continuer l'œuvre interrompue du grand Rivadavia. Les unitaires n'ont pas reformé la constitution en supprimant les gouverneurs électifs parce que l'influence du gouvernement central sera encore pendant longtemps très grande dans ce pays qui, jusqu'à présent, ne possède qu'un port : celui de la capitale. Mais cette réforme les Argentins la feront certainement un jour, pour mettre un terme à la nécessité où le gouvernement national s'est trouvé souvent d'intervenir à main armée (*intervencion nacional*) pour vaincre les résistances et les révoltes des gouverneurs provinciaux. Alors la république argentine fera ce que la Colombie vient de faire après une longue expérience de fédéralisme, et elle n'aura plus des gouverneurs de province qui trahissent devant l'ennemi, comme en 1827 et en 1865, la cause nationale.

Voici quelques documents que nous prenons au hasard dans un chapitre très émouvant des *Mémoires de Garibaldi*, écrit par Alexandre Dumas père :

« Quartier général au Ceibal, 14 septembre 1841..... Parmi les prisonniers s'est trouvé le traître sauvage unitaire, ex-colonel Borda, qui *fut exécuté à l'instant même avec d'autres prétendus officiers, tant de cavalerie que d'infanterie...* — (Signé) MANOEL ORIBE. »

« Catamarca, le 29 du mois de Rosas 1841. — A son Exc. M. le gouverneur D. C. A. Arredondo. — Après plus de deux heures de feu, et après avoir passé au fil de l'épée toute l'infanterie, à son tour la cavalerie a été mise en déroute, et le chef seul s'est échappé avec 30 hommes; on le poursuit, et sa tête sera bientôt sur la place publique, comme y sont déjà les têtes des prétendus ministres Gonzalès, Dulce et celle d'Espeche. Vive la fédération ! Signé : M. MAZA. »

Suit une liste des prisonniers fusillés : un

colonel, sept commandants, cinq capitaines, quatre adjudants, un lieutenant.

Passage d'une lettre écrite après la bataille d'Arroyo-Grande par le colonel Geronimo Costa (le même qui commandait à Martin Garcia lorsque les Français prirent cette île) :

« *Nous avons pris plus de* 150 *chefs et officiers, qui furent exécutés à l'instant.* »

Nous pourrions multiplier à l'infini les citations en puisant dans les écrits des Argentins Florencio Varela, Rivera Indarte, A. Wright, Marmol, Sarmiento, et de l'Uruguayen Andrés Lamas, le premier des diplomates de la Plata.

Pour exterminer ses ennemis, Rosas créa la fameuse société nommée *Mas horca,* c'est-à-dire *encore des potences.*

« A cette société de la *Mas horca,* » dit Alexandre Dumas, « étaient affiliés par ordre supérieur : le chef de police, les juges de paix, tous ceux enfin qui devaient veiller au maintien de l'ordre public; de sorte que, lorsque

les membres de cette société forçaient la maison d'un citoyen pour piller cette maison ou assassiner le citoyen, celui dont la vie ou la propriété était menacée avait beau appeler à son aide, personne n'était là pour s'opposer aux violences dont il était l'objet. Ces violences étaient faites au milieu du jour comme en pleine nuit, sans aucun moyen de s'y soustraire. »

Ces faits odieux, dit Alfred de Brossard (1), « ont été relevés sur les publications mêmes du gouvernement argentin par Florencio Varela, dans une lettre éloquente qui rappelle les plus énergiques pages de Junius, et qui n'a jamais été réfutée. »

Florencio Varela, qui rédigeait le *Commercio del Plata* à Montevideo, — ville héroïque, qui ne s'est jamais rendue à Rosas, — y fut lâchement assassiné par des agents du dictateur.

(1) *Considérations historiques et politiques sur les républiques la Plata*, par ALFRED DE BROSSARD, ancien attaché à la mission extraordinaire de France. (Paris 1850, 1 vol. in-8°.)

Rivera Indarte a estimé à plus de vingt-deux mille personnes le nombre des victimes de Rosas, de 1829 à 1843. Et ce tyran continua son œuvre encore pendant neuf ans! Voici le compte des victimes dans la période étudiée par Rivera Indarte (1) :

Empoisonnés	4
Égorgés	3,765
Fusillés	1,393
Assassinés	722
Morts en actions de guerre	14,920
Fusillés pour désertion, tués en escarmouches, etc	1,600
	22,404

Le gouvernement brésilien, dès 1844, avait voulu faire cesser cet état de choses, sachant du reste, que le dictateur se préparait à lui faire la guerre aussitôt qu'il aurait vaincu la

(1) Rivera Indarte, *Rosas y sus opositores*, Montevideo 1843 (réimprimé à Buenos-Aires, 1853). Voir aussi Andrés Lamas, *Apuntes historicos sobre las agresiones del dictador argentino Rosas* (2e édition, Buenos-Aires, 1877), et A. Wright, *Apuntes historicos de la défensa de la República*, Montevideo, 1845.

résistance de la ville de Montevideo, assiégée depuis 1842 par une armée argentine sous les ordres du général Oribe.

Le dictateur désirait, d'abord, faire la conquête de la république de l'Uruguay et de l'État du Paraguay. Il avait protesté contre les démarches que le Brésil avait faites en Europe pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance du Paraguay, indépendance conquise par ce pays en 1810.

Dom Pedro II avait chargé, en 1844, un de ses plus illustres hommes d'État, le marquis d'Abrantes (Calmon Dupin) d'appeler l'attention de l'Angleterre et de la France sur la situation de la Plata, sur la nécessité de défendre l'indépendance de l'Uruguay et de rétablir l'ordre et la paix dans ces contrées.

Le marquis d'Abrantes réussit dans sa mission. L'Angleterre et la France prirent la résolution d'intervenir, mais elles commirent la faute d'exclure le Brésil de toute coopération. Lord Aberdeen était le ministre des af-

faires étrangères, en Angleterre, dans le cabinet de sir Robert Peel; Guizot était président du conseil en France. « Les deux cabinets, » dit de Brossard, « pensèrent qu'il était plus prudent de ne pas engager l'empire du Brésil dans une lutte avec ses voisins, d'éviter ainsi pour l'avenir de nouveaux motifs de rivalité entre la cour de Rio de Janeiro et les républiques belligérantes; ils jugèrent que l'intervention, ou pour mieux dire la *médiation armée*, à laquelle ils s'étaient arrêtés, offrirait aux parties intéressées plus de gages de sincérité et d'impartialité, lorsqu'elle serait exclusivement conduite par des États évidemment étrangers, par leur situation géographique et par leur puissance acquise, à toute espèce de pensée ou de nécessité d'agrandissement territorial. Ces motifs bien plus apparents que réels (car le refroidissement survenu entre les cours de Londres et de Rio, à l'occasion de la répression de la traite des noirs, fut un grand élément de décision), ces motifs, disons-nous, n'é-

taient pas, néanmoins, sans valeur. Il est fâcheux, cependant, qu'ils aient prévalu, car, en les adoptant, les puissances médiatrices se retirèrent leur auxiliaire le plus immédiat, le plus économique, et, partant, le plus puissant, le concours des troupes de terre que leur offrait le Brésil. Elles se réduisirent ainsi elles-mêmes à l'emploi de leurs forces navales, et au futur contingent fort incertain, et, dès lors, fort inefficace, des troupes de débarquement venues d'Europe. »

Le blocus des côtes de Buenos-Aires fut établi dès le 18 septembre 1845, par les amiraux Laîné et Inglefield. La même année, les commandants Tréhouart et Hotham remportaient la belle victoire d'Obligado, dans le Paraná, en s'emparant des batteries défendues par le général Lucio Mancilla, beau-frère de Rosas.

Deux ans après (15 juillet 1847), l'Angleterre, comprenant qu'elle n'arrivait à aucun résultat par le blocus, retira son escadre et

traita avec Rosas. L'amiral français Leprédour continua seul le blocus jusqu'au 11 juin 1848.

A partir de cette date, la France se borna à allouer au gouvernement de Montevideo 40,000, piastres par mois, pour les besoins de la garnison et de la défense de la place, où plusieurs de nos compatriotes s'illustrèrent dans la légion française, composée de volontaires commandés par le colonel Thielbault.

Garibaldi commandait la légion italienne.

En 1850, le gouvernement français diminua les subsides qu'il payait au gouvernement de Montevideo. Le gouvernement brésilien commença alors à fournir les sommes nécessaires à la défense de la place, dès le 1er juillet de cette année. Le 23 septembre, le général Guido, ministre argentin à Rio, demanda ses passeports, qui lui furent envoyés le 30. A son arrivée à Buenos-Aires, la *Mas horca* fit éclater, dans les rues, des cris de mort contre les Brésiliens et le gouvernement impérial. Le mi-

nistre des affaires étrangères, Arana, publia, le 13 octobre, une dépêche qu'il avait adressée le 2 du même mois au général Guido, en le félicitant d'avoir « *quitté un pays dont le gouvernement déloyal et perfide était un ennemi dégoûtant* (*enemigo asqueroso*) *de l'Amérique* ».

Tel était le langage de la chancellerie de Rosas!

Un écrivain a dit du dictateur argentin : « Il était toujours entouré de fous et de paillasses, et, au milieu des affaires les plus sérieuses, il gardait ce singulier entourage. »

Son ministre des affaires étrangères devait être assurément de ce nombre.

Le 25 décembre 1850, un traité d'alliance fut signé entre le Brésil et le Paraguay contre Rosas. C'est alors que le Brésil envoya à l'Assomption et à Humaïtá plusieurs officiers qui furent les instructeurs de l'armée paraguayenne. Le général Bellegarde, officier du génie, né au Brésil, le commandant Leverger, né Français, depuis contre-amiral, Porto-Carrero et Villa-

gran Cabrita, étaient au nombre de ces officiers.

Nous aurons à parler des trois derniers, en nous occupant de la guerre commencée en 1864 par le dictateur du Paraguay contre le Brésil.

Le 16 mars 1851, le ministre Paulino de Souza annonçait au représentant de la République Orientale de l'Uruguay, que le Brésil avait pris la résolution de défendre le gouvernement de Montevideo contre l'armée du général Oribe.

Cette attitude du gouvernement impérial décida les généraux Urquiza (3 avril) et Virasoro (30 avril), gouverneurs des provinces ou États d'Entre-Rios et de Corrientes, à rompre avec le chef de la Confédération (1).

Le 29 mai, un traité d'alliance ayant été signé à Montevideo entre le Brésil, la Répu-

(1) Les dates : 16 *mars* (déclaration du gouvernement impérial), et 3 *avril* (résolution prise par Urquiza de rompre avec Rosas), répondent aux observations de Don Justo

blique de l'Uruguay et l'État d'Entre-Rios, le général Urquiza commença à être malmené dans les documents officiels de ce curieux gouvernement de Rosas.

Nous reproduirons seulement, comme pièce à l'appui, un passage de la loi du 20 septembre, votée par le congrès de Buenos-Aires (Honrada Sala de Representantes).

Ce document commence ainsi :

« Vive la Confédération Argentine! Mort aux sauvages et dégoûtants unitaires! Mort à Urquiza, fou, traître et sauvage unitaire! »

L'article 4e de la loi ordonnait ce qui suit :

« Dans les documents publics de la province de Buenos-Aires, il est défendu de donner au traître Justo-José de Urquiza le titre de général; dans tous ces documents, il sera traité do-

MAESO, qui se trouvent à la page 427, tome II, de sa traduction d'un ouvrage de W. PARISH (*Buenos Aires y las Provincias de Rio de la Plata*). Nous pouvons dire comme MAESO : « *Esto no admite dudas.* »

rénavant par les titres honteux de fou, traître et sauvage unitaire (1). »

Une armée de 20,000 Brésiliens, sous la conduite du maréchal de Caxias, pénétra dans la république orientale, tandis que l'escadre impériale de l'amiral Grenfell menaçait Buenos-Aires et protégeait le passage des troupes de l'armée alliée.

Oribe capitula (19 octobre), à l'arrivée de l'armée de l'Entre-Rios, après avoir fait pendant dix ans le siège de Montevideo, cette « nouvelle Troie », comme l'a appelée Alexandre Dumas, alors qu'elle résistait et qu'elle paraissait devoir succomber.

Le 21 novembre, un autre traité, en vue des opérations contre Rosas, fut signé entre le Brésil, l'Uruguay, l'Entre-Rios et le Corrientes.

La première armée des alliés marcha sur

(1) Du temps de l'intervention anglo-française les Français, les Anglais, le roi Louis-Philippe et nos ministres étaient traités de la sorte à Buenos-Aires.

Buenos-Aires; Grenfell força le passage de Tonelero que Mancilla ne réussit pas à défendre (17 déc. 1851), et la guerre se termina par la bataille de Monte-Caseros (3 février 1852), gagnée par le général Urquiza, qui avait sous ses ordres, outre les corps d'armée de l'Entre-Rios et de Corrientes, la division brésilienne du général Marques de Sousa (comte de Porto-Alègre) et une petite division uruguayenne (1).

(1) Dans cette bataille le général Urquiza avait sous ses ordres 25,206 hommes (18,545 Argentins, 4,020 Brésiliens, et 1,641 Uruguayens). Le maréchal de Caxias avait dans son camp de Colonia 16,000 Brésiliens.

L'armée de Rosas à Monte Caseros était de 23,000 hommes. La résistance devant l'attaque des alliés a été faible. La perte des Argentins d'Urquiza a été de 250 tués et blessés. Voici celle des Brésiliens et Uruguayens : — *Brésiliens :* 2 officiers et 16 sous-officiers et soldats tués; 10 officiers et 59 sous-officiers et soldats blessés (87 hommes hors de combat; un des officiers est mort de ses blessures); — *Uruguayens :* pas de tués; 2 officiers et 17 sous-officiers et soldats blessés (19 hommes hors de combat; 1 officier et 3 soldats sont morts par suite de leurs blessures). Nous donnons ici ces chiffres, parce que l'éditeur des Mémoires du général César Diaz a oublié de les publier.

L'intervention du corps principal de l'armée brésilienne, qui se trouvait campé aux environs de la ville de Colonia de Sacramento, prêt à s'embarquer pour Buenos-Aires, ne fut pas nécessaire.

Le dictateur Rosas prit la fuite. Il alla se réfugier à bord d'un navire anglais qui le conduisit en Angleterre.

Les alliés ne firent leur entrée dans la ville de Buenos-Aires que le 18 février.

Ce fut un jour de fête. Sarmiento a raconté (1) l'enthousiasme de la population et les témoignages de reconnaissance qu'elle donna aux Brésiliens.

L'*Annuaire de la Revue des Deux-Mondes*, de 1852, a apprécié en ces termes le rôle du Brésil :

« On ne saurait méconnaître l'habileté et la vigueur que le cabinet de Rio de Janeiro a mises à conduire cette affaire. C'est pour lui

(1) SARMIENTO, *Campaña del Ejercito grande aliado*, 1852, p. 179.

un incontestable succès, d'autant plus flatteur pour l'esprit national, que le Brésil a la ressource de se dire qu'il a réussi là où les gouvernements les plus puissants de l'Europe ont échoué. »

VI.

CIVILISATION ET PROGRÈS.

Sommaire : Œuvre de civilisation et de progrès. — Dès 1849, la pacification était faite, l'unité nationale assurée. — Suppression de la traite des noirs (1850). — Dom Pedro II et le marquis de Paraná. — Politique de conciliation (1853-1858). — Construction des premiers chemins de fer et des lignes télégraphiques (1854-1858). — On commence à attirer les colons européens, à augmenter les écoles. — Apaisement des esprits, grâce à la politique de conciliation. — Un passage de Ribeyrolles sur la première partie du programme de Dom Pedro II. — Les deux grands partis constitutionnels momentanément confondus à cette époque, se séparent en 1858. — Ils s'alternent depuis dans le gouvernement. — Série des changements politiques à partir de 1853. — Ce qu'était le Brésil au commencement du règne de Dom Pedro II, ce qu'il est maintenant. — Chiffres de 1840 et des dernières années. — Recettes. — Valeur comparée de la production en 1840 et aujourd'hui. — Chiffres du commerce extérieur. — Chemins de fer. — Télégraphes. — Immigration.

C'est à partir de cette époque que commence pour le Brésil, grâce à son empereur et aux ministres dont il sut s'entourer, une ère de

progrès qui excite l'admiration de tous ceux qui ont connu la situation de ce pays pendant la minorité de Dom Pedro II.

Il faut lire ce que les voyageurs européens, dignes de foi et sympathiques au Brésil, ont écrit sur l'état de ce grand empire à ses débuts et pendant la minorité de Dom Pedro II. Il faut comparer les descriptions de Debret, de Ferdinand Denis, d'Auguste de Saint-Hilaire, de Rugendas, de Kidder, avec celles des étrangers qui dans les trente dernières années, ont visité le même pays : Charles Reybaud en 1856; Charles de Ribeyrolles avant 1860; Kidder (second voyage) et Fletcher en 1879; Agassis en 1865; le baron de Hübner en 1882. Il faut comparer le Brésil de 1822 à 1840, avec le Brésil actuel, surtout après la date glorieuse du 13 mai 1888.

Quelle étonnante transformation! On dirait que sur le Brésil a passé un souffle magique qui a dissipé l'ignorance des masses populaires, la confusion, le désordre, la ruine, consé-

quences de l'anarchie, et le honteux esclavage, pour y faire place à une instruction plus élevée et plus répandue, à l'ordre, au respect de la loi, de la justice, à l'apaisement des passions et des haines politiques, à une intelligence plus exacte de la vraie liberté et du système représentatif, à un patriotisme plus éclairé, à l'accroissement de la richesse publique, à tous les progrès de la civilisation moderne, à la confiance et au crédit sur les premières places de l'Europe, enfin, à l'affranchissement de deux millions d'esclaves, à la victoire du grand principe de l'égalité, de la dignité humaine.

Avant l'avènement de Dom Pedro II, le régime parlementaire n'était pas parfaitement compris au Brésil. Il y avait beaucoup à faire pour consolider l'union des provinces, pour établir l'ordre, pour développer les principes libéraux de la Constitution et de l'Acte additionnel, pour encourager le commerce et l'industrie, pour répandre l'instruction.

Il fallait, surtout, pour l'honneur du genre humain, supprimer la traite des noirs, émanciper les esclaves, effacer cette honte des temps antiques, ce triste legs de la barbarie.

Il fallait concourir à la prospérité nationale, en faisant des routes, en ouvrant les fleuves aux navires étrangers, en introduisant les chemins de fer et le télégraphe, en encourageant l'agriculture et la colonisation, en secondant par tous les moyens possibles les conquêtes du génie moderne.

Telle fut la tâche immense et glorieuse que le jeune empereur, secondé par d'illustres hommes d'État, entreprit avec énergie, et qu'il accomplit avec un merveilleux succès, grâce au concours de son peuple.

Dès 1849, l'ordre était rétabli dans tout l'empire. La première partie du programme de Dom Pedro II était accomplie : l'unité nationale était assurée comme l'avaient voulu Dom Pedro Ier, José Bonifacio, Lédo, tous ces hommes énergiques qui ont collaboré à l'œu-

vre de l'indépendance du pays. Les vues larges de ces hommes supérieurs embrassaient les horizons d'une patrie grande, puissante et respectée; elles ne se bornaient pas aux étroites limites d'une province. Ils avaient voulu faire un — Brésil, — et non des Guatemala et des Costa Rica (1).

« Ce fut une œuvre utile, » a dit Charles de Ribeyrolles, en parlant de la première partie

(1) On sait que la Confédération de l'Amérique centrale s'est brisée, dès le commencement, en cinq petites républiques rivales : Guatemala, Costa Rica, San Salvador, Honduras, Nicaragua. Des hommes éminents de ces petits États rêvent depuis longtemps de les réunir de nouveau dans une seule république, et aujourd'hui ce grand projet paraît bien près de triompher. Nous le souhaitons et nous l'espérons. La victoire finale appartiendra toujours à l'unitarisme. Le grand Bolivar avait fondé, lui aussi, l'ancienne république de Colombie, mais l'organisation fédérale ayant créé des rivalités et des héros de province, cette grande république s'est brisée en trois États, le Venezuela, la Colombie et l'Équateur.

Un publiciste portugais, Silvestre Pinheiro Ferreira, a proposé en 1842 la division du Brésil, qu'il croyait trop grand, en plusieurs monarchies.

Ce publiciste, qui a été dans les dernières années de sa vie un rêveur d'utopies, ne comprenait pas des États plus grands que le petit Portugal...

du programme de Dom Pedro II ; « il fallait constituer l'unité du pays et ne point le laisser tomber en satrapies fédéralistes ou maritimes. Si l'on veut être un peuple, il faut d'abord être une patrie (1). »

Dom Pedro II s'appliqua, dès lors, à obtenir l'apaisement des esprits et à encourager tous les progrès.

En 1850, la traite des noirs fut supprimée. La même année, la première ligne de paquebots à vapeur fut inaugurée entre le Brésil et l'Europe.

De 1854 à 1858, les premiers chemins de fer et les premiers fils télégraphiques furent construits; les premières lignes de navigation fluviale, créées; l'immigration européenne, recherchée et facilitée; et le nombre des écoles et des établissements d'éducation, commença à s'accroître.

Pour réussir dans ses projets civilisateurs, Dom Pedro II avait compris qu'il fallait faire

(1) Ouvrage cité, p. 140 du t. II.

taire, autant que possible, les haines politiques et rallier, quoique temporairement, tous les hommes de bonne volonté, afin de faciliter la réorganisation des partis et de faire oublier les passions et les excès qui, à plusieurs reprises, avaient allumé les guerres civiles.

Obéissant à cette sage inspiration, il constitua le 6 septembre 1853 un ministère, présidé par le conseiller Carneiro Leão, marquis de Paraná, et composé de membres des deux grands partis constitutionnels de l'empire : le parti conservateur et le parti libéral.

De 1853 à 1858, ces deux partis se trouvèrent confondus, et cette politique de conciliation, politique de bon sens et de raison, exerça une influence salutaire sur la vie sociale et sur les mœurs politiques du Brésil.

A la mort du marquis de Paraná (3 sept. 1856), le maréchal de Caxias, ministre de la guerre, lui succéda à la présidence du conseil. Puis vint le ministère du marquis d'Olinda (4 mai 1857).

A partir de 1858, époque où les deux partis se séparèrent de nouveau, ils ont pu gouverner alternativement. La lutte politique ne s'est plus engagée, désormais, que dans les journaux, dans les deux Chambres, dans les réunions électorales, par le vote de l'électeur, par la discussion dans la presse et à la tribune parlementaire.

Le parti conservateur a gouverné de 1858 à 1862 : ministères vicomte d'Abaeté (12 déc. 1858), Ferraz (10 août 1859) et Caxias (2 mars 1861);

Le parti libéral, de 1862 à 1868 : ministères Zacarias de Vasconcellos (24 mai 1862), marquis d'Olinda (31 mai 1862), Zacarias (15 janvier 1864), Furtado (31 août 1864), Olinda (12 mai 1865) et Zacarias (31 août 1866);

Le parti conservateur, de 1868 à 1878 : ministères vicomte d'Itaborahy (16 juillet 1868), marquis de Sam Vicente (21 sept. 1870), vicomte de Rio-Branco (7 mars 1871) et duc de Caxias (25 juin 1875);

Le parti libéral, de 1878 à 1885 : ministères Sinimbù (5 janvier 1878), Saraïva (28 mars 1880), Martinho Campos (21 janvier 1882), Lafayette Pereira (24 mai 1883), Paranaguá (3 juillet 1883), Dantas (6 juin 1884), Saraïva (6 mai 1885);

Enfin, depuis 1885, c'est le parti conservateur qui préside aux destinées de l'empire brésilien : ministères du baron de Cotegipe (20 août 1885) et de M. Jean-Alfred Corrêa d'Oliveira (10 mars 1888) (1).

A la faveur d'une politique aussi habile que sage, Dom Pedro II dota son pays des institutions les plus fécondes, les plus libérales, les plus populaires.

(1) Le télégraphe nous apprend (juin 1889) que les conservateurs dissidents, alliés aux libéraux, viennent de renverser le ministère Corrêa d'Oliveira, qui, l'année dernière avait fait l'abolition de l'esclavage. L'empereur s'adressa à trois chefs conservateurs, qui ne réussirent pas à former un nouveau ministère. Il confia alors cette mission au conseiller Saraiva, libéral, mais cet homme d'État s'excusa en indiquant à l'empereur le vicomte de Ouro-Preto (Affonso Celso), qui, en ce moment organise un ministère libéral.

Une simple comparaison entre la situation financière et industrielle du commencement du règne de Dom Pedro II et cette même situation à l'époque actuelle, démontrera éloquemment les progrès du Brésil.

Pour l'année 1831-1832, la première du règne actuel, les recettes générales de l'empire furent de 11,171,520 *milreis*. — Le milreis égale 2 fr.04 c.

Pour l'année 1840-1841, la première après la majorité de l'empereur, elles montèrent à 16,310,571 *milreis*.

Depuis cette époque, elles ont continué à suivre rapidement une marche ascendante, démontrée par les chiffres suivants :

Année 1862-1863 : 48,342,182 *milreis;* — Année 1872-1873 : 109,180,063 *milreis;* — Année 1882-1883 : 127,972,047 *milreis*.

Aujourd'hui, ces recettes générales s'élèvent (1889) à 153,148,000 *milreis*.

Quant à la valeur de la production brésilienne, elle était en 1840 de 50 millions de

milreis, ou 125 millions de francs; elle est aujourd'hui de 500 millions de *milreis,* ou 1 milliard 250 millions de francs, selon les évaluations du *Jornal do Commercio* de Rio dans sa revue commerciale de 1887.

Voici, maintenant, d'après une étude très remarquable de M. Levasseur, de l'Institut, les moyennes des chiffres officiels, « lesquels, ajoute ce savant, sont très vraisemblablement inférieurs à la réalité, » du commerce extérieur du Brésil, par périodes quinquennales :

Années.	Millions de *milreis*. Moyennes annuelles.	Évaluation en millions de *francs*.
1834-39	79	197
1839-44	96	240
1844-49	105	282
1849-54	148	370
1854-59	212	530
1859-64	236	590
1864-69	312	780
1869-74	347	867
1874-79	359	897
1879-84	397	992

En 1884-1885, le commerce extérieur a été de 404 millions de *milreis* (1 milliard 10 mil-

lions de francs) dont 178 millions de *milreis* à l'importation et 226 à l'exportation.

En 1886-1887, il s'est élevé à 472 millions de *milreis* (1 milliard 180 millions de rancs), dont 209 millions de *milreis* à l'importation et 263 à l'exportation.

L'éloquence de ces chiffres est incontestable. Elle tourne sans contredit à la gloire du règne de Dom Pedro II.

Voilà pour les finances, pour la production, pour le commerce de l'empire brésilien.

Quant aux chemins de fer, ils ont suivi la même progression.

Qu'on en juge.

Le premier chemin de fer fut inauguré au Brésil en 1854, par Irenêo de Souza, créé baron et vicomte de Mauá.

En 1867, l'empire ne comptait que 601 kilomètres de voies ferrées. Le 31 décembre 1870 il avait 997 kilomètres.

Ce ne fut qu'après la guerre du Paraguay, à partir de 1871, sous le ministère du vi-

comte de Rio-Branco (1871-75) (1), que la construction des chemins de fer commença à être poussée avec une grande activité. Tous ses successeurs l'imitèrent, surtout les ministres Sinimbû et Antonio Prado.

En 1883, le Brésil avait en exploitation 4,865 kilomètres; en 1884, 6,116 kilomètres; et en construction, 1,650.

Le 31 décembre 1887, il avait déjà 8,486 kilomètres en exploitation et 1,397 en construction, 3,597 en étude. Aujourd'hui (31 déc. 1888) il a 9,200 kilomètres en exploitation et 9,000 en construction ou en étude.

Aucun pays de l'Amérique, — les États-Unis et le Canada exceptés, — n'a un aussi vaste réseau de chemins de fer, et pourtant le Brésil n'est pas un pays de plaines, comme la république argentine, et la construction de

(1) Voir sur la politique large et entreprenante de ce ministère (1871-1875), vivement appuyée par D. Pedro II les belles pages du Dr Louis Couty, dans son ouvrage : *l'Esclavage au Brésil*, p. 33-39. (Paris, 1881, chez Guillaumin et Cie.)

toutes ces lignes a exigé de grands travaux d'art, et des dépenses énormes (1).

En 1873, le Brésil possédait 3,469 kilomètres de lignes télégraphiques terrestres.

L'année suivante (22 juin), il fut relié à l'Europe par un câble, et une autre ligne sous-marine fut établie tout le long de la côte.

En 1875, le Brésil possédait 5,151 kilomètres de lignes terrestres appartenant au gouvernement; en 1882, — 7,420 kilomètres; en 1885, — 9,299; en 1886, — 10,610. Aujourd'hui il possède plus de 18,000 kilomètres en comptant les lignes télégraphiques des chemins de fer.

Enfin, un des grands moyens employés par le gouvernement impérial pour développer les ressources du pays, ce fut la protection

(1) États-Unis, 242,205 kilomètres; Canada, 19,851; Brésil, 9,200; république argentine 6,205; États-Unis Mexicains, 6,133; Chili, 2,693; Pérou 2,600; Uruguay, 553; États-Unis de Venezuela, 286; Costa-Rica, 274; États-Unis de Colombie (aujourd'hui république de Colombie, après la réforme constitutionnelle), 231; Guatemala, 213; Équateur, 120; Honduras, 111; Paraguay, 72; Bolivie, le petit chemin de fer de La Paz à Aygachano (lac Titicaca).

accordée à l'immigration des Européens. Ceux-ci apportaient avec eux leurs arts, leur science et leur travail, dans ces contrées si bien douées par la nature, si riches, auxquelles il ne manque aujourd'hui qu'une chose essentielle : la population. Le Brésil possède encore des zones immenses désertes et pourrait contenir une population de plus de 600,000,000 d'habitants, s'il était aussi peuplé que la France.

En 1870, le Brésil ne recevait que 9,123 immigrants. En 1887, il en recevait 54,990. L'année qui vient de finir (1888), 131,268 immigrants y sont entrés, par les deux seuls ports de Rio et de Santos. Le premier trimestre de 1889 présente déjà le chiffre de 43.489 immigrants débarqués dans ces deux ports et dans celui de Victoria : — 15.349 à Santos, 24.860 à Rio, 1.280 à Victoria.

Dom Pedro II, secondé par ses ministres et par son peuple, assurait ainsi, par son intelligente impulsion, le succès le plus complet à son œuvre civilisatrice.

VII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Sommaire : Politique extérieure de Dom Pedro II. — Les deux guerres étrangères de son règne (1851-1852 et 1864-1870). — Elles ont été faites contre les tyrans de la Plata et du Paraguay. — Générosité après la victoire. — Les démêlés avec l'Angleterre avant 1850. — Le bill *Aberdeen* (1845). — Conséquences. — La suppression de la traite a été due à l'énergie de Dom Pedro II et de son ministre Eusebio de Queirós (1850). — Nouveaux démêlés avec l'Angleterre en 1862. — Rupture des relations diplomatiques. — Arbitrage du roi des Belges, qui donne raison au gouvernement impérial. — Satisfaction obtenue (1865). — Rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays (1865). — Impossibilité actuelle de semblables différends. — Considération dont jouissent en Europe Dom Pedro II et le Brésil. — Appel à l'intervention de Dom Pedro II dans trois questions d'arbitrage international.

Ce grand empereur, si dévoué à la civilisation de son peuple, a toujours suivi, à l'extérieur, une politique loyale et pacifique.

Il est vrai que, pendant son règne, le Brésil eut à soutenir deux guerres avec ses voi-

sins ; mais Dom Pedro II avait été provoqué.

D'ailleurs, ces guerres n'avaient pas été dirigées contre des peuples, mais bien contre des tyrans de la pire espèce, qui osaient s'intituler gouverneurs ou présidents de républiques imaginaires, pour abuser de leur autorité.

Nous avons déjà parlé de la première de ces guerres contre les dictateurs Rosas et Oribe (1851-52).

L'empire brésilien eut pour alliés, dans cette campagne, tous les libéraux, tous les esprits éclairés des deux républiques de la Plata.

Le Brésil défendit alors contre Rosas l'indépendance du Paraguay, menacée, et celle de l'Uruguay, presque détruite, car les armées du dictateur buenos-airien dominaient tout le territoire de cette république, à l'exception de la capitale.

Dom Pedro II et les Brésiliens, — nous l'avons dit, — furent salués à Buenos-Aires comme des libérateurs, après leur victoire de Caseros, après la chute du tyran.

Plus tard, vint la guerre de l'Uruguay (1864-1865) et celle dirigée contre le dictateur de la prétendue république du Paraguay (1864-1870), dont nous parlerons plus loin.

On attribuait alors à Dom Pedro II et au Brésil des projets de conquête. Cette accusation fut démentie par la suite de la guerre. Pas un pouce de terrain ne fut revendiqué par le Brésil, après sa victoire. Dom Pedro fut, comme toujours, le défenseur de l'indépendance du Paraguay, et il s'appliqua à réorganiser ce pays avec les débris du peuple que Lopez II avait conduit à la ruine, à la destruction. Il se borna à régler la question des frontières, en acceptant une ligne moins avantageuse que celle que lui accordait Lopez Ier, dans les premières années de son gouvernement.

Le Brésil obtint de ses voisins de la Plata, en 1852, pour tous les pavillons, la liberté de la navigation de l'Uruguay et du Paraná. En 1858, il réussit à obtenir du gouverne-

ment du Paraguay, non sans difficulté, l'ouverture du fleuve de ce nom au commerce étranger (1).

Dom Pedro II ouvrit aussi à tous les pavillons, en 1866, la magnifique voie de l'Amazone et de ses principaux affluents.

Il réussit également à régler pacifiquement les importantes questions de frontières, presque avec tous ses voisins.

Ces questions n'ont pas encore été tranchées, en ce qui regarde les Guyanes française et anglaise, la république Argentine, la Colombie.

« Ceux qui ont étudié le Brésil avec impartialité, » dit Charles Reybaud, « rendent à l'empereur cette justice, que même avec des adversaires plus faibles, il évite volontiers le trouble qu'apporte la guerre, et qu'aucune pensée

(1) Traité du 12 février 1858 signé à l'Assomption entre les plénipotentiaires du Brésil et du Paraguay, le conseiller Silva-Paranhos (depuis vicomte de Rio-Branco) et le général Solano Lopez (depuis dictateur du Paraguay).

d'ambition ne se cache sous ses actes. Pourtant, quelques agents politiques des grands États européens ont prêté, dit-on, au Brésil, d'autres pensées, désireux de prouver leur pénétration et de se donner de l'importance.....

« Le Brésil a d'autres conquêtes à faire, plus urgentes et plus fécondes que celles des pays qui l'avoisinent. Il a à arracher à la stérilité son magnifique territoire; il a à remplir du bruit des cognées et des voix mâles des travailleurs le silence de ses solitudes; il a à rendre ses fleuves, les plus beaux fleuves du monde, accessibles à la navigation et au commerce; il a à percer des routes à travers les espaces incommensurables de l'empire, pour mettre le centre en communication avec le littoral, pour ouvrir au monde ce livre fermé et plein de mystère de l'Amérique intérieure; il a à faire rayonner le flambeau de la civilisation dans les profondeurs épaisses de ses forêts vierges; il a, en un mot, une œuvre gigantesque à accomplir, œu-

vre qu'il a résolument entreprise, mais que le travail d'un siècle pourra à peine mener à fin ! »

Les premières années du gouvernement de Dom Pedro II, furent signalées par de graves démêlés avec l'Angleterre.

Une loi brésilienne de 1831 avait aboli la traite des noirs. Cette loi déclarait que ce commerce ignoble était un crime, et elle proclamait la liberté de tous les esclaves qui mettraient le pied sur le territoire de l'Empire.

Mais, comment faire exécuter cette loi, alors que l'anarchie régnait partout, que les forces navales de l'empire étaient employées à combattre les ennemis de l'ordre et de l'union, dans l'Amazone et ses affluents et dans les lacs et les rivières de Rio-Grande du Sud ?

Néanmoins, l'Angleterre se montrait de plus en plus pressante auprès du gouvernement du Brésil malgré la crise difficile que celui-ci traversait.

Dom Pedro II n'avait réussi à mettre fin aux guerres civiles qu'en 1845, et nous avons

vu qu'une dernière révolution provinciale s'était produite en 1848-1849.

Or, cette même année, 1845, le parlement britannique votait le célèbre *bill Aberdeen,* qui autorisait la marine anglaise à poursuivre et à détruire, même dans les ports brésiliens, les navires suspects de s'employer à la traite.

Les plus grandes violences furent alors pratiquées sur les eaux territoriales de l'empire, et ces violences soulevèrent, au Brésil, un mouvement général d'indignation contre le gouvernement d'un peuple qui s'était enrichi avec la traite des noirs et qui ne l'avait abolie qu'en 1807. Le 1er mars 1799, Canning déclarait encore, en plein parlement, que l'Angleterre avait presque le monopole de ce commerce, dont elle se vantait!

Les négriers et tous ceux qui étaient intéressés au trafic des noirs, exploitant l'indignation publique, égaraient les masses en disant hautement que la meilleure réponse à faire à l'Angleterre, c'était de persévérer dans le

commerce que l'étranger voulait interdire.

Le gouvernement de Dom Pedro II demeura impuissant, en face de l'indignation générale que partageaient même plusieurs Anglais éminents, tels que lord Cairns.

Avec le *bill Aberdeen* et les violences de la marine anglaise, la traite des noirs augmenta.

Le chiffre des nègres introduits au Brésil par les contrebandiers, était descendu, en 1841, à 16,000. En 1845, il fut de 19,000.

Voici, à cet égard, les chiffres, tels qu'ils ressortent des documents présentés au parlement anglais, à la suite du *bill Aberdeen* :

En 1846,	il fut introduit au Brésil	50,324	nègres.
En 1847,	—	56,172	—
En 1848,	—	60,000	—
En 1849,	—	54,000	—
En 1850,	—	23,000	—

A cette époque, dans ses notes diplomatiques, le Brésil disait :

« L'Angleterre veut la suppression de la traite, le gouvernement impérial la veut éga-

lement, et il est fermement décidé à user de tous les moyens pour atteindre son but. Mais ce qui paralyse sa bonne volonté, ce qui entrave son action, c'est précisément l'intervention violente de l'Angleterre dans une question intérieure, où elle n'a nul droit d'intervenir; c'est l'attentat contre la souveraineté de l'empire, commis par une loi anglaise. Il était déjà fort difficile au gouvernement impérial de faire entendre raison aux intérêts des propriétaires du sol et des intermédiaires commerciaux qui croient la fortune du pays engagée dans la continuation de la traite. Mais les obstacles deviennent bien autrement graves et insurmontables, quand une question d'honneur vient s'y ajouter et quand on demande au Brésil, le pied sur la gorge, une réforme qu'il veut faire volontairement. Ces excès diminuent l'autorité du gouvernement impérial sur ses agents administratifs et judiciaires et sur le peuple. »

En somme, l'intervention anglaise n'a

servi qu'à augmenter la traite. La flotte était impuissante pour empêcher des débarquements sur un littoral de plus de 1200 lieues. La répression efficace de ce trafic honteux ne pouvait être faite que sur le territoire même, par le gouvernement impérial dont la force morale était amoindrie par les procédés de l'Angleterre.

En 1850, l'ordre étant rétabli dans tout l'Empire, une loi fut votée par le Parlement qui édictait des peines sévères contre les contrebandiers.

Dom Pedro II, avait alors un ministère fort, composé d'hommes pleins de prestige, vénérés dans le pays.

Le chef du cabinet était le marquis de Monte-Alègre, Costa Carvalho, ancien membre de la régence. Le ministre de la justice était Eusebio de Queirós, homme d'État d'une rare énergie et d'une haute distinction.

Fortement appuyé par l'empereur et armé

de la loi du 4 septembre 1850, Eusebio de Queirós poursuivit les négriers, déporta les étrangers qui se livraient à cet odieux commerce, et fit surveiller toutes les plages par la police.

La marine brésilienne, qui n'avait plus de révoltes à combattre, put être employée à donner la chasse aux négriers.

La traite fut bientôt anéantie au Brésil.

En 1851, 3,287 Africains seulement furent débarqués dans l'empire; en 1853, il n'en arriva que 700; et dans l'espace de trois ans, de 1853 à 1856, ce chiffre descendit à 512.

Dès lors, l'esclavage ne se recruta plus en Afrique; les naissances seules l'alimentaient.

Nous verrons bientôt comment cette odieuse institution fut plus tard attaquée dans ses racines, et détruite à jamais.

De nouveaux démêlés avec l'Angleterre surgirent en 1862.

Christie, le ministre anglais qui résidait à Rio, était un homme imprudent.

Voyant que certaines réclamations qu'il présentait au gouvernement brésilien au sujet d'un navire naufragé et de l'arrestation de quelques marins ivres, n'étaient pas agréées, il eut recours à la violence. Conformément à ses ordres, cinq petits bâtiments marchands brésiliens furent saisis près du port de Rio.

L'indignation des Brésiliens éclata avec raison, et le peuple vit alors, comme toujours, que le cœur de Dom Pedro II battait à l'unisson du sien.

Certes, le Brésil ne pouvait lutter avec l'Angleterre : le gouvernement dut céder et payer la somme demandée injustement. Mais il protesta énergiquement, en envoyant au ministre anglais ses passeports et en retirant de Londres la légation impériale.

Le conflit fut soumis, grâce à l'intervention du roi du Portugal, à l'arbitrage du roi des Belges.

Léopold Ier donna raison au gouvernement

impérial. En Angleterre même, un grand mouvement favorable au Brésil s'opéra dans l'opinion publique.

Enfin, en 1865, alors qu'il se trouvait dans son campement d'Uruguayana, entouré de ses alliés les présidents des républiques argentine et de l'Uruguay, Dom Pedro II recevait le ministre anglais Thornton, qui venait lui demander le rétablissement des relations d'amitié entre les deux gouvernements, et lui exprimer combien la Reine, le gouvernement et le peuple anglais, regrettaient ce qui s'était passé.

La réponse de Dom Pedro II fut pleine de dignité.

Il déclara « qu'après cette satisfaction, les relations amicales entre son gouvernement et celui de l'Angleterre étaient rétablies. » Il ajouta « que l'Angleterre s'était montrée vraiment grande, en reconnaissant le bon droit du Brésil. »

Mais nous parlons de faits déjà très éloi-

gnés de nous, et qui, certainement, de nos jours, ne pourraient plus se renouveler.

Le Brésil et son empereur sont, aujourd'hui, appréciés de la façon la plus avantageuse en Europe.

Aucun souverain ne jouit, à l'étranger, d'un si grand prestige, d'une si grande popularité que ce prince éclairé.

Aucune nation de l'Amérique n'inspire, en Europe, plus de respect que le Brésil.

Et pourtant Dom Pedro II n'a ni armées, ni flottes assez puissantes pour peser sur les destinées du monde; le militarisme ne domine point dans son pays, comme dans l'Europe civilisée, qui est transformée en plusieurs grands campements, prêts à se jeter les uns sur les autres, au premier coup de canon!

L'autorité morale de Dom Pedro II, due à son esprit pacifique, s'est tellement accrue dans le concert des nations, qu'en plusieurs graves différends, où celles-ci ont eu recours à l'arbitrage, elles ont invité l'empereur à dé-

signer lui-même un des membres du tribunal appelé à juger et à trancher ces différends.

Preuve évidente de la confiance qu'inspirait le choix de ce juste souverain, aux puissances dont l'intérêt ou l'honneur étaient en jeu.

C'est ainsi qu'un représentant de Dom Pedro II, le vicomte d'Itajubá, siégea au congrès international de Genève, pour l'affaire de l'*Alabama*, entre l'Angleterre et les États-Unis.

Plus tard, Dom Pedro II envoya un autre représentant au tribunal arbitral de Washington, chargé d'apprécier les réclamations de plusieurs gouvernements européens, au sujet de certains actes, pratiqués pendant la guerre civile des États-Unis.

Le représentant de Dom Pedro II fut, cette fois-ci, le vicomte d'Arinos, actuellement mimistre à Londres. Ce diplomate brésilien qui, il y a quelques jours encore représentait si dignement le Brésil à Paris, eut l'honneur de

présider à Washington le tribunal où siégeaient aussi les représentants des États-Unis et de la France.

Enfin, les réclamations faites par plusieurs gouvernements européens à la république du Chili, furent jugées à Santiago par un arbitre nommé par Dom Pedro II.

Cet honneur revint, tout d'abord, à M. Lopes Netto, puis à M. Lafayette Pereira, ancien premier ministre au Brésil; et, par suite du départ de ce jurisconsulte, au baron d'Aguiar d'Andrada, aujourd'hui ministre du Brésil à Lisbonne.

VIII.

GUERRES DE L'URUGUAY ET DU PARAGUAY.

Sommaire : Guerre du Brésil contre le gouvernement de Montevideo (1864-1865). — Prise de Paysandû et capitulation de Montevideo. — Le dictateur du Paraguay, Lopez II, envahit la province brésilienne de Matto-Grosso. — Les grands projets de Lopez II. — L'ordre du Mérite. — La couronne impériale. — La presse paraguayenne du temps de Lopez II. — Il envahit la république argentine. — Triple alliance du Brésil, de la république argentine et de l'Uruguay contre Lopez II. — Victoire navale des Brésiliens à Riachuelo. — Dom Pedro II devant Uruguayana (1865). — Invasion du Paraguay par les alliés (1866). — Premières batailles. — Victoires à Confluencia, Estero Bellaco et Tuyuty. — Inaction des alliés. — Ils sont repoussés à Sauce. — Prise de Curuzú par les Brésiliens. — Les alliés repoussés à Curupaïty (1866). — Le maréchal de Caxias nommé généralissime des Brésiliens. — Dom Pedro à cette époque, son activité, son patriotisme. — Le choléra dans l'armée. — Mouvement offensif de Caxias : marche de flanc. — Les cuirassés brésiliens forcent le passage de Curupaïty. — Nouvelles victoires des Brésiliens. — Passage d'Humaïtá par les cuirassés, et prise de Cierva. — Prise d'Humaïta et du Tebicuary. — Campagne du Pikysyry : victoires de Caxias à Itôróró, Avay et Lomas Valen-

tinas. — Lopez II se réfugie dans la cordillère d'Ascurra. — Caxias, malade, retourne à Rio. — Le comte d'Eu général en chef. — Difficultés de la nouvelle campagne. — Victoires du comte d'Eu à Piribebuy et à Campo-Grande. — Il poursuit l'ennemi. — Cerro-Corá : Lopez II est tué. — La paix est rétablie. — Dom Pedro II n'a jamais voulu traiter avec Lopez II. — Un mot de l'empereur. — Le comte d'Eu obtient du gouvernement du Paraguay l'abolition de l'esclavage.

Parlons maintenant, succinctement, de la fameuse guerre du Paraguay, que nous avons mentionnée précédemment.

Cette guerre fut longue, mais elle fut glorieuse pour les armées brésiliennes.

Le gouvernement de Dom Pedro II avait fait de justes réclamations à celui de Montevidéo, qui était alors entre les mains du parti *blanco*. L'autre parti, le *colorado*, dirigé par le général Florès, dominait depuis quelques années presque toute la campagne, cherchant à renverser les *blancos*.

Dans les républiques hispano-américaines les partis en opposition n'ont qu'un moyen d'arriver au pouvoir, c'est la révolution et la

guerre civile. Il serait impossible d'arriver à renverser un gouvernement par les élections, et le président, qui est toujours un homme de parti, prépare l'élection de son successeur (1).

Les réclamations du gouvernement impérial ne furent pas accueillies à Montevidéo : l'*ultimatum* de l'envoyé de l'empereur, le conseiller Saraiva, un des plus illustres hommes d'État brésiliens, fut repoussé (9 août 1864). Ce ministre quitta Montevideo, et une armée brésilienne, commandée par le général Jean-Propice Menna-Barreto, baron de Sam Gabriel, envahit la république orientale, s'empara de Paysandu (2 janvier 1865), de

(1) Le parti du général Bartholomé Mitre, dont la présidence restera l'époque la plus glorieuse de la république argentine, car tous ses progrès datent de ce gouvernement éclairé et patriotique, le parti de Mitre, de Rawson, d'Elizalde, n'a pu retourner aux affaires depuis 1868. Deux fois il a cherché à vaincre par la révolution, et deux fois il a été écrasé. Même aux États-Unis, on sait que le parti vaincu depuis la guerre de sécession ne réussit à faire un président qu'au bout de 20 ans de luttes.

concert avec le général Flores, qui fut reconnu comme belligérant. Les alliés marchèrent sur Montevideo, qu'ils assiégèrent, tandis que l'escadre impériale de l'amiral Tamandaré bloquait le port.

La place capitula le 20 février 1865. Par une convention signée le même jour entre le général Flores et le gouverneur de Montevideo, avec l'approbation du ministre du Brésil, le conseiller Silva-Paranhos, depuis vicomte de Rio-Branco, ce général devint gouverneur provisoire de la république, et celle-ci, l'alliée du Brésil contre le Paraguay.

On sait que le dictateur du Paraguay, Lopez II (1), avait commencé en 1864 les hostilités contre le Brésil, sans déclaration de guerre. Il s'empara (12 novembre) du pa-

(1) Plusieurs écrivains français ont écrit : *Don Lopez*. — On ne doit jamais employer le *Don* des Espagnols (en portugais *Dom*), de même que le titre anglais de *Sir*, avant le nom de famille : *il doit précéder toujours le premier prénom*. Ainsi, c'est *Don François Lopez*, et non Don Lopez, qu'on doit dire; *Sir Robert Peel*, et jamais Sir Peel.

quebot brésilien le *Marquez d'Olinda* et emprisonna tous ses passagers et l'équipage. Parmi ces passagers se trouvait le colonel Carneiro de Campos, député, nommé président de la province de Matto-Grosso. Aussitôt après, Lopez II fit envahir la partie méridionale de cette province, du côté du fleuve Paraguay, par le général Barrios avec 4,200 hommes et 10 navires de guerre, et du côté de la frontière de l'Apa, par le général Resquin avec 5,000 hommes.

Le Matto-Grosso n'avait alors qu'une garnison de 875 hommes disséminés sur son territoire, cinq petites canonnières, et sa garde nationale qui n'avait pas été mobilisée parce qu'on ne s'attendait pas à une invasion. Toutefois, 155 Brésiliens, commandés par le colonel Porto-Carrero, résistèrent pendant trois jours

En Portugal, en Espagne, en Italie et au Brésil, le titre de *dom* ou *don* n'appartient de droit qu'à quelques rares familles, mais il est passé en usage en Espagne et dans tous les pays de langue espagnole de donner ce titre à tout le monde.

à Barrios, dans le petit fort de Nova Coimbra (26 au 28 décembre 1864), repoussèrent un assaut, et, après avoir épuisé leurs munitions, opérèrent leur retraite dans la petite canonnière *Amambahy*, sans être poursuivis par l'escadre ennemie. Dans le village de Dourados un détachement brésilien de 15 hommes, commandé par le lieutenant Ribeiro (Antoine-Jean), entouré par 220 Paraguayens, refusa de se rendre, et fut anéanti. Mais les Paraguayens se bornèrent à occuper la partie méridionale du Matto-Grosso, sans oser attaquer la capitale, Cuyabá, où un Brésilien né Français, Auguste Leverger, contre-amiral en retraite, organisa la défense, formant, avec la garde nationale une petite armée de 2,676 hommes. C'était bien peu de monde pour tenir tête aux 9,000 hommes de Barrios et Resquin, mais Lopez II connaissait personnellement Leverger, et la réputation de ce vieux marin arrêta les Paraguayens.

Le 27 janvier 1865, le conseiller Silva Pa-

ranhos (Rio-Branco), envoyé extraordinaire du Brésil à la Plata, publia à Buenos-Aires une note circulaire qu'il adressa au corps diplomatique, et qui fut le manifeste de guerre du gouvernement impérial contre le dictateur du Paraguay.

Lopez II avait militarisé son pays, qu'il gouvernait despotiquement. Le peuple paraguayen avait été habitué à l'obéissance passive, dès les premières années de la conquête espagnole. Les Jésuites y établirent au dix-septième siècle un gouvernement dont plusieurs écrivains européens firent l'éloge. Au dix-huitième siècle, ayant armé et discipliné les Guaranys, les Jésuites osèrent même résister aux rois d'Espagne et du Portugal. Une guerre fut nécessaire pour soumettre les Indiens. Les armées du Brésil et de Buenos-Aires écrasèrent celle des Guaranys à la bataille de Caáibaté (1756). C'est alors que le Portugal (1759) et l'Espagne (1767) expulsèrent ces religieux. Après l'indépendance des colonies

espagnoles, le Paraguay, sous le gouvernement despotique du docteur Francia, resta dans un complet isolement, sans avoir de relations avec le monde. Après Francia vint Lopez Ier (Carlos Lopez), mort le 10 septembre 1862, auquel succéda, le même jour, son fils Lopez II (François Solano Lopez).

Celui-ci, pendant la dictature de son père, visita rapidement l'Europe. A dix-huit ans, il était déjà général et avait commandé une armée dans le Corrientes, armée d'observation, qui n'a pas combattu.

Les casernes et les armées de l'Europe, ainsi que, en France, les fêtes du second empire, éblouirent ce jeune homme prétentieux et ignorant. De retour dans son pays, nommé ministre de la guerre et de la marine, il ne s'occupa que d'augmenter l'armée paraguayenne et de créer une flotte.

Devenu président, après la mort de son père, il rechercha l'alliance du Brésil. Mais certains hommes d'État brésiliens eurent peut-

être le tort de ne pas le prendre au sérieux, et il se fâcha.

Son projet était d'augmenter le Paraguay au dépens de la république argentine, par la conquête des provinces de Corrientes et de l'Entre-Rios, ainsi que de l'île de Martin-Garcia, qui domine l'entrée du Paraná et de l'Uruguay. Puis, après la victoire, il comptait, comme Napoléon Ier, se faire acclamer empereur.

On trouva à la douane de Buenos Aires, en 1865, le modèle d'une couronne impériale que son ministre à Paris, Benitez, lui soumettait.

La même année, Lopez II créa l'*Ordre national du Mérite,* calqué sur le plan de la Légion d'honneur, créée par le premier consul. Mais il y avait entre l'ordre paraguayen et ceux de tous les autres pays, cette différence, que le grand cordon du *Mérite* de Lopez II ne pouvait être donné aux présidents des républiques. L'article 3 du décret du 8 avril 1865

était ainsi rédigé : — « A mas del Présidente de la Republica, la Gran Cruz podrà solo conferirse en el pais al Mariscal de sus Ejercitos y al Gefe de la Iglesia del Estado, y *en el estranjero unicamente a los Gefes vitalicios de Estados Soberanos.* »

Ainsi, le grade de grand'croix appartenait de droit au président du Paraguay, et ne pouvait être acordé par lui qu'au maréchal des armées paraguayennes (il n'y avait qu'un maréchal, c'était lui-même, Lopez II) et à l'évêque de l'Assomption; à l'étranger, le chef de l'État ne devait conférer ce grade qu'aux empereurs et aux rois; les présidents de république devraient se contenter d'être grands officiers de l'ordre de Lopez II...

Le Paraguay ne possédait qu'un seul journal, *O Semanario,* qui était le journal officiel.

Pendant la guerre, trois ou quatre autres journaux furent créés pour insulter, comme le *Semanario,* les alliés et leurs chefs, pour pu-

blier des éloges à Lopez et pour transformer en victoires toutes ses défaites. Ces journaux montrent bien quel était le niveau intellectuel et moral du peuple paraguayen, après une longue série de gouvernements tyranniques. On ne peut se figurer rien de plus ridicule que certains articles de la presse officielle de Lopez II (1).

(1) Voici la traduction littérale d'un passage de la *Estrella* (n° du 10 juillet 1869), journal officiel qui avait remplacé le *Semanario :*

« Quand est-ce que l'histoire du monde a présenté dans les sommets des temps un GÉNIE tel que le MARÉCHAL LOPEZ?

« Jamais... jamais.

« *Alexandre, Jules César, Constantin, Frédéric-Guillaume, Napoléon,* ont été des athlètes qui, avec les ailes du génie ont pu s'élèver au-dessus de tous les champions de Mars; ils ont tous conquis l'immortalité; mais lequel d'entre eux a pu s'élever aussi haut, lequel d'entre eux a pu dominer l'espace et l'immensité comme le MARÉCHAL LOPEZ?

« Consultez les époques, consultez les siècles, consultez les lumières et les éléments, consultez les accidents, les circonstances et les moyens, et vous verrez que le MARÉCHAL LOPEZ est le GÉNIE des génies! »

Un autre article du même journal, en date du 13 juin 1869, contenait un parallèle entre le *Sauveur* Lopez et le Sauveur

En 1864, le ministre Carreras, envoyé au Paraguay par le gouvernement de Montevideo, réussit à détourner Lopez II de la ligne politique qu'il s'était tracée et à le jeter dans la guerre contre le Brésil. Carreras persuada à Lopez qu'une alliance secrète avait été signée entre le Brésil et la république argentine pour la conquête et le partage du Paraguay et de l'Uruguay.

Il paya cher cette invention, car s'étant réfugié au Paraguay, après la victoire des Brésiliens et de leur allié le général Florès à Montevideo (20 février 1865), il fut empri-

Jésus-Christ, à l'avantage du premier. En voici un passage :

« Mais notre GÉNIE SAUVEUR n'est pas parti pour l'Égypte : non, il est parti, mais pour le champ d'honneur, pour le champ de bataille ! Ce fut le 8 JUIN 1865 !

« Il n'a pas laissé la CRÈCHE dont les feuilles vertes formaient son berceau ; il a laissé les GRANDEURS et les CONFORTS de sa haute position sociale et politique ; il a laissé les doux plaisirs de la vie, pour aller courir les chances de l'âpre vie du héros... »

Nous avons conservé les italiques et lettres grasses de l'original, et nous remarquerons que ces passages sont extraits de deux articles de fonds du journal en question.

sonné en 1868, mis à la torture et fusillé le 27 septembre (1).

Lopez avait, en 1864, une armée de 80,000 hommes, tandis que celle du Brésil

(1) Plusieurs autres Uruguayens ou Orientaux ont eu le sort du Dr Carreras. Nous citerons seulement le Dr Rodriguez Larreta, qui avait été secrétaire de la légation de l'Uruguay, le colonel François Laguna, qui était allé offrir ses services au dictateur, et l'ancien consul Antoine Nin Reyes. Larreta et Laguna furent fusillés le 22 août 1868, Nin Reyes le 26.

Le nombre des victimes de Lopez II, pendant les cinq dernières années de sa vie, a été certainement bien supérieur à celui des victimes de Rosas pendant vingt et un ans de tyrannie. La folie seulement peut expliquer la conduite du dictateur paraguayen après ses premières défaites. Plusieurs de ses généraux, Robles, Bruguez, Barrios (son beau-frère), un grand nombre d'officiers supérieurs, l'évêque Palacios, des ministres et des hauts fonctionnaires, ses deux frères, Benigno et Venancio Lopez, un autre beau-frère, Bedoya, des Paraguayens et des étrangers, sans excepter les femmes, furent fusillés, tués à coup de lance ou moururent à la torture. Lorsque Lopez fut tué, sa mère répondait à un procès et recevait régulièrement des coups de bâton, parce que les juges (tous officiers de l'armée) ne lui arrachaient pas la déclaration d'avoir voulu empoisonner son fils.

Les noms d'un grand nombre de Français figurent dans les relations des fusillés trouvées par les alliés et publiées en 1868 et 1870 à Buenos-Aires et à Rio. Parmi les dames paraguayennes et étrangères que Lopez avait envoyées

n'en comptait que 15,000 en temps de paix. Mais à l'appel de l'empereur, de nombreux bataillons de volontaires s'organisèrent rapidement, et une partie de la garde nationale fut mobilisée (1).

aux forêts de l'intérieur et qui furent libérées en 1869 par l'armée brésilienne, se trouvait Mme Lasserre, née Dorothée Duprat, l'auteur d'un récit émouvant des privations et des souffrances endurées par elle et ses compagnes pendant la guerre du Paraguay. Son frère, Aristide Duprat, fut fusillé à San Fernando le 9 août 1868; son père, Cyprien Duprat, et son mari, Narcisse Lasserre, le 22 du même mois.

Lopez II, qui était devenu un fou furieux, a trouvé, cependant, des républicains assez naïfs pour prendre sa défense dans la presse européenne, de 1865 à 1870, trompés par les renseignements du ministre paraguayen à Paris. Le plus curieux est que toute correspondance entre ce ministre et Lopez étant devenue impossible, il arrangeait à Paris des nouvelles du Paraguay en se servant des dépêches de source brésilienne et argentine publiées par les journaux français et anglais.

(1) L'armée brésilienne comptait alors, outre l'état-major et les corps spéciaux, 1 bataillon du génie, 1 régiment d'artillerie à cheval, 4 bataillons d'artillerie, 5 régiments de cavalerie, 16 bataillons d'infanterie à huit compagnies, 2 à six compagnies, 5 à quatre, et plusieurs compagnies de garnison. En 1865, à l'appel du gouvernement, 56 bataillons de volontaires furent organisés : 13

En avril 1865, Lopez II, encore sans déclaration de guerre, jetait contre la république argentine une armée de 30,000 hommes, commandée par le général Robles. Cette

à Bahia, 11 à Rio de Janeiro (ville de Rio, 7; province, 4), 8 à Pernambuco, 4 à Rio-Grande du Sud, 3 dans chacune des provinces de Sam Paulo, Minas-Geraes et Maranham, 2 à Pará, 2 à Piauhy, 1 dans chacune des provinces de Ceará, de Rio-Grande du Nord, Parahyba, Alagoas et Matto-Grosso; 1 composé de volontaires du Ceará, de Piauhy et de Sergipe; 1 (n° 16, puis n° 48) composé d'étrangers. La garde nationale de Rio-Grande du Sud a fourni presque toute la cavalerie de l'armée impériale.

En 1865 la flotte brésilienne se composait de 45 navires; en 1866, de 62, dont 4 cuirassés. En 1867 les cuirassés étaient au nombre de 10 (un autre avait été perdu en 1866 devant Curuzu). Au mois de février 1868 l'escadre en opérations avait 13 cuirassés, 28 canonnières, 4.500 hommes, 155 canons. En 1869 (avril) la flotte brésilienne comptait (outre de nombreux transports) 85 navires, dont 16 cuirassés, 277 canons et 6.447 hommes.

Dans un ouvrage récent du capitaine de frégate Chabaud Arnault, nous trouvons les passages suivants sur la marine brésilienne pendant cette guerre : « Ses 500 officiers, 6 ou 7.000 *mariniers impériaux* et les soldats de son *bataillon naval* provenaient tous d'un recrutement exclusivement national. Pour l'instruction théorique et pratique de ce personnel, elle possédait des écoles qui,

armée allait occuper une grande partie de la province de Corrientes, tandis que l'escadre paraguayenne, par un coup de main, s'emparait de deux canonnières argentines, mouillées devant la capitale de la province.

à bien des points de vue, ne le cédaient en rien à celles des meilleures flottes militaires de l'Europe. Son matériel également avait été l'objet de soins éclairés. Des ateliers de tous genres lui permettaient de construire elle-même la majeure partie de ces navires, coques et machines; à Rio de Janeiro, des bassins de radoub se creusaient à côté de nouveaux chantiers, où l'on travaillait activement à la construction de plusieurs petits cuirassés... On peut donc dire que les trois grands mouvements stratégiques de la guerre du Paraguay : l'investissement d'Humaïta, la prise à revers des lignes du Pikysyry et le transport de la division Camara sur les derrières des débris de l'armée ennemie, ne purent s'exécuter que grâce au concours des bâtiments. Si l'on ajoute à ces services de premier ordre, plusieurs brillants combats, des reconnaissances accomplies de tous côtés, le transport incessant des vivres et des munitions nécessaires à une armée de soixante mille hommes, on devra reconnaître que les marins du Brésil méritèrent les plus grands éloges pour leur intrépidité, leur habileté et leur dévouement » (Chabaud Arnault, *Histoire des flottes militaires*, Paris, 1889; pages 434 et 441).

La flotte paraguayenne au mois d'avril 1865 comptait 39 navires et plusieurs chalands (chatas) Voir une

La république argentine, comme le Brésil, fut forcée d'accepter la guerre et une triple alliance fut signée à Buenos-Aires, le 1er mai 1865, entre ces deux États et la république orientale de l'Uruguay.

Les Brésiliens débutèrent par la victoire navale de Riachuelo (11 juin 1865), gagnée par l'amiral Barroso, créé alors baron d'Amazonas.

Une division paraguayenne, commandée par Duarte, qui s'avançait sur la rive droite de l'Uruguay fut anéantie à Yatay par les alliés sous la conduite du général Florès (17 août), et les troupes paraguayennes, qui, sous le commandement d'Estigarribia, avaient envahi la province de Rio-Grande du Sud, furent for-

note du BARON DE RIO-BRANCO dans l'ouvrage de SCHNEIDER, *Historia da Guerra da Triplice Alliança*, 3me vol., page 194-195, Paris, 1889 (L'armée de Lopez au commencement de la guerre était de 80.000 hommes selon Thompson, les généraux Resquin et Caballero (Paraguayens), de 100.000, selon le chargé d'affaires anglais Gould et selon Masterman.

cées de se rendre à Uruguayana (18 septembre 1865).

Dom Pedro II, lui-même, était allé rejoindre son armée de Rio-Grande du Sud, avec ses deux gendres, le comte d'Eu et le duc Auguste de Saxe, et il put ainsi assister à la reddition des Paraguayens d'Uruguayana.

A partir de ce moment Dom Pedro fut obligé, malgré lui, de quitter ses troupes et de revenir à Rio de Janeiro, car la Constitution brésilienne lui défendait de passer la frontière de l'empire sans la permission des Chambres.

Une réception enthousiaste l'accueillit à Rio de Janeiro.

« La puissance du Brésil, » écrivait alors le savant Agassiz, « s'affirme en ce moment même, par la poursuite de la guerre la plus importante dont l'Amérique du Sud ait été le théâtre. En effet, la lutte que soutient le Brésil n'a aucun caractère égoïste; dans sa querelle avec le Paraguay, le peuple brési-

lien doit être regardé comme le porte-drapeau de la civilisation. Tout ce que je sais de cette guerre m'a convaincu qu'elle a été entreprise par des motifs honorables et que, en laissant de côté les petites intrigues des individus, inévitable suite de ces grands mouvements, elle est conduite dans un esprit de désintéressement absolu. Le Brésil, dans cette lutte, mérite la sympathie du monde civilisé; ce qu'il attaque, c'est une organisation tyrannique demi-cléricale et demi-militaire qui, en prenant le titre de République, déshonore le beau nom qu'elle usurpe (1). »

En 1866, au mois d'avril, les armées alliées se trouvaient prêtes à prendre l'offensive et à envahir le Paraguay. Elles étaient campées sur la rive gauche du Paranà, dans le territoire de Corrientes, en face du Paso de la Patria.

L'escadre brésilienne, commandée par l'amiral Tamandaré se trouvait réunie au même

(1) Agassiz, *Voyage au Brésil.*

point, et elle fermait l'entrée du fleuve Paraguay. Le général Mitre, président de la république argentine, était le commandant en chef des alliés. Il avait sous ses ordres 11,500 hommes de son pays; 33,000 Brésiliens, qui formaient le 1er corps de l'armée impériale sous la conduite du général Ozorio, marquis de Herval (1), et 1,680 Uruguayens commandés par le président Florès.

Le dictateur Lopez II, avec une armée plus nombreuse que la leur, les attendait au Paso de la Patria, rive droite du Paranà, près du confluent du Paraguay. Cette armée était ainsi protégée par deux grands fleuves, par des lagunes et des retranchements.

Les Brésiliens avaient occupé avec 1,000 hommes, commandés par le colonel Villa-

(1) A la même date, le Brésil avait dans la frontière de l'Uruguay son 2e corps d'armée (général comte de Porto-Alegre), composé de 14,500 hommes, plus une réserve de 8,498 hommes dans le Rio-Grande du Sud, et dans la province de Matto-Grosso 6,367 hommes, commandés par le contre-amiral Leverger.

gran Cabrita, l'île, ou plutôt le banc de Itapirù, en face du petit fort de ce nom.

Les Paraguayens, sous la conduite du général Diaz, attaquèrent cette position et furent repoussés le 10 avril 1866.

A travers un fleuve aussi large que le Paraguay, le passage d'une armée et son débarquement étaient une opération bien difficile. Elle fut pourtant réalisée avec le plus grand succès par l'armée brésilienne, sous la protection de l'escadre impériale, commandée par l'amiral de Tamandaré.

Le brave Ozorio voulut débarquer le premier, à la tête de 10,000 Brésiliens.

Il parvint à tromper l'ennemi, et, secondé par le contre-amiral Alvim, il fit débarquer rapidement ses hommes à Confluencia, le 16 avril 1866.

Le même jour, il repoussait une première attaque des Paraguayens, et le lendemain, il en repoussait une seconde, près du petit fort d'Itapirù qui tombait en son pouvoir.

Dès lors, les autres divisions de l'armée alliée traversèrent librement le fleuve et débarquèrent sans coup férir.

Ozorio et ses Brésiliens avaient frayé le chemin (1).

D'autre part, les cuirassés et les canonnières du Brésil avaient forcé Lopez à abandonner ses retranchements du Paso de la Patria, pour aller se concentrer derrière des lignes fortifiées, qui entouraient un vaste terrain entre les forteresses d'Humaïtà et de Curupaïty, sur le fleuve Paraguay, et les positions de Sauce, Rojas et Espinillo. Ces lignes s'appuyaient sur des marécages, sur de petits lacs, protégés par des forêts, et elles étaient, sur plusieurs points, inabordables à cause du terrain marécageux qui les environnait.

Les alliés, après le passage du Paranà, se trouvaient encore au Paso de la Patria,

(1) Perte des Brésiliens aux combats de Confluencia (16 avril) et d'Itapirú (17 avril) : 357 hommes, tués ou blessés.

ayant leur avant-garde dirigée par le général Florès, à Estero Bellaco. Cette avant-garde se composait de quelques divisions brésiliennes et de la petite armée orientale.

Soudain, Lopez lança plusieurs divisions commandées par le général Diaz, pour tomber à l'improviste sur ces forces.

Tout d'abord, l'avantage resta aux Paraguayens. Mais Ozorio arriva, et la défaite se changea en victoire. C'était le 2 mai 1866 (1).

Quelques jours après, les alliés continuaient leur marche en avant et allaient camper à Tuyuty en face des retranchements de Sauce et Rojas (20 mai).

Les cartes du pays manquaient, et l'on ne trouvait pas de guides. Le Paraguay avait

(1) Pertes des alliés à la bataille d'Estero Bellaco : Brésiliens 1.103 hommes hors de combat et 4 canons; Uruguayens, 365 hommes; Argentins, 49 hommes. Pertes des Paraguayens : 2.450 hors de combat, 4 canons (3 pris par les Brésiliens, 1 par les Uruguayens), 2 drapaux (1 pris par les Brésiliens, l'autre par les Argentins).

toujours été un mystère pour l'étranger. D'un autre côté, la cavalerie des alliés était littéralement à pied. On n'avait pas fait de provisions pour nourrir les chevaux, et ils avaient péri, faute de pâturage.

Le général en chef Mitre se trouvait ainsi condamné, pour quelque temps, à l'immobilité.

Le 24 mai, Lopez, croyant surprendre et battre les alliés, lança contre eux ses meilleures troupes sous les ordres des généraux Resquin, Barrios et Diaz.

Une sanglante bataille s'engagea. Les alliés triomphèrent : la défaite de l'armée de Lopez fut complète.

Mais le président Mitre se contenta de rester maître du champ de bataille, faute de moyens de mobilité (1).

(1) Les alliés étaient au nombre de 32.000 hommes (21.000 Brésiliens et 80 canons, 10.500 Argentins et 34 canons, 1.400 Uruguayens et 6 canons). Ils furent attaqués par 25.000 hommes. La perte des Paraguayens a été de 6.000 hommes tués, 7.000 blessés, 4 canons

Pendant qu'on attendait des chevaux et l'arrivée du 2e corps de l'armée brésilienne, Florès essaya de rompre, par les bois de Sauce, les lignes ennemies.

Ozorio, malade, avait cédé le commandement du 1er corps brésilien au général Polydoro Jordam.

Le 16 juillet, une lutte acharnée eut lieu à l'endroit nommé Boqueron qui fut enlevé, par les alliés.

Mais le 18, voulant pousser en avant, ils subirent un échec à Sauce (1).

A ces deux combats, purent prendre part

pris par les Brésiliens et 7 drapeaux (3 pris par les Brésiliens, 3 par les Argentins, 1 par les Uruguayens). Voici la perte des alliés : Brésiliens 719 tués (62 officiers), 2.292 blessés (179 officiers); Argentins, 126 tués (11 officiers), 480 blessés (37 officiers), et 2 étendards; Uruguayens, 133 tués (12 officiers), 163 blessés, (16 officiers), et 1 drapeau.

(1) Pertes des alliés aux combats de Boqueron (16 juillet) et Sauce (18 juillet) : — Brésiliens, 3.611 hommes hors de combat (262 officiers); Argentins, 749 (59 officiers), Uruguayens, 250 hommes (20 officiers).

seulement quelques divisions des alliés, dont les pertes furent très grandes.

Enfin, au mois d'août, une partie du 2e corps brésilien, commandé par le général comte de Porto-Alègre, arriva.

D'accord avec l'escadre brésilienne de l'amiral Tamandaré, il opéra du côté du fleuve Paraguay.

Le 2 septembre, après un bombardement qui fit perdre aux Brésiliens le cuirassé le *Rio-de-Janeiro,* touché par une torpille, Porto-Alègre prit d'assaut le fort de Curuzù, ouvrage avancé de Curupaïty (1).

Il réclama des renforts pour aller en avant, et une discussion s'ensuivit. L'unité du commandement fit défaut; les généraux alliés ne parvinrent pas à s'entendre.

(1) Prise de Curuzú : perte des Brésiliens, 72 officiers et 861 soldats ou marins hors de combat, et un cuirassé détruit; perte des Paraguayens, 2.500 hommes, 13 canons, 3 drapeaux. La position avait été attaquée par le 2e corps brésilien (8.137 hommes) et par l'escadre impériale.

Pendant qu'on discutait et que l'on échangeait des lettres, Lopez fortifiait de plus en plus Curupaïty.

Enfin, le président Mitre, avec la plus grande partie de l'armée argentine, arriva à Curuzù pour attaquer Curupaïty avec l'aide du 2e corps brésilien.

L'assaut fut donné le 22 septembre 1866. Ce fut une défaite (1).

Il fallut attendre de nouveaux renforts.

(1) Curupaïty fut bombardé par l'escadre brésilienne et attaquée par 9.000 hommes d'infanterie et d'artillerie argentine (président Mitre, général en chef des alliés), et par le 2e corps d'armée brésilien (comte de Porto Alegre), qui avait alors 10.380 hommes, dont 3.900 de cavalerie. Ce fut le seul combat dans lequel les forces combinées des Argentins et des Brésiliens étaient à peu près égales. Les premiers ont eu 2.082 hommes hors de combat (163 officiers) et les Brésiliens 2.020 (207 officiers). Cette défaite a produit à Buenos-Aires la plus grande émotion, car un grand nombre des meilleurs officiers argentins y ont péri. C'est d'ailleurs, jusqu'ici, dans l'histoire militaire de la république argentine, le combat où ses armées ont subi de plus fortes pertes. Les Paraguayens n'ont eu dans cette journée que 250 hommes hors de combat, selon Resquin.

La petite armée argentine qui ne comptait alors que dix mille hommes, en grande partie étrangers, parce que les gouverneurs de presque toutes les provinces refusèrent au gouvernement fédéral de lui fournir des contingents de troupe, fut obligée d'envoyer 6000 hommes dans les provinces intérieures de la république, pour y rétablir l'ordre.

Depuis cette date, la république argentine ne réussit pas à avoir dans le Paraguay plus de 6.000 hommes jusqu'au commencement de 1868. Ce chiffre fut réduit encore à 3 à 4.000 hommes, dès le mois de janvier 1868 (1).

(1) Nous trouvons le passage suivant dans un livre de Sir Richard Burton, qui a visité en 1868 les campements des alliés : « Un sentiment excessif de fierté nationale règne parmi les Brésiliens à cause de leur grande supériorité numérique vis-à-vis de leurs alliés; tandis que les Argentins, comme il nous est arrivé en Crimée, s'attristent de jouer un rôle si visiblement secondaire (whilst the Argentines, like ourselves in the Crimea, are sore about playing a part so palpably second fiddle). » Voir Burton, *Letters from the Battle-fields of Paraguay*, page 323-27 (Londres 1870).

Malgré la sauvage agression de Lopez II et l'invasion

L'armée de l'Uruguay ne comptait plus que 500 hommes sous le général Henri Castro, le président Flores s'étant retiré à Montevideo, où peu après il fut assassiné (20 février 1868).

A la nouvelle du revers de Curupaïty, Dom Pedro II, et toute la nation brésilienne comprirent qu'il fallait faire un effort.

Le vieux maréchal de Caxias fut investi du suprême commandement de toutes les forces brésiliennes au Paraguay. L'amiral de l'escadre fut placé sous ses ordres.

Le maréchal arriva à Tuyuty, en novembre 1866. Aussitôt, il s'occupa de réorgani-

du Corrientes en 1865, la guerre n'était pas populaire dans les provinces argentines, où les anciens fédéralistes (Urquiza, gouverneur de l'Entre-Rios, et bien d'autres) faisaient des vœux pour la victoire du dictateur paraguayen. Ajoutons que la république argentine n'était pas encore le pays florissant qu'elle est aujourd'hui. Sa population n'était alors que de 1.800.000 habitants. Le Brésil a dû même lui fournir un emprunt de guerre, que la république, d'ailleurs, lui a remboursé après la paix. La grande prospérité de la république argentine date précisément de cette guerre.

ser l'armée et de discipliner les bataillons de volontaires qui accouraient.

De son côté, Dom Pedro II, qui déjà avait affecté aux dépenses de la guerre un quart de sa liste civile, passait une grande partie de son temps dans les arsenaux, activant avec ardeur les travaux et l'expédition de tout ce qui était nécessaire à l'armée et à la flotte.

Dans une des visites qu'il faisait un jour à l'une des forteresses de Rio, un gros canon éclata. Plusieurs officiers furent tués ou blessés. Dans cette douloureuse circonstance, on eut à admirer le calme et la présence d'esprit de l'empereur, ainsi que la bonté avec laquelle il prodigua des soins aux blessés.

Quelle activité ne déploya-t-il pas en cette solennelle circonstance, et combien ne fût-il pas secondé à la fois et par son peuple et par ses ministres, surtout, par Zacarias de Vasconcellos, Ferraz, créé baron d'Uruguayana, Saraiva, Silveira Lobo, le marquis de Paranaguá, Affonso Celso, aujourd'hui vicomte

d'Ouro-Preto, le marquis de Muritiba, et le baron de Cotegipe!...

Dom Pedro II était alors dans la force de l'âge. En 1865, il avait quarante ans. C'est pourtant pendant cette guerre que ses cheveux d'un blond d'or commencèrent à blanchir.

On le voyait toujours préoccupé, pensif, souffrant des lenteurs de cette guerre lointaine et laborieuse, mais toujours confiant dans la victoire finale, toujours encourageant les manifestations du patriotisme national.

Toutes les fois que des troupes partaient pour le Paraguay — et il partait des renforts chaque semaine — Dom Pedro II se rendait à bord des transports de guerre, examinait tout et serrait la main aux officiers et aux soldats.

La nation brésilienne se montra digne de cet empereur patriote. Ce fut un admirable élan de patriotisme. Fagundes Varella, un poète mort jeune, mais qui restera un des plus grands poètes lyriques de la langue portu-

gaise, — le chantre inspiré qui a produit les *Vozes d'America*, les *Cantos Meridionaes*, l'*Evangelho das Selvas*, et plusieurs autres œuvres justement populaires, — a publié, dans l'année qui a précédé cette guerre, une de ses plus belles poésies, — *A Dom Pedro II.* — Elle se terminait ainsi :

Oh! não consintas que teo povo siga
Louco, sem rumo, deshonroso trilho!
Se és grande, ingente, se dominas tudo,
Tambem da terra do Brazil és filho!
Abre-lhe os olhos, o caminho ensina
Aonde a gloria em seo altar sorrí,
Dize que viva, e viverá tranquillo,
Dize que morra, e morrerá por ti!

A cette époque, les petites rivalités provinciales disparurent. Les habitants de l'Amazone, de Pernambuco, de Bahia, de Rio-Grande du Sud se montraient également fiers du nom de Brésiliens et ne songeaient qu'à la gloire de la patrie commune.

On voyait de trop près, par l'exemple de la

république argentine, le côté faible des organisations fédérales hispano-américaines.

Les renforts partaient pour le Paraguay; mais, l'expédition envoyée de Rio au secours du Matto-Grosso, ayant à traverser des distances énormes, n'arrivait dans cette lointaine province, qu'après deux années de marche. En 1867, une des divisions de cette petite armée s'empara de Corumbá, qu'elle dut aussitôt évacuer, parce que de grands renforts arrivaient aux Paraguayens, maîtres encore de la navigation, Humaïtá, au sud, fermant le passage à la flotte brésilienne. Une autre division, commandée par le colonel Camisão, pénétra imprudemment dans le territoire ennemi par la frontière de l'Apa. Mais, toujours victorieuse, elle dut retourner, faute de vivres, et battre en retraite sur Nioac. Cette retraite mémorable a été racontée dans un livre très estimé en France (1).

(1) A. d'Escragnolle Taunay, *la Retraite de Laguna* (Paris, 2e éd., E. Plon, éditeur).

Lorsque le maréchal de Caxias, ayant pris toutes ses mesures, se disposait à prendre l'offensive, le choléra vint ravager les campements des alliés et ceux de l'ennemi.

Il fallut vaincre, tout d'abord, l'épidémie, et suppléer, par de nouveaux renforts, aux milliers de victimes de ce terrible fléau.

Enfin, vers la fin de juillet 1866, Caxias, après avoir fait abandonner la position de Curuzù, sur le Paraguay, concentra les armées alliées à Tuyuty, et, y laissant le général de Porto-Alègre pour garder cette base d'opérations, il exécuta une marche de flanc pour aller se placer au nord d'Humaytá et entourer, autant que possible, les vastes lignes des retranchements paraguayens (1).

(1) Voici la composition de l'armée alliée à cette époque (22 juillet 1867) :

Général en chef, le maréchal de Caxias.

BRÉSILIENS. — 1er et 3e corps, en marche pour Tuyû-Cuê, 21.521 hommes (généraux Argollo et Ozorio); 2e corps, à Tuyuty, 10.331 (général Porto-Alegre); retranchements du Chaco (colonel, puis général Gurjao) 1.098; campement d'Aguapehy (général Portinho) 2.600; garde des

Le 31 juillet 1869, il s'empara de Tuyù-Cuê, et, dès lors, il chercha à priver l'ennemi des ressources qui lui venaient de l'intérieur.

Le 20 septembre, la division de cavalerie brésilienne, commandée par le général Andrade Neves, remportait une victoire à Pilar, et, le 24, un vif combat était livré à Estero Rojas entre les troupes du comte de Porto-Alegre et les Paraguayens, qui avaient essayé de s'emparer d'un convoi de vivres.

Peu après, plusieurs divisions de la cavalerie brésilienne, sous la conduite du général Victorino Monteiro, parvenaient à détruire celle de l'ennemi dans les combats de Paré-Cuê (3 octobre 1867) et de Tatayibá (21 octobre).

Le 29 octobre et le 2 novembre, le géné-

dépôts et des hôpitaux a Paso de la Patria et à Corrientes 4.499; dans les hôpitaux 10.557; dans la province de Matto Grosso 7,000.

Argentins : — A Tuyuty, 700 hommes (colonel Baez); en marche pour Tuyù-Cuê 6.016 (gén. Gelly y Obes).

Urugayens : — 500 hommes, en marche pour Tuyû-Cuê (gén. Castro).

ral Menna Barreto (Jean-Emmanuel) s'emparait de Potrero Obella et de Tayí. Cette dernière position est située sur la rive gauche du Paraguay, en amont d'Humaïtá.

Deux canonnières des Paraguayens furent coulées par la batterie brésilienne établie à Tayí, dès le premier jour de l'occupation.

Les cuirassés brésiliens, sous la conduite de l'amiral Ignacio (vicomte d'Inhauma) avaient déjà forcé le passage de Curupaïty (15 août 1867) et se trouvaient entre cette forteresse et celle d'Humaïtá (1).

Pour forcer les batteries d'Humaïtá, l'amiral n'attendait que l'occupation de Tayí et l'arrivée de six cuirassés d'un faible tirant d'eau que l'on construisait à l'arsenal de Rio et auxquels on travaillait jour et nuit.

Dom Pedro II et son conseiller Affonso

(1) « Le 15 août 1867 l'amiral brésilien Ignacio, renouvelant la manœuvre hardie dont Farragut avait plusieurs fois donné l'exemple... » (De Poyen, *Du rôle de l'artillerie navale depuis la création de la marine cuirassée*, Paris, 1882.)

Celso, alors ministre de la marine, activaient les travaux par leur présence. En quelques mois, ces six cuirassés furent en route pour le Paraguay. Ils y arrivèrent en février 1868.

Cependant Lopez, comprenant le coup que Caxias lui avait porté par l'occupation de Tayí qui lui coupait ses communications fluviales avec la capitale, essaya dès le lendemain de cette occupation, le 3 novembre 1868, de surprendre la base d'opérations des alliés à Tuyuty.

Tout d'abord, l'aile gauche des Paraguayens, commandée par le général Caballero, réussit à surprendre la droite du campement, formée par les Argentins et par un bataillon d'artillerie brésilien. Ce bataillon tout entier fut fait prisonnier, et les Argentins furent mis en déroute.

L'aile gauche des Brésiliens repoussa l'attaque. Mais les Paraguayens de la droite ayant pénétré par les lignes argentines, vinrent aboutir devant la redoute centrale, où

le comte de Porto-Alegre se battit comme un simple soldat.

Après plusieurs assauts repoussés, alors qu'un grand nombre de Paraguayens s'occupaient à saccager le campement où stationnaient les marchands, les Brésiliens prirent l'offensive, et les assaillants furent mis en fuite, laissant, sur le champ de bataille, le tiers de leur effectif.

Telle fut cette seconde bataille de Tuyuty (1).

(1) Les colonnes d'attaque des Paraguayens, sous le commandement du général Barrios, formaient un total de 9,000 hommes, selon Resquin, chef de l'état-major paraguayen. Le comte de Porto-Alegre avait sous ses ordres 7,800 Brésiliens et 710 Argentins (240 hommes de la Légion paraguayenne sont compris dans ce dernier chiffre). Mais, 1,600 Brésiliens, sous la conduite du colonel, puis général, A. da Silva-Paranhos, étaient partis pour protéger le convoi des vivres à Tuyû-Cuê, et 500 hommes gardaient le Paso de la Patria, qui était le port du campement de Tuyuty. Porto-Alegre n'avait donc, au moment de l'attaque de l'ennemi, que 5,700 Brésiliens et 710 Argentins et Paraguayens occupant une grande étendue de retranchements. C'est avec 2,000 hommes réunis dans la redoute centrale, qu'il a pu

Le 19 février 1868, avant le jour, six cuirassés brésiliens, commandés par Delphim de Carvalho, forcèrent les fameuses batteries d'Humaïtá pendant que les grands cuirassés et tous les autres navires, formant l'escadre de l'amiral Inhaúma, bombardaient les lignes ennemies (1). Les cuirassés de Delphim de Carvalho, arrivèrent à Tayí, où quelques-uns d'entre eux durent stationner pour qu'on ré-

tenir tête à Barrios jusqu'à l'arrivée de la brigade Paranhos et des renforts brésiliens. La perte des Brésiliens a été de 259 hommes tués, 1.165 blessés, et 394 prisonniers (dont 14 officiers), soit un total de 1,818 hommes hors de combat (157 officiers). Ils ont perdu un canon et le drapeau du 4e bataillon d'artillerie. Les Argentins (et les Paraguayens de la Légion) ont eu 35 tués, 151 blessés et 51 prisonniers (dont 2 officiers), ou 227 hommes hors de combat (26 officiers), 12 canons et 3 étendards pris par l'ennemi. La perte des Paraguayens a été de 2,734 tués, 155 prisonniers, 1,200 blessés, et 2 drapeaux pris par les Brésiliens.

(1) « L'expédition avait donc été menée à bonne fin, malgré de graves avaries, et elle rappelle, par sa hardiesse, les exploits de Farragut à Mobile et à la Nouvelle Orléans... » (DE POYEN, *ouvrage cité*) « C'était pour la marine brésilienne un très beau succès, qui seul rendit possible l'investissement complet d'Humaïtá » (CHABAUD-

parât les grandes avaries qu'ils avaient subies.

Le même jour, Caxias prenait d'assaut le Reducto Cierva, ou Establecimiento.

Dès lors, Lopez ne se sentit plus en sécurité à Humaïtá, surtout ayant vu repoussé (2 mars) un premier abordage contre deux cuirassés brésiliens. Bientôt il traversa le fleuve en face de cette forteresse, à travers les forêts et les marécages du territoire du Chaco (rive droite du Paraguay), pour aller organiser de nouvelles lignes de défense, plus au nord, sur le Tebicuary.

Le 21 mars 1868, Caxias réussit à rompre les lignes de Curupaïty, Sauce, Rojas et Espinillo. Il commença alors le siège d'Humaïtá.

LATOUR, *ouvr. cité*). Cette victoire fut remportée le jour anniversaire de la seconde bataille de *Guararapes* (19 février 1649), gagnée par les Brésiliens et les Portugais sur les Hollandais qui occupaient alors quelques places fortes dans le nord du Brésil. On sait que la guerre des Brésiliens contre l'invasion hollandaise au dix-septième siècle a duré vingt-quatre ans (1630-1654).

Au mois de mai, plusieurs autres combats eurent lieu au moment où deux divisions, l'une brésilienne, l'autre argentine, occupèrent Andaï, sur la rive droite du Paraguay.

Le 16 juillet, une reconnaissance poussée jusqu'à Humaïtá se transforma en un combat où le corps d'Ozorio subit des pertes considérables.

Quelques jours après, les Paraguayens d'Humaïtá évacuèrent cette position pour s'échapper par la rive droite du fleuve, à travers les lacs et les forêts du Chaco. Mais ils furent assaillis par les alliés à Isla-Poï, sur la Laguna Verá, et, après plusieurs jours d'une lutte opiniâtre, les débris de cette garnison mirent bas les armes, le 5 août (1).

(1) Le 5 août 1868. Les opérations du maréchal de Caxias pour investir les lignes d'Humaïtá, Espinillo, Sauce, Rojas et Curupaïty avaient été commencées le 22 juillet 1867.

La prise de ces fortifications coûta aux alliés, pendant cette période, la perte suivante : — *Brésiliens*, 1.315 tués (156 officiers), 4,989 blessés (481 officiers), 560 prisonniers (16 officiers); *total* 6,864 *Brésiliens hors*

Caxias marcha alors vers le nord, s'empara des fortifications de Tebicuary, mais, le 1er octobre, il se trouva devant celles du Pikysyry qu'il ne put ni attaquer de front, ni tourner, à cause des marais qui les protégeaient (1).

Il prit alors le parti de faire ouvrir une

de combat (653 *officiers*), 1 canon, 1 drapeau; *Argentins*, 163 tués (14 officiers), 243 blessés (29 officiers), 96 prisonniers (9 officiers); *total*, 502 *Argentins hors de combat* (52 *officiers*), 12 canons, 3 étendards; *Uruguayens*, 1 tué, 3 blessés. *Pertes des Paraguayens* (22 juil. 1867-5 août 1868), 7,600 tués, 2,378 prisonniers (137 officiers,) et environ 4.900 blessés; 20 drapeaux pris par les Brésiliens et 4 présentés aux alliés à la reddition d'Isla-Poi; 207 canons, dont 18 pris par les Brésiliens, 1 abandonné aux Brésiliens, 168 abandonnés à Humaïtá, 14 à Acaunguazû, 6 présentés à Isla-Poi; 4 canonnières, armées de 29 canons, détruites par les Brésiliens, ainsi que 2 chalands et un transport.

(1) Effectif de l'armée alliée sous le maréchal Caxias le 29 septembre 1868. *Brésiliens :* en marche sur le Pikysyry, 25,950 hommes (1er corps, général Machado de Bittencort, 11,550; 2e corps, général Ozorio, 14.057; train des équipages 343); à Humaïtá 5,002 (2e corps, général Argolo); total, 31,052 hommes, dont génie, artillerie et pontonniers, 3,033 hommes; infanterie 21,294; cavalerie 6,282, train, 343. *Uraguayens*, en marche sur le Piky-

route à travers les forêts marécageuses de la rive droite du Paraguay. Puis, protégé par les cuirassés de l'amiral Inhaúma, il traversa, à la tête de 18,000 Brésiliens, le fleuve et la nouvelle route, et vint débarquer au nord des positions ennemies (1).

Quelques jours après cette marche audacieuse, la route du Chaco fut détruite par une inondation.

Le 6 décembre, une bataille s'engagea sur la rivière d'Itôróró, entre Caxias et

syry, 300 hommes (général Castro). *Argentins,* 4,300 hommes sous le général Gelly y Obes. Le mois de juin ce général avait dû envoyer une partie de ses troupes pour combattre les révoltés du Corrientes, et le 15 août il annonça à Caxias que, selon les ordres de son gouvernement, il devait rester à Humaïtá, et que peut-être il serait appelé, avec toute son armée, à aller étouffer des révoltes; cependant, les principaux dangers intérieurs ayant été écartés, cette petite armée débarqua à Palmas, devant le Pikysyry, et y rejoignit les Brésiliens (27-30 septembre).

(1) Effectif de l'armée de Lopez à Lomas Valentinas et ses environs dans les premiers jours de décembre 1868 : — Corps du général Caballero, 6,600 hommes; retranchements de Lomas Valentinas et du Pikysyry, 13,000; An-

le général paraguayen Caballero. Le pont d'Itôróró fut pris et repris plusieurs fois. Il demeura, enfin, entre les mains des Brésiliens.

Selon son habitude, Lopez se faisait battre en détail.

Le 11 décembre, nouvelle bataille à Avay, nouvelle victoire de Caxias sur Caballero, dont les soldats opposèrent aux Brésiliens, en rase campagne, la plus héroïque résistance. Cette défaite est le plus beau fait d'armes des Paraguayens pendant toute la guerre.

Le 21 du même mois, Caxias, ayant reçu des renforts, commença l'attaque de Lomas Valentinas (Lomas de Itá-Ibaté et de Cumbarity) où se trouvait Lopez lui-même.

C'était la première fois, dans cette guerre, que le dictateur faisait à ses soldats l'honneur

gostura, 1,300. L'attaque des Brésiliens commencée, Lopez reçut un renfort de 1,600 hommes. Total 22,500. Effectif de l'armée alliée (5 déc.) sans compter 911 *Brésiliens*, restés à Humaïtá : — *Brésiliens*, 24,666; *Argentins*, 4,300 *Uruguayens*, 300. Total, 29, 266 hommes.

de se trouver au milieu d'eux, à la portée des boulets ennemis.

Cette attaque dura depuis le 21 jusqu'au 27 décembre.

Dès le 21, les premières lignes de Lomas Valentinas furent enlevées et toutes les lignes de Pikysyry prises de travers. Les alliés qui se trouvaient à Palmas, purent franchir la barrière du Pikysyry pour se joindre à Caxias.

Le 27, Lomas Valentinas tomba au pouvoir du maréchal de Caxias.

L'armée paraguayenne était anéantie, et Lopez prenait la fuite, suivi d'une soixantaine d'officiers et de soldats.

Cette glorieuse victoire coûta des pertes énormes à l'armée brésilienne, qui fut décimée à Itôróró, à Avay et surtout à Lomas Valentinas. La moitié de son effectif fut mis hors de combat. Des bataillons entiers avaient été détruits (1).

(1) Pertes des alliés pendant la campagne du mois de décembre 1868 : — *Brésiliens,* 2,099 tués (145 officiers),

Quelques jours après (30 déc.) avait lieu la reddition d'Angostura où commandait l'Anglais Thompson, et Caxias faisait son entrée à

7,980 blessés (611 officiers), soit 10,079 hors de combat (806 officiers); *Argentins*, 99 tués (9 officiers), 364 blessés (26 officiers), ou 464 hommes hors de combat (35 officiers), et 1 drapeau. Total des pertes des Alliés, 10,550 hommes hors de combat. Les Paraguayens ont eu leur armée anéantie : ils ont perdu 26 drapeaux (21 pris par les Brésiliens, 3 par les Argentins, et 3 remis aux Alliés à Angostura), et 109 canons (16 à la reddition d'Angostura, 90 pris par les Brésiliens, 3 par les Argentins). — *Effectif de l'armée alliée le* 31 *décembre* 1868 devant Angostura et Villeta; *Brésiliens,* 17,377 hommes (génie, artillerie, sapeurs et pontonniers 2,741, cavalerie 4,025; infanterie 10,611); *Argentins*, 4,000; *Urugudyens*, 300. *Total :* 21.678 hommes, outre 480 Brésiliens à Humaïtá. La comparaison de ces chiffres avec ceux que nous avons donnés dans la note précédente montre combien cette campagne du Pikysyry a été rude. On ne pouvait pas détruire aussi complètement 22,000 Paraguayens, qui presque toujours poussaient la résistance jusqu'à la dernière extrémité, sans subir des pertes énormes. Ajoutons que sans l'incapacité de Lopez, ce résultat n'aurait pu être obtenu par Caxias, car 29.000 hommes ne sont pas une force suffisante pour en attaquer 22,000 protégés par des fortifications. Nous croyons que l'histoire militaire n'offre pas un autre exemple d'une lutte aussi sanglante, toutes proportions gardées. Les troupes brésiliennes montrèrent une grande bra-

Asuncion, capitale du Paraguay, qu'il trouva déserte.

Les Brésiliens restèrent maîtres du cours du Paraguay et la navigation jusqu'à Matto-Grosso fut rétablie.

Dans sa fuite, Lopez avait rencontré à Cer-

voure et une admirable ténacité en conservant les positions conquises dans la journée du 21 décembre. On a vu des bataillons, composés en moyenne de 30 officiers et 400 soldats, perdre plus de la moitié de leur effectif, mais les débris de ces bataillons, incorporés à d'autres, continuaient à tenir bon, en défendant toute la nuit les 23 canons pris à Lomas (32 autres avaient été pris dans la ligne de Pikysyry), jusqu'à ce que l'ennemi, le lendemain, renonça à reprendre ces positions. Le vieux maréchal de Caxias ne descendit pas de cheval un seul moment, et visita toute la nuit les lignes du feu où les officiers et soldats brésiliens se battaient aux cris mille fois répétés de — vive l'empereur. — Les correspondants des journaux, qui observaient de l'escadre brésilienne la fusillade incessante sur les collines lointaines, ont dit que le spectacle pendant la nuit était féerique. Le 25e bataillon de volontaires (Bahia) a compté 335 hommes (27 officiers) hors de combat; le 24e (Rio) 299 hommes (20 officiers); le 51e (Pernambuco) 266 hommes (9 officiers); le 1er bataillon de l'armée régulière (Rio), 202 hommes (14 officiers); le 16e, 231 (22 officiers), et ainsi plusieurs autres.

ro-Léon des troupes qui venaient le rejoindre; avec elles, il se dirigea vers les cordillères d'Ascurra, dans l'intérieur du pays, où il réussit à organiser une nouvelle armée (1).

Le maréchal de Caxias, malade, dut laisser le commandement de l'armée, en janvier 1869, au général Guilherme de Souza, et partir pour Rio, avec l'espoir d'y rétablir sa santé. Il reçut de l'empereur, à son arrivée, le titre de duc et le grand cordon de l'ordre de Dom Pedro Ier, honneurs bien mérités qui, depuis la fondation de l'empire jusqu'à pré-

(1) On a beaucoup blâmé à cette époque le maréchal de Caxias parce que dans un ordre du jour il avait déclaré, que, à son avis, la guerre était terminée. Il s'est trompé comme tout le monde, car Lopez avait juré d'exterminer le malheureux peuple paraguayen. Le général argentin Gelly y Obes, lui aussi, a cru que tout était terminé puisque dans son rapport du 1er janvier 1869 sur la prise de Lomas Valentinas nous lisons ce passage : « ... en esta ultima batalla, como con verdad la blama el señor jeneral Rivas.... » Ce dernier général avait écrit dans son rapport du 31 décembre : « Al terminar el parte de la ultima batalla de esta gloriosa campaña... »

sent, n'ont jamais été conférés à aucun autre Brésilien.

Ce fut alors que le prince Gaston d'Orléans, comte d'Eu, fils du duc de Nemours et époux de la princesse impériale Dona Izabel, l'héritière du trône du Brésil, fut nommé général en chef de l'armée impériale en opérations. Il en prit le commandement le 16 avril 1869.

Dès lors, il commença les préparatifs de la campagne dans l'intérieur du pays, où les difficultés de transports et d'approvisionnements devaient être grandes, car on allait se trouver dans une région couverte de montagnes, de gorges, de forêts vierges, d'un accès laborieux, se prêtant admirablement à la défense, surtout contre des armées privées de cartes du pays et de renseignements exacts. Au mois d'avril 1869, Lopez avait une armée de 16,000 hommes et environ 110 canons.

Le comte d'Eu ne s'effraya point des difficultés de sa mission. Il sut déployer, au

service du pays qui l'avait adopté et qui lui confiait le sort de ses armes, de précieuses qualités d'administration et de bravoure qui justifièrent pleinement le choix de l'empereur et de son gouvernement.

Commandant l'armée brésilienne dans cette dernière partie de la guerre contre le Paraguay, le comte d'Eu fit son devoir de général en chef et de soldat.

Après avoir réuni tous les renseignements possibles sur les nouvelles positions occupées par le dictateur Lopez et sur l'intérieur de ce pays inconnu; après avoir assuré à ses opérations tous les moyens de marche et de mouvement, le comte d'Eu attira l'attention de Lopez vers Ascurra, en le menaçant de ce côté-là. En même temps, il faisait lui-même un grand détour à la tête de la principale partie de l'armée brésilienne; il traversait des gorges et des défilés presque impraticables, s'ouvrait des sentiers dans les forêts, et se présentait, à l'improviste, sur

les plateaux qu'occupait l'ennemi, dont les positions furent ainsi tournées.

Quand Lopez reçut la nouvelle de ce hardi mouvement, il ne songea qu'à battre en retraite vers les déserts de l'intérieur.

Cette retraite eût été impossible, si la petite armée argentine, sous les ordres du général Emilio Mitre, jointe à une division de l'armée brésilienne, n'eût perdu quelques jours avant de se frayer un passage d'un autre côté, par Altos.

Cependant, bien que le mouvement du comte d'Eu n'eût pas été secondé au gré de ses désirs, la rapidité avec laquelle il s'élança sur l'ennemi lui permit de prendre d'assaut la ville de Piribebuy (12 août) (1), qui était alors la capitale du Paraguay, et de poursuivre de près l'armée ennemie.

Pour arrêter la marche intrépide du jeune Prince et avoir aussi le temps de prendre la fuite, le dictateur Lopez ordonna au géné-

(1) *Piri,* jonc, *bebui,* léger.

ral Caballero d'attendre les Brésiliens avec la plus grande partie de l'armée paraguayenne.

Une bataille s'engagea, alors (16 août), à Campo-Grande, ou Nú-guazú, près de Bareiro-Grande.

Pendant quelques heures, elle demeura indécise. Alors, le comte d'Eu, quoique général en chef, emporté par sa fougue martiale, s'aventura si avant et si témérairement, que ses aides de camp, Rufino Galvão, Salgado, d'Escragnolle Taunay et Almeida Castro, (1) le voyant à quelques pas de l'ennemi, se jetèrent à la tête de son cheval, pour l'arrêter et l'arracher à une mort certaine (1).

(1) M. d'Escragnolle Taunay, Brésilien de naissance, homme de lettres, écrivain et orateur illustre, est aujourd'hui, sénateur de l'empire. C'est un des petits-fils de notre peintre Nicolas-Antoine Taunay, membre de l'Institut, le *Poussin des petits tableaux,* comme l'a surnommé Charles Blanc dans son *Histoire des Peintres de l'École française.* On trouve au Brésil bien d'autres noms français. Citons celui du comte Henri de Beaurepaire Rohan, comte dans les nobiliaires français, vicomte au Brésil, et général de l'armée brésilienne. Il a été ministre de la guerre. C'est le

Caballero fut battu, et son armée mise en déroute, écrasée.

A la suite de cette victoire, le comte d'Eu organisa des expéditions partielles qui poursuivirent dans toutes les directions les débris de l'armée de Lopez II.

Plusieurs engagements eurent encore lieu dans les forêts de l'intérieur où l'ennemi errait, cherchant à éviter les combats. Enfin, le 1er mars 1870, un des lieutenants du prince, le général Camara, parvint à surprendre Lopez II à Cerro-Corá, sur la rive gauche de l'Aquidaban, près des frontières du Paraguay et de la province brésilienne de Matto-Grosso.

Le dictateur, qui ne comptait plus qu'un

fils du comte de Baurepaire, émigré en Portugal au commencement du siècle, puis général au Brésil.

Quant aux autres officiers dont il est question ici, M. Almeida Castro, est aujourd'hui major honoraire de l'armée (il était officier des volontaires); M. Salgado, alors capitaine de frégate, est aujourd'hui contre-amiral et baron de Corumbá; M. R. Galvam, alors colonel, est aujourd'hui général et vicomte de Maracajû.

millier d'hommes, fut tué dans sa fuite.

La guerre était terminée. Elle avait duré plus de cinq ans. Elle avait coûté au Brésil un milliard et demi, et 50,000 hommes, tués sur les champs de batailles, ou morts dans les hôpitaux et campements, à la suite de blessures ou de maladies, parmi lesquelles le choléra qui avait fait de grands ravages en 1867 (1).

(1) Voici la statistique exacte des pertes subies par les belligérants, depuis l'attaque faite à l'improviste, — sans déclaration de guerre, — par Lopez II contre la province brésilienne de Matto-Grosso (26 décembre 1864) jusqu'au dernier combat (1er mars 1870) :

Brésiliens: 5,858 tués (dont 563 officiers), 24,804 blessés (2,051 officiers), 1,592 disparus et prisonniers (39 officiers); *total*, 32,254 *Brésiliens* (2,653 *officiers*); 2 drapeaux (le pavillon de la canonnière l'*Amambahy*, et le drapeau du 4e bataillon d'artillerie, fait prisonnier le 3 nov. 1867), 65 canons, dont 60, au commencement de la guerre, dans la province de Matto-Grosso, 4 à la bataille d'Estero-Bellaco (2 mai 1866) et 1 à la seconde bataille de Tuyuty (3 nov. 1867); une canonnière, l'*Amambahy* (2 canons), prise par les Paraguayens dans le Matto-Grosso; le cuirassé le *Rio-de-Janeiro* (6 canons), la corvette la *Jequitinhonha* (8 canons), le transport le *Colonel-Fidelis* et un chaland, tous les quatre détruits en combat. — **Argentins** : 1,572 tués (105 officiers), 4,026 blessés (374 officiers), 343 prison-

Le Brésil se contenta de son triomphe final. Il ne réclama, nous l'avons dit, aucun agrandissement territorial.

Les Brésiliens se retirèrent du Paraguay, satisfaits d'avoir vengé leur honneur et d'avoir purgé ce pays d'un tyran, dont les crimes eurent dans toute l'Amérique un grand retentissement.

niers (16 officiers); *total,* 5,944 *hommes* (495 *officiers*); 8 drapeaux (les pavillons des deux canonnières attaquées par l'ennemi le 13 avril 1865, sans déclaration de guerre, à Corrientes; 2 étendards de cavalerie le 24 mai 1866; 3 étendards de l'artillerie le 3 novembre 1867; un drapeau le 27 déc. 1868); 15 canons, dont 3 abandonnés dans la ville de Corrientes, et 12 pris par les Paraguayens le 3 novembre 1867; et les canonnières 25 *de Mayo*, de 6 canons, et *Gualeguay*, de 2. — **Uruguayens** : 488 tués (dont 40 officiers), 704 blessés (73 officiers); *total,* 1,192 *hommes* (113 *officiers*); le drapeau du bataillon Independencia, le 24 mai 1866. — **Total général pour les alliés** : 39,390 *hommes hors de combat, dont* 3,261 *officiers*, 8 drapeaux et étendards, 3 pavillons, 77 canons, 1 cuirassé, 1 corvette, 3 canonnières, 1 transport et 1 chaland.

Paraguayens : Environ 85,000 *tués, blessés ou prisonniers;* 545 *canons,* dont 50 retombés entre les mains des *Brésiliens* dans le Matto-Grosso, 261 pris par les

Dom Pedro II fut justement fier de ce triomphe qui illustra sa patrie, son armée et son gendre.

Il en était d'autant plus fier qu'il n'avait jamais douté de l'issue de cette guerre nationale.

Quelques-uns de ses ministres et des membres du parlement s'étaient un peu découragés, au cours de cette longue lutte; car, cette guerre lointaine exigeait de lourds sacrifices d'argent. Le théâtre de la guerre, le Paraguay,

Brésiliens en combat, sur le territoire paraguayen, 13 par les *Argentins,* 1 par les *Uruguayens*, et 217 remis ou abandonnés aux *alliés* (reddition d'Uruguayana, évacuation d'Humaïtá, reddition d'Isla-Poi, d'Angostura, etc.); 121 *drapeaux,* dont 93 pris par les *Brésiliens*, 11 par les *Argentins,* 3 par les *Uruguayens*, et 14 remis aux *alliés;* 39 navires et 12 chalands (chatas), ayant ensemble 112 canons (8 canonnières et 12 chalands, armés de 55 canons, ont été détruits ou pris par les *Brésiliens;* 22 canonnières et petits bâtiments ont été coulés ou brûlés par les Paraguayens eux-mêmes).

Dans les pertes des Argentins (hommes hors de combat) sont comprises celles de la légion paraguayenne qui servait dans leur armée.

se trouvait séparé de la partie peuplée du Brésil par des déserts immenses.

Quelques ministres et quelques députés croyaient qu'il était préférable de traiter avec Lopez, que de continuer à le combattre.

Dom Pedro II n'y consentit jamais, d'accord, d'ailleurs, avec la majorité de son peuple.

« J'abdiquerai plutôt que de traiter avec un pareil monstre, » s'écria-t-il à plusieurs reprises.

Il avait foi dans la justice de sa cause, dans le patriotisme des Brésiliens, et il eut à cœur de sauver son honneur et celui de son pays.

La guerre du Paraguay fut une des plus grandes périodes de son règne.

Dès qu'un gouvernement provisoire, composé de Paraguayens, eut été installé à l'Assomption par les soins du ministre du Brésil, Silva-Paranhos, vicomte de Rio-Branco (15 août 1869), le comte d'Eu adressa à ce gouvernement une lettre, pour lui de-

mander l'émancipation des esclaves qui existaient encore au Paraguay.

Voici ce document :

« Au quartier général d'Arecutaguá, 12 septembre 1869.

« Messieurs,

« Sur plusieurs points du territoire de cette république, que j'ai déjà parcourus à la tête des forces brésiliennes en opérations contre le dictateur Lopez, il m'est arrivé plusieurs fois de rencontrer des individus se disant esclaves, et nombre d'entre eux se sont adressés à moi pour me demander de leur accorder la liberté et de leur fournir un véritable motif de s'associer à la joie qu'éprouve la nation paraguayenne, en se voyant affranchie du gouvernement qui l'opprimait.

« Leur accorder l'objet de leur demande eût été pour moi une douce occasion de satisfaire les sentiments de mon cœur, si j'avais

eu le pouvoir de le faire. Mais le gouvernement provisoire, dont Vos Excellences sont chargées, étant heureusement constitué, c'est à lui qu'il appartient de décider toutes les questions qui intéressent l'administration civile du pays. Je ne puis donc mieux agir que de m'adresser à vous, comme je le fais, pour appeler votre attention sur le sort de ces infortunés, dans un moment où il n'est question que d'émancipation pour tout le Paraguay. Si vous leur accordez la liberté qu'ils demandent, vous romprez solennellement avec une institution qui a été malheureusement léguée à plusieurs peuples de la libre Amérique par plusieurs siècles de despotisme et de déplorable ignorance.

« En prenant cette résolution qui influera peu sur les productions et les ressources matérielles de ce pays, Vos Excellences inaugureront dignement un gouvernement destiné à réparer tous les maux, qu'a causés une longue tyrannie, et à conduire la nation paraguayenne

dans les voies de cette civilisation qui entraîne les autres peuples du monde.

« Que Dieu protège Vos Excellences!

« GASTON D'ORLÉANS. »

Le gouvernement provisoire du Paraguay, composé de Cirillo Rivarola, Charles Loizaga et Joseph Diaz Bedoya, décréta, le 2 octobre suivant, l'abolition totale et immédiate de l'esclavage (1).

(1) Nous avons trouvé la lettre du COMTE D'EU au gouvernement provisoire du Paraguay dans l'ouvrage de M. ÉDOUARD HERVÉ, de l'Académie française, *Les Princes d'Orléans*. La réponse du gouvernement provisoire et le décret du 2 octobre 1869 se trouvent publiés dans le *Diario do Exercito em operações sob o commando em chefe de S. A. o marechal conde d'Eu*, p. 242-243 (*Journal de l'armée en opérations sous le commandement de S. A. le maréchal comte d'Eu*). — Ce journal a été écrit par M. D'ESCRAGNOLLE TAUNAY, aide de camp du prince.

IX.

ÉMANCIPATION DES ESCLAVES. COMMENCEMENT DE LA RÉFORME.

Sommaire : Historique de l'émancipation des esclaves au Brésil. — Après la suppression de la traite, il fallait supprimer l'esclavage. — Sentiments personnels de l'empereur. — Il encourage les manumissions et l'émancipation graduelle. — Condition des esclaves au Brésil. — Témoignage du docteur Couty. — La guerre civile des États-Unis. — Projets du marquis de Sam Vicente pour l'émancipation graduelle (1866). — Ils sont vivement appuyés par Dom Pedro. — Résistances rencontrées par l'empereur. — Idées fondamentales de ce plan d'émancipation. — Pays où la réforme servile a commencé, comme au Brésil, par la libération des nouveau-nés. — Hommes éminents qui ont conseillé ce commencement. — Fin de la guerre du Paraguay (1870). — Mouvements de l'opinion favorable à la réforme. — Ministère du vicomte de Rio-Branco. — Premier voyage de Dom Pedro II en Europe et première régence de la Princesse Impériale (1871-72). — Loi du 28 septembre 1871 sur l'émancipation graduelle. — Dom Pedro II reçoit cette grande nouvelle en Égypte. — Sa joie. — Opinion de M. Michaux Bellaire sur la loi Rio-Branco.

Nous avons déjà dit que l'esclavage des nègres existait au Brésil et qu'en 1850, Dom

Pedro II, secondé par l'énergique ministre Eusebio de Queirós, avait réussi à mettre fin à la traite, c'est-à-dire à l'introduction de nouveaux esclaves africains par des contrebandiers de connivence avec une partie de la population.

Mais il ne suffisait pas de supprimer la traite, il fallait préparer l'abolition de l'esclavage, et comme le travail des plantations, qui constitue la grande richesse du Brésil, était confié à des esclaves, il était nécessaire de réaliser cette réforme avec prudence pour ne pas ruiner l'agriculture et le pays.

La terrible guerre civile que cette même question de l'esclavage avait soulevée aux États-Unis, l'émancipation des esclaves, imposée à la minorité, à coups de baïonnettes et de boulets, firent comprendre à tous les Brésiliens que c'était là un problème grave et dangereux à résoudre.

D'autre part, tout le monde pensait que le Brésil ne pouvait rester seul, avec l'Espagne

dans ses possessions de Cuba et de Porto-Rico, à maintenir l'esclavage dans son sein.

Certes, Dom Pedro II désirait ardemment l'émancipation graduelle des esclaves; mais, n'étant pas un roi absolu, il ne pouvait la décréter d'un trait de plume. Il ne pouvait qu'employer, dans ce but, son grand prestige et encourager les efforts des hommes politiques pour l'atteindre.

Lié par la Constitution, chef d'un peuple où l'opinion publique est la souveraine maîtresse, Dom Pedro II ne saurait être un autocrate.

Pour réaliser son aspiration philanthropique, il n'avait donc, tout d'abord, qu'à faire éclairer l'opinion et à obtenir l'appui de la majorité de la nation.

Il commença par encourager les manumissions spontanément accordées par les propriétaires, et le rachat des esclaves opéré par des sociétés émancipatrices, ou par des confréries. Il conféra des récompenses, des titres

ou des décorations à ceux qui libéraient des esclaves.

Lorsque l'ordre des Bénédictins, dans un chapitre général, proclama, le 3 mai 1866, la liberté des enfants des esclaves qu'il possédait, au nombre de 1,600, l'empereur alla lui-même au monastère de Saint-Benoît de Rio, pour féliciter l'abbé général, auquel il remit un présent de sa main.

Toute la presse annonça cette démarche du chef de l'État, et y applaudit chaleureusement.

Comme empereur, Dom Pedro II avait l'usufruit d'un certain nombre d'esclaves, appelés *esclaves de l'État*. Ils étaient pour lui des protégés, plutôt que des esclaves. Ils travaillaient moyennant salaire. Eux ou leurs enfants fréquentaient les écoles fondées par l'empereur; ils y recevaient l'instruction primaire et religieuse.

Quant aux esclaves de son propre domaine, dont il pouvait librement disposer, il leur accorda à tous leur affranchissement.

Pendant la guerre du Paraguay, il favorisa la libération des esclaves qui demandaient à être enrôlés dans l'armée.

Dans son domaine de Santa-Cruz, près de Rio de Janeiro, il se chargea de l'éducation d'un grand nombre d'enfants de ces affranchis qui partaient pour la guerre, et il libéra, à ses frais, les femmes et les enfants de ces défenseurs de la patrie.

Six mille affranchis furent enrôlés dans l'armée. Ils surent se montrer, devant l'ennemi, dignes de la liberté.

Déjà, dès 1813, la République Argentine avait fait appel à ses esclaves. La partie la plus solide de ses armées, pendant la guerre de l'indépendance contre l'Espagne, — presque toute l'infanterie et l'artillerie, — se composait de nègres libérés. Déjà au XVII° siècle, pendant la guerre du Brésil contre les Hollandais (1630-1654), un régiment composé de nègres, sous la conduite du célèbre Henri Dias, s'était acquis une gloire immortelle. Sa re-

nommée arriva même à Paris, à cette époque. On trouvera le nom de ce nègre illustre dans un numéro extraordinaire de la *Gazette de France*, du 3 juillet 1648, dans l'article intitulé : — « Défaite des Hollandais au Brésil par les Portugais. »

Plusieurs décrets du gouvernement brésilien avaient amélioré la condition des esclaves.

Des mesures indirectes avaient été adoptées pour encourager les manumissions.

Il faut dire aussi que la condition des esclaves, surtout dans les trente dernières années, n'était plus ce qu'elle avait été auparavant, à l'époque de la traite.

On ne voyait plus ces tristes scènes que notre peintre Debret a reproduites dans ses gravures du *Voyage pittoresque au Brésil;* scènes émouvantes qui se renouvelaient, au commencement de ce siècle, dans tous les pays où il y avait des esclaves : aux États-Unis, dans les colonies anglaises, espagnoles, comme dans les colonies françaises.

Depuis la suppression de la traite, l'esclave était, au Brésil, bien nourri, bien logé, bien vêtu par les planteurs. Le travail auquel on le soumettait, était modéré. Les nègres trouvaient auprès de leurs maîtres sollicitude et protection.

Le planteur était même intéressé à être humain, afin d'épargner et de prolonger l'existence de ces hommes-machines.

Depuis quelques années, la loi défendait la séparation des membres d'une même famille d'esclaves. Un nègre marié, ayant des enfants, ne pouvait être vendu sans être accompagné de tous les siens.

Après l'émancipation totale, qui a été décrétée cette année même (1888), presque tous les esclaves ont voulu rester dans les mêmes propriétés rurales, où ils avaient passé leur jeunesse, où ils avaient créé leur famille.

Un Français, le Dr Louis Couty, ancien professeur agrégé des Facultés de médecine en France, et pendant quelques années pro-

fesseur à l'École polytechnique de Rio, a affirmé, dans un ouvrage connu (1), « qu'au Brésil, le préjugé de race n'existe pas ».

« Au Brésil, » dit-il, « non seulement le préjugé de race n'existe pas, et les unions fréquentes entre couleurs différentes ont formé une population métisse nombreuse et importante, mais encore ces noirs affranchis, ces métis, sont entièrement mêlés à la population blanche. Ils ont avec elle des rapports intimes et journaliers, et luttent pour la vie dans les mêmes conditions. Ce n'est pas seulement à table, au théâtre, dans les salons, dans tous les lieux publics, mais c'est encore aussi dans l'armée, dans l'administration, dans les écoles, dans les assemblées législatives, que l'on trouve toutes les couleurs mélangées sur le pied de l'égalité, de la familiarité la plus complète. L'esclave lui-même n'est nullement considéré comme un bétail, comme un être

(1) *L'Esclavage au Brésil*, Paris, Guillaumin et Cie, éditeurs, 1881.

inférieur que l'on utilise; c'est un ouvrier attaché au sol dans des conditions souvent plus douces que celles dont jouissent beaucoup de nos salariés d'Europe.

« Tous ceux qui ont étudié le Brésil, reconnaissent que le noir y est bien traité, bien nourri, soigné, s'il est malade, conservé, s'il est vieux, assuré contre le chômage (1).

« Il est vrai qu'il peut être soumis à des châtiments corporels; mais ceux qui ont tant insisté sur ce point, sont-ils sûrs que ces violences, rares du reste, sont plus pénibles dans les conditions où elles se produisent, que d'autres châtiments aussi injustes, d'autres misères physiques et morales, si fréquentes dans nos pays civilisés?... »

Cependant, jusqu'à l'année 1864, aucun

(1) Un grand nombre de voyageurs européens qui ont visité le Brésil depuis le commencement du siècle avaient déjà déclaré que les esclaves étaient traités dans ce pays avec plus d'humanité que dans les colonies anglaises et françaises et aux États-Unis: citons Kòster, Auguste de St-Hilaire et Gardner.

homme politique ne pouvait penser, au Brésil, à prendre l'initiative de mesures en vue de l'émancipation générale, quoique graduelle, des esclaves.

On ne peut détruire, en quelques années, des préjugés séculaires implantés dans les mœurs d'un peuple.

L'esclavage existait, au Brésil, depuis le XVIe siècle, c'est-à-dire depuis l'époque où les premiers établissements portugais y furent fondés.

Combien d'années de luttes eut à soutenir Wilberforce, avant d'obtenir du Parlement anglais la suppression de la traite? Combien d'années Buxton et ses amis eurent à combattre pour arriver, en 1838, à l'émancipation complète des esclaves dans les colonies anglaises? La France, elle-même, n'est-ce pas seulement en 1848, il y a à peine quarante ans, qu'elle a supprimé l'esclavage dans ses possessions d'outre-mer?

Mais affranchir des esclaves dans des colo-

nies lointaines, ce n'est pas la même chose que les affranchir dans son propre territoire, surtout quand ces esclaves constituent, comme au Brésil en 1864, le quart de la population du pays; quand ils sont les seuls travailleurs agricoles de ce pays où, nous l'avons dit, presque toute la richesse réside dans l'agriculture. Aux États-Unis, — pays bien plus riche que le Brésil, pays où toutes les industries sont en plein développement comme dans les plus belles possessions anglaises du Canada et de l'Australie, — aux États-Unis, disons-nous, dont l'étonnante prospérité résulte, et du grand courant d'émigration que cette belle contrée attire, et de l'énergie, de l'esprit pratique de la race anglo-saxone qui l'habite, — le nombre des esclaves était d'un huitième de la population totale, lorsque l'émancipation y fut décrétée, après des flots de sang versés dans une des plus grandes guerres dont l'histoire gardera le souvenir.

Or, ce problème de l'abolition complète de

l'esclavage était plus difficile à résoudre au Brésil qu'aux États-Unis.

Pourtant, on commença à l'aborder dès 1865.

Dom Pedro II ne cessait de dire à ses ministres : « Il faut commencer à faire quelque chose, pour que cette grande transformation s'opère chez nous autrement qu'aux États-Unis. Il faut préparer cette réforme avec prudence. Nous ne pouvons songer qu'à l'émancipation graduelle; tâchons de la préparer! »

En 1863 et en 1865, l'émancipation totale, sans indemnité, fut décrétée aux États-Unis. Les partisans de l'esclavage dans les États du Sud étaient vaincus, écrasés par les armées du Nord.

Non seulement les États du Sud étaient dépossédés de leurs quatre millions d'esclaves, représentant une valeur de deux milliards cinq cents millions de dollars, mais encore ils perdaient en dommages de guerre un milliard et huit cents millions de dollars, en frais de

guerre quatre milliards, et ils étaient obligés de payer au Nord, pour la liquidation de la dette nationale, la somme de un milliard de dollars.

Tous ces chiffres additionnés donnent un total de 9,300,000,000 de dollars, soit en monnaie française 48,453,000,000 de francs!

La lutte gigantesque pour l'émancipation des esclaves coûtait aux États-Unis bien plus encore que cette somme colossale : 700,000 hommes environ avaient péri et 2,200,000 avaient été blessés dans les 625 combats ou batailles de cette guerre mémorable.

Dom Pedro II, dans sa sage philanthropie, voulait épargner à son peuple de pareils désastres.

Il l'avait dit : « Il faut préparer cette réforme avec prudence. »

Aussi accueillait-il avec empressement les projets pour l'émancipation graduelle des esclaves que lui présentait, le 23 janvier 1866, le conseiller Pimenta Bueno, créé plus tard marquis de Sam Vicente.

Dom Pedro II agréait avec d'autant plus de plaisir le grand projet de Pimenta Bueno, que ce projet répondait à ses idées personnelles, qu'il avait d'ailleurs déjà échangées avec quelques-uns des hommes d'État brésiliens, notamment avec Pimenta Bueno lui-même.

Immédiatement, Sa Majesté fit remettre ce projet au président du conseil, le marquis d'Olinda, l'ancien régent de l'empire, dont nous avons parlé précédemment, en le priant de le soumettre à l'examen du conseil d'État.

Mais le marquis d'Olinda était opposé à toute réforme. Il se borna à placer sous les yeux d'une section du conseil d'État les travaux de Pimenta Bueno, le 17 février. Cette section se composait des conseillers Souza Franco et Sapucahy. Ils furent d'avis qu'on ne devait pas s'occuper de cette question pendant la guerre du Paraguay.

Dom Pedro II ne put obtenir de son ministère de cette époque la convocation du conseil

d'État pour l'examen et la discussion du projet Sam Vicente.

Après la retraite de ce cabinet, un ministère, appartenant également au parti libéral, fut constitué, le 3 août 1866, sous la présidence de Zacarias de Vasconcellos. Dom Pedro II trouva son nouveau ministère mieux disposé.

C'est à cette époque (juillet 1866) que la Société française pour l'abolition de l'esclavage adressa une pétition à l'empereur du Brésil, signée par le duc de Broglie, Guizot, E. Laboulaye, A. Cochin, Andaluz, Borsier, le prince de Broglie, Gaumont, Léon Lavedan, Henri Martin, le comte de Montalembert, Henri Moreau, Édouard de Pressensé, Wallon et Eugène Yung.

Dom Pedro II, après avoir consulté ses ministres, fit répondre que, dès que les circonstances le permettraient, le gouvernement impérial s'occuperait d'une mesure « que l'esprit du christianisme réclame ».

Cette réponse a la date du 22 août 1866, et porte la signature du ministre de la justice Martim Francisco Ribeiro d'Andrada. Mais Dom Pedro II l'a rédigée lui-même : le député Joaquim Nabuco a trouvé le précieux autographe de cette réponse parmi les papiers de son père, le conseiller d'État Nabuco de Araujo.

Le 1er février 1867, Zacarias de Vasconcellos convoqua, au nom de l'empereur, pour le mois d'avril suivant, tous les conseillers d'État, en leur soumettant les projets Pimenta Bueno et en leur formulant certaines questions.

La première discussion (les séances du Conseil d'État sont secrètes) commença le 2 avril et se termina le 9. Toutes les idées principales contenues dans ces projets furent adoptées par la majorité avec de légères modifications, sauf l'article qui fixait l'émancipation totale pour le 31 décembre 1899. Cet article fut repoussé.

Le 11 avril, une commission, présidée par le conseiller Nabuco de Araujo, fut chargée de rédiger le projet en question, conformément aux idées adoptées dans la première discussion du conseil d'État. D'après les instructions du gouvernement, le marquis de Sam Vicente, auteur du projet, devait assister aux réunions de ce comité de rédaction.

Le travail terminé, une seconde discussion eut lieu et dura du 16 avril au 7 mai 1868.

Mais la majorité du conseil d'État avait opiné que le gouvernement ne devrait user de son droit d'initiative devant les Chambres, qu'après le rétablissement de la paix (1).

(1) M. Van Delden Laerne, auteur d'un livre sur le Brésil, très intéressant dans la partie relative à la culture du café, mais très inexact dans la partie historique, prétend (page 62) que le ministre Zacarias de Vasconcellos présenta le 19 avril 1867 un projet de loi tendant à ce que l'esclavage serait aboli l'an 1900. C'est absolument faux. Ce ministère a fait étudier par le conseil d'État les projets Sam Vicente, qu'il adopta, mais qu'il n'a jamais présentés aux Chambres parce qu'il aurait été imprudent de discuter la question servile au moment de la guerre du Paraguay. Lorsque la réforme fut discutée en 1871, tous les an-

Or, la guerre du Paraguay ne se termina que le 1er mars 1870, et le cabinet, qui succéda à celui de Zacarias de Vasconcellos, était opposé à toute réforme immédiate dans le sens du projet en question.

Cette opposition inattendue contrariait les vues de l'empereur. Il s'efforça vainement de faire comprendre à ses ministres, — qui appartenaient alors au parti conservateur, — qu'il était impossible de demeurer dans le *statu quo*, que l'opinion publique réclamait le commencement de la réforme et que le Brésil ne devait pas rester le dernier des peuples à libérer les esclaves.

Un événement vint donner gain de cause à l'empereur.

ciens membres du cabinet libéral de 1867 et 1868, sauf Zacarias de Vasconcellos, la défendirent plus ou moins à la tribune ou dans la presse. Cet homme d'État avait modifié ses idées et était devenu, en 1871, un des plus grands adversaires de la réforme. Sur quarante-sept discours prononcés au Sénat contre la loi Rio-Branco, près d'un tiers (quinze discours) appartiennent à Zacarias de Vasconcellos.

Un des membres les plus influents du parti conservateur à la Chambre des députés, M. Teixeira junior, aujourd'hui vicomte de Cruzeiro, porta la question à la tribune, demandant l'élection d'un comité spécial pour rédiger un projet d'émancipation graduelle.

La Chambre accueillit cette demande, et le 15 août 1870, le rapport du comité présidé par M. Teixeira Junior fut présenté avec un projet qui était identique au projet Pimenta Bueno, déjà accepté par le conseil d'État. Le principe fondamental de ce projet était la liberté de tous les enfants qui naîtraient après la promulgation de la loi. Ces enfants devaient pourtant servir, jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans, les maîtres de leurs mères.

L'esclavage, on le sait, avait deux sources : la traite et les naissances.

Dès 1850, on avait supprimé la première; il était temps de supprimer la seconde.

C'était par la liberté des nouveau-nés que

plusieurs États étaient arrivés pacifiquement à l'émancipation totale des esclaves.

Le Portugal, le premier, décréta le 16 janvier 1773, du temps de José Ier et de Pombal, la liberté des nouveau-nés de mère esclave dans le Royaume; mais, malheureusement, cette grande loi ne s'appliquait pas aux possessions portugaises de l'Amérique et de l'Afrique. Aussitôt après, ce principe fut adopté par la Pensylvanie, en 1780; par le Connecticut et le Rhode-Island, en 1784; par le New-York, en 1799; par le New-Jersey, en 1804; par le Chili, en 1811; par la République Argentine, en 1813; par le Pérou et l'ancienne Colombie (Venezuela, Colombie et Équateur), en 1821; par l'Uruguay, en 1825; par le Paraguay, en 1842; par le Danemark, en 1847; par le Portugal, pour ses possessions d'Afrique, en 1856; par l'Espagne, en 1870.

C'était ce même principe dont, en 1758, Manoel Ribeiro Rocha, avocat à Bahia, et en 1810, Velloso de Oliveira, natif du Sam Paulo,

demandaient l'application au Brésil; que Condorcet conseillait pour les colonies françaises en 1781; que le comte Percy (depuis duc de Northumberland), en 1807, Buxton, en 1823 (15 mai), proposaient sans succès au Parlement britannique, et Hippolyte Passy, en 1838, à la Chambre des députés de France. Ce grand principe avait été rejeté ou ajourné, en France comme en Angleterre, et cet ajournement avait eu pour résultat de précipiter les évènements et de provoquer l'émancipation brusque et complète dans les colonies anglaises et françaises.

La commission de la Chambre brésilienne proposait d'affecter certains impôts à l'affranchissement graduel des esclaves, nés avant la loi, et de permettre à l'esclave lui-même d'avoir un pécule et de se racheter.

C'était préparer sagement la complète émancipation.

Nous n'indiquons ici que les principales dispositions du projet. A ceux qui voudront connaître dans tous ses détails le mécanisme

de cette sage loi et son texte même, nous signalons l'excellent livre de M. Michaux Bellaire, l'éminent avocat à la Cour de cassation de Paris, livre intitulé : — *Considérations sur l'abolition de l'esclavage et sur la colonisation au Brésil* (Paris, 1876).

Vers la fin de septembre 1870, le vicomte de Rio-Branco, ministre des affaires étrangères, qui se trouvait en mission au Paraguay depuis le commencement de 1869, vint reprendre son portefeuille.

Il était grand partisan de la réforme. Au conseil d'État, en 1866, il avait adhéré à toutes les dispositions des projets Pimenta Bueno, excepté à la fixation de l'année 1899 pour la complète émancipation, trouvant (il l'a déclaré par écrit) cette date trop éloignée.

Comme la majorité du conseil d'État, il avait été d'avis que l'on commençât, après la guerre, la discussion de la réforme projetée (1).

(1) Les discussions du conseil d'État sur cette réforme ont été publiées seulement en 1872, quoique les rapports

DOM PEDRO II

1870

Deux des membres du ministère dont il faisait partie, le baron de Cotegipe et le vicomte de Cavalcanti, étaient, comme lui, partisans de la réforme; mais la majorité du cabinet, c'est-à-dire le président du conseil et trois autres ministres, trouvaient que le moment opportun n'était pas encore arrivé, et étaient contraires aux principales dispositions du projet.

Le cabinet étant en désaccord sur cette importante question, crut devoir présenter sa démission à l'empereur.

Dom Pedro II l'accepta et chargea immédiatement le marquis de Sam Vicente, Pimenta Bueno, de la formation d'un nouveau ministère (29 septembre 1870).

et les discours aient été imprimés avant sous le titre de : *Trabalho sobre a extincção da escravatura no Brazil* (Rio, 1867, Impr. Nat.); et — *Pareceres do Conselho de Estado no anno de* 1868 *relativos ao elemento servil* (1871, Impr. Nat). Les rapports du vicomte de Rio-Branco ont été réunis et réimprimés dans la publication suivante : *Discussão da reforma do Estado Servil na Camara dos Deputados e no Senado*, Rio, 1871, 2 vols., Impr. Nat.

L'opinion de la majorité de la Chambre était favorable à la réforme; elle s'était manifestée en choisissant les abolitionnistes qui avaient rédigé le projet du 15 août, projet qui, nous l'avons dit, contenait toutes les idées proposées dès 1866 par Pimenta Bueno.

L'empereur trouvait donc juste et raisonnable de confier le gouvernement à l'homme d'État à qui revenait le mérite de l'initiative de 1866.

Mais le marquis de Sam Vicente, qui était un grand jurisconsulte et un homme d'État distingué, n'était point fait pour lutter contre l'orage que devait soulever parmi les planteurs une mesure qui contrariait leurs intérêts.

Au bout de quelques mois, pendant les vacances des Chambres, les seules attaques de la presse découragèrent cet homme remarquable. Il commença à regretter le calme de ses études, le silence de son cabinet de travail et il annonça à l'Empereur qu'il résignait le pouvoir.

Dom Pedro II insista pour le retenir à la tête des affaires, mais ce fut inutilement.

Alors l'empereur chargea de former le nouveau cabinet le vicomte de Rio-Branco, que Sam Vicente lui-même lui avait indiqué pour son successeur.

Le vicomte de Rio-Branco avait déjà rendu de grands services au pays et à son souverain, et comme ministre et comme diplomate, surtout pendant la guerre du Paraguay.

Le nouveau cabinet fut formé le 7 mars 1871. Il appartenait, comme les deux précédents, au parti conservateur (1).

(1) *Président du conseil et ministre des finances*, le sénateur VICOMTE DE RIO-BRANCO (Joseph-Marie DA SILVA-PARANHOS), né à Bahia le 16 mars 1819, mort à Rio de Janeiro le 1er novembre 1880; *ministre de l'intérieur*, le député CORRÊA DE OLIVEIRA (Jean-Alfred), de Pernambuco; *justice*, le sénateur SAYAM-LOBATO (puis vicomte de Nictheroy), né à Rio de Janeiro le 25 mai 1875, décédé à Rio, le 14 septembre 1883; *affaires étrangères*, M. F. CORRÊA-député de Parana; *guerre*, JAGUARIBE, sénateur de Ceará; *marine*, DUARTE DE AZEVEDO, député de Sam Paulo; *agriculture, commerce et travaux publics*, THEODORO DA SILVA député de Pernambuco.

Ce fut quelques jours après la formation du ministère Rio-Branco, que l'empereur reçut la triste nouvelle de la mort de la princesse Léopoldine, sa fille, épouse du duc Auguste de Saxe-Cobourg-et-Gotha.

Cette nouvelle et la santé de l'impératrice le décidèrent à demander au parlement, dont les séances commencèrent le 3 mai, son consentement, pour aller visiter l'Europe.

C'était le premier voyage de Dom Pedro II à l'étranger.

En partant (25 mai 1871), il laissa comme régente de l'empire, son héritière, la princesse impériale Dona Izabel, comtesse d'Eu.

A la Chambre, on voulait voter pour l'empereur une somme importante pour ses dépenses de voyage. On voulait également qu'une escadre accompagnât Dom Pedro II en Europe.

Il refusa et les frais de voyage et l'escadre. Sa liste civile lui suffisait, bien qu'elle fût très inférieure à celle de beaucoup de rois de

pays moins riches que le Brésil. D'ailleurs il désirait voyager *incognito*, sans être troublé par l'étiquette, avec une petite suite, et partir sur un des paquebots transatlantiques, comme ses compatriotes qui s'embarquent pour venir visiter les merveilles de l'Europe.

Il fit preuve de la même simplicité, de la même modestie, dans les deux autres voyages qu'il entreprit plus tard.

La Chambre se conforma à la volonté du chef de l'Etat qui excitait, par son désintéressement, l'admiration de ses sujets.

Dès les premiers jours de la session législative, l'agitation des clubs agricoles et les attaques dans la presse firent prévoir que la lutte serait acharnée. Une scission éclata dans le parti conservateur. Le projet du gouvernement fut combattu avec une extrême violence.

Cette lutte mémorable dura cinq mois, à la Chambre et au Sénat. Les plus grands orateurs de la Chambre — José de Alencar, Andrade Figueira, Ferreira Vianna, Duque-Es-

trada-Teixeira, et bien d'autres, — étaient dans l'opposition, opposition nombreuse, dirigée par le conseiller Paulino de Souza, ancien ministre. Perdigão Malheiro, un des plus grands jurisconsultes du Brésil, avait conseillé cette réforme dans un ouvrage remarquable : *A Escravidão no Brazil;* mais il s'effraya au moment de la lutte, et se rangea dans l'opposition. Au Sénat le vicomte de Rio-Branco rencontra l'opposition de quelques-uns de ses amis politiques, parmi lesquels deux de ses collègues du cabinet du 16 juillet 1868, le vicomte d'Itaborahy, ancien président du conseil, et le baron, puis marquis de Muritiba, ainsi que celle d'un libéral qui valait à lui seul, comme orateur, toute une opposition : Zacarias de Vasconcellos.

Mais Rio-Branco était, lui aussi, un grand orateur parlementaire, et, vivement secondé par la majorité des deux Chambres et par l'opinion publique, il défendit la réforme

avec la plus grande énergie. La grande popularité de son nom, au Brésil, date de cette campagne parlementaire (1).

C'étaient les premières batailles que les abolitionnistes livraient aux partisans du *statu quo*. Elles furent rudes, mais brillantes.

Le 28 septembre 1871, la loi fut votée par le Sénat et, le même jour, elle fut sanctionnée par la princesse impériale régente (2).

L'enthousiasme fut général à Rio et dans le pays tout entier.

Au moment du vote du Sénat, les assis-

(1) Pendant les cinq mois de la séance législative de 1871, le vicomte de Rio-Branco a prononcé au Sénat et à la Chambre des députés 41 discours dont 21 sur la réforme. Ils occupent 500 pages dans un recueil qui a pour titre — *Discursos do Sr. conselheiro de Estado e Senador do Imperio J. M. da Silva-Paranhos, visconde do Rio-Branco, proferidos.... nas duas Casas do Parlamento em* 1871, *sendo presidente do conselho de ministros* (Rio de Janeiro, 1872, in 8° gr.).

(2) 65 députés se prononcèrent pour l'émancipation, 45 contre (7 députés étaient absents, et 2 sièges vacants). Au Sénat la majorité fut plus grande : 33 pour la réforme, 7 contre (16 sénateurs étaient absents, et 2 sièges vacants).

tants firent éclater d'unanimes acclamations.

*
* *

Ce fut à Alexandrie, en Égypte, que Dom Pedro II apprit, par deux dépêches privées (1), expédiées de Milan et de Florence, que, dans son vaste empire, à partir de la glorieuse date du 28 septembre, tous les enfants naîtraient désormais pour la liberté.

Son cœur de souverain et de philanthrope en éprouva la plus douce, la plus profonde satisfaction.

Son chambellan et ami, le vicomte d'Itaúna, témoin des vives émotions de l'empereur, à la réception de l'heureuse nouvelle, disait, en racontant dans une lettre, qui nous a été confiée, cette scène de bonheur :

« Jamais je n'ai vu l'empereur dans une pareille joie! »

(1) Ces dépêches furent reçues par l'empereur le jour de son débarquement à Alexandrie, le 28 octobre 1871.

N'avait-il pas raison de s'en réjouir? Son peuple, dans un avenir prochain, n'allait se composer que d'hommes libres, indépendants, en état de concourir, chacun pour sa part, à la prospérité et à la grandeur de son empire.

Il contemplait déjà de loin les heureuses conséquences de son œuvre humanitaire.

Cette belle œuvre, ainsi commencée, ne devait pas tarder à recevoir son juste couronnement.

Un écrivain de mérite, M. Michaux Bellaire, avocat à la cour de cassation, disait en parlant de la loi Rio-Branco dans son livre que nous avons déjà cité : « Un jour viendra, et sans doute il n'est pas loin, où l'esclavage sera complètement aboli au Brésil. Mais cela se fera sans danger, sans commotion, parce que la loi que nous examinons a sagement préparé cette transition. »

X.

L'ABOLITION COMPLÈTE.

Sommaire : Nouvelle propagande abolitionniste commencée en 1880. — Ministère Dantas en 1884. — Son projet. — Son échec à la Chambre. — Celle-ci est dissoute. — Échec du ministère Dantas devant la nouvelle Chambre. — Loi Saraiva-Cotegipe du 28 septembre 1885. — Progrès de l'idée abolitionniste. — Affranchissement de tous les esclaves des provinces du Ceará et de l'Amazone (1884). — Banquet à Paris. — Lettre de Victor Hugo. — Maladie de l'Empereur et son voyage en Europe (1887-88). — Adhésion de MM. Jean Alfred Corrêa de Oliveira et Antonio Prado au parti abolitionniste. — Un grand nombre de planteurs libèrent leurs esclaves. — Changement ministériel. — M. Corrêa de Oliveira, président du Conseil (10 mars 1888) et M. A. Prado, ministre. — Statistique de l'esclavage. — Le nouveau Cabinet propose l'émancipation immédiate. — Loi du 13 mai 1888. — Il n'y a plus d'esclaves au Brésil!

Le premier pas était fait. Ce n'était plus qu'une question de temps. Il ne s'agissait plus que de marcher en avant.

En 1879, le sénateur Jaguaribe, les députés Joaquim Nabuco et Joaquim Serra, ainsi que quelques journalistes, parmi lesquels il faut citer Ferreira de Menezes, Patrocinio, Gusmão Lobo, Vicente de Souza et André Rebouças, commencèrent à demander la fixation d'une date pour l'émancipation totale (1).

(1) Nous aurons à parler encore de M. Joaquim Nabuco, le brillant orateur parlementaire, et de M. Patrocinio, le journaliste et l'orateur populaire, qui se sont immortalisés dans cette campagne de l'abolition. Qu'il nous soit permis de rappeler ici quatre noms qui ont été un peu trop oubliés à Rio au milieu des grandes fêtes de l'émancipation l'année dernière, mais qui ont été cités, en Europe, où il y a des Brésiliens qui savent garder le sentiment de la reconnaissance et le souvenir de la patrie : nous voulons parler des journalistes Gusmão Lobo, Joaquim Serra, Ferreira de Menezes et André Rebouças. Ce dernier a été un des fondateurs de la *Société Brésilienne contre l'esclavage*, et a fait des sacrifices considérables d'argent dans l'intérêt de la propagande abolitionniste. Ferreira de Menezes, mort en 1881, avait créé, l'année précédente, la *Gazeta da Tarde*, premier journal franchement abolitionniste à Rio. Joaquim Serra, — un cœur d'élite comme Ferreira de Menezes, — vient de mourir (nov. 1888), mais après avoir eu la grande joie de voir sa patrie débarrassée de l'esclavage. Tous les matins, depuis 1879, on lisait à Rio un article de cet écrivain charmant, d'une

Ce n'était pas encore un parti; c'était un petit groupe d'hommes de bonne volonté, tous orateurs ou écrivains distingués.

Ils fondèrent la *Société Brésilienne contre l'Esclavage* le 28 septembre 1880, neuvième

verve admirable et d'un esprit vraiment parisien. Il a cessé d'écrire ces *Topicos do Dia* le lendemain du triomphe final... M. Gusmão Lobo a été un autre combattant de 1879 à 1888. On ne l'a jamais vu dans les fêtes et les *meetings* des abolitionnistes. Depuis qu'une loi de 1881 a établi des incompatibilités parlementaires inconnues en France et dans bien d'autres pays, l'entrée à la Chambre resta fermée à ce grand orateur, qui fut le plus brillant défenseur du ministère Rio-Branco dans la presse et à la tribune. Il est devenu depuis lors un journaliste infatigable, un travailleur silencieux, d'une fécondité et d'une ténacité remarquables, et, du fonds de sa retraite, il a rendu les plus éclatants services à la cause des esclaves. Ses articles sur l'émancipation, écrits dans un beau langage, formeraient bien une douzaine de gros volumes en grand format. On peut certainement dire de lui ce que le fils de Buxton a dit de Zachary Macaulay : « From the moment of his embracing the abolition cause.... he flinched neither from toil nor privations; neither from obloquy nor persecution; but sacrificed himself, with the whole of his personal hopes, to advancing the cause of Humanity. The privacy of his course was only checquered by occasional bursts of animosity, from those who felt their defeat to be in a great measure owing to his silent

anniversaire de la première loi d'émancipation (1).

Dès le 24 août M. Joaquim Nabuco avait proposé à la Chambre la libération complète des esclaves pour le 1er janvier 1890, année dans laquelle sera célébré le jubilé du règne de Dom Pedro II. Le cabinet et la majorité libérale se refusèrent à discuter cette proposition.

Les abolitionnistes firent dans tout le pays une ardente propagande. Bientôt, le nombre des libéraux et des conservateurs qui se rallièrent à la cause de l'émancipation fut considérable.

but steady exertions. To labour and suffer without prospect of gain or applause, in the simple hope of alleviating the miseries of others, was the lot that he cheerfully fulfilled. »

(1) Le député J. Nabuco fut élu président de cette société, dont le vicomte de Rio-Branco fut nommé membre honoraire. Une grave maladie avait forcé cet homme d'État, alors chef de l'opposition, à quitter dès le mois de juillet (1880) les discussions du Sénat. Le 1er novembre il mourait à Andarahy, faubourg de Rio de Janeiro.

Le 6 juin 1884, l'empereur chargea le sénateur Dantas, abolitionniste, de former un ministère (1). Le 15 juillet, le député Rodolphe Dantas, ancien ministre, présenta à la Chambre, d'accord avec le cabinet, un projet déclarant libres tous les esclaves qui auraient atteint ou qui atteindraient l'âge de 60 ans, et augmentant les fonds créés par la loi de 1871 pour être appliqués à la manumission des esclaves. La lutte s'engagea aussitôt, avec la même ardeur qu'en 1871.

Le 28 juillet, un député républicain présenta la motion suivante qui fut adoptée par 59 voix contre 52 : — « La Chambre repousse le projet du gouvernement sur la question servile et refuse sa confiance au cabinet. » — Dans ce

(1) *Cabinet du 6 juin* 1884 : — *Président du Conseil et ministre des finances*, Souza Dantas (Manoel Pinto de), sénateur de Bahia; *intérieur*, Franco de Sá (Filippe), sénateur de Maranham ; *justice*, Sodré Pereira (Francisco Maria), député de Bahia ; *guerre*, Candido de Oliveira, député de Minas-Giraes; *marine*, l'amiral De Lamare sénateur de Matto Grosso; *agriculture, commerce et travaux publics*, Carneiro da Rocha, député de Bahia.

vote 42 conservateurs et 16 libéraux et 1 républicain se prononcèrent contre le cabinet : 48 libéraux et 4 conservateurs votèrent avec le gouvernement. Le 30, M. Dantas annonça à la Chambre, au nom de l'empereur, que la dissolution serait décrétée après le vote du budget. La discussion de cette loi terminée, le décret de dissolution parut (3 septembre).

Les élections générales ne changèrent pas notablement la force relative des partis à la Chambre. A la rentrée, une nouvelle motion des adversaires du cabinet fut adoptée le 4 mai 1885. 50 députés, dont 43 libéraux, 3 conservateurs et 2 républicains, votèrent pour le cabinet; 52 contre, dont 43 conservateurs, 8 libéraux, 1 républicain.

L'empereur chargea de la formation du nouveau ministère (6 mai) le vénérable M. Saraïva (1). Cet homme d'État était justement populaire au Brésil.

(1) *Cabinet du 6 mai 1885 : — Président du Conseil et ministre des finances,* SARAIVA (Joseph-Antoine), sénateur

En 1881, il avait réussi à obtenir du parlement une importante réforme, *l'élection directe*. Jusqu'à lui, les élections se faisaient, comme nous l'avons dit précédemment, à deux degrés. Il avait été secondé dans cette campagne par un des plus éminents chefs conservateurs, le baron de Cotegipe, dont la mort récente (13 février 1889) annoncée par le télégraphe, sera regrettée par tous les Brésiliens.

L'initiative du cabinet Dantas, vivement appuyée par la confiance de l'Empereur, ainsi que les discussions engagées dans le parlement et dans la presse, avaient donné une grande impulsion à l'idée abolitionniste.

M. Saraïva réussit à faire voter un autre projet par la Chambre des députés, à l'aide

de Bahia ; *intérieur*, MEIRA DE VASCONCELLOS, sénateur de Parahyba ; *justice*, AFFONSO PENNA, député de Minas-Geraes ; *affaires étrangères*, le vicomte, aujourd'hui marquis de PARANAGUÁ, sénateur de Piauhy ; *marine*, SOUZA LEÃO, sénateur de Pernambuco, *agriculture, commerce et travaux publics*, FERREIRA DE MOURA, député de Bahia.

d'une entente qu'il sut ménager entre une fraction du parti libéral et les députés conservateurs, dirigés par leur *leader* M. Antonio Prado.

Mais, devant l'hostilité d'un grand nombre de libéraux, il résigna le pouvoir, au moment où la discussion de la loi commençait au Sénat.

Le baron de Cotegipe le remplaça, comme premier ministre, et confia à M. Antonio Prado le portefeuille de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et à M. F. Belizario de Souza celui des Finances (1).

La loi fut adoptée par le Sénat et sanc-

(1) *Cabinet du* 20 *août* 1885 : *Président du conseil et ministre des affaires étrangères*, le BARON DE COTEGIPE, sénateur de Bahia (né à Villa da Barra, province de Bahia, le 23 octobre 1815, mort à Rio de Janeiro le 13 février 1889); *intérieur*, le BARON DE MAMORÉ, sénateur de l'Amazone; *justice*, RIBEIRO DA LUZ, sénateur de Minas; *finances*, F. BELIZARIO SOARES DE SOUZA, député de Rio de Janeiro; *guerre*, JUNQUEIRA, sénateur de Bahia (décédé en 1888); *marine*, ALFREDO CHAVES, député de Rio de Janeiro; *agriculture, commerce et travaux publics*, ANTONIO PRADO, député (auj. sénateur) de Sam Paulo.

tionnée par l'empereur le 28 septembre 1885, quatorze ans, jour pour jour, après la loi Rio-Branco.

Cette nouvelle loi déclarait libres les esclaves à partir de 60 ans, comme l'avait proposé M. Dantas, mais ils devraient servir encore trois ans leurs maîtres; elle fixait, en outre, un tarif de la valeur des esclaves décroissant avec les années, et augmentait certains impôts pour créer un fonds d'encouragement à l'immigration.

L'institution de l'esclavage était condamnée. « Si vous décrétez sans indemnité, l'émancipation des sexagénaires, » avait dit en 1884 un des plus illustres conseillers d'État, « la propriété servile se trouvera moralement anéantie par votre loi, et cette propriété n'aura plus de raison d'être dans la conscience du législateur. »

Pourtant, les abolitionnistes n'étaient pas encore satisfaits, et ils ne pouvaient l'être. Leur *leader* à la Chambre, M. Joaquim Na-

buco, continuait à demander la fixation d'une date prochaine pour la libération totale des esclaves, et les écrivains du parti continuaient leur active propagande.

Dès 1884, les provinces de l'Amazonas et du Ceará, libérèrent tous leurs esclaves.

Cet acte glorieux fut célébré par une fête de liberté, le 25 mars de la même année, le jour anniversaire du serment prêté à la Constitution de l'empire.

Le même jour, M. Patrocinio, alors rédacteur en chef de la *Gazeta da Tarde* de Rio, et aujourd'hui, rédacteur en chef de *A Cidade do Rio,* réunissait à Paris, dans un banquet fraternel, un certain nombre de députés et de journalistes français et brésiliens, pour fêter la libération du Ceará.

Ce fut dans ce banquet que M. Schœlcher, dans son désir impatient de voir proclamer l'émancipation totale des esclaves, attaqua injustement la loi brésilienne de 1871, sans se rendre compte des difficultés qu'il avait

fallu vaincre pour l'obtenir (1). Cette loi avait été, pourtant, le premier pas fait en vue de cette grande réforme, et avait permis aux partisans de la liberté de commencer, quelques années plus tard, leur propagande pour la complète émancipation.

Victor Hugo avait été convié à ce banquet.

(1) Nous avons montré que dans tous les pays où l'émancipation ne s'est pas faite révolutionnairement ou d'une façon violente, on a commencé comme au Brésil, par l'abolition de la traite et par la liberté des nouveau-nés. Au Brésil, en 1871 encore, tout le service agricole était entre les mains des esclaves, qui formaient un cinquième de la population de l'empire. De 1871 à 1880 aucune voix ne s'est élevée au Brésil pour demander l'abolition totale et immédiate. On a commencé seulement en 1879, et en 1880, à demander l'émancipation différée. Les abolitionnistes brésiliens ont toujours rendu justice à la loi de 1871 et à l'homme d'État qui s'est immortalisé dans sa défense. M. Schœlcher en aura la preuve dans le passage suivant du discours prononcé à la Chambre des députés par J. Nabuco à la nouvelle de la mort du vicomte de Rio-Branco :

« Je viens de parler du sentiment national qui accompagnait hier jusqu'à sa tombe le vicomte de Rio-Branco, mais le spectacle auquel nous avons assisté il y a un an, alors que la population tout entière est allée le recevoir à son retour d'Europe, ne fut pas moins imposant. C'é-

Ne pouvant s'y rendre, il écrivit à la réunion la lettre suivante :

« Une province du Brésil vient de déclarer l'esclavage aboli. C'est là une grande nouvelle !

« L'esclavage, c'est l'homme remplacé dans l'homme par la bête; ce qui peut rester d'in-

taient les honneurs du triomphe, que chez nous le peuple n'a accordés qu'à ceux qui ont fait quelque chose pour étendre les limites de la patrie, pour la faire collaborer à l'œuvre de l'art, de la justice ou de la liberté, œuvre commune à l'humanité tout entière.

« L'homme que nous regrettons n'a pas fait une œuvre incomplète. Il y a dans cette grande œuvre une partie définitive. Depuis dix ans, sur le sol brésilien tous les enfants naissent pour la liberté; et quand même, oublieux des devoirs que notre temps nous impose, nous n'irions au delà de la loi de 28 septembre 1871, même alors cette seule loi suffirait pour libérer l'avenir, pour nous laisser entrevoir un jour où l'esclavage n'existera plus dans notre patrie. Voilà sa gloire; et je viens l'affirmer du haut de cette tribune, parce que cette gloire c'est le patrimoine de notre idée, c'est la richesse de notre cause, c'est le grand héritage que Rio-Branco montre à l'ambition de nos hommes d'État, mais qu'il n'a laissé, comme Alexandre, qu'au plus digne d'entre eux. »

telligence humaine dans cette vie animale de l'homme, appartient au maître, selon sa volonté et son caprice. De là, des circonstances horribles.

« Le Brésil a porté à l'esclavage un coup décisif. Le Brésil a un empereur ; cet empereur est plus qu'un empereur, il est un homme. Qu'il continue. Nous le félicitons et nous l'honorons. Avant la fin du siècle, l'esclavage aura disparu de la terre.

« La liberté est la loi humaine.

« Nous constatons d'un mot la situation du progrès : la barbarie recule, la civilisation avance.

« VICTOR HUGO. »

Encouragées par l'exemple des provinces de l'Amazonas et du Ceará, des sociétés émancipatrices s'organisèrent partout. Un grand nombre de propriétaires déclarèrent eux-mêmes leurs esclaves libres. Quelques-uns, comme la vicomtesse de Rio-Novo, n'ayant pas d'hé-

ritiers directs, laissèrent par testament à leurs esclaves affranchis, la propriété entière des domaines auxquels ils consacraient leur travail (1).

Dom Pedro II continuait à encourager de ses vœux ce beau mouvement de générosité nationale.

Malheureusement, au commencement de 1887, à la suite d'un voyage dans la province de Sam Paulo, l'empereur tomba gravement malade d'une congestion du foie, compliquée d'une fièvre paludéenne.

Lorsque Sa Majesté entra en convalescence, les médecins furent d'avis qu'un voyage en

(1) Nous devons enregistrer ce fait, que bien avant l'agitation abolitionniste la COMTESSE DE BARRAL et de PEDRA-BRANCA avait affranchi tous ses esclaves.

La comtesse DE BARRAL, veuve d'un Français, est née au Brésil. Toute la haute société parisienne connaît cette grande dame, qui a dirigé à Rio l'éducation de la princesse impériale du Brésil et de la princesse Léopoldine. Son père BORGES DE BARROS, VICOMTE DE PEDRA-BRANCA, a été un poète estimé, et un des plus illustres hommes d'État et diplomates brésiliens. Il a été, pendant le règne de Dom Pedro Ier, ministre du Brésil en France.

Europe était indispensable à sa complète guérison.

Dom Pedro II partit (30 juin), et la princesse impériale, Dona Izabel, eut, pour la troisième fois, la régence de l'empire.

Pendant l'absence de l'empereur, dans les derniers jours de la session du parlement, la cause des abolitionnistes avancés avait reçu deux adhésions de la plus haute valeur. C'étaient celles de deux hommes d'État très influents, appartenant tous les deux au parti conservateur : les conseillers João Alfredo Corrêa de Oliveira, chef de ce parti à Pernambuco et dans les provinces du nord, l'un des collègues du vicomte de Rio-Branco dans le glorieux cabinet de 1871 à 1875, et Antonio Prado, chef du même parti dans la province de Sam Paulo, la plus prospère, la plus entreprenante, la plus avancée des provinces de l'Empire.

Ces deux hommes d'État annoncèrent du haut de la tribune du Sénat au cabinet Cotégipe, que le pays réclamait une nouvelle

réforme, et ils invitèrent le président du conseil à proposer une date, au bout de laquelle tous les esclaves existants seraient déclarés libres.

C'était là tout ce que demandaient les chefs de cette propagande humanitaire pour l'abolition de l'esclavage, MM. Nabuco et Patrocinio.

L'honorable baron de Cotégipe et ses collègues, furent d'avis que le gouvernement devait se borner à maintenir les lois de 1871 et de 1885.

Mais, pendant les vacances parlementaires, commencées au mois de septembre, le sénateur Antonio Prado se mit à la tête de la propagande abolitionniste dans sa province.

Son action devait être d'autant plus influente, que lui-même, ainsi que son vénérable père, M. Martinho Prado, et tous les membres de sa famille, qui étaient de riches planteurs, avaient affranchi leurs nombreux esclaves.

Les planteurs, ses amis, imitèrent ce grand exemple. Ils commencèrent à affranchir en masse leurs esclaves.

L'agitation émancipatrice augmentait de jour en jour. Les évènements se précipitaient bien plus rapidement que ne l'avaient espéré les plus hardis abolitionnistes. On vit même, sur certains points de la province, des esclaves, dont les maîtres ne voulaient pas entendre parler d'émancipation, s'en aller tranquillement des plantations, suivant les conseils d'un agitateur, l'avocat Sousa-e-Castro (Antonio Bento).

Comment s'opposer à ce mouvement? Le gouvernement ne pouvait résister plus longtemps à la volonté nationale.

Lorsque les autorités, suivies de la gendarmerie, sommaient ces centaines de nègres évadés, de retourner dans leurs plantations, ils répondaient :

« Tirez sur nous, si vous voulez; nous n'avons pas d'armes, nous ne voulons pas

nous défendre contre les vôtres. Mais, nous sommes des hommes comme vous et nous voulons qu'on nous rende la liberté que tout homme a reçue de Dieu. Nous allons chercher du travail là où l'on consentira à nous recevoir comme des hommes libres! »

L'attitude de ces esclaves insurgés était calme et digne. Ils traversaient des villages et des villes, sans pratiquer la moindre violence, et ils allaient chercher la protection des abolitionnistes ou des planteurs qui avaient déjà affranchi leurs semblables.

Le bruit courut que le gouvernement avait l'intention d'employer la force armée, pour obliger à l'obéissance les esclaves évadés.

Aussitôt le sénateur Antonio Prado déclara, dans un discours à Sam Paulo, qu'on ne devait pas occuper l'armée à cette besogne.

Dans le riche district de Campos (province de Rio), les esclaves abandonnèrent également en masse leurs plantations. Leur atti-

tude était la même que celle des nègres du Sam Paulo.

Il n'y avait plus de temps à perdre. Il fallait agir promptement.

Un an auparavant, une loi fixant l'émancipation totale pour 1890, eût contenté tout le monde. Maintenant, l'émancipation immédiate s'imposait, au risque de voir tous les esclaves non affranchis, — même dans les provinces de Rio de Janeiro et de Minas, où une résistance énergique des planteurs s'opposait au mouvement abolitionniste, — quitter en masse les plantations et désorganiser ainsi entièrement le travail agricole.

Dans cette périlleuse situation, le défaut d'entente entre la régente et ses ministres, produisit un changement de gouvernement.

Le cabinet présenta sa démission, et la princesse impériale chargea le sénateur João Alfredo Corrêa d'Oliveira du soin de former un nouveau ministère.

Un sénateur du Sam Paulo, M. Antonio

Prado, et un député de la même province, M. Rodrigo da Silva, firent partie de ce ministère, constitué le 10 mars (1).

Les planteurs des provinces de Rio de Janeiro et de Minas résistaient, nous l'avons dit, à toute réforme.

Mais le mouvement abolitionniste et l'exemple donné par les Paulistas (natifs du Sam Paulo) gagnèrent plusieurs importantes adhésions dans la province de Rio.

Les plus riches planteurs de cette province, ceux qui possédaient le plus grand nombre de *fazendas,* le comte de Sam Clémente, de Nova-Friburgo et d'Araruama, ainsi que leurs nombreuses familles, composées

(1) *Cabinet du* 10 *mars* 1888 : — *Président du conseil et ministre des finances*, CORRÊA DE OLIVEIRA (Jean-Alfred), sénateur de Pernambuco ; *intérieur*, COSTA PEREIRA, député d'Espirito-Santo; *justice,* FERREIRA VIANNA, député de Rio de Janeiro; *affaires étrangères,* RODRIGO DA SILVA, député (aujourd'hui sénateur) de Sam Paulo; *guerre*, COELHO DE ALMEIDA, sénateur de Rio de Janeiro; *marine,* VIEIRA DA SILVA, sénateur du Maranham; *agriculture, commerce et travaux publics,* ANTONIO PRADO, sénateur de Sam Paulo.

de riches *landlords,* affranchirent tous leurs esclaves.

La résistance était devenue impossible. L'opposition était démoralisée, déconcertée. L'institution de l'esclavage croulait de fond en comble. Toute la presse encourageait cette noble et généreuse évolution.

Le 3 mai, la régente ouvrit le parlement. Dans le discours du trône, on remarquait le passage suivant, qui ne laissait aucun doute sur les intentions du gouvernement :

« A l'honneur du Brésil, sous l'influence du sentiment national et des libéralités particulières, l'extinction de l'élément servile a fait de tels progrès, qu'elle est devenue aujourd'hui une invincible aspiration, acclamée par toutes les classes, et qu'elle produit d'admirables exemples d'abnégation de la part des propriétaires.

« Alors que l'intérêt privé lui-même travaille spontanément à délivrer le Brésil du malheureux héritage que les nécessités de

l'agriculture avaient maintenu, je compte que vous n'hésiterez pas à effacer du droit national l'unique exception qui contraste avec l'esprit chrétien et libéral de nos institutions. »

En effet, le nombre des esclaves, qui était de 1,700,000 lorsque la loi Rio-Branco fut promulguée en 1871, était descendu à 1,584,974 en 1873, à 1,133,228 en 1884, à 723,419 au recensement du mois de mars 1887.

Au mois de mai 1888, les libérations en masse avaient réduit ce dernier chiffre à moins de 600,000.

Depuis 1871, plus de 500,000 enfants d'esclaves, étaient nés libres, en vertu de la loi Rio-Branco.

Le tableau suivant expose, par des chiffres éloquents, la progression qui s'est opérée au Brésil dans la diminution de l'esclavage, depuis l'année 1873 à l'année 1887.

Cette diminution progressive eût abouti

Ce langage patriotique fit sur les députés une profonde impression.

Le 8 mai, M. Rodrigo da Silva, ministre de l'agriculture, déposa, au nom du gouvernement, la proposition de l'abolition de l'esclavage au Brésil.

Une commission spéciale fut nommée. Elle rédigea sur-le-champ un rapport concluant à l'adoption du projet. Le conseiller Duarte de Azevedo (un autre collègue du vicomte de Rio-Branco dans le cabinet de 1871), fut le rapporteur de cette commission. Quelques minutes après, il se présenta devant la Chambre :

« La commission spéciale, » dit-il, « convaincue qu'en cette matière il n'est pas possible de retarder un seul instant les aspirations du peuple brésilien, qui veut satisfaire à une nécessité sociale et politique, laquelle est, en même temps, un éclatant hommage rendu à la civilisation du siècle et à la générosité de tous ceux qui aiment le bien de l'hu-

manité, demande à la Chambre la permission de lui présenter un réquisitoire d'urgence, pour dispenser son rapport de l'impression, afin que le projet soit discuté demain.

« Voici notre rapport :

« La commission spéciale, chargée d'exa-
« miner la proposition du gouvernement sur
« l'extinction de l'esclavage, convaincue que
« cette proposition donne en tout point satis-
« faction aux aspirations du peuple, est d'avis
« qu'elle soit convertie dans le projet suivant. »
Venait ensuite le projet.

L'enthousiasme fut à son comble à Rio et dans tout l'empire.

La discussion ne dura que deux jours (9 et 10 mai). Cinq discours furent prononcés, dont trois contre la réforme. Dans la première discussion (9 mai), 84 députés votèrent pour l'abolition, 9 contre (1). Quatre dé-

(1) La *Chambre* des députés se compose aujourd'hui de 125 membres, mais 22 conservateurs et 7 libéraux n'étaient pas présents au vote, et 3 sièges étaient vacants. Les

putés qui n'étaient pas présents au moment du vote, envoyèrent des déclarations favorables au projet. Dans la dernière discussion, la majorité fut plus grande encore.

Le 11, le projet arrivait au Sénat. La commission nommée pour l'examiner se composait de trois libéraux, MM. Dantas (rapporteur), Affonso Celso (vicomte de Ouro-Preto), et général vicomte de Pelotas (Camara), et de deux conservateurs, MM. Teixeira Junior (vicomte de Cruzeiro) et d'Escragnolle Taunay.

Les deux discussions réglementaires occupèrent les séances du 12, samedi, et du 13, dimanche. Deux discours furent prononcés contre la réforme, par le baron de Cotegipe, ancien président du conseil, et par le conseil-

84 voix favorables à la réforme étaient ainsi partagées : 64 conservateurs, 19 libéraux et 1 républicain.

Les 9 opposants appartenaient tous au parti conservateur; 8 étaient députés de Rio de Janeiro, 1 de Pernambuco.

Aujourd'hui (avril 1889), la Chambre des députés est ainsi composée : 90 conservateurs, 30 libéraux, 3 républicains, 2 sièges vacants.

ler Paulino de Souza, ancien ministre. Le projet fut défendu par les conseillers Dantas, ancien président du conseil dans le cabinet de 1884, et M. F. Corrêa, ministre en 1871 avec Rio-Branco. L'impatience publique était grande.

Nous avons dit qu'en 1871 M. Paulino de Souza avait dirigé l'opposition contre la première loi d'émancipation. Pendant le gouvernement des libéraux (1878-85), la résistance aux idées abolitionnistes fut représentée par lui, conservateur, et par Martinho Campos, libéral, tous les deux très influents dans leur parti. Martinho Campos mourut en 1887, et après l'avènement des conservateurs, M. Paulino de Souza devint le principal soutien du cabinet Cotegipe (1885-88), lequel, ayant obtenu la seconde loi d'émancipation, était d'avis qu'on ne devait pas s'engager plus loin dans cette voie. Mais, depuis les campagnes parlementaires de 1871 et de 1884 à 1885, les idées d'un grand nombre d'amis politiques de M. Paulino de

Souza s'étaient modifiées. Lui, il a cru devoir rester toujours l'homme de la résistance, et, dans ce rôle, il rendit à sa patrie le service de concourir à ce qu'une si grave réforme ne fût point réalisée avec précipitation. Il termina son discours, dans cette séance mémorable du 13 mai, qui fut le premier jour du régime de l'égalité au Brésil, par ces nobles paroles :

« Mais je ne veux pas retarder plus longtemps le cortège brillant qui prépare déjà sa marche triomphale. Quand il passera, il me trouvera ici, à ma place, représentant ma province et mes compagnons de luttes, ayant les mêmes idées, content d'avoir rempli tous mes devoirs dans la mission que je me suis donnée de défendre de grands intérêts de la nation. Quels que soient les sentiments qui pourront naître dans mon cœur au moment où tous les hommes seront libres sur cette terre du Brésil, je les garderai en moi-même, silencieux, vaincu ; mais sans qu'on puisse me contester un titre au respect public, —

celui d'avoir préféré jusqu'aujourd'hui, comme je préférerai toujours, la loyauté, l'intégrité et l'honneur politique, à toutes les gloires, à toutes les grandeurs (1). »

Ce discours fut écouté avec le plus grand respect par la foule qui remplissait les tribunes du Sénat.

Le vote final eut lieu le même jour : 43 sénateurs contre 6 se prononcèrent pour la loi (2), au milieu des applaudissements des spectateurs, que le président du Sénat ne pouvait contenir. L'hémicycle resta, comme en 1871, couvert de fleurs, et le président du conseil, M. Corrêa de Oliveira, le sénateur Dantas et tous ceux qui avaient contribué à

(1) Le conseiller PAULINO DE SOUZA est le fils aîné de cet illustre homme d'État dont nous avons parlé, le vicomte d'URUGUAY, un Brésilien né à Paris.

(2) Au *Sénat* (61 membres) 43 sénateurs, dont 19 conservateurs et 24 libéraux, ont voté pour la loi, 6 conservateurs contre. Ces derniers appartenaient aux provinces suivantes : 3 au Rio de Janeiro, 1 au Minas-Geraes, 1 à Bahia, 1 au Sergipe. Cinq conservateurs et 4 libéraux étaient absents et 3 sièges vacants.

cette grande victoire, furent salués avec enthousiasme, à la sortie, par le peuple immense qui attendait aux abords du Sénat le résultat de la discussion.

Le même jour, 13 mai, la princesse régente sanctionnait la loi.

Pour célébrer ce mémorable événement, des réjouissances publiques eurent lieu pendant plusieurs jours dans tout l'empire. La nation brésilienne était heureuse et fière. C'était un véritable sentiment de soulagement qu'éprouvaient tous les Brésiliens...

Ainsi, *depuis le 13 mai 1888, il n'y a plus d'esclaves au Brésil...*

La loi qui supprimait l'esclavage était d'une admirable simplicité.

Elle ne contenait que deux articles :

« *Art. Ier.* L'esclavage est déclaré aboli au Brésil, à partir du jour de la promulgation de cette loi.

« *Art. II.* Sont abrogées toutes les dispositions contraires. »

XI.

APRÈS L'ABOLITION.

Réjouissances publiques. — Dépêche du ministre de France à Rio, lue par M. Goblet. — Fêtes dans toute l'Amérique. — Manifestation populaire à Buenos-Aires (17 mai) et discours du général Mitre. — Conseils du Pape Léon XIII aux anciens esclaves. — Conséquences de l'émancipation. — Le discours du trône en 1889. — Comment Dom Pedro II reçoit à Milan la nouvelle de l'abolition. — « Le grand peuple... »

C'est avec des fleurs et des réjouissances publiques que le peuple brésilien célébra le commencement de la réforme, en 1871, et son beau couronnement, en 1888.

Notre ministre des affaires étrangères, s'exprima, dans son discours du 10 juillet dernier, en ces termes :

« Le ministre de France au Brésil (1), en me rendant compte, quelques jours après, de la

(1) Le comte Amelot de Chaillou.

séance de la Chambre des députés où la loi fut votée par acclamation, m'écrivait que des jonchées de fleurs avaient été répandues du haut des tribunes dans l'hémicycle de la Chambre, envahie par une foule en délire, et que le président du conseil avait pu à grand'peine se dérober à l'ovation qui lui était faite. Et notre ministre, gagné lui-même par l'enthousiasme universel, terminait sa lettre en disant :

« *La date de l'émancipation sera la plus mémorable de l'histoire du Brésil. Cette page de ses annales aura été écrite par la Nation tout entière, dans l'union intime du Peuple, du Parlement et de la Couronne.* »

Cette grande nouvelle, aussitôt transmise par télégraphe, fut célébrée dans tous les pays de l'Amérique. A Buenos Ayres, surtout, les manifestations populaires furent enthousiastes. Le 17 mai, plus de 40,000 citoyens, ayant à leur tête les généraux Barthomé Mitre et Domingo Sarmiento, anciens présidents de la Répu-

blique, se dirigèrent à la demeure du baron de Alencar, ministre du Brésil.

On sait que la prospérité de la République Argentine date de la glorieuse présidence du général Mitre, le premier des hommes d'État argentins de notre époque.

Il fut l'orateur de cette grande manifestation, et termina ainsi son discours :

« L'empire du Brésil était une démocratie couronnée, ayant pour principe fondamental de son organisation politique, comme notre République, la souveraineté du peuple ; mais l'égalité n'y existait pas, car il maintenait l'esclavage. Aujourd'hui en proclamant le grand principe de l'égalité humaine, en transformant ses esclaves en citoyens d'un pays libre, le Brésil se présente comme une société parfaitement équilibrée, ornée d'une couronne de lumières inextinguibles comme celles des étoiles de la Croix du Sud qui brillent dans le ciel de notre hémisphère.

« En l'honneur de ce grand événement qui

marquera une époque dans les fastes éternels du progrès humain, le peuple argentin salue fraternellement le peuple brésilien qui l'a aidé à détruire ici une tyrannie barbare (1); il salue avec la plus vive sympathie les pouvoirs publics du Brésil qui ont fait entrer dans la loi positive de l'empire la grande loi morale de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les hommes; il salue le chef actuel du cabinet brésilien, M. Jean-Alfred Corrêa de Oliveira, qui, en s'inspirant de l'exemple de son maître et ami Silva-Paranhos, vicomte de Rio-Branco, a eu l'honneur de présider à l'abolition complète de l'esclavage dans l'empire, acte final de l'évolution commencée en 1871. Il salue aussi l'orateur Joaquim Nabuco, qui, à la tête de la propagande abolitionniste depuis 1879, a su agiter l'opinion et donner à ce mouvement de générosité nationale l'im-

(1) Allusion à l'intervention brésilienne de 1851-1852, contre le dictateur Rosas.

pulsion vigoureuse qui l'a rendu triomphant aujourd'hui.

« Dans votre personne distinguée, M. le Ministre, qui représentez si dignement l'empire du Brésil près le gouvernement de la République, le peuple argentin salue votre illustre souverain, Dom Pedro II, le principal promoteur de cette grande réforme. Il léguera à sa postérité, dans l'abolition de l'esclavage, décrétée en son nom par la princesse impériale régente, l'héritage le plus glorieux, le plus fécond de son règne long et prospère.

« La reconnaissance des Brésiliens a élevé déjà la statue de son père, Dom Pedro Ier, le libérateur de deux peuples, la Constitution libérale de l'empire dans une main, et, sur ses lèvres de bronze, ce cri retentissant de l'Ypiranga qui, en 1822, a annoncé au monde la naissance d'une nouvelle nationalité. La postérité reconnaissante élèvera la statue de Dom Pedro II, ayant, dans une main, la proclamation de la liberté des derniers esclaves du

monde, et jetant, de l'autre, dans l'abîme du passé, leurs chaînes à jamais brisées.

« Gloire et prospérité au peuple brésilien, aux pouvoirs publics de l'empire, à son souverain ! »

Le pape Léon XIII envoya à la princesse impériale régente la *Rose d'Or*, et, dans une lettre adressée aux évêques brésiliens (1), il donnait ces sages conseils aux anciens esclaves :

« Qu'ils gardent religieusement un souvenir et un sentiment de reconnaissance et qu'ils s'efforcent de le professer avec soin envers ceux à l'œuvre et aux desseins desquels ils doivent d'avoir recouvré la liberté. Qu'ils ne

(1) Cette lettre porte la date du 5 mai 1888, mais elle n'a été publiée au Vatican que plusieurs jours après l'abolition totale (Voir le *Moniteur de Rome* du 23 et du 24 mai).

Cette année (1889), Léon XIII n'a pas oublié le premier anniversaire de l'abolition totale de l'esclavage au Brésil : le 13 mai il a envoyé sa bénédiction à l'empereur, à la princesse impériale, à la famille impériale, au gouvernement et au peuple brésilien.

se rendent jamais indignes d'un si grand bienfait et que jamais non plus ils ne confondent la liberté avec la licence des passions; qu'ils s'en servent, au contraire, comme il convient à des citoyens honnêtes, pour le travail d'une vie active, pour l'avantage et le bien de la famille et de l'État. Qu'ils remplissent assidument, non tant par crainte que par esprit de religion, le devoir de respecter la majesté des princes, d'obéir aux magistrats, d'observer les lois; qu'ils s'abstiennent d'envier les richesses et la supériorité d'autrui, car on ne saurait assez regretter qu'un grand nombre parmi les pauvres se laissent dominer par cette envie qui est la source de beaucoup d'œuvres d'iniquité. »

*
* *

Mais, quelles ont été les conséquences de la loi d'émancipation brésilienne?

Lorsque le gouvernement de Dom Pedro II

s'occupait de la suppression de l'ignoble traite des Africains, les négriers prédisaient que l'agriculture périrait. Un sénateur alla jusqu'à affirmer que la production nationale diminuerait de 40 %.

Or, la traite fut supprimée en 1850, et la production et l'exportation augmentèrent (1).

Au bout de quelques années, les planteurs reconnaissaient qu'ils n'avaient pas à se plaindre de la loi de 1850.

Lorsqu'en 1871, le vicomte de Rio-Branco défendait la première loi pour l'émancipation graduelle, les esclavagistes prédisaient encore que ce serait la ruine du pays et la désorganisation du travail agricole.

Ils se trompèrent. Les chiffres le démontrèrent éloquemment. La production continua sa marche ascendante, bien que le nombre

(1) La valeur de l'exportation jusqu'à l'année 1849-50 n'avait pas dépassé le chiffre de 57,926 contos (1847-48). Après 1854 elle dépassait le chiffre de 100,000 contos. En 1865-66 elle était de 157,016 contos.

des bras serviles eût diminué énormément (1).

Dernièrement encore, on s'écriait que l'abolition totale de l'esclavage serait la perte du pays, l'abandon de toutes les grandes cultures.

Or, les affranchis n'ont point cessé de travailler, les grandes cultures n'ont pas été perdues. Les arrivages des cafés dans les deux grands ports d'embarquement, Rio et Santos, ont été plus considérables, cette année, que l'année précédente (Discours du Président du conseil à la Chambre des députés, le 27 août

(1) Les exportations de trois provinces qui possédaient un plus grand nombre d'esclaves, Rio, Minas et Sam Paulo, se font par les ports de Rio et de Santos. En 1870 ces deux ports ont exporté 200 millions de kilogr. de café; aujourd'hui ils exportent 350 millions. La moyenne des récoltes annuelles étaient de 40 millions de kilogr. dans la période 1835-40, de 126 millions dans la période de 1855-60 et de 220 dans celle de 1873 à 1877. En 1886-87 la récolte a été de plus de 400 millions. Quant aux recettes du budget général, qui étaient de 101,000 contos en 1870-71, de 111,016 en 1873-74, elles sont aujourd'hui de 147,200 contos.

1888) (1); les titres brésiliens sont cotés bien au-dessus du pair; le change est monté rapidement; il a dépassé le pair et atteint un taux qu'on ne connaissait pas depuis longtemps (2) et l'empire a pu contracter, à Londres, un emprunt plus avantageux que tous

(1) Nous venons de lire dans le *Retrospecto commercial de* 1888, publié par le *Jornal do Commercio* du 9 janvier dernier, que l'exportation de café de Rio a dépassé de 1,088,430 sacs (soit 62 *millions de kilogrammes*) celle de l'année précédente.

Voilà un des résultats de l'émancipation!

Aux États-Unis les chiffres sont aussi d'une grande éloquence. La plus grande récolte de coton au temps de l'esclavage avait été de 4,824,000 balles en 1860; après une crise de transition, — car la guerre civile avait désorganisé complètement le travail agricole, — la récolte de coton s'élevait en 1876 à 4,669,000 balles et en 1888 à 7,017,000.

(2) Le change pair, sur Londres, est de 27 deniers pour *milreis* (disons en passant qu'un *conto* vaut *mille milreis*). En 1886 encore le change était tombé à 17 3/4, et en 1888 il n'avait pas dépassé 23 1/2. Après l'émancipation il commença à se relever rapidement. Depuis le mois d'octobre dernier il dépassa le pair, 27, et aujourd'hui (mars 1887) il est au-dessus de 28. Depuis l'année 1856 on n'avait vu cela qu'en 1875 pendant quelques mois.

ceux qui avaient été faits antérieurement (1).

Il y a plus encore. Le courant de l'émigration vers le Brésil a augmenté d'une telle façon que le chiffre de 1888 est plus de six fois plus grand que la moyenne des années précédentes (2).

Témoignages éclatants des belles destinées qui s'ouvrent pour le Brésil, et de la confiance que ce noble pays inspire, grâce à la féconde réforme qu'il a su accomplir, — réforme qui est assurément le plus grand

(1) Les deux meilleurs emprunts du Brésil furent contractés en 1859 (taux d'émission 100 %, intérêt 5 %) et en 1875 (taux d'émission 96 1/2, intérêt 5 %). L'emprunt contracté l'année dernière au moment où l'émancipation totale était annoncée, fut placé à 97 % avec un intérêt de 4 1/2 %, ce qui correspondrait à un taux d'émission de 108 %, si l'intérêt était de 5 %. Tous les emprunts extérieurs du Brésil ont été faits à Londres par l'entremise de la maison des ROTSCHILD. Les ROTSCHILD sont, depuis l'indépendance du Brésil, les agents financiers de l'Empire à Londres.

(2) La moyenne de 1878 à 1886 était de 20,000 immigrants par an. En 1887 ce chiffre monte à 54,990, et en 1888 (nous l'avons dit) 131,268 immigrants débarquèrent dans les seuls ports de Rio et Santos.

essai d'émancipation progressive et de transformation du travail, qui ait été tenté nulle part encore, et mené à bonne fin, sans secousses, sans troubles, sans que la production nationale ait été compromise ni même simplement arrêtée.

On admirera que c'est en moins de dix-sept ans (1871-1888), que le Brésil a opéré, pacifiquement, cette immortelle transformation sociale qui a donné la liberté à près de deux millions d'esclaves.

N'est-ce pas, grâce à la sagesse de Dom Pedro II et aux sentiments généreux de son peuple, que le monde civilisé a pu applaudir à *ce grand acte de moralité*, selon l'expression de M. Schœlcher?

L'abolition de l'esclavage, favorisée puissamment par l'empereur Dom Pedro II, est certainement la plus grande des gloires de son règne.

Dans le discours prononcé, il y a quelques jours, par l'empereur à l'ouverture du parle-

ment (3 mai 1889), on remarque les passages suivants :

« Les revenus publics ont continué à dépasser, l'année dernière, l'estimation budgétaire, et cette progression a continué pendant l'exercice en cours. Le développement du commerce et des industries attire les capitaux étrangers en monnaie métallique, laquelle est en circulation à un cours supérieur au papier de l'État, qui se trouve au-dessus du pair.

« Le trésor national, débarrassé de l'énorme dette flottante provenant des exercices antérieurs, a eu à sa disposition des moyens plus que suffisants pour les dépenses intérieures, sans avoir eu besoin de recourir aux expédients d'anticipation de recettes, et il garde à Londres une grande partie du dernier emprunt pour ses applications légales. Dans ces circonstances, votre patriotisme saura penser aux institutions de crédit qui pourront prêter leur concours à une plus grande activité industrielle et opérer la conversion de notre mon-

naie en la plaçant d'une manière sûre et définitive sur des bases normales.

« Après l'abolition de l'esclavage, que vous avez décrétée pendant la dernière session, le travail libre a commencé à remplacer régulièrement les bras esclaves sans qu'on ait ressenti les secousses profondes qui partout ailleurs ont toujours succédé aux réformes de cette nature. La classe des agriculteurs a compris que cette propriété, qui n'était pas susceptible d'être conservée, était devenue inutile et sans valeur, et elle a inauguré courageusement le nouveau régime, d'où viendront la régénération et l'accroissement des industries. Le gouvernement a aidé, avec les moyens que vous lui avez accordés, à ce mouvement de transformation économique et sociale. C'est ainsi qu'il a mis tous ses soins à étendre le réseau de nos voies ferrées, soit en autorisant le prolongement des chemins de fer appartenant à l'État, soit en accordant des garanties d'intérêts aux chemins de fer qui peuvent être construits par

des compagnies privées dans des conditions avantageuses.

« Le gouvernement n'a pas montré moins d'empressement à venir en aide à l'agriculture et à l'industrie, en favorisant le courant d'immigration, en grande partie spontané, courant déterminé par l'exemple de prospérité qu'offrent les étrangers qui viennent s'établir dans notre pays. Pendant l'année dernière, nous avons reçu ici 131,000 immigrants, et les arrivées des derniers mois annoncent un nombre d'immigrants encore plus considérable cette année-ci. Pour fortifier l'immigration et augmenter le travail agricole, il importe que votre sagesse prenne en considération le projet de loi réglementant la propriété territoriale et rendant plus faciles l'acquisition et la culture des terres inoccupées. En examinant ces projets, vous verrez s'il n'est pas utile d'accorder au gouvernement le droit d'exproprier, pour cause d'utilité publique, les terrains situés sur les lisières des chemins de fer, qui ne seraient

pas exploités par leurs propriétaires, et qui pourraient servir à l'établissement de noyaux coloniaux. »

*
* *

Lorsque cette mémorable réforme fut réalisée, Dom Pedro II se trouvait à Milan, dangereusement malade. Il était atteint d'une pleurésie, compliquée d'une nouvelle fièvre paludéenne, contractée, sans doute, à Venise ou dans le lac de Côme.

Les dépêches de Rio arrivaient tous les jours, mais les médecins cachaient les nouvelles à l'empereur.

Le 22 mai, les docteurs qui le soignaient désespérèrent de le sauver. Ils déclarèrent à l'impératrice que le moment d'appeler un prêtre était venu.

L'archevêque de Milan assista Dom Pedro, qui, après la confession, reçut les derniers sacrements de l'Église catholique romaine.

L'empereur était dans un tel état de faiblesse, qu'à peine il pouvait parler.

L'impératrice, alors, crut devoir lui annoncer la grande nouvelle, reçue depuis le 13.

Immédiatement, son regard se ranima.

« Il n'y a donc plus d'esclaves au Brésil? » demanda-t-il d'une voix à demi éteinte.

« Non, » lui répondit l'impératrice, « la loi a été votée le 13 mai; l'esclavage est aboli. »

« Rendons grâce à Dieu! » dit-il alors : « télégraphiez tout de suite à Izabelle en lui envoyant ma bénédiction, avec tous mes remerciements pour la nation et pour les Chambres. »

Puis il se retourna légèrement. Tous ceux qui l'entouraient, croyaient être auprès d'un moribond. Mais son patriotisme lui inspira la force de prononcer ces paroles touchantes :

« Oh! le grand peuple!... le grand peuple!... »

Et des larmes coulèrent de ses yeux.

La joie profonde qu'il éprouva en apprenant que ses sujets étaient tous libres désormais, fit, en tout son être, une commotion efficace et salutaire.

Dès ce jour, son état s'améliora. Peu à peu le danger disparut. La convalescence ne tarda pas à venir. Son tempéramment vigoureux avait triomphé de la mort (1).

Deux mois après, Dom Pedro II était à Aix-les-Bains, où il achevait sa guérison.

C'est là, dans un séjour merveilleux, au Splendide Hôtel, qu'il nous a été permis de contempler, pour la seconde fois, ce glorieux

(1) Le Dr Henri Huchard affirme dans sa conférence faite à l'*Union des femmes de France,* que Dom Pedro II dut sa guérison à la *caféine,* dont l'action bienfaisante et merveilleuse est connue depuis quelques années seulement : — « On a vu des malades qui, tombés dans un état d'adynamie et de faiblesse extrêmes, sur le point de succomber, ont dû leur guérison et leur existence aux injections sous-cutanées de caféine administrées à haute dose. C'est ainsi qu'un prince aimé et vénéré, l'empereur Dom Pedro II du Brésil, ce grand protecteur des sciences et des lettres, a pu être sauvé d'un grand danger qui

monarque, dont l'accueil plein de bonté nous a profondément ému et rendu fier.

Sa santé lui était complètement revenue. Il était prêt à partir pour le Brésil, à retourner auprès de son peuple, pour goûter le bonheur de voir tous les Brésiliens libres et heureux.

menaçait ses jours; et je puis ajouter avec bonheur et avec quelque fierté, qu'il doit la vie à la science et aux découvertes françaises. »

Outre son médecin ordinaire, le COMTE DE MOTTA-MAÏA, l'empereur a été soigné à Milan par deux médecins italiens, les Drs SEMOLA et GIOVANNI, et par un médecin français, le célèbre Dr CHARCOT. Ce fut le Dr SEMOLA qui appliqua la caféine. Les autres médecins arrivèrent après lui.

Le Dr CHARCOT, ancien ami de l'empereur, a voulu l'accompagner d'Aix les Bains à Bordeaux au moment du départ de Leurs Majestés pour le Brésil. L'empereur, en prenant congé de lui, à bord du *Congo*, à Pauillac, le serra fortement entre ses bras : — « *Adieu, Charcot,* » lui dit-il très ému, « *vous êtes un homme de cœur.* »

XII.

RÔLE DE D. PEDRO II ET DE LA PRINCESSE IMPÉRIALE DANS LA RÉFORME ÉMANCIPATRICE.

Sommaire : Rôle de Dom Pedro II et de la princesse impériale dans la réforme émancipatrice. — Opinion de M. Joaquim Nabuco sur la double action de l'empereur et de la princesse impériale dans cette question.

Quel fut le rôle de Dom Pedro II, dans la transformation sociale qui, au Brésil, mit fin à l'esclavage séculaire, et y fit triompher les grands principes de l'égalité humaine et de la dignité dans le travail?

Nous l'avons dit précédemment. Le rôle de Dom Pedro II fut celui d'un roi constitutionnel qui ne peut rien faire sans le concours de son peuple, mais dont l'autorité morale, le prestige et la popularité, — fruits d'une longue vie de dévouement à la patrie, — sont immenses.

Nous connaissons les sentiments personnels de Dom Pedro II. Il voulait l'abolition de l'esclavage, mais il la voulait par l'émancipation progressive, comme tous les Brésiliens, — à l'exception de quelques planteurs.

Sa politique, dans cette question, fut sage, ferme, persévérante, comme dans toutes les questions difficiles qu'il eut à résoudre, pendant son règne.

Le rôle de Dom Pedro II dans l'évolution émancipatrice a été parfaitement défini par le grand orateur Joaquim Nabuco.

Dans son livre *O Abolicionismo,* nous lisons le passage suivant :

« Il est certain que l'action personnelle de l'empereur s'est exercée, surtout depuis 1845 jusqu'en 1850, dans le sens de la suppression de la traite, et depuis 1866 jusqu'en 1871, en faveur de l'émancipation des enfants nés de mères esclaves. C'est cette influence qui a produit la loi Eusebio de

Queirós en 1851, et la loi Rio-Branco en 1871. Ce fait là, si le souverain voulait écrire ses mémoires et raconter l'histoire de ses divers ministères, il pourrait le prouver par un très grand nombre de documents.

« La part qui revient à l'empereur, dans tout ce qui a été exécuté pour la cause de la libération, est très grande; elle est essentielle (1). »

Et le même auteur rappelle que lorsque la question de la traite a été discutée par le cabinet de 1849, l'empereur, devant les objections d'un de ses ministres, qui considérait dangereux pour l'ordre public les moyens de répression demandés par Eusebio de Queirós, avait déclaré *qu'il préférait perdre sa couronne que de souffrir la continuation de la traite* (2).

Quant à la princesse impériale Dona

(1) J. Nabuco, *O Abolicionismo*, p. 83 (Londres, 1883).
(2) *O Abolicionismo*, p. 2.

Izabel, digne héritière de ce grand empereur, elle a eu la gloire, pendant sa première régence (1871-1872), de présider à la discussion de la réforme Rio-Branco, de sanctionner cette loi qui proclama la liberté des nouveau-nés, et de provoquer le dernier acte de la grande campagne abolitionniste, lors de sa troisième régence, en signant, au nom de l'empereur, la loi glorieuse du 13 mai, votée presque à l'unanimité par les représentants de la nation brésilienne.

Aussi appelle-t-on aujourd'hui cette princesse — *Izabel la Rédemptrice.*

Voici quelques passages d'un article (1) dans lequel M. Joaquim Nabuco, cet ardent défenseur de la cause émancipatrice, rend une égale justice au rôle glorieux de l'empereur, de la princesse impériale et de leurs ministres et conseillers, dans l'œuvre immortelle de l'émancipation brésilienne :

(1) *O Paiz*, de Rio, n° du 29 sept. 1888.

« Pour certaines personnes, écrit-il, la date du 28 septembre se résume dans le nom de Silva-Paranhos, vicomte de Rio-Branco. Le Brésil doit trop à cet éminent bienfaiteur pour songer à lui marchander la gloire d'être notre second patriarche.

« La vérité, toutefois, est qu'en 1871 le ministre fut l'instrument, autant que peut l'être un grand homme d'État, de la ferme résolution de l'empereur, de même que dix-sept ans plus tard, son successeur et son disciple, M. João-Alfredo Corrêa de Oliveira, l'a été aussi de l'inspiration et de l'humanité de la princesse régente.

« En 1871, comme en 1888, nous étions sous une régence, avec cette différence qu'en 1871, ce fut comme une donation de gloire faite par le monarque à sa fille, tandis qu'en 1888 la régence fut l'effet fortuit d'une infirmité qui rendait tout plan politique impossible à l'empereur. Mais dénier à Sa Majesté, la première, la plus grande part dans

l'œuvre de 28 septembre 1871, ce serait une spoliation historique aussi flagrante que si l'on déniait à la princesse impériale la même part, en ce qui concerne la loi du 13 mai 1888.

« Je possède l'autographe, écrit par l'empereur, de la réponse qui fut faite par le ministre Martim Francisco d'Andrada aux abolitionnistes français en 1866. Cette réponse fut le point de départ de tout le mouvement abolitionniste, depuis 1866 jusqu'à 1871.

« Tout prouve que l'empereur fut, d'abord, le premier initiateur de la grande réforme, et, ensuite, le soutien de ceux qui s'employaient à procurer la liberté des nouveau-nés à savoir: Sam Vicente, Nabuco, Inhomirim, Tavares Bastos, Teixeira junior, jusqu'au jour où, ayant trouvé l'homme et les circonstances opportunes, il put se dégager de sa promesse.

« Ce fut de la part de l'empereur une grande et double preuve de confiance dans l'homme d'État et dans le peuple, que de li-

vrer en même temps à Silva-Paranhos et la première régence de sa fille, et la première campagne contre l'esclavage.

« Si le ministre réussit à remplir sa mission et à donner à son nom l'immortalité, ce n'est pas une raison pour diminuer la gloire qui appartient au règne impérial, en méconnaissant la marche du mouvement émancipateur qui débuta en 1865 et s'affirma nettement en 1871.

« Entre la loi du 28 septembre 1871 et celle du 13 mai 1888, la distance est immense. Mais la seconde n'eût pas été possible sans la première, dont elle est le complément...

« La date du 28 septembre 1871 marquera pour toujours le commencement du mouvement en faveur de la réparation nationale, effectuée le 13 mai 1888, et cela suffit pour qu'aujourd'hui l'empereur et la princesse puissent éprouver la même satisfaction d'avoir également concouru à l'affranchissement de leur patrie. La façon dont la princesse a agi, lui

vaudra, à jamais, les hommages de l'abolitionisme, proprement dit. Mais la princesse a seulement abrégé la durée de l'esclavage par un prompt et rapide affranchissement de la génération actuelle, tandis que son père a épargné aux générations futures de la race nègre, — à plusieurs générations, — des siècles de captivité, grâce à l'action d'un Eusebio de Queirós, d'un Rio-Branco et d'un Dantas. »

Voilà comment ce grand orateur et journaliste, que M. Emile Levasseur a surnommé avec raison le *Buxton brésilien*, vient de caractériser le double rôle de Dom Pedro II et de Dona Izabel, dans cette réforme.

XIII.

BANQUET FRANÇAIS EN L'HONNEUR DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

Sommaire : Banquet à Paris pour célébrer l'émancipation des esclaves au Brésil. — Un passage de Victor Hugo sur les Brésiliens. — Les orateurs du banquet. — Glorification du Brésil, de Dom Pedro II et de la princesse impériale Dona Izabel, par MM. Goblet, Schœlcher, Gerville-Réache, et Jules Simon, au nom de la France.

Un pareil événement, assurément un des plus grands de notre siècle, fut applaudi par tout le monde civilisé. Il ne pouvait manquer de l'être en France, cette patrie des généreux sentiments.

C'était pendant la nuit du 10 juillet 1888, que Paris réunissait dans un banquet solennel un grand nombre de nos sommités politiques, littéraires, scientifiques et artistiques.

Le Comité organisateur du banquet était

présidé par M. Gerville Réache, député de la Guadeloupe. Le banquet lui-même avait pour président le sénateur Victor Schœlcher, citoyen distingué, homme de cœur, dont la vie entière a été consacrée à la cause de l'émancipation des esclaves.

En face de M. Schœlcher se trouvait le prince Dom Pedro-Auguste, duc de Saxe-Cobourg, petit-fils de l'empereur du Brésil. Puis, venaient M. Goblet, ministre des affaires étrangères de la République Française, M. Le Royer, président du Sénat, M. Meline, président de la Chambre des Députés, MM. Jules Simon et Jules Ferry, anciens présidents du conseil, plusieurs sénateurs et députés (1), des membres de l'Institut (2), des littérateurs, des savants, des voyageurs

(1) M. Léon Rénault, sénateur, MM. G. Hanotaux, Boissy d'Anglas, Paillard-Ducléré, de Heredia et plusieurs autres députés.

(2) D'Abbadie, Paul Leroy-Beaulieu, Emile Levasseur, G. de Molinari, Daubrée, l'amiral Mouchez, et d'autres.

célèbres (1), des journalistes (2), des artistes, des commerçants, des industriels.

Sur chaque couvert, les convives trouvèrent le passage suivant d'une lettre, datée du 4 novembre 1860, adressée, de Hauteville-House, aux Brésiliens, par Victor Hugo :

« Vous êtes des hommes de sentiments élevés; vous êtes une généreuse nation. Vous avez le double avantage d'une terre vierge et d'une race antique. Un grand passé historique vous rattache au continent civilisateur. Vous réunissez la lumière de l'Europe au soleil de l'Amérique. C'est au nom de la France que je vous glorifie. »

Dès le lendemain du banquet, tous les journaux de Paris, et, grâce aux dépêches de leurs correspondants, tous les grands journaux de la province et de l'étranger, parlèrent

(1) Brazza, C. Wiener etc.
(2) De Blowitz, correspondant du *Times*, etc.

de cette fête solennelle qui fut, assurément, la plus belle glorification du Brésil, la plus éclatante, qu'on pût lui faire à l'étranger; car, comme l'a dit, encore Victor Hugo :

« La fonction de Paris, c'est la dispersion de l'idée.

« Paris est un semeur!

« C'est Paris qui est l'enclume des renommées. »

A l'occasion de cette grande solennité, le comité organisateur avait adressé une dépêche à l'empereur qui se trouvait alors à Aix-les-Bains et qui répondit immédiatement par ce télégramme :

« Aix-les-Bains, 10 juillet, 7 heures soir.
« Merci. Je prends cordialement une vive
« part à cette fête pour un acte qui honore
« tant ma patrie.

« DOM PEDRO D'ALCANTARA. »

Excepté les personnages officiels, il n'y avait point d'invités à ce banquet. Les députés

français, organisateurs de la fête, avaient voulu lui laisser son caractère de manifestation spontanée. Chacun paya sa cotisation, même des hommes considérables, tels que Jules Ferry, Jules Simon et d'autres sommités qui avaient eu à cœur d'y prendre part.

Le premier toast porté au banquet, fut celui du baron, aujourd'hui vicomte d'Arinos, le digne représentant du Brésil en France, « le ministre si distingué et si aimé dans notre pays », selon l'expression de M. Goblet.

Ce toast fut adressé au premier magistrat de France, au Président de la République, à M. Carnot, le petit-fils de « l'Organisateur de la victoire, » le fils d'un abolitionniste qui écrivit un livre sur l'émancipation de l'esclavage.

A ce toast répondit notre ministre des affaires étrangères, M. Goblet.

Nous ne pouvons reproduire ici intégralement cette admirable improvisation, dans laquelle M. Goblet fit le juste éloge de l'em-

pereur et de sa digne fille, la princesse impériale Dona Izabel. Nous renvoyons le lecteur à la brochure luxueusement imprimée, où sont réunis tous les discours prononcés à ce grand banquet (1).

Qu'il nous soit permis, toutefois, de transcrire les passages suivants qu'on ne lira pas sans une vive émotion :

« ..... Messieurs, si le grand acte que je viens de rappeler mérite ces acclamations, le souverain qui l'a inspiré, a d'autres titres encore à nos hommages. Il n'a pas seulement affranchi les corps. Durant tout son règne, il a travaillé à l'émancipation des intelligences par le développement de l'instruction publique. Je n'en veux citer qu'une preuve. Vous la trouverez, comme moi, j'en suis sûr, bien touchante.

« Il y a vingt ans, en 1870, à la suite de

(1) *L'Abolition de l'esclavage au Brésil et compte rendu u Banquet commémoratif à Paris le* 10 *juillet* 1888. — aris, 1889, typographie Georges Chamerot.

la guerre du Paraguay, comme on voulait lui élever une statue, il écrivit à son ministre de l'intérieur et de l'instruction publique pour demander que l'argent de la souscription fût employé à la construction des écoles (1). (Bravo! Bravo!)

« Comment un prince aussi libéral et d'un esprit aussi éclairé, n'aurait-il pas été l'ami de la France? En effet, à toutes les époques de sa vie, l'empereur Dom Pedro II nous a donné des témoignages d'estime et de sympathie. A diverses reprises, au cours de ses voyages dans l'ancien et dans le nouveau-monde, il nous a visités; mais, depuis un an, il était presque devenu notre hôte, nous revenant après nous avoir quittés, comme si ses préférences le ramenaient invinciblement vers nous, étudiant avec une curiosité infatigable et passionnée, les œuvres et les institutions de la France, notre industrie, nos

(1) Nous publierons plus loin la lettre écrite à cette occasion par Dom Pedro II.

monuments, nos arts, nos lettres, nos savants, nos littérateurs, nos artistes, nos hommes politiques, tous ceux, enfin, qui sont l'honneur de ce pays.

« Personne, en France, n'a oublié comment, il y a dix ans, ce grand souverain d'un grand empire venait saluer dans sa demeure cet autre souverain, Victor Hugo, dont vous avez pu lire, tout à l'heure, les paroles mémorables, adressées en 1860, aux Brésiliens. (Applaudissements.)

« Et comment pourrions-nous ne pas nous souvenir qu'à son dernier voyage encore, il prenait plaisir à assister aux séances de notre Institut national, montrant par là qu'il croyait ajouter à l'éclat de sa couronne en y joignant le titre de membre de l'Institut de France? (Bravo! Bravo!)

« A notre tour, nous nous félicitons d'avoir cette occasion de lui témoigner notre respect. La République française très fière d'elle-même, en dépit des attaques, des méfiances

et des jalousies auxquelles elle est souvent en butte, sait aussi honorer et aimer les souverains qui lui rendent justice. (Vive approbation.) Elle admire par-dessus tous les autres, ceux qui se sont donné pour tâche d'être les bienfaiteurs de leurs peuples, et qui cherchent la gloire dans les œuvres de paix, de progrès et de civilisation! (Nouvelles et nombreuses marques d'approbation.) »

A son tour, M. Victor Schœlcher, — un bienfaiteur de l'humanité, un nom gravé dans l'histoire de l'abolition de l'esclavage, — porta un toast à la nation brésilienne.

Dans un discours très savant, il exposa devant ses auditeurs attentifs, comment la grande loi brésilienne du 13 mai 1888, fut votée par les Chambres et sanctionnée par la régente.

« Le vote de la Chambre des députés et du Sénat du Brésil, vote qui abolit l'esclavage dans ce grand empire de l'Amérique du Sud, dit M. Schœlcher, est une nouvelle

victoire de la civilisation sur la barbarie, de la raison, de la philosophie, de la force morale sur la force brutale; c'est une nouvelle consécration donnée au principe de l'inviolabilité du droit de l'homme à la possession de soi-même.. (Bravo.)

« Quiconque a le respect de la dignité humaine, quiconque a le souci de l'amélioration du sort de ses semblables, bénit aujourd'hui le Brésil de l'acte de haute moralité qu'il vient d'accomplir.

« Les voies du progrès social ont été très souvent ensanglantées par la résistance qu'il rencontre.

« Glorifions le Brésil d'avoir échappé à cette fatalité par des sentiments élevés qui honorent sa population tout entière. » (Applaudissements.)

Et plus loin, M. Schœlcher ajoute :

« Or, il faut qu'on le sache : les deux Chambres n'ont fait que donner une sanction légale à l'œuvre que les maîtres eux-mêmes, d'ac-

cord avec l'opinion publique, avaient magnifiquement commencée. Ce sont les maîtres, on peut le dire avec assurance — oui, ce sont les maîtres qui, au Brésil, ont eu l'honneur d'abolir l'esclavage. (Très bien, très bien.)

«..... Bien des choses, Messieurs, se sont passées au Brésil dans cette évolution suprême, qui exciteront l'admiration universelle, quand elles seront connues.

« Des planteurs possédant jusqu'à mille esclaves, les ont volontairement, spontanément émancipés, du jour au lendemain, (Bravo); ils rivalisaient d'ardeur à se dépouiller de l'affreux héritage qu'ils tenaient du passé.

« Enfin, la princesse régente, Dona Izabel, a mêlé toute la grâce d'une femme à ces braves élans de réparation et de justice; elle manifestait depuis longtemps la touchante impatience d'avoir à signer la loi de liberté générale, et elle l'a signée, sans vouloir attendre au lendemain, dans la soirée même du 13 mai. (Applaudissements.)

« C'est donc avec pleine raison que je le disais tout à l'heure, que j'ai bonheur à le répéter : si 600,000 de nos frères noirs, qui n'étaient hier, aux mains de leurs maîtres, que des outils vivants, sont rentrés aujourd'hui dans la jouissance de tous les droits des êtres humains, sans condition, sans restriction; s'ils sont redevenus des hommes, c'est à la nation brésilienne tout entière qu'ils le doivent. (Applaudissements.) Messieurs, je dis, et tous les Français qui m'entendent crieront avec moi : Honneur, trois fois honneur à la nation brésilienne! (Longs applaudissements.) Elle vient de se mettre au rang des peuples les plus éclairés. (Bravos.) Elle s'est acquis la sympathie, l'admiration de tout le monde civilisé! (Nouveaux applaudissements.) Elle a fait un énorme sacrifice d'intérêts matériels à l'idée, à l'amour du bien. Sa purification s'est opérée et n'a pas coûté une larme ni une goutte de sang. Loin de là, elle a été acclamée, c'est un fait avéré, d'un

bout à l'autre du pays, avec enthousiasme.

« Voilà, Messieurs, ce que nous célébrons dans notre banquet, une véritable fête pour tous les cœurs bien placés. Que la nation brésilienne y voie un hommage que nous rendons à son acte libérateur; que lui rend, puis-je dire, la France!... »

Après ce beau discours, M. Gerville-Réache, un mulâtre de génie, député de la Guadeloupe et le principal promoteur du banquet, parla également avec enthousiasme de la réforme brésilienne, au nom de sa race et de la France toute entière.

« Nous avons tenu, dit-il, à souligner la date du 13 mai, qui devient désormais une date mémorable dans l'histoire de la civilisation et de l'humanité.

« Nous avons voulu que tout ce que la France a de grand dans le monde de la pensée, de la politique et des affaires, fût représenté ici, sans distinction de parti, afin que ce fût la France qui fêtât le Brésil.

« Nous avons pensé qu'il ne fallait rien moins, pour honorer dignement la grande nation latine, et la grande œuvre qu'elle vient d'accomplir! »

Après ces fières paroles, M. de Santa-Anna Néry, homme de lettres brésilien, exprima la gratitude de ses compatriotes à la France, pour ces hommages rendus au Brésil :

« Au Brésil, Messieurs, nous avons subi l'esclavage; nous ne l'avons jamais aimé, nous ne l'avons jamais défendu; et ceux qu'on a appelés, parmi nous, les esclavagistes, n'ont jamais réclamé qu'un délai de quelques années.....

« Vous aussi, Messieurs, vous pouvez réclamer pour vous la gloire qui rejaillit de cet acte retentissant. Cette gloire, en effet, est celle de tous les penseurs de notre temps. Dans l'œuvre de nos hommes d'État, dans leur sage méthode pour résoudre ce redoutable problème, dans leurs premiers tâtonnements, ans leur marche prudente du début, dans la

hardiesse finale de leurs conceptions, vous tous qui nous avez apporté, ici, ce soir, l'honneur de votre présence, vous reconnaîtrez aisément une bonne partie de vos idées humanitaires, de vos doctrines économiques, de vos revendications libérales! (Applaudissements.)

« Il y a entre *Eusebio de Queirós,* dont l'énergie impitoyable réussit à réprimer la traite; il y a entre le *vicomte de Rio-Branco*, le grand homme qui remplaça le vieux droit romain — *partus sequitur ventrem*, — par le nouveau droit américain — *partus non sequitur ventrem;* — il y a entre *João-Alfredo, Antonio Prado* et *Rodrigo da Silva,* qui ont eu le bonheur d'attacher leurs noms à la loi que nous célébrons; il y a, dis-je, entre tous ces hommes et les abolitionnistes de tous les temps et de tous les pays, une parenté de cœur et d'esprit qui doit vous rendre heureux de notre œuvre, votre œuvre! » (Applaudissements.)

Notre illustre académicien, M. Jules Simon, parla à son tour. Nous ne pouvons reproduire ici que quelques passages de la belle improvisation de l'auteur de la *Liberté de conscience*, qui charma tous les assistants, et fit sur leurs esprits une impression profonde :

«... Je vois devant moi Schœlcher, dont tout le monde parle ici avec un souvenir reconnaissant.

« Nous avons, l'un et l'autre, signé la loi qui a détruit l'esclavage dans les colonies françaises.

« Oui, dans le pays qui a produit Descartes et l'*Encyclopédie*, dans le pays, où, il y aura bientôt cent ans, l'Assemblée Constituante proclamait les grandes lois de la raison et de la philosophie, nous avions, jusqu'au décret de la Constituante de 1848, des compatriotes qui étaient esclaves!

« Je me demande, en vérité, comment cela était possible! Et vous-mêmes, Messieurs les

Brésiliens qui m'écoutez, dans quelques années d'ici, vous aurez peine à comprendre que jusqu'à l'année 1888, il y ait eu des esclaves dans votre pays! » (Applaudissements.)

Et, parlant de Dom Pedro II et de la princesse héritière, le grand orateur s'est exprimé en ces termes :

«... Cette grande date reporte naturellement notre attention vers le prince qui s'honore d'être libéral sur le trône, et qui vient de faire faire à la liberté un pas si décisif.

« L'empereur Dom Pedro est allé dernièrement chercher la santé dans notre Midi. Ce ne sont pas les médecins, ce n'est pas le soleil qui la lui ont rendue, c'est l'acte qu'il vient de faire pour son peuple et pour l'humanité! (Applaudissements.)

« On disait tout à l'heure qu'il était l'hôte et l'ami de la France, c'est vrai; et, à cette même table où nous sommes, j'ai eu, il y a quelques mois, le plaisir de dîner à ses côtés Il n'y venait pas comme empereur, il y ve

nait comme membre de l'Institut, comme un des nôtres, simplement, en confrère, laissant de côté la majesté impériale et ne pensant qu'à la part de grandeur que communique à un homme le culte assidu de la science! (Applaudissements.)

« Il n'en était que plus grand! Et si nous avions connu alors ce qui était dans sa pensée, bien qu'il nous eût imposé l'obligation de ne pas nous souvenir de l'empereur, je crois que nous n'aurions pas pu nous empêcher de nous souvenir du Libérateur! (Bravos.)

« Il partage ce grand nom avec son auguste fille. Je voudrais être moi-même un esclave libéré d'hier, — et mon cœur ne battrait pas plus vite dans ce moment-ci (sensation), — je voudrais l'être pour dire avec plus d'autorité à ces deux puissants qui se sont souvenus des misérables, ce que dira la postérité, et pour louer cette princesse qui a provoqué le décret, qui l'a signé, et qui, dans sa géné-

reuse impatience, n'a pas voulu dormir une nuit, avant qu'il fût signé et promulgué! (Applaudissements prolongés.)

« M. Goblet vient de rappeler des paroles de la princesse, qui nous ont émus jusqu'aux larmes! (Sensation.) Il a bien fait de les citer pour qu'elles soient entendues dans les deux mondes et conservées pour l'avenir! (Bravos)... » (1)

(1) Dans un article de M. Jules Simon publié dans *Le Matin* (Paris, 24 juillet 1888, nº 1615), article intitulé *L'Esclavage*, nous lisons le passage suivant : « La France s'est purifiée de cette peste en 1848. Schœlcher, le grand ennemi de l'esclavage, et Wallon, son historien, ont pu siéger à la Constituante de 1848, à côté d'un esclave émancipé depuis un mois, et passé sans transition de l'ergastulum à la chaise curule. Nous prenions en pitié les Russes, jusqu'au magnifique décret d'Alexandre II, et les républicains d'Amérique jusqu'à la guerre de sécession. Il y a un mois, quand Dom Pedro II et sa fille, secondés par les patrons eux-mêmes, et portés par le souffle puissant de la civilisation et de la philosophie, ont rendu d'un trait de plume 700.000 hommes à l'humanité, le monde entier a senti sa propre délivrance. Il a dit à ces libérateurs, à ces émancipateurs : Ce n'est pas votre peuple seulement que vous purifiez; c'est la race humaine. Vous affranchissez 700.000 hommes de la servitude, et vous

Enfin, le prince Dom Pedro Auguste, duc de Saxe, remercia tous les orateurs de l'hommage qu'ils avaient rendu au Brésil, à l'empereur et à la princesse héritière. Il termina en portant un *toast* à la France.

En parlant de la réforme, le prince s'exprima en ces termes :

« Le grand événement, que nous fêtons aujourd'hui, est dû, vous le savez, Messieurs, à l'abnégation et au patriotisme de tout un peuple dont les sentiments ont été toujours admirablement compris, partagés et encoura-

affranchissez le reste des hommes de la honte d'avoir des esclaves à côté d'eux. »

Nous aurions à remplir plusieurs volumes si nous voulions donner des extraits des articles publiés en France et dans le monde entier sur le grand événement du 13 mai 1888. Un Brésilien, M. Eduardo Prado, en s'adressant à une agence connue, a réuni une collection de plus de 400 articles, qu'il a envoyée à la Bibliothèque Nationale de Rio. Citons seulement le mémoire de M. E. Levasseur, lu à l'Institut le 7 juin 1888, l'article de M. de Malarce, dans le *Petit Journal* du 10 juillet, et celui du sénateur Léon Rénault dans le *Journal des Débats* du 21 juillet.

gés par son souverain et par cette princesse dont les sentiments humanitaires sont connus de vous. »

Cette fête brillante et mémorable du 10 juillet, commencée aux sons de la *Marseillaise* et de *l'Air national brésilien,* — composition du maestro F. Manoel da Silva, — s'est terminée par l'*Hymne de l'Indépendance du Brésil,* œuvre de l'empereur Dom Pedro Ier, qui était un musicien distingué. Belle et entraînante musique inspirée à son auguste auteur par les grands événements de 1822, alors que le Brésil venait de conquérir sa place au milieu des nations souveraines, elle était digne de saluer la proclamation du régime de l'égalité humaine dans ce magnifique pays.

Les paroles de cet hymne que chantaient les soldats de Pirajá et d'Itaparica, sont dues à la plume d'un grand patriote, un des plus illustres orateurs et journalistes brésiliens : Evaristo da Veiga.

Ces sublimes et patriotiques accents commencent ainsi :

« *La liberté, enfin, a rayonné dans l'ho-*
« *rizon du Brésil* (1) ! »

(1) Dans le compte rendu du banquet, on voit une belle allégorie. En bas, la vue de l'entrée de Rio, ayant à gauche la belle colonnade formée par l'allée des palmiers, du Jardin Botanique de cette ville. En haut de la page, au milieu des nuages, on voit les armes de la ville de Paris, le dôme du Panthéon et les tours de Notre-Dame. Le Génie du Brésil, ayant des chaînes brisées entre les mains, apporte la grande nouvelle à Paris. L'écusson du Brésil, soutenu par les dragons de là famille de Bragance, se trouve attaché à ces arbres. Sur les montagnes de Rio, un soleil rayonne avec la date du 13 mai 1888. On y lit ces mots d'un vers de Virgile (Ecl. I, v. 27) :

« *Libertas... sera tamen respexit...* »

Oui !.. *sera tamen...*

XIV.

LES PROTESTATIONS.

Sommaire. Une proposition de M. Schœlcher au sujet des planteurs. — Explication nécessaire. — Il y a eu des planteurs mécontents. — Prétendu droit de propriété de l'homme sur l'homme. — Opinion de Rocha (1758), de Condorcet (1781) et de Mello Freire (1795). — Opinion de Cochin et du sénateur brésilien Salles-Torres-Homem (1871). — Relation des pays qui ont aboli l'esclavage sans indemnité. — Quelle serait la seule indemnité juste? — L'abolition a été un bienfait pour les planteurs. — Comment des prétendus républicains comprennent la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité.* — Une réponse de Salles-Torres-Homem aux attaques des esclavagistes contre l'empereur.

Dans un passage que nous avons reproduit précédemment, M. Schœlcher a fait le juste éloge des planteurs brésiliens.

Certainement, ils méritaient cet éloge, car, le plus grand nombre d'entre eux, et les plus riches, les plus influents propriétaires ruraux, avaient affranchi leurs esclaves, rendant ainsi

possible, pour le mois de mai 1888, l'abolition totale, qu'un an auparavant, les plus ardents abolitionnistes ne rêvaient que pour l'année 1890 ou 1892.

Ce sont eux surtout qui ont produit cet entraînement de l'opinion, ce mouvement généreux et enthousiaste qui précipita les événements et enfanta cette semaine mémorable qui précéda le 13 mai.

Citons parmi ces planteurs, tous les membres des puissantes familles Silva-Prado, Moreira de Barros, Paula-e-Sousa, Sousa Queiróz et comte de Parnahyba (Queiróz-Telles), dans la province de Sam Paulo; comtes de Sam-Clémente, de Nova-Friburgo et d'Araruama dans la province de Rio-de-Janeiro.

C'est par centaines, qu'il faudrait citer tous les planteurs, favorables à l'abolition de l'esclavage.

Cela est un fait incontestable.

Mais la vérité historique nous commande

de reconnaître que tout récemment, et, surtout en 1871, il s'est rencontré des planteurs qui ont crié bien fort qu'on les dépossédait d'une propriété légitime.

Légitime, la propriété humaine! Quelle erreur monstrueuse, quel odieux préjugé!

Mais, quelle était donc la propriété dont on les dépouillait en 1871?

C'était celle des enfants à naître!...

Quelle est la propriété qu'on vient de leur ravir?

C'est celle d'hommes et de femmes qui, pendant des années entières, avaient déjà payé, par leur travail, bien au-delà du capital dépensé pour leur achat (1)!

(1) Un nègre dans les plantations récoltait en moyenne par an, 60 sacs de café selon Van de Laerne. Chaque sac contient 60 kilogrammes, donc 3600 kilogrammes. Au bas prix moyen de 100 francs par 100 kilogrammes, c'était donc 3,600 francs, au moins, que, chaque année, ces malheureux faisaient entrer dans la poche du planteur. Il est vrai que tout n'était pas bénéfice. Mais l'on comprend bien qu'un planteur qui avait exploité un nègre durant deux ans seulement, avait déjà certainement sauvé son capital, et s'il l'exploitait plus de deux ans, il se rembour-

Ils sont bien arriérés ces pauvres planteurs qui, aujourd'hui encore, — *en l'an* 1889, — ont sur l'esclavage des idées si différentes de celles qu'avait prêchées dès 1758 Manoel Ribeiro Rocha, l'avocat de Bahia, dont nous avons parlé (1)... « Cela, » disait-il, « m'a fait prendre la plume pour écrire ce livre, dans la première partie duquel je démontre qu'on ne peut pas vendre, acheter et posséder les nègres africains à titre de permutation ou achat avec acquisition de domaine, sans péché

sait plusieurs fois l'argent dépensé pour l'achat de son esclave, en réalisant, par le travail non rétribué de son semblable, des bénéfices considérables.

Le même raisonnement peut être appliqué aux esclaves employés au service domestique.

(1) Manoel Ribeiro Rocha, *Ethiope resgatado, empenhado, sustentado, corregido, instruido e libertado,* Lisbonne, 1758 in-8°, 19 fnc. et 367 pages.

Un poète de Bahia, Francisco Gomes do Rego, a dit alors de ce philanthrope :

Que vós com a penna na mão
A todos haveis livrado;
Aos Brancos de peccado,
Aos Pretos de escravidão.

et charges très graves de conscience... (1). »

Il n'admettait la traite que pour racheter les esclaves des sauvages d'Afrique : — « racheté de l'injuste esclavage dans lequel ses mêmes nationaux l'ont réduit... (2). »

Le maître ne devait garder que temporairement ces nègres rachetés — « à titre de rédemption, en acquérant seulement le droit de gage et de rétention, pour qu'ils nous servent comme des esclaves jusqu'à ce qu'ils payent leur valeur, ou la compensent par leurs services, après quoi ils seront acquittés et restitués à la liberté naturelle dans laquelle ils sont nés (3). »

(1) « Esta, pois, me metteo na mão a penna para a formatura do opusculo presente; na primeira parte do qual mostro que se não podem commerciar, haver, e possuir estes pretos africanos por titulo de permutação ou compra, com acquisição de dominio, sem peccado, e gravissimos encargos de consciencia..... »

(2) « Resgatado da escravidão injusta, a que barbaramente o reduziram os seos mesmos nacionaes. »

(3) « A titulo de redempção, com acquisição sómente do direito de penhor e retenção, para nos servirem como escravos *até pagarem seo valor, ou até que com diutur-*

Quant aux enfants d'esclaves, ils naissaient parfaitement libres (*ingenuos*), disait Rocha, et ils ne devraient servir aux patrons de leurs mères que jusqu'à l'âge de quatorze ou quinze ans (1).

Que les antagonistes de la dernière loi lisent encore ce que Condorcet écrivait en 1781 dans ses *Réflexions sur l'esclavage des nègres* (2), chapitre VII (*qu'il faut détruire l'esclavage des nègres, et que leurs maîtres ne peuvent exiger aucun dédommagement*).

nos serviços o compensem, ficando depois d'isso totalmente desobrigados, e restituidos à natural liberdade com que nasceram. »

(1) « E ultimamente, que os partos das escravas remidas nascem ingenuos, e sem contrahirem a causa de penhor e retenção em que ellas existirem » (§ 13 de la 2e partie, page 77)..... « Deve-se observar esta ley, com a modificação de que fiquem servindo e obedecendo a seos patronos até terem a idade de 14 ou 15 annos; não por escravidão, senão sómente por recompensa e gratificação do beneficio da criação e educação que d'elles receberão » (Ibid., § 18, page 81).

(2) On sait que la première édition de cet ouvrage a été publiée à Genève en 1781. On pourra trouver le passage cité dans le t. VII des *Ouvrages de Condorcet*, édition de 1847, page 70.

Ce chapitre dit en commençant :

« Il suit de nos principes que cette justice inflexible à laquelle les rois et les nations sont assujettis commeles citoyens, exige la destruction de l'esclavage.

« Nous avons montré que cette destruction ne nuirait ni au commerce, ni à la richesse de chaque nation, puisqu'il n'en résulterait aucune diminution dans la culture.

« Nous avons montré que le maître n'avait aucun droit sur son esclave ; que l'action de le retenir en servitude n'est pas la jouissance d'une propriété... ; qu'en affranchissant l'esclave, la loi n'attaque pas la propriété, mais cesse de tolérer une action qu'elle aurait dû punir par la peine capitale. Le souverain ne doit donc aucun dédommagement au maître des esclaves... »

Mello Freire, le plus grand des jurisconsultes portugais, écrivait en 1795 :

« L'esclavage des nègres est toléré au Brésil, et dans nos autres possessions, mais j'avoue

que j'ignore complètement à quel titre et de quel droit (1). »

Les quakers de l'Amérique du Nord avaient condamné l'esclavage dès le dix-septième siècle. Rocha a publié son livre en 1758, Condorcet en 1781, bien avant la *Déclaration des droits de l'homme* de notre glorieuse Révolution. Cette minorité de mécontents, craignant d'être lésée dans ses intérêts, proteste justement au moment où tous les peuples libres vont célébrer le centenaire de 1789!...

Le respect de la loi qui garantit la propriété, a été invoqué par les planteurs qui protestent contre l'abolition de l'esclavage.

Mais la loi brésilienne du 4 novembre 1831, déclarait « libres tous les esclaves qui entraient sur le territoire ou dans les ports du Brésil », et, en dépit de cette loi, près d'un million d'hommes libres avaient été réduits en esclavage!

Il n'y a pas au Brésil une autre classe qui

(1) MELLO FREIRE, *Direito Civil*, liv. II, titre 1er, § 12.

ait été protégée par les pouvoirs publics comme celle des planteurs. On a même laissé sans exécution, pendant des années entières, la loi de 1831, que leurs amis ont essayé de faire abroger en 1848 et 1850. Mais le vote de la Chambre, repoussant leur proposition, est venu augmenter l'autorité morale de cette loi.

« L'esclave, dit Cochin, n'est pas une propriété, et c'est précisément pour cela qu'on l'affranchit. L'émancipation n'est pas la privation du droit de propriété, elle en est la négation. Si on poussait à bout les principes, c'est à l'esclave que serait due l'indemnité, puisqu'il a été privé violemment du fruit de son travail (1). »

Cette défense des droits naturels et légitimes de l'homme, fut soutenue avec éloquence, au Sénat du Brésil, lors de la discussion de la loi Rio-Branco en 1871.

Ce fut le sénateur Salles-Torres-Homem,

(1) A. Cochin, *l'Abolition de l'esclavage*. 2 vol. — Paris, 1861, page 145 du Ier vol.

vicomte d'Inhomirim, qui, dans la séance du 4 septembre 1871, s'exprima en ces termes, dans un de ses plus beaux discours :

« Eh bien, Messieurs, si l'on parvient à démontrer que la propriété humaine, loin de se fonder sur le droit naturel, en est, au contraire, la plus monstrueuse violation, et qu'au lieu de s'appuyer sur la justice, cette propriété ne repose que sur l'iniquité et sur la force brutale, alors la prétendue raison de son inviolabilité s'évanouira et la loi qui l'a protégée jusqu'à ce jour, n'étant qu'une erreur ou un crime social, devra être supprimée, comme toute autre loi funeste aux intérêts de la nation.

« Or, Messieurs, ce n'est pas au milieu de cette auguste assemblée où, à côté de tant de lumières et d'expérience, dominent les sentiments les plus élevés, que je m'occuperai de prouver que des créatures intelligentes, douées des mêmes facultés que nous, ayant la même origine, appelés aux mêmes destinées, ne

sauraient être assimilées, au point de vue de la propriété, au poulain ou au taureau, aux fruits des arbres et aux êtres animés ou inanimés de la nature, soumis à la domination de l'homme. Doctrine absurde et exécrable! Les êtres dont il est question dans la loi qu'on vous propose, n'existent pas encore : la poussière dont leur corps doit être organisé flotte dispersée sur la terre; l'âme immortelle qui doit les animer repose encore, sereine et libre, dans les mains du pouvoir créateur, et, déjà, l'esclavagiste impie les réclame comme sa propriété, déjà il les revendique du domaine de Dieu pour les souffrances de la servitude!

« En écoutant les réclamations des adversaires de la réforme, en les entendant parler si haut de leur droit de propriété, on est vraiment étonné qu'ils aient oublié si vite que la plus grande partie des esclaves qui labourent leurs terres, sont les mêmes ou les descendants de ces malheureux qu'un com-

merce inhumain a introduits criminellement dans notre patrie au mépris des lois et des traités! Oui, ils oublient que de 1830 à 1850, plus d'un million d'Africains ont été livrés de la sorte aux plantations, et que pour arriver à recevoir cette énorme quantité de bétail humain, il a fallu doubler et même tripler le nombre des victimes, en arrosant de leur sang et en couvrant de leurs cadavres le fond des mers qui nous séparent de la terre de leur naissance!... »

On a prétendu que tous les pays qui ont aboli l'esclavage ont payé une indemnité aux propriétaires dépossédés.

Cela est inexact.

Nous avons montré déjà que les *États-Unis* ont imposé l'abolition aux planteurs du Sud à coup de canons et à coup de baïonnettes, et que ce sont les États du Sud qui ont dû payer une indemnité au Nord.

Dans l'Amérique du Sud, le *Chili*, qui, dès

le 11 octobre 1811, avait décrété la liberté des nouveau-nés et défendu l'introduction des esclaves, a prononcé en 1823 l'abolition totale, immédiate et sans indemnité. C'est le 23 juin que cette loi fut votée par le « Sénat conservateur », sur la proposition de José Miguel Infante. Le directeur suprême de la république, général Ramon Freire, annonça à l'Assemblée qu'il croyait ne pas devoir sanctionner la loi si une indemnité n'était pas accordée aux propriétaires. Il eût été facile de la payer, car il n'y avait que 5,000 esclaves.

Les représentants du peuple chilien repoussèrent cette prétention (1), et la loi fut promulguée le 24 juillet.

(1) La réponse du Sénat conservateur porte la date du 3 juillet 1823. Elle commence ainsi : — « Cuando V. E. confiesa cuan barbara, injusta y cruel és la esclavatura, no alcanza el Senado como los infelices esclavos pueden llamarse una propiedad de los injustos poseedores, ni como si diga que estos esclavos pertenezcan exclusivamente á los ciudadanos de cuya propiedad particular no puedan ser despojados sin competente indemnisacion. El Senado pregunta si la propiedad

Outre ces deux républiques, dans plusieurs autres de l'Amérique l'abolition fut prononcée sans que les propriétaires d'esclaves aient été indemnisés. Nous allons les citer :

République Argentine. — Liberté des nouveau-nés, loi du 2 février 1813, de l'Assemblée générale constituante. Abolition totale prononcée par la Constitution votée à Santa-Fé et promulguée le 1er mai 1853. Il y eut promesse d'indemnité moyennant une loi spéciale qui n'a jamais été votée.

République Orientale de l'Uruguay. — Liberté des nouveau-nés, loi du 7 septembre 1825 de l'honorable Salle des représentants de la Province Orientale de l'Uruguay. Abolition totale, loi du 12 décembre 1842 du Congrès de la république. L'article 4

pecuniaria, suponiendo que existiese habia de ser mas sagrada que el derecho de libertad inherente á todos los hombres, y si este no es mas antiguo que el que pudo dar una ley absurda y tiranica.... »

Ce document est signé par le président AUGUSTIN EYZAGUIRRE et par le secrétaire Dr CAMILO HENRIQUEZ.

déclarait qu'une loi postérieure s'occuperait de l'indemnité, mais elle ne fut jamais votée.

République du Paraguay. — Liberté des nouveau-nés, décret du 24 novembre 1842. Abolition totale sans indemnité, décret du 2 octobre 1869.

Républiques de l'Amérique Centrale (San-Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras et Costa-Rica). — L'abolition totale et immédiate y fut votée par le Congrès en 1824 (loi du 17 avril) avec promesse d'indemnité; mais le congrès du San-Salvador, un mois après, décréta l'abolition sans indemnité (loi du 25 mai), et dans les quatre autres Républiques qui formaient la Confédération, aucune loi d'indemnité ne fut votée.

États-Unis du Mexique. — L'abolition totale sans indemnité y fut décrétée le 6 décembre 1810 par Hidalgo, chef de la révolution de l'indépendance. Dans un décret de cette date il a sommé les maîtres de donner la liberté à leurs esclaves dans le délai de

dix jours, sous peine de mort. Mais l'esclavage, rétabli, fut aboli de nouveau par le décret du 15 septembre 1829 et par la loi du 5 avril 1837. Dans cette loi il y avait promesse d'indemnité, mais elle n'a jamais été réglée, ni payée.

Donc, nous avons déjà onze États de l'Amérique, qui, comme le Brésil, n'ont pas payé d'indemnité parce qu'ils ont considéré les anciens propriétaires suffisamment remboursés du capital employé par la jouissance de plusieurs années de travail non rétribué.

La *Colombie* (loi du 21 mai 1851), l'*Équateur* (loi du 27 septembre 1852), le *Venezuela* (loi du 24 mars 1854), le *Pérou* (décret du 9 décembre 1854) abolirent l'esclavage, — le nombre des esclaves n'était pas grand dans ces républiques, — et établirent une indemnité à payer aux anciens maîtres, mais nous ignorons si elle a été effectivement payée. En ce qui concerne le Venezuela, on nous informe que les titres donnés en payement aux an-

ciens propriétaires font partie, encore aujourd'hui, de la dette intérieure consolidée de la République. Il est possible que les porteurs de ces titres soient plus heureux que les étrangers qui ont employé leur argent dans les emprunts extérieurs de plusieurs États hispano-américains.

Quant aux esclaves des possessions européennes, le cas était très différent. L'émancipation n'a pas été votée par les représentants ou par les législatures coloniales, elle a été imposée aux colonies par la métropole. Cependant, en France, la Convention Nationale prononça, en 1793, l'abolition immédiate et inconditionnelle. Le Portugal et l'Espagne abolirent graduellement l'esclavage, sans indemnité, comme le Brésil. Le Danemark, la Suède, la Hollande, l'Angleterre et la France (l'esclavage avait été rétabli, dans nos colonies) payèrent ce qu'on a appelé, sans aucune raison, une indemnité, car ce n'était pas le prix de l'esclave qu'on accordait.

Cette question de l'indemnité n'était importante que pour les colonies anglaises et françaises, où les esclaves étaient nombreux. Les autres colonies européennes en avaient peu.

L'Angleterre paya des sommes variant entre 25 livres (625 fr.) et 14 livres (350 fr.) par esclave. La France paya en moyenne 500 francs par esclave. Cela a coûté à l'Angleterre 18,669,401 livres, 10 shellings et 7 deniers (466,735,040 fr.) outre 61,147 livres de frais (employés, etc.).

La France a payé 12 millions.

On avait eu la pensée d'allouer non une indemnité, mais un secours aux cultivateurs. On s'est trompé. L'argent de la métropole n'est pas allé encourager l'agriculture : il est tombé presque entièrement dans les mains des commissionnaires du Hâvre, de Paris, de Londres et de Liverpool, créanciers des planteurs des colonies. Car, c'est une chose avérée, que là où il y a de grandes propriétés exploitées

par des esclaves (*latifundia perdidere Italiam,* disait déjà Pline le Naturaliste), là où il y a l'esclavage, la situation des planteurs est en général mauvaise. Carlier l'a dit, en parlant du propriétaire d'esclaves aux États-Unis : — « C'est le *Deus nobis hæc otia fecit.* Sa fortune l'occupe médiocrement. Il a un intendant pour diriger sa culture. Il envoie sa récolte à un commissionnaire qui se charge de la vendre. Son seul souci est de se procurer des nègres dont il a toujours besoin, de voir de haut toutes choses, et d'emprunter, quand il est assez imprévoyant pour ne pas économiser en vue de mauvaises récoltes... »

Au Brésil, depuis longtemps, il y a eu des commissions d'enquête « sur l'état de l'agriculture ». De tout temps, il y a eu au Brésil un grand nombre de planteurs dont la situation était mauvaise. En règle générale, l'homme qui exploite des esclaves ne connaît pas la prévoyance et l'épargne.

Le malaise de l'agriculture venait précisément de l'esclavage.

Les mécontents voudraient que l'État, c'est-à-dire la grande majorité de la nation qui ne possédait pas d'esclaves, payât une indemnité de 500 millions, comme l'a fait la riche Angleterre pour ses colonies. Dans le cas du Brésil, l'argent ne sortirait pas du Trésor d'une métropole : il serait versé par les contribuables brésiliens...

Il n'y aura jamais un Parlement, au Brésil, capable de voter une pareille indemnité, c'est-à-dire d'imposer au peuple une si lourde charge, et tout bon patriote doit, comme M. Andrade Figueira, dire cette vérité aux planteurs mécontents, pour qu'ils ne continuent pas à avoir des illusions à ce sujet. Les abolitionnistes n'ont jamais rencontré un adversaire de plus de talent, de plus de ténacité et d'énergie que M. Andrade Figueira. Il les a combattus sans trêve jusqu'au 13 mai 1888, mais le lende-

main, lorsque la question de l'indemnité a été soulevée, il a eu la noble franchise de dire toute la vérité aux planteurs.

Cependant, si une indemnité, qui, à notre avis, serait une grande injustice, était votée par les représentants du peuple brésilien, Dom Pedro II ne refuserait pas sa sanction à la loi; car, nous l'avons dit, il n'a jamais fait usage de son droit de *veto*. Il connaît fort bien, ainsi que la princesse impériale, le rôle d'un souverain constitutionnel. Certainement ils n'ont manifesté aucune opinion ni favorable, ni contraire à l'indemnité. Ils se conformeront en tout cas à la volonté de la nation.

Nous croyons que la seule loi raisonnable et juste sur cette matière, ce serait celle qui accorderait une compensation aux anciens maîtres d'esclaves achetés après la loi du 28 septembre 1885, s'il était prouvé, toutefois, que ces esclaves n'étaient pas des Africains importés après la loi du 4 novembre 1831.

Oui, il y a eu au Brésil, dernièrement, comme en 1871, des protestations contre l'abolition de l'esclavage. Il y a des planteurs qui se révoltent contre la loi nouvelle, parce qu'ils se voient contraints de payer, désormais, des salaires... Il y a des citoyens d'un pays libre et éclairé qui protestent, parce que, depuis le 13 mai 1888 la loi les a placés dans la situation de tout industriel ou propriétaire qui, dans les autres parties du monde civilisé, emploient des ouvriers ou des travailleurs libres...

Comme il est difficile de vaincre complètement les préjugés et l'esprit de routine!...

Cette minorité, d'ailleurs, est insignifiante, car, depuis longtemps, la grande majorité des Brésiliens ne possédait plus d'esclaves.

Mais, quel que soit leur petit nombre, toujours trop grand dans un pays libre, les Brésiliens qui sont mécontents de l'émancipation des esclaves finiront par comprendre

qu'elle a été un bienfait, et pour le Brésil et pour les agriculteurs eux-mêmes.

Après la suppression de la traite, les bénéfices des planteurs, malgré de sinistres prophéties, devinrent plus importants, par ce seul fait que les esclaves, traités avec plus d'humanité, travaillaient avec plus d'ardeur; de même, aujourd'hui, on s'apercevra bientôt que le travail de l'homme libre est autrement productif et fécond que celui de l'esclave.

Il y a plus. Les dépenses des planteurs seront moins élevées, avec des travailleurs libres, que celles qu'ils faisaient avec des travailleurs esclaves, qu'ils achetaient, qu'ils avaient à nourrir, à habiller, à soigner dans leurs maladies, et à garder lorsqu'ils devenaient incapables de servir.

Les quelques mécontents des provinces de Rio-de-Janeiro et de Minas-Geraes, n'ont qu'à visiter Sam Paulo où tous les planteurs sont complètement convaincus de cette vérité, et ils se pénètreront de l'utilité, de la nécessité

pour eux d'imiter les planteurs paulistas.

Alors disparaîtront toute illusion, tout préjugé et tout esprit de routine; il n'y aura plus, dans tout le Brésil, une seule voix dissonante, et la grande date du 13 mai sera célébrée, chaque année, dans les plantations brésiliennes, comme le point de départ d'une nouvelle ère de prospérité.

En terminant ce chapitre, nous ne devons pas oublier de dire que parmi les planteurs qui ont protesté, en 1888 comme en 1871, il y en a eu quelques-uns qui ont attribué à l'empereur et à la princesse régente toute la responsabilité de la grande réforme, responsabilité qui constitue, à nos yeux, un mérite immense, mais qui, pourtant, ne saurait toute incomber à Dom Pedro et à son auguste fille, puisqu'ils ne pouvaient rien faire sans le concours du Parlement et de la Nation.

Il y a eu même des mécontents, qui se sont déclarés républicains... Singuliers républicains que ces petits tyrans pour lesquels les termes

glorieux de notre devise française, — *Liberté, Égalité, Fraternité*, — signifiaient : — *Esclavage, Inégalité, Liberté du fouet*, entre leurs mains despotiques et cruelles !...

Les injustes attaques lancées par ceux qui protestaient contre l'empereur, qu'ils accusaient d'imposer sa volonté au pays, et qu'ils auraient désiré voir se mettre au service de l'esclavagisme contre la volonté nationale, ces attaques, disons-nous, ont été éloquemment repoussées, dès 1871, par le sénateur Salles-Torres-Homem, dans le passage suivant du discours que nous avons déjà cité :

« Vous comprenez très bien, Messieurs, tout ce qu'il y a d'humiliant et d'injurieux pour le pays dans cette fausse et injuste appréciation de faits qui sont connus de tous. L'aveuglement des adversaires de la réforme les empêche de voir qu'en adressant ces reproches à l'empereur, sous prétexte qu'il a donné son appui moral à un grand progrès, ils ne font que

rehausser le glorieux piédestal sur lequel l'Europe le contemple à l'heure actuelle (1), en même temps qu'ils appellent le mépris de l'étranger sur le peuple brésilien, rabaissé aux yeux des contemporains et devant le jugement de la postérité.

« Je crois devoir protester ici de toutes les forces de mon âme, contre une pareille invention de la presse esclavagiste. Si Sa Majesté, en homme et en chrétien, s'est associée à cette aspiration de sa patrie et de l'humanité, avec l'ardeur d'une conscience pieuse; si, comme souverain, Elle a protégé cette grande cause, en l'entourant de tout le prestige de sa haute position, sans sortir des limites tracées par la Constitution, eh bien, ce seul fait serait suffisant à immortaliser son règne (très bien); car, soyez bien certains, Messieurs, que les générations de l'avenir, sauront apprécier avec reconnaissance les bienfaits de cette réforme, l'influence

(1) Nous avons déjà dit qu'en 1871 Dom Pedro II visitait l'Europe.

qu'elle aura eue dans les destinées du Brésil, et qu'elles compteront au nombre des plus grands jours de notre histoire, celui où leurs ancêtres auront comblé l'abîme de l'esclavage, ayant à leur tête un prince digne d'eux, et dont la gloire se confondra avec la leur dans cette œuvre de la réhabilitation de l'homme et de la régénération de la patrie. » (Applaudissements.)

Et ce discours se terminait ainsi :

« Les témoignages de reconnaissance des pauvres malheureux valent bien plus que les anathèmes du riche impénitent. Elles valent bien plus que les attaques des puissants qui n'ont pas su trouver d'autres moyens de prospérité, que dans l'ignominie et les souffrances de leurs semblables!... »

Nous avons, peut-être, donné un trop long développement à l'historique de la

grande réforme sociale que le Brésil vient d'accomplir.

Mais, cet événement est, sans contredit, le plus considérable du règne de Dom Pedro II, en même temps que l'un des plus glorieux de notre siècle.

Il importait de le faire connaître, en Europe, dans tous ses détails.

Ne marque-t-il pas la fin de l'esclavage dans le monde civilisé?

Maintenant, c'est vers l'Afrique, vers la Turquie et vers la Perse, que les abolitionnistes de tous les pays doivent tourner leurs efforts, pour y combattre, pour y anéantir cette plaie sociale qui déshonore encore l'humanité!

XV.

DÉVOUEMENT DE DOM PEDRO II A SON PEUPLE.

Sommaire : Dévouement de Dom Pedro II à l'instruction populaire. — « Si je n'étais pas empereur, je voudrais être maître d'école. » — L'Institut historique et géographique. — Protection aux hommes de lettres et aux artistes. — Opinion du prince Adalbert de Prusse, d'Alexandre Herculano, de F. Wolf, de Pasteur et d'Agassiz sur Dom Pedro II. — Il s'oppose à la construction d'un nouveau palais. — Il refuse une statue et demande qu'on en applique les fonds à des écoles. — Lettre de Dom Pedro II à ce sujet. — Érudition de Dom Pedro II. — Opinion de Longfellow à son égard. — Audiences publiques de l'empereur à Rio. — Dom Pedro II et son conseil de ministres. — Justice, clémence et bonté de Dom Pedro II. — L'impératrice. — Popularité de Dom Pedro II. — Manifestations populaires à son départ pour l'Europe et à son retour. — Un article de M. J. Nabuco, au sujet de la popularité de Dom Pedro II.

Nous avons parlé jusqu'ici des grands événements politiques et militaires du glorieux règne de Dom Pedro II.

Il est temps que nous abordions de près cet

incomparable empereur, que nous contemplions sa beauté intellectuelle et moraleet l'influence salutaire qu'il exerce sur son peuple.

L'instruction solide que Dom Pedro II avait reçue et qu'il avait complétée par ses propres efforts, lui avait appris à connaître le prix du savoir pour l'homme et son immense valeur pour un peuple.

Aussi l'instruction publique fut-elle l'objet de ses soins et de ses constantes préoccupations.

Écoles primaires, enseignement secondaire, établissements scientifiques, sociétés savantes, furent successivement fondés et organisés, sous les auspices du savant empereur.

Dans la capitale de l'empire, l'instruction primaire, secondaire et supérieure, relève du gouvernement.

Dans les provinces, ce sont les Assemblées provinciales, créées par l'Acte additionnel de 1834, qui font les lois sur l'instruction primaire et secondaire. L'instruction supérieure relève dans tout l'empire du gouvernement central.

En 1857, le Brésil ne possédait que 2,595 écoles publiques primaires avec 70,000 élèves; en 1886, il en avait 6,605 avec 213,670 élèves.

Pour l'enseignement secondaire, à part les établissements privés, il y a à Rio, le Collège impérial de Dom Pedro II, et des lycées dans les provinces.

Pour l'enseignement supérieur et technique, il y a à Sam Paulo et à Récife (Pernambuco) des Facultés de droit, à Rio et à Bahia, des Facultés de médecine; dans ces deux dernières villes et à Ouro-Preto, des Écoles de pharmacie; à Rio, l'École polytechnique qui prépare des ingénieurs; à Ouro-Preto, l'École des mines; à Rio, à Porto-Alégre, et à Fortaleza, des Écoles militaires, outre des colléges préparatoires; à Rio, le collège naval et l'école de marine; à Rio l'école supérieure de guerre; à Rio, à Bahia, à Récife et à Sam Paulo, des lycées des arts et métiers; à Rio, l'Académie des beaux-arts, le Conservatoire de musique, l'Institut des sourds

et muets, l'Institut des jeunes aveugles; à Rio et dans plusieurs provinces, des Instituts agricoles; en province, plusieurs stations agronomiques et des écoles d'agriculture. Il y a au Brésil plusieurs écoles normales : une à Rio, deux à Bahia, dont l'une pour les institutrices, et une dans les principales capitales de province. Pour l'enseignement religieux catholique, il y a dix-neuf séminaires.

Il y a à Rio un Observatoire astronomique, qui publie un « Annuaire » et des « Annales », dans lesquels ont paru les observations des astronomes brésiliens sur le passage de Vénus, faites à Saint-Thomas et au détroit de Magellan (1). Il y a également à Rio un Bureau central météorologique; un Bureau hydrographique; plusieurs grandes Bibliothèques, parmi lesquelles la Bibliothèque Nationale (171,000 volumes, 8,000 manuscrits, 30,000

(1) Un de ces astronomes, le contre-amiral baron de Teffé, vient d'être nommé membre étranger de notre Académie des sciences.

estampes), qui publie des « Annales »; des Musées, parmi lesquels il faut citer le Muséum National à Rio (dirigé par le savant conseiller Ladislao Netto) (1), qui publie des « Archives », où se trouvent d'importantes études d'histoire naturelle et d'ethnographie, et le Musée scolaire. Parmi les sociétés savantes nous citerons l'Institut historique, géographique et ethnographique du Brésil, la Société de géographie (présidée par l'ancien premier ministre marquis de Paranaguá), l'Académie impériale de médecine, l'Institut de l'ordre

(1) M. Netto vient d'inaugurer au Champ de Mars (20 juin 1889) une intéressante exposition d'ethnographie et d'anthropologie. Un journaliste brésilien, M. Gama, a entendu dans un restaurant une curieuse conversation entre deux membres de la *Société d'Anthropologie de Paris*. « *Qui est ce M. Netto?* » demandait un des anthropologistes. « *C'est un Polonais,* » répond l'autre : « *il s'appelle Ladislas.* »

Rassurons notre anthropologiste : M. Netto est un Brésilien natif de l'Alagôas, et un Brésilien honoré de la confiance de D. Pedro II, qui l'a nommé, dernièrement encore, membre de son conseil et dignitaire de la Rose, grade qui ne peut être conféré à plus de 32 Brésiliens.

des avocats brésiliens, l'Institut polytechnique brésilien (présidé par S. A. R. le comte d'Eu), une société pour la propagation des beaux-arts (présidée par le conseiller Jean-Alfred Corrêa de Oliveira, qui vient d'être premier ministre), plusieurs sociétés pour la propagation de l'instruction publique, dont l'une présidée par l'ancien ministre conseiller M. F. Corrêa.

En un mot, tous les établissements d'éducation que l'on possède en France, existent au Brésil; et, chose flatteuse pour la langue française, c'est, surtout, au moyen de livres écrits en français, que l'on s'instruit au Brésil (1).

(1) Tout Brésilien bien élevé parle le français. Depuis longtemps aucun élève ne pouvait être inscrit dans les Facultés et autres écoles d'enseignement supérieur sans avoir passé ses examens de français et d'anglais. Aujourd'hui on exige en plus que les candidats sachent traduire l'allemand et l'italien. Nous avons connu plusieurs Brésiliens qui venaient à peine d'arriver de leur pays : ils parlaient tous le français. Nous avons eu le bonheur de connaître un jeune Brésilien, M. Domicio da Gama, qui, à peine arrivé à Paris, nous a montré, dans la conversation, qu'il connaît la France littéraire et artistique comme un érudit fran-

Nous ajouterons que dans les Écoles publiques, comme aujourd'hui en France, les enfants de toutes les religions sont admis, par esprit de tolérance et de liberté, et que l'enseignement religieux est laissé aux soins des familles et des prêtres de la religion dans laquelle sont nés les enfants.

On remarquera qu'au Brésil il y a fort peu de collèges qui appartiennent à des corporations religieuses, et que, d'ailleurs, quoique la religion catholique soit la religion de l'État, toutes les autres religions peuvent y être professées librement; le cléricalisme n'existe pas même de nom dans ce pays, dont l'esprit est essentiellement libéral, et où les prêtres catholiques ne s'occupent nullement de politique.

Deux évêques, seulement, en 1873, firent preuve d'intolérance, en voulant exécuter

çais. Jeune encore, il est déjà un écrivain charmant et justement populaire à Rio. La *Gazeta de Noticias* de cette ville vient de le nommer son correspondant à Paris.

des bulles du pape qui n'avaient pas reçu le *placet* de l'empereur. Ils furent traduits devant la Cour suprême de justice, condamnés à quatre ans de prison, enfermés dans des forteresses de Rio, où cependant ils étaient traités avec tous les égards, avec la plus grande largesse; puis, ils furent amnistiés par l'empereur (1).

La Constitution brésilienne établit que les bulles et les lettres apostoliques ne seront pas exécutables au Brésil, sans le *placet* impérial, et les évêques brésiliens, nommés par l'empereur et confirmés par le pape, prêtent serment d'obéissance à la Constitution.

D'ailleurs, le pape Léon XIII dans son discours du 14 janvier 1888, en réponse à celui du digne ministre du Brésil, le conseiller Souza Corrêa, a prononcé les pa-

(1) Chacun des évêques habitait une maison confortable dans l'enceinte d'une des forteresses. Ils avaient à leur table, presque tous les jours, des sénateurs, des députés, des journalistes, etc.

roles suivantes, qui sont bien significatives :

« Depuis l'indépendance du Brésil, aucun dissentiment grave ne s'est élevé avec le Saint-Siège, Nous Nous faisons un devoir de le reconnaître, et Nous chercherons toujours à maintenir des relations qui réjouissent notre cœur de chef de l'Église universelle (1). »

Ajoutons, quant à la presse, que le Brésil ne possédait que 31 journaux en 1828; qu'on en publiait plus de 271 en 1876, et que, en 1884, le nombre des journaux et revues dépassait certainement 600 (une statistique incomplète, car les chiffres de plusieurs provinces manquaient, a donné 533). Plusieurs de ces journaux sont rédigés dans leur langue par des Français, des Italiens, des Allemands, des Anglais, des Espagnols et des Portugais. Il y a au Brésil des journaux aussi grands que les premiers journaux de Londres et de New-York. Le *Jornal do Commercio*, de

(1) Ce discours a été publié dans le *Moniteur de Rome*, du mercredi 18 janvier 1888, n° 14.

Rio, fondé en 1827 par des Français et aujourd'hui propriété d'un Brésilien, le comte de Villeneuve, ministre à Bruxelles, est d'un format plus grand que *le Temps* de Paris et publie tous les jours huit pages, quelquefois seize. Le *Diario de Pernambuco* est deux fois plus grand que *le Temps*.

Dans l'histoire du Brésil, ce qui étonnera certainement en France, il n'y a eu qu'un seul exemple, — et en 1826, — de l'expulsion d'un journaliste étranger. Pendant la guerre du Paraguay un de nos compatriotes a pu publier régulièrement, à Rio, un journal dans lequel il montrait ses sympathies pour l'ennemi du Brésil, le dictateur du Paraguay. Il publiait même des caricatures des généraux brésiliens.

La liberté de la presse et de la caricature n'a pas de limites au Brésil.

L'amour de Dom Pedro II pour la science, se révèle surtout dans son assiduité aux séances de l'Institut Historique et Géogra-

phique qui se réunit tous les quinze jours dans le palais impérial, où se trouve la bibliothèque de ce grand corps scientifique. Cette société a été présidée par trois savants, tous les trois honorés de l'amitié de l'empereur : le vicomte de Sam Léopoldo, le marquis de Sapucahy et le vicomte de Bom Retiro (1).

(1) *L'Institut Historique, Géographique et Ethnographique du Brésil* a été fondé en 1838, sous la haute protection de Dom Pedro II, par l'initiative du vicomte de Sam Leopoldo, du général Cunha Mattos et du chanoine Januario da Cunha Barbosa, trois noms des plus remarquables dans l'histoire littéraire du Brésil. Il a célébré en 1888, par une exposition et une séance solennelle, son jubilé. C'est la plus importante corporation littéraire de l'empire, et sa *Revue,* dont 51 gros volumes ont paru jusqu'à présent, est justement estimée en Europe par tous les Américanistes. Notre savant compatriote D'AVEZAC, en rendant compte d'une discussion au sein de cette société, s'exprime ainsi : — « On ne peut se défendre d'un sentiment profond de respect et de sympathie pour le prince éclairé qui se fait un doux passe-temps de ces luttes courtoises, de ces tournois littéraires, où se débattent, au double profit de la culture intellectuelle et du développement de l'esprit national, des questions qui, pour être abordées, exigent des études préliminaires sérieuses et une érudition spéciale. » (D'AVEZAC, *Considérations géographiques sur l'Histoire du Brésil,* Paris, 1867, p. 161.)

Il assiste, avec non moins d'empressement et de plaisir, aux examens des écoles primaires et aux distributions des prix, faites à la jeunesse.

Il attache, avec raison, une importance fondamentale à l'instruction et à l'éducation populaires, qu'il considère comme la base de l'édifice social, comme la source de la dignité et de la moralité d'un peuple.

En présence de quelques-uns de nos compatriotes, à Cannes, Dom Pedro II a prononcé hautement ces paroles qui traduisent parfaitement ses sentiments, touchant l'instruction de ses sujets :

« Si je n'étais pas empereur, je voudrais être maître d'école. Je ne connais point de mission plus grande, ni plus noble, que celle de diriger de jeunes intelligences et de préparer les hommes de l'avenir ! »

Quel est le souverain au monde qui ait jamais tenu un si beau langage.

Mais Dom Pedro ne s'en tient pas à de

belles paroles; il fait des actes qui en sont l'admirable confirmation.

D'abord, il encourage, au Brésil, les sciences, les lettres et les arts. Il protège les artistes brésiliens, les poètes et les littérateurs.

Les peintres Pedro Américo de Figueiredo et Victor Meirelles, le maestro Carlos Gomes, dont les opéras (*Il Guarany, La Fosca, Salvator Rosa* etc.) sont si populaires en Italie et au Brésil, lui doivent de nombreux encouragements.

Il fut l'ami et le protecteur de l'historien Varnhagen (vicomte de Porto-Seguro), des poètes Gonçalves Dias, Magalhães (vicomte d'Araguaya), e Porto-Alegre (baron de Santo-Angelo), du poète, romancier et historien Macedo, et d'un grand nombre d'autres Brésiliens éminents.

Souvent il réunit à Rio, dans des soirées littéraires et scientifiques, les hommes de lettres et les savants brésiliens pour examiner

avec eux quelque nouvelle production et causer littérature, science ou art.

De grands et illustres savants ont rendu hommage à ce goût prononcé de Dom Pedro II pour les fortes études et pour les choses de l'esprit et du cœur.

Un prince qui était un illustre voyageur, Adalbert de Prusse, visita le Brésil en 1842. Il y connut le jeune empereur, alors âgé de dix-sept ans, et qui déjà depuis deux ans avait pris possession de l'autorité souveraine.

Or, voici ce qu'on lit dans le récit de son voyage (1) :

« Dom Pedro II a un développement et une vigueur mentale très remarquables pour son âge. Il n'est pas d'une taille élevée; il est plutôt gros. Il a une grande tête, les cheveux blonds et les traits bien formés. Ses

(1) *Travels of His Royal Highness prince Adalbert of Prussia.* Translated by sir Robert H. Schomburgk and by John Edward Taylor; Londres 1849 (t. Ier, p. 272, t. II, p. 89).

yeux expressifs et bleus sont pleins de vivacité et de bienveillance. Bien qu'il n'ait pas plus de dix-sept ans, il a la gravité et le maintien d'un homme entièrement développé. Il trouve son plus grand plaisir dans l'accroissement et le progrès de l'instruction qu'il s'applique à posséder dans toutes sortes de connaissances.

« L'histoire est son étude favorite, bien qu'il s'intéresse à des sujets différents, entre autres à la botanique.

« Le jeune souverain montre beaucoup de talent pour l'art, spécialement pour la peinture, et la précocité de son caractère s'y révèle par l'intérêt qu'il porte à tout ce qui est grand et noble. Car les sujets favoris de son pinceau, ce sont les portraits des grands hommes d'État, célèbres dans l'histoire, dont il désire suivre les exemples.

« L'empereur m'offrit, de la façon la plus gracieuse, un portrait à l'huile de Frédéric le Grand, peint par Sa Majesté.

« Ce souvenir, auquel j'attache la plus grande valeur, est aujourd'hui l'ornement de mon salon de Monbijou, et il me rappellera toujours l'accueil affectueux que j'ai reçu de son auteur, qui me rendit si charmant le séjour que je fis, pendant quelque temps, dans la belle terre du Brésil.

« L'empereur se lève toujours à 6 heures du matin. La lecture lui prend tout le temps que lui laissent les affaires de l'État, et cette lecture lui est d'un grand profit, grâce à sa mémoire excellente...

« On remarque chez le jeune empereur une ambition qu'on ne peut que respecter et admirer, c'est la noble ambition de se préparer toujours davantage à sa haute mais difficile mission.

« Quel bonheur pour ce beau pays d'être gouverné par un chef qui connaît si bien les devoirs de sa position et qui a un si vif désir de rendre son peuple heureux!

« Que le ciel bénisse ses efforts!... »

A son tour, le célèbre romancier et historien, Alexandre Herculano, la plus grande personnalité littéraire de ce siècle, en Portugal, esprit libéral, poussant l'indépendance presque jusqu'à la sauvagerie, que, par conséquent, l'on ne pourrait soupçonner de flatterie, disait déjà de Dom Pedro II, en 1847, ce qui suit :

« Tout le monde sait que le jeune empereur du Brésil consacre au culte des lettres tous les loisirs que lui laissent ses occupations de chef d'État...

« Ne voit-on pas dans les tendances du jeune prince un signe des temps, une prophétie consolatrice pour l'avenir du Brésil (1)? »

Enfin Ferdinand Wolf, dans son *Histoire de la littérature brésilienne* (2), en parlant, du développement littéraire du Brésil après

(1) Étude d'Alexandre Herculano sur l'avenir littéraire du Portugal et du Brésil, à propos des « Premiers Chants » du poète brésilien Gonçalves Dias, publiés en 1847, dans la *Revista Universal Lisbonense*, et reproduite dans la 5e édition des *Cantos*, du même poète, Gonçalves Dias (Leipzig 1877).

(2) Berlin, 1863.

1840, apprécie hautement le rôle de Dom Pedro II, dans ce beau mouvement :

« L'Empereur, dit-il, eut la plus grande part à ce développement.

« Dom Pedro II ne se contente pas d'aimer et de protéger les sciences et les arts, de réunir à sa cour les savants et les artistes, de les favoriser, non par calcul, comme Auguste, ou par une vanité égoïste, comme Louis XIV, qui n'avait d'autre pensée que de les faire concourir à l'agrandissement de sa puissance et à la gloire de son nom.

« Dom Pedro II ne fait pas des sciences et des arts le marche-pied de son ambition; il les aime pour eux-mêmes et il en connaît à fond plusieurs branches. Il manque rarement d'assister aux séances de l'Institut historique et géographique. Sous son règne, se sont fondés un grand nombre d'établissements d'instruction et de sociétés littéraires. Tandis qu'autrefois, le journalisme politique avait tout envahi, on vit paraître, enfin, des revues consa-

crées uniquement aux sciences et aux arts. »

Plus loin (1), le même écrivain, en parlant du poème *La Confédération des Tamoyos,* de Magalhães, vicomte d'Araguaya, poème publié en 1856, s'écrie :

« L'empereur Dom Pedro II, ce monarque dont on admire le tact politique et les goûts d'artiste, ne s'est pas contenté d'accepter la dédicace du poème, il a daigné le faire publier à ses frais, et avec luxe. »

A tous ces hommages, justement mérités par Dom Pedro II, *cet empereur, homme de science,* comme l'a appelé M. Pasteur, il y a quelques jours à peine, dans un discours célèbre (2), le savant Agassiz ajoutait les pa-

(1) P. 42.

(2) Discours prononcé à l'inauguration de l'Institut Pasteur, et publié dans le *Journal des Débats* du 15 novembre 1888. Nous ajouterons que ce même jour, le buste en marbre de Dom Pedro II, par Guillaume, a été installé à l'Institut Pasteur et que Dom Pedro II vient de commander à un artiste brésilien, Bernardelli, le buste en marbre du savant français pour l'Institut Pasteur récemment créé à Rio.

roles suivantes, qui achèvent le touchant portrait du souverain, que ce savant avait connu à Rio en 1865 :

« ... Dom Pedro II est un homme jeune encore; quoiqu'il ait quarante ans à peine, il en a déjà régné plus de vingt sur le Brésil. Aussi sa figure paraît-elle soucieuse et un peu vieillie. Il a la physionomie mâle et pleine de noblesse. L'expression de ses traits, un peu sévère au repos, s'anime et s'adoucit quand il cause, et ses manières courtoises ont une affabilité séductrice (1). »

Combien Dom Pedro II justifiait-il ce concert d'éloges, et par son dévouement passionné à la science, et par son ardente protection accordée à l'instruction populaire!

Sa sollicitude est acquise aux jeunes Brésiliens qui désirent s'instruire, quoique dépourvus de ressources.

Il fait lui-même tous les frais de l'éducation

(1) M. ET Mme LOUIS AGASSIZ, *Voyage au Brésil*. Traduit de l'anglais par Félix Vogely, p. 65; Paris, 1869.

d'un grand nombre d'étudiants en droit, en médecine, de jeunes ingénieurs et d'artistes.

Il entretient plusieurs bourses d'étude en Europe, en faveur des élèves d'élite et d'avenir.

Il aime, surtout, comme il l'a déclaré lui-même, les écoles primaires. Un jour, ses ministres songèrent à faire bâtir un palais impérial, car la vaste maison qui porte ce nom n'est que l'ancienne résidence des vice-rois portugais.

« Quoi! s'écria Dom Pedro, quand nous n'avons pas assez d'écoles ni assez d'établissements scolaires, songer à un palais! S'il y a lieu, vous y aviserez plus tard, aux termes de la Constitution. Pour le moment, il faut s'occuper des routes, de l'immigration et des écoles. »

Grande leçon faite à plus d'un monarque, et, même, à plus d'un chef de république!

« Parlons-nous bien d'un empereur? » s'écrie Charles de Ribeyrolles, en racontant ce trait de Dom Pedro : « ah! que l'on comprend

mieux en Europe et les splendeurs de l'écurie et les grandeurs de la meute (1)! »

Mais la sollicitude de Dom Pedro II pour l'instruction populaire éclata surtout le lendemain de la glorieuse guerre du Paraguay.

Lorsque la nouvelle de la victoire finale des Brésiliens, arriva à Rio, l'enthousiasme fut général, et la municipalité et le peuple décidèrent d'élever une statue à Dom Pedro II.

On savait que quelques membres du cabinet, quelques députés et sénateurs, avaient perdu tout espoir d'arriver à la victoire, mais que l'empereur ne s'était jamais découragé, qu'il avait, comme ses ministres Muritiba, Cotegipe et Rio-Branco, gardé une foi entière dans le succès; on savait que c'était surtout à son énergie que le Brésil devait ce succès glorieux.

Dans un généreux mouvement, le peuple

(1) *Le Brésil pittoresque*, par Charles Rybeirolles, p. 139 du 1er vol (Rio de Janeiro, 2 vol. 1859).

brésilien voulait témoigner à son empereur sa joie et sa reconnaissance.

Dom Pedro II, non moins généreux que son peuple, refusa le monument qu'on voulait lui consacrer, et il voulut que l'argent de cette grande souscription populaire, fût appliqué à la création de nouvelles écoles.

Selon son désir, plusieurs écoles furent construites à Rio, avec les trois millions qui étaient destinés à sa statue.

Cet acte se passe de tout commentaire. Un prince à la fois philosophe et philanthrope, comme Dom Pedro II, pouvait seul l'accomplir!

Voici le document célèbre qui atteste la véracité de ce fait, que notre ministre des affaires étrangères, M. Goblet, a mentionné dans son discours, le jour du banquet en l'honneur de l'abolition de l'esclavage au Brésil.

C'est la lettre authentique de Sa Majesté l'empereur, adressée à son ministre de l'Instruction publique et des cultes, le conseiller Paulino de Souza.

Le *fac-simile* de cette lettre, écrite en portugais, vient d'être publié par un homme de lettres distingué, le conseiller Azevedo Castro, dans son édition des œuvres du poète Garção (1888).

En voici la traduction :

« Je viens de lire dans le *Diario* qu'on va ou-
« vrir une souscription pour m'élever une statue.
« Vous connaissez mes sentiments. Je dé-
« sire que vous déclariez le plus tôt possible
« au comité dont parle le *Diario,* que si l'on
« veut perpétuer le souvenir de la confiance
« que j'ai eue dans le patriotisme des Brési-
« liens, et dans l'heureuse conclusion de cette
« guerre pendant laquelle ils ont su défendre
« l'honneur national et la gloire du nom
« brésilien, on doit agir de façon à ne pas con-
« trarier le bonheur que j'éprouve d'avoir
« toujours considéré mon dévouement à la
« patrie comme l'accomplissement d'un de-
« voir de mon cœur.

« Je voudrais que l'argent de cette sous-
« cription fût appliqué à la construction de
« plusieurs bâtiments destinés à des Écoles
« primaires et à l'amélioration du matériel
« des autres établissements d'enseignement
« public.

« Vous et vos prédécesseurs, vous savez
« que j'ai toujours pensé que nous devions
« nous occuper sérieusement de l'éducation
« publique, et rien ne me serait plus agréa-
« ble, maintenant que nous avons fait triom-
« pher la cause de la dignité nationale, que
« de voir la nouvelle ère de paix et de pros-
« périté commencer par un grand acte
« d'initiative du Brésil, au profit de l'édu-
« cation populaire.

« En remerciant de l'idée qu'on a eue de
« m'élever une statue, je suis sûr qu'on ne
« me forcera pas à la refuser.

« Ce 15 mars 1870.

« D. Pedro II. »

Voilà une lettre et un acte bien dignes du grand empereur, qui place la souveraineté de l'intelligence au-dessus de toutes les souverainetés, et qui préfère fonder sa gloire sur l'instruction populaire que sur un monument d'airain!

On comprendra aisément que ce sage monarque ait été fier des titres scientifiques dont les savants européens l'ont jugé digne, et qu'il ait attaché un grand prix à sa nomination de membre correspondant de l'Académie des sciences, dont l'Institut de France l'honora en 1872.

On sait que son instruction est très variée.

Parmi les sciences, l'astronomie est l'objet de sa prédilection, comme l'a dit notre compatriote, M. Liais, ancien directeur de l'observatoire de Rio de Janeiro, dans un de ses ouvrages, où sont citées quelques observations faites par l'empereur lui-même.

Plus d'un savant lui envierait son érudition

scientifique. Il parle plusieurs langues vivantes : le français comme un Parisien, l'italien comme un Toscan. Il connaît très bien le latin et le grec; il comprend même l'hébreu.

Il a eu la prodigieuse patience et le rare mérite de traduire en latin les livres les plus difficiles de la langue de Moïse et des prophètes : Isaïe, Job, les Psaumes, Ruth, le Cantique des cantiques, l'Ecclésiaste : ouvrages d'une difficulté extrême et que l'on ne saurait comprendre à moins d'être un hébraïsant consommé. Or, n'est-ce pas un véritable tour de force que de les traduire en latin?

Comme le grand Frédéric, il cultive même les Muses.

Nous trouvons dans un ouvrage très intéressant sur le Brésil, le passage suivant écrit par le révérend Fletcher (1) :

« En 1864, j'ai eu le plaisir de remettre

(1) *Brazil and the Brazilians by the Rev.* JAMES C. FLETCHER *and the Rev.* D. P. KIDDER, D. D., 2me édition, 1879, Boston (p. 233).

à Longfellow et à Whittier, la traduction faite par l'empereur de deux de leurs plus beaux poèmes...

« Dans ces traductions, Sa Majesté a montré une parfaite connaissance de notre langue.

« Longfellow m'a dit que *The Story of King Robert of Sicily,* avait été traduite en portugais par trois poètes, mais que la traduction faite par l'empereur était la meilleure de toutes. »

Dom Pedro II a traduit aussi une des plus belles odes de Manzoni à Napoléon Ier, ode inspirée par la mort du grand guerrier, et intitulée *Il Cinque Maggio* (1). On assure que cette traduction est irréprochable.

Dom Pedro II a échangé avec l'illustre poète italien, une correspondance de la plus haute valeur et du plus grand intérêt.

(1) Cette ode, et 27 traductions en différentes langues se trouve dans un recueil publié à Milan en 1883 par Meschia.

Ces lettres sont soigneusement conservées à Milan.

Mais Dom Pedro ne se borne pas à traduire. Il compose lui-même des poésies qui ne manquent pas de mérite littéraire.

Il n'en est pourtant point orgueilleux.

A une personne de sa Maison qui, au nom du député J. Nabuco, lui demandait en 1887, à Paris, dans le foyer de l'Opera, la permission de publier en *fac-simile* une de ses pièces de vers, il répondit modestement :

« Je sais très bien que je ne suis point poète. Je fais, de temps en temps, des vers comme un exercice intellectuel et seulement quand je n'ai pas autre chose à faire. Mais, ce n'est point là de la poésie. Je les montre bien à des amis intimes; mais à aucun prix je ne voudrais les voir publier. »

Combien d'écrivains devraient s'inspirer de la modestie de D. Pedro II !

Mais, ce grand monarque, ne s'occupe de science et de poésie qu'aux heures de loisir,

que lui laissent ses devoirs de souverain.

Et ces devoirs, il les pratique avec zèle et bonheur.

Chaque matin, il donne ordinairement audience à quiconque se présente devant lui.

C'est dans la galerie qui conduit de son cabinet de travail aux salons de réception de l'impératrice, qu'il accueille les visiteurs.

C'est ce qu'il appelle : *recevoir sa famille brésilienne.*

Comme un autre saint Louis, sous le chêne de Vincennes, il est paternel pour les arrivants, il les entretient avec affabilité, écoutant avec une égale attention le savant, l'artiste, le commerçant, prenant note de leurs plaintes, lorsqu'il les trouve fondées, pour les porter à la connaissance de ses ministres, responsables devant le parlement et devant le pays.

On affirme qu'un jour quelqu'un vint lui dénoncer un de ses ministres, qui n'avait point fait droit à une juste requête.

« Mes ministres ne font pas d'injustice, » répondit vivement Dom Pedro.

Puis, se radoucissant :

« Je vais examiner l'affaire moi-même, » ajouta-t-il.

Et il donna raison au réclamant qui avait justement compté sur son équité (1).

A part ces audiences privées, où l'on se présente en habit, tenue réglementaire à Sam Christovam, il y a dans le même palais des audiences publiques, tous les samedis, de 5 heures à 7 heures du soir.

Là, chacun peut se présenter à sa façon, en habit, en uniforme, en blouse, en vêtements de travail, et l'on n'en est pas moins bien reçu par Sa Majesté.

Les étrangers ont également accès auprès de D. Pedro, et même le plus humble nègre, en sabots, ou nus pieds, peut parler au souverain.

(1) ANFRISO FIALHO, *Dom Pedro II*, p. 90.

Attentif aux moindres questions que le peuple soumet à sa justice, il l'est, à plus forte raison, aux questions gouvernementales qui passent toutes sous ses yeux.

Une fois, par semaine, il préside le conseil des ministres.

La séance commence à 10 heures du matin et se termine ordinairement à 5 heures du soir, quand le parlement ne fonctionne pas.

Pendant la durée des travaux législatifs, c'est à 8 heures du soir qu'il préside son conseil, dont la séance se prolonge jusqu'à minuit, quelquefois même jusqu'à 2 ou 3 heures du matin.

Chaque ministre lui expose, à son tour, les affaires de son département.

L'empereur les écoute et discute avec eux.

Il examine tout, et, quand il s'agit d'une affaire importante, il ne prend de décision qu'après l'avoir étudiée, ou après avoir entendu son conseil d'État.

Toute solution est ainsi conforme à la sagesse et à la justice.

Mais, en toutes choses, la justice de Dom Pedro II est paternelle. Elle est souvent accompagnée de la clémence.

Nous l'avons déjà dit, Dom Pedro II ne permet, dans son empire, ni persécution ni exécution capitale.

Quoique le Code criminel brésilien admette la peine de mort, elle n'a été appliquée que très rarement sous le règne actuel.

Pas une seule fois, depuis 1856 (1).

Dom Pedro II connaît, assurément, cette parole du sage antique « qui appelait *meur-* « *trier,* le tribunal qui prononçait la peine « de mort plus d'une fois en trente ans (2). »

Dom Pedro II n'est-il pas un sage lui-même?

Il a prouvé, notamment, qu'il mérite ce titre, à travers les révolutions qui, à plusieurs re-

(1) L'empire du Brésil ne compte pas des émigrés ou des exilés politiques. On ne peut pas dire la même chose de la plupart des républiques hispano-américaines.

(2) Talmud (Jurisprudence israélite).

prises, ont éclaté au Brésil et dont il est toujours sorti victorieux.

Satisfait de ses victoires, il a toujours amnistié les crimes politiques.

Plusieurs même des plus grands révolutionnaires ont occupé plus tard auprès de lui, de hautes situations.

Car Dom Pedro II n'a jamais connu le sentiment de la haine, de la vengeance.

On affirme qu'un écrivain de talent avait lancé, en 1849, contre Dom Pedro II et la maison de Bragance, un pamphlet d'une extrême violence, et que ce pamphlétaire n'en devint pas moins, un jour, député, ministre, conseiller d'État, sénateur à vie, et vicomte.

Dom Pedro II, en prince magnanime, ne s'était plus souvenu que des grandes preuves de dévouement données, depuis, à la patrie, par son insulteur (1).

(1) FIALHO, ouvrage cité, p. 91. L'auteur auquel nous empruntons ce renseignement ajoute :

«... Mais la vérité, c'est qu'il ne doit la position qu'il « occupe aujourd'hui, 1876, qu'à son talent réel et à la

C'est plus que de la clémence, c'est de la grandeur, c'est de la bonté!

Mais la bonté n'est-elle pas un des traits caractéristiques de ce souverain magnanime?

Nous avons vu de quelle façon il accueille les pauvres dans son palais, avec quelle sollicitude il s'intéresse au succès et à l'avenir

« magnanimité de son souverain qui ne voulut jamais « mettre le moindre obstacle à son élévation, surtout de- « puis sa rétractation, et depuis qu'il eût mis son beau « talent au service de la patrie, au lieu de l'employer à dif- « famer ses institutions et l'autorité. »

Nous nous permettrons de dire que l'homme politique en question n'a fait aucune « rétractation », car il ne s'est jamais déclaré auteur de ce pamphlet anonyme, œuvre de jeunesse. D'autres hommes politiques ont attaqué l'empereur, dans la presse et à la tribune, et, malgré cela, ils ont pu occuper de grands emplois de l'État, et même le poste de ministre. Au Brésil l'insulte n'est pas un acte de courage; les insulteurs y comptent sur la plus complète impunité, et plusieurs de ceux qui ont été agressifs ou injustes envers l'empereur n'ont agi de cette façon que parce que ils croyaient que c'était *un moyen de réussir*. Il y a même un certain nombre d'hommes politiques au Brésil qui adressent tour à tour des éloges ou des attaques à l'empereur selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition. On comprend bien la valeur que ces attaques et ces éloges alternés doivent avoir sur l'opinion.

de la jeunesse studieuse et nécessiteuse, avec quelle grandeur d'âme il s'est occupé de l'instruction des classes déshéritées.

Citons encore un trait, qui témoigne de sa bienfaisance.

Voyageant, un jour, dans l'intérieur du pays, loin de toute hôtellerie, Dom Pedro II avait reçu l'hospitalité dans la demeure d'un brave homme, très estimé, mais fort mal dans ses affaires.

Cet homme était même obligé de rembourser à quelques jours de là, une forte somme dont il était complètement dépourvu.

L'empereur parti, le pauvre homme trouva dans un tiroir de la commode de la chambre que le souverain avait occupée, un reçu dûment libellé et signé du créancier (1)...

Mais l'empereur n'est pas le seul à être bon, à la Cour du Brésil.

Sa digne épouse, l'impératrice Dona Thé-

(1) Pinto de Campos, *O Senhor Dom Pedro II,* p. 85-86.

rèse-Christine-Marie, s'est attribué, au palais, nous l'avons dit, le département de la charité.

Sa bienfaisance est inépuisable. Elle sème autour d'elle l'aumône et la consolation. Aussi est-elle adorée de ses sujets et bénie comme une sainte.

Noble compagne du meilleur des souverains, elle contribue pour sa large part, à l'immense popularité qui entoure l'empereur, au Brésil.

Dom Pedro II est un roi qui peut se trouver, seul, sans danger, au milieu de la foule de ses sujets.

On sait qu'il se dépouille volontiers du faste de son rang, qu'il aime à se montrer à son peuple, dans une modeste simplicité.

C'est le roi populaire par excellence, qui met surtout sa gloire à gagner les cœurs.

Dans son cabinet, se trouve un admirable buste d'Alexandre le Grand.

En face de l'image de ce héros antique, de ce maître du monde, on rappelait à Dom

Pedro II ces paroles de César, contemplant, un jour, la même image :

« Il n'avait pas mon âge, que déjà il avait conquis toute la terre. »

Dom Pedro II, plus sage que César, s'écria :

« Et moi, j'ai conquis mon peuple! »

Douce et durable conquête qui lui attire toutes les sympathies et tous les respects!

Ces respectueuses sympathies du peuple brésilien pour son souverain, se sont dernièrement manifestées de la façon la plus touchante.

Lorsque, après sa maladie, il se dirigea vers l'arsenal de marine, pour prendre le paquebot qui devait le conduire en Europe, la population de Rio, toute entière, lui fit des adieux émouvants, et sa rentrée à Rio de Janeiro, le 22 août dernier (1888), fut célébrée par une fête immense!

Le lendemain, en rendant compte, dans

le journal *O Paiz*, de Rio, de l'arrivée de Dom Pedro II, des marques d'amour que Sa Majesté reçut, encore une fois, de la part de toute la population, et de l'enthousiasme général que provoqua son retour, l'éminent journaliste et orateur, Joaquim Nabuco, député libéral, dit, avec raison, que l'empereur, après quarante-huit ans de règne, pouvait répéter les paroles de Périclès :

« Vous ne parlez pas de ce que j'ai de « plus glorieux dans ma vie : c'est que je « n'ai fait prendre le deuil à aucun citoyen ! »

Et M. Joaquim Nabuco ajoute :

« Le chef d'État qui, pendant un demi-siècle de gouvernement, ne s'est fait aucun ennemi, n'a fait naître aucun antagonisme entre lui et son peuple, possède, assurément, et au plus haut degré, la plus difficile des vertus, bien qu'elle paraisse la plus facile, — la tolérance.

« Cette vertu supérieure, que l'on dirait négative, n'est que la réunion de toutes les

autres vertus positives; semblable à la lumière qui n'a point de couleur, parce qu'elle est la fusion de toutes les couleurs.

« Dans un pays où existe la plus grande liberté de la presse, où la plume de l'écrivain comme le crayon du caricaturiste jouissent d'une égale liberté, où l'étranger comme le national peuvent impunément publier leur opinion, où les journalistes, implacables même entre confrères, ont assez prouvé qu'ils ne respectent aucune situation, aucun rang, l'empereur ne fût pas parvenu à rallier toutes les opinions, à se concilier, sans exception, toutes les sympathies, s'il eût imposé le silence sur son règne.

« Jamais le silence n'eût produit ce sentiment universel de déférence et d'affection qu'il inspire.

« Nul ne l'ignore : la personne de l'empereur a toujours été exposée aux violences des luttes politiques, car il pouvait dire comme Louis XIV : « L'État, c'est moi! »

« Mais le peuple brésilien a toujours manifesté pour son souverain des sentiments de profonde bienveillance, parce que tout le monde a la conviction que Dom Pedro II possède les trois qualités que la nation aime à rencontrer dans ceux qui la gouvernent : le patriotisme, le désintéressement et la tolérance...

« Gouverner un demi-siècle, sans blesser aucune personnalité, c'est un chef-d'œuvre de tact et d'habileté gouvernementale, qui suppose chez le souverain, qui a su l'accomplir, une vie entière de domination sur soi-même et d'efforts pour faire absorber en soi l'homme par le fonctionnaire. »

Et M. Joaquim Nabuco continue en disant que, certainement, l'empereur a contrarié beaucoup de prétentions et beaucoup d'intérêts, mais, que, parmi tant de personnes contrariées par Sa Majesté, fort peu lui ont attribué l'intention de leur faire du tort, persuadés que dans tous ses actes, il n'a obéi qu'à son désir de bien remplir son devoir.

« L'absence de tout ressentiment contre Dom Pedro II, » dit-il, « est un fait incontestable et universellement constaté au Brésil. »

Heureux prince que son peuple adore! Mais, surtout, heureux peuple dont les destinées sont confiées à un roi sage et généreux, qui consacre sa vie entière à faire le bonheur de ses sujets!

XVI.

ACTIVITÉ FÉCONDE DE DOM PEDRO II. SES VOYAGES.

Sommaire. — Vie de Dom Pedro II à Rio et à Pétropolis. — Une conversation de Dom Pedro II avec Arsène Houssaye. — « L'homme heureux, c'est moi, quand mon peuple est content. » — Fidélité de Dom Pedro II à la Constitution. — Opinion de Ch. Ribeyrolles. — Les trois voyages de Dom Pedro II. — Son amour des sciences, des lettres et des arts. — Mot de Charles Darwin, au sujet de Dom Pedro. — Richard Wagner. — La Ristori. — Adolphe Franck. — Alexandre Dumas fils. — Réponse de Dom Pedro à un général allemand, à Rouen. — Le dernier voyage de Dom Pedro a eu pour cause une raison de santé. — Beauté physique et morale de Dom Pedro. — Un article d'Henri Fouquier sur Dom Pedro II. — « *Paris aime Dom Pedro, parce que Dom Pedro aime Paris.* » — Séjour de Dom Pedro à Cannes. — Article du journal *Les Échos de Cannes.* — Dom Pedro II et le Felibrige. — Frédéric Mistral. — Hommage public rendu par M. Gladstone à Dom Pedro II. — « *Cet Empereur est un modèle pour tous les souverains du monde.* » — M. de Nioac. — Entrevue de l'auteur de ce livre avec Dom Pedro, à Marseille, puis à Aix-les-Bains. — « *Sire, vous êtes plus qu'un empereur; vou*

êtes un philosophe et un savant! — Hommage de Lamartine et de Victor-Hugo à Dom Pedro II. — Le Jubilé du règne de Dom Pedro II.

Dom Pedro II met au service de son peuple une activité prodigieuse et infatigable.

Grand travailleur depuis son enfance, il a pris des habitudes laborieuses, dont il ne s'est jamais départi.

Dans son château de Boa-Vista, à Sam Christovam, faubourg de Rio, il est, au milieu d'un parc magnifique, toujours entouré de ses livres, qui sont ses meilleurs amis.

Il possède une riche bibliothèque et plusieurs œuvres d'art. Ses goûts artistiques font de lui un intelligent amateur des œuvres des grands maîtres.

Lettres, sciences et arts, rien n'échappe à ses savantes études, à ses ardentes investigations.

Il aime également l'agriculture et le jardinage; il prend journellement intérêt à ces travaux; il s'occupe d'embellir ses parcs et ses allées. On sait que c'est un de nos com-

patriotes, M. Glaziou, qui dirige ces travaux.

L'été, Dom Pedro réside à Pétropolis, à quatre heures de Rio.

Pétropolis est une charmante ville, fondée par l'empereur, sur les montagnes des Orgues, (Serra dos Orgãos) sillonnée de cours d'eau, dotée d'un climat délicieux, embellie de villas qu'occupent, durant l'été, des diplomates, des familles riches, toute la grande société de Rio.

L'empereur s'y plaît extrêmement; il ne s'en absente que le samedi, jour où il va présider, à Rio, le conseil des ministres.

A Pétropolis, comme à Boa-Vista, Dom Pedro II ne perd jamais un instant et mène la vie la plus laborieuse.

Il se lève à six heures du matin et ne se couche jamais que très avant dans la nuit.

Il déjeune rapidement, à 9 heures, et dîne à 5 heures.

A peine debout, il lit une grande partie des journaux et il se fait annoter ou résumer les autres.

Le courrier expédié, il donne régulièrement audience, aux heures et de la façon populaire dont nous avons déjà parlé.

Après les audiences, il monte en voiture, va visiter les écoles, les hôpitaux, les forteresses, les navires de guerre, les casernes, les établissements scientifiques, les établissements de bienfaisance.

Il est en habit ou en uniforme militaire, toujours accompagné d'un chambellan.

Il porte la Toison d'or à la boutonnière, et la plaque de la Croix du Sud (*Cruzeiro*), au côté.

Sa voiture est attelée de six chevaux, allant presque toujours au galop.

Deux « cadètes » (1) à fond de train vont en avant, pour lui faire faire place.

(1) Dans l'armée brésilienne, on appelle *cadètes*, des soldats qui se distinguent des autres parce qu'ils portent sur chaque bras une étoile en or. Pour être *cadète*, il faut prouver qu'on est le fils ou le descendant d'un noble, d'un haut dignitaire de l'empire, ou d'un officier supérieur de l'armée. Au palais de l'empereur, ces *cadètes* prennent

Un capitaine galope à la portière et une escorte de cavalerie, avec quelques piqueurs, suivent la voiture (1).

Il arrive à l'improviste, tantôt au milieu des séances de quelque société savante, tantôt, en pleine distribution de prix, où il prend

place à table avec les chambellans et les officiers de service. Ce ne sont pas des sous-officiers, comme l'a dit un journaliste parisien, mais bien de simples soldats ayant certains privilèges.

(1) Dans le magnifique *Panorama de la ville et de la rade de Rio de Janeiro*, qu'on pourra admirer à Paris (avenue Suffren, 80) pendant toute la durée de l'Exposition Universelle, on voit la voiture de l'empereur traversant une rue nouvellement percée, la « rue du Sénateur Dantas, » — un nom célèbre dans l'histoire de l'abolition au Brésil. — Ce panorama est l'œuvre des peintres VICTOR MEIRELLES, Brésilien, et LANGEROCK, Belge. C'est un spectacle vraiment féérique que celui de cette rade, sans contredit, la plus belle du monde. La vue panoramique a été prise de la colline Santo Antonio. Déjà en 1824 les Parisiens avaient admiré un panorama de Rio, peint par Guillaume Frédéric ROMNY d'après les dessins de FÉLIX ÉMILE TAUNAY, père du sénateur brésilien d'ESCRAGNOLLE TAUNAY et fils de Nicolas-Antoine. Dans le panorama de 1824, la colline du Castello fut le point de vue choisi par l'artiste. Une acqua-tinta de FRÉDÉRIC SALATHÉ a conservé le souvenir de ce pano-

note du nom des principaux lauréats, qu'il suit et qu'il protège dans leur carrière.

Une ou deux fois par semaine, nous l'avons dit, il préside le conseil des ministres.

Les autres jours, il va au théâtre, qu'il aime passionnément, au concert, ou bien il travaille à ses études de prédilection.

Le premier samedi de chaque mois, à 8 heures du soir, l'empereur reçoit à Sam Christovam le corps diplomatique.

Dans ces audiences, tout le monde est en uniforme ; l'empereur lui-même porte celui de maréchal ou d'amiral.

Les réceptions de gala, ont lieu, aux grandes fêtes historiques, au palais impérial, appelé aussi palais de la ville (Paço da Cidade).

rama, de même qu'une brochure de l'époque : *Notice historique et explicative du panorama de Rio de Janeiro,* par M. Hippolyte Taunay et M. Ferdinand Denis (Paris, 1824). Seulement M. Ferdinand Denis, l'ancien bibliothécaire de Sainte-Geneviève, que les Brésiliens ont surnommé « le plus ancien des Brésiliens de Paris », déclare n'avoir jamais écrit une seule ligne de cette notice. En effet, la partie historique laisse beaucoup à désirer.

Ces jours-là, l'empereur et l'impératrice viennent de Sam Christovam au palais de la ville, en grand cérémonial, précédés des hauts dignitaires de la cour, et escortés d'un régiment de cavalerie.

Les voitures d'apparat sont les mêmes qui servaient à la cour de Dom João V, et qui restèrent à Rio lors du départ du roi João VI. Elles furent fabriquées à Paris et peintes chez Martin. Restaurées en 1816 par le peintre Manoel da Costa, elles furent repeintes en 1822, lors de la proclamation de l'empire, par Jean-Baptiste Debret et François-Pierre do Amaral (1).

Deux fois seulement dans l'année, l'empereur se présente avec le manteau impérial, le sceptre et la couronne : c'est à l'ouverture et à la clôture des Chambres.

A l'exception des grandes dates historiques et des jours de gala, la vie à la cour de

(1) DEBRET, *Voyage pittoresque au Brésil.*

Dom Pedro II est calme, modeste, patriarcale.

Pour recevoir son peuple, l'empereur met l'étiquette de côté.

Dans un article signé *Pilgrim*, — pseudonyme bien connu d'un de nos plus estimés écrivains, — nous trouvons le récit suivant d'une conversation de Dom Pedro II avec Arsène Houssaye (1) :

« M. Gaston Calmette avait dit dans le *Figaro* que Dom Pedro II ressemblait à M. Arsène Houssaye.

« Or, l'empereur et le poète sont de vieilles connaissances.

« Quand Dom Pedro, quelques jours après, revit M. Arsène Houssaye, il lui dit gaiement, en le conduisant devant une glace : « Voyons si nous nous ressemblons! »

« — Oui, dit M. Arsène Houssaye, à cela près que je voudrais être de temps en temps

(1) *Revue de Paris et de Saint-Pétersbourg*, Paris, numéro du 15 novembre 1887.

Dom Pedro, et que vous ne voudriez jamais être Arsène Houssaye. »

« — Eh qui sait? mon Dieu; tout homme porte sa couronne d'épines! Voilà pourquoi nous aurions beau changer, nous ne porterions pas la couronne de l'homme heureux. »

« — Est-ce que Votre Majesté l'a rencontré, l'homme heureux? »

« — *Oui, c'est moi, quand mon peuple est content...* »

On comprend que les Brésiliens soient fiers d'un tel souverain.

Dom Pedro II peut s'absenter et faire de longs voyages à l'étranger : il est tranquille sur la fidélité de ses sujets à la Constitution libérale de l'empire, à laquelle il fut lui-même toujours scrupuleusement soumis.

Un républicain français, Charles de Ribeyrolles, dont nous avons déjà parlé, rend justice à ce double respect de l'empereur et du peuple brésilien pour la Constitution qui les régit :

« Ici le contrat n'a pas souffert. La loi générale est toujours vivante, obéie, respectée. Point d'interprétations folles; partant, point de crises. C'est que l'homme qui avait prêté serment a gardé jusqu'au dernier scrupule la chaste probité de sa parole; c'est qu'il a la religion du devoir et que, sans détour ni réserve, il a pratiqué et maintenu la foi jurée.

« Il était jeune et seul; il pouvait, comme les petits Xerxès, se laisser emporter aux ardeurs du sang, aux fièvres de l'orgueil, aux enivrants parfums de la coupe et de la couronne.

« Où sont ses témérités, ses folles initiatives, ses violences, ses empiétements?

« Jamais vieille tête de roi fût-elle plus tranquille et gardât-elle mieux les saints respects (1)? »

Dom Pedro absent, la loi n'en existe pas moins, et cette loi est recpectée sous le contrôle

(1) *Le Brésil pittoresque,* par Ch. Ribeyrolles, t. III, p. 139.

des pouvoirs publics fortement constitués, et sous la régence d'une princesse aussi habile que sage, digne fille de son père.

Dom Pedro II a donc pu, en toute sécurité, venir lire dans le monde européen les règles de notre civilisation et les comparer avec celles qu'il a données à son empire.

Et certes, il ne néglige rien pour contenter sa savante et judicieuse curiosité.

Partout où il passe, il examine, il étudie toutes choses; il recherche la société des savants; il témoigne de son amour pour la science, pour les lettres, pour les arts.

A Paris il recevait tous les jours de 4 à 6 heures du soir. Et combien ces réceptions étaient-elles différentes de celles de la plupart des princes et des souverains! Ce n'étaient pas les élégants des cercles qu'on y voyait, ou des aristocrates qui souvent n'ont d'autre mérite qu'un titre nobiliaire ou un nom plus ou moins historique. C'étaient les représentants du génie français qu'on y coudoyait; c'étaient les

sommités de la science, des lettres et des arts en France.

Dom Pedro est un homme charmant, beau causeur, d'une rare simplicité, d'une affabilité exquise; on l'aborde aisément et l'on se plaît à son commerce.

Aucune littérature ne lui est inconnue. Les savants, les hommes de lettres, les artistes qui le recherchent et qui l'approchent, admirent la variété de ses connaissances, son étonnante érudition, sa mémoire vraiment prodigieuse.

A son amour de la science, rendent un juste hommage les plus grands savants de l'Univers.

« L'empereur a tant fait pour la science, » — écrivait, en 1887, Charles Darwin à l'illustre botaniste anglais sir Joseph D. Hooker, — « que tout savant lui doit le plus grand « respect; et j'espère que vous lui expri- « merez, de la façon la mieux sentie, ce « que vous pouvez faire avec l'expression de

« la sincérité la plus entière, combien je me « sens honoré de son désir de me voir, et « combien je regrette d'être absent de chez « moi (1). »

Tout savant lui doit le plus grand respect!

Telle est l'opinion de Darwin. Elle est également celle de tous les autres savants, de tous les littérateurs, de tous les artistes qui ont eu le bonheur d'approcher ce grand Souverain.

Dans un livre récemment publié, nous lisons que ce prince éclairé, qui est un grand amateur de musique et qui fut le premier protecteur du *maestro* brésilien Carlos Gomès, fut également un des premiers à deviner le génie musical de Richard Wagner, à qui il proposa, dès 1857, de composer un opéra pour le théâtre lyrique de Rio (2).

(1) *Vie et correspondance de Charles Darwin*, publiées par son fils Francis Darwin. — Traduction française de M. Varigny, Paris, 1888, t. II, page 577.

(2) ADOLPHE JULIEN, *Richard Vagner, sa vie et ses œuvres.* (Paris, 1886, p. 114.) L'auteur ajoute : « Cette offre

Veut-on maintenant connaître l'impression que l'empereur du Brésil fit sur l'esprit de la célèbre tragédienne Ristori, chantée par Lamartine et Musset? Ouvrons ses *Ricordi artistici :*

«..... Quale anima gentile, quale spirito eccezionalmente colto trovai nel' Imperatore! Egli mi onoró della sua amicizia, della quale mi sento orgogliosa; né tempo, né lontananza l'hanno potuta scemare nell'anima mia. Ricevuta a corte con mio marito ed i miei figli, non mi attento a descrivere quanta bontá ed affabilità abbia incontrate in quell' angelica famiglia. Quante occasioni non mi ebbi d'ammirare la coltura, l'ingegno profundo di Sua Maestá! Tutte le letterature gli sono famigliari. Per la rettitudine dé principii, per la giuztizia nel governare, egli è adorato dai suoi

venue de Rio de Janeiro paraît avoir eu un fondement sérieux; car l'empereur du Brésil fut plus tard un des patrons du théâtre de Bayreuth, et vint assister à la première exécution des *Niebelungen* (1876).

sudditi, non mirando che allo sviluppo e al benessere di essi...

« Ma trovo superfluo l'enumerare quí le doti infinite ch' egli possiede. La fama le ha propalate. »

— « Quelle âme bienveillante, quel esprit exceptionnellement cultivé ai-je trouvés dans l'empereur! Il m'honora de son amitié dont je me sens orgueilleuse. Ni le temps, ni l'éloignement n'ont pu en effacer le souvenir dans mon cœur. Reçue à la Cour avec mon mari et mes fils, il me serait impossible de décrire la bonté excessive et l'affabilité que j'ai rencontrées dans cette famille angélique! Combien d'occasions ai-je eues d'admirer la culture et le profond génie de Sa Majesté! Toutes les littératures lui sont familières. La rectitude de ses principes et la justice de son gouvernement le font adorer de ses sujets dont le développement et le bien-être sont l'objet de ses desseins...

« ... Mais je trouve superflu d'énumérer les

qualités nombreuses qu'il possède. La renommée les a déjà fait connaître en tous lieux. »

Dom Pedro II fit une égale et profonde impression sur l'esprit d'un de nos plus grands philosophes modernes, Adolphe Franck, de l'Institut, l'immortel auteur de *La Kabbale* et du *Dictionnaire philosophique,* professeur du droit des gens au Collège de France.

En 1871, lors de son premier voyage en France, Sa Majesté reçut avec une vive sympathie l'illustre professeur qui lui fut présenté par feu le comte de Gobineau, alors ministre de France au Brésil, en congé à Paris.

A partir de ce jour, chaque fois que Dom Pedro assistait aux séances de l'Institut, dont il est membre correspondant, il recherchait la société et la conversation du savant professeur, et il se plaçait toujours à ses côtés.

Il ne manquait pas d'aller à ses leçons publiques au Collège de France, où il tenait

à se rendre incognito, comme un modeste disciple.

Un jour, il s'y trouvait ainsi mêlé, dans la foule des auditeurs.

M. Franck traitait précisément de la question de l'esclavage.

Ayant aperçu l'empereur Dom Pedro II, l'illustre professeur s'écria :

« Un grand empereur moderne a pris à cœur de supprimer, dans son vaste empire, cette plaie sociale qui déshonore l'humanité.

« Cet empereur philanthrope et sage, n'est pas un mythe; il existe réellement, il est plein de vie, il parcourt toutes les capitales de l'Europe, pour y étudier les institutions et les mœurs occidentales. Non, cet empereur philosophe n'est pas un mythe; vous pouvez, Messieurs, le voir, lui parler et contempler sa face auguste; il est en Europe, en France, parmi vous, au milieu de vous; il est à vos côtés!... »

Aussitôt tous les auditeurs se tournèrent

vers leur auguste condisciple, dont la haute et belle stature planait sur l'auditoire, et des applaudissements frénétiques et des bravos éclatèrent dans tous les rangs.

Ce fut une scène touchante et admirable, dont Sa Majesté se plaignit un peu à son illustre ami, qui avait dévoilé sa présence et troublé sa modestie.

Mais le savant professeur n'avait pu résister à la tentation d'exprimer publiquement son admiration, pour l'œuvre glorieuse et pour le noble caractère du plus sage des rois.

La lettre suivante, dont a daigné nous favoriser M. Franck, vient compléter notre récit.

« Mon cher Monsieur Mossé.

« Je n'ai pas oublié que vous m'avez demandé un récit de mes relations avec S. M. l'empereur du Brésil, Dom Pedro d'Alcantara. Je vais essayer de donner satisfaction à votre désir en rappelant des souvenirs déjà anciens. Mais si le temps les a fait pâlir, il ne les a pas

détruits et ne me défend pas d'en parler avec exactitude.

« C'est en 1871 que mon ami, M. le comte de Gobineau, ministre de France au Brésil, qui se trouvait alors en congé à Paris, me présenta à l'empereur Dom Pedro installé pour quelque temps au Grand Hôtel. L'empereur me reçut comme une vieille connaissance, me faisant l'honneur de m'assurer, ce dont je vous permets de douter, qu'il avait lu la *Kabbale*, le *Dictionnaire des sciences philosophiques*, et quantité d'autres choses dont j'aurai peut-être à répondre un jour si elles méritent qu'on s'en souvienne.

« Dès cette première entrevue, qui dura assez longtemps, Dom Pedro me pria de revenir et me demanda les heures et les jours de mes leçons au Collège de France. Je retournai le voir peu de temps après et il m'entretint longuement de la peine de mort. Il savait que j'étais occupé de cette question, que je l'avais traitée, avec plus ou moins d'étendue dans

un de mes livres et dans le journal des *Débats*, et que je ne voyais pas dans l'échafaud une institution immuable. Il me déclara qu'il était complètement de mon avis et que, sans oser proposer à son Parlement l'abolition immédiate de la peine capitale, il usait de son droit de grâce pour accorder une commutation de peine aux criminels que la justice de son pays condamnait à mort. Il me confia en même temps qu'il nourrissait l'espérance d'apporter de notables adoucissements aux lois criminelles du Brésil.

« Et ceux qui ne sont pas coupables, osai-
« je lui demander, et qui cependant sont sou-
« mis, de par la loi, à toutes les souffrances
« que la cruauté humaine peut imaginer, qu'en
« ferez-vous? » Me laissant à peine achever :
« Je vous comprends, me dit-il. La question
« de l'esclavage m'occupe encore plus que
« celle de la peine de mort. Mais nous en par-
« lerons une autre fois, si vous le permettez. »

« Quelques semaines s'étaient écoulées de-

puis ce second entretien, lorsque j'appris par les journaux qu'une loi brésilienne, adoptée sur la proposition du gouvernement, déclarait libre dans l'avenir tout enfant né d'une femme esclave et d'un père de la même condition. Ce n'était pas encore l'abolition de l'esclavage, mais c'en était la promesse à bref délai.

« Le jour même où cette heureuse nouvelle m'était annoncée, j'allai, comme d'habitude, faire ma leçon au Collège de France. Du plus loin qu'il m'aperçut l'appariteur me dit qu'il y avait dans mon auditoire une tête couronnée, mais qui avait résolument refusé toute place de faveur. Je n'eus pas de peine à deviner qu'il s'agissait de l'empereur Dom Pedro, d'ailleurs facile à reconnaître à sa haute taille et à sa barbe majestueuse. Je pris pour sujet de ma leçon le droit naturel de l'homme à la liberté et les conséquences à la fois dangereuses et immorales de l'esclavage consacré par les mœurs ou par les lois. Avant de finir, j'adressai au public ces paroles dont je garan-

tis le sens sinon le texte : « Cette horrible ins-
« titution touche à sa fin, jusque dans le Nou-
« veau Monde. Aujourd'hui même elle a été
« frappée à mort par un souverain de cette
« contrée. Et le souverain se trouve en France
« dans ce moment, il est à Paris, il est au mi-
« lieu de vous dans cette enceinte... » Aussi-tôt Dom Pedro fut reconnu, tous les yeux se tournaient vers lui, et des acclamations enthousiastes, le suivirent jusqu'à ce que, réfugié dans mon cabinet, il fut perdu de vue. « Sa-
« vez-vous, me dit-il, en me voyant seul à
« seul, que je vous tiens pour un traître? Je
« vous avais tant recommandé et vous m'aviez
« si bien promis de ne pas vous occuper de
« moi. »

« Je ne me crus pas pour cela brouillé avec Sa Majesté Brésilienne. En effet, un samedi, jour de la séance hebdomadaire de l'Académie des sciences morales et politiques, Dom Pedro vint nous faire une visite à l'Institut. Le bureau, comme l'exigeaient les convenances, alla au

devant de lui et lui assigna une place d'honneur.

« Non, répondit l'empereur, dites-moi seu-
« lement où est la place de M. Franck, je vous
« demande la permission de m'asseoir auprès
« de lui! » Cet honneur n'était pas une sinécure, car il me fallut lui dire les noms de tous mes confrères et lui citer les titres de leurs ouvrages. La séance était levée longtemps avant que ma tâche fût finie.

« Je ne veux pas énumérer toutes les circonstances dans lesquelles l'empereur Dom Pedro s'est plu à me témoigner la bienveillance dont il était animé envers moi, et l'attrait qu'il éprouvait pour mes opinions spiritualistes et libérales. Il en est une, cependant, qu'il m'est impossible de passer sous silence. Quand il sut qu'on avait fondé à Paris une ligue contre l'athéisme et que j'en étais le président, il fut un des premiers à se faire inscrire parmi les membres honoraires de cette association et m'écrivit à cette occasion une lettre inspirée

par les plus hautes considérations politiques et sociales. Il tenait à me prouver que dans cette grande question des rapports de l'âme humaine avec la cause première de toutes les existences, son esprit était guidé par la raison philosophique aussi bien que par le sentiment religieux. Il aimait, je ne dirai pas la tolérance, mais la liberté. Il la pratiquait à l'égard de toutes les croyances et de tous les systèmes; mais il ne pouvait souffrir l'athéisme ni le matérialisme. Il y voyait un abaissement de l'humanité et une menace perpétuelle contre l'ordre social. Je parle de lui au passé, parce qu'il n'existe pour moi que dans la limite des relations que j'ai eu la bonne fortune d'entretenir avec lui. Je souhaite qu'il y ait beaucoup de républicains aussi dévoués que cet empereur à la cause de la justice et de l'humanité. Si Platon l'avait connu, il se serait attaché avec un redoublement de confiance à sa maxime favorite : — Les hommes ne seront heureux que quand les rois seront philosophes ou quand

les philosophes seront rois. — Seulement, je me crois obligé d'ajouter que la philosophie de Dom Pedro n'a rien de commun avec celle du Prussien Frédéric II.

« Mon cher Monsieur Mossé, je livre ces lignes informes à votre entière discrétion, vous laissant libre de les détruire ou de les recueillir dans le livre que vous avez dessein de publier. Quelque parti que vous preniez, recevez l'assurance de mes sentiments dévoués.

« AD. FRANCK. »

« Paris, le 31 mars 1889. »

A son tour, Alexandre Dumas fils, un des quarante immortels, et à la fois un de nos écrivains les plus populaires, professe pour Dom Pedro II, la plus grande admiration. La lettre suivante dont il a bien voulu nous honorer, en est la sincère expression :

« Cher Monsieur,

« J'étais en effet directeur de l'Académie lorsque S. M. l'empereur du Brésil, Dom Pe-

dro II, nous a fait, en 1877, l'honneur d'assister à deux de nos séances, le mardi 24 avril et le jeudi 26 avril. Pendant son premier séjour à Paris, l'Académie, par une décision spéciale, l'avait admis à siéger dans son sein et à prendre part à ses travaux. C'est donc moi, qui, comme directeur, ai eu l'honneur de recevoir l'empereur au pied de notre escalier et de le conduire dans la salle de nos séances. La première fois, le 24 avril, Sa Majesté, après avoir serré la main à tous ses confrères que M. Camille Doucet lui nommait les uns après les autres, Sa Majesté prit place au milieu d'eux, comme un simple immortel. M. le comte d'Haussonville lisait justement, ce jour-là, une partie de l'intéressante notice qu'il a publiée, depuis, sur son père, et l'empereur l'a applaudie plusieurs fois comme nous tous.

« La séance terminée, il est parti, à pied, se faisant suivre de sa voiture, très simple, et tout en causant avec quelques-uns de nous.

Il est revenu le surlendemain, en faisant prier que cette fois, on n'allât pas au devant de lui et qu'on voulût bien le recevoir comme s'il était vraiment un des quarante. Il prit part au travail courant du dictionnaire historique, et nous dit au revoir en nous quittant. Dom Pedro est revenu nous voir ensuite à son dernier voyage.

« Vous avez bien raison, cher Monsieur, d'écrire l'histoire de ce monarque libéral qui règne depuis l'âge de six ans et qui, depuis qu'il a été proclamé, n'a eu d'autre souci que le progrès, la liberté, et par conséquent le bonheur de son pays. Aussi peut-il le quitter pendant des années pour venir étudier l'Europe, sans craindre qu'on lui prenne sa place en son absence. Et ses grandes distractions, durant ses voyages, sont des congrès scientifiques et des séances d'académie.

« Heureux monarque! Heureux pays!

« Croyez, cher Monsieur, à tous mes sentiments dévoués. « A. Dumas fils. »

Dom Pedro II justifie pleinement toutes ces hautes et sympathiques appréciations, tant au point de vue de sa belle âme, qu'à celui de son goût passionné pour la recherche du vrai et du beau (1).

C'est surtout, en Égypte, en Grèce, en

(1) Dom Pedro II n'excite pas que l'admiration des savants, des hommes de lettres et des artistes. Les philanthropes de tout culte lui rendent les plus respectueux hommages, qu'il accueille avec une égale satisfaction. Un homme de cœur et de bien, dont la communauté israélite de Paris connaît la pieuse et grande munificence, puisqu'elle lui doit la construction de son magnifique temple de la rue Buffaut, comme la station balnéaire d'Arcachon lui doit le sien, M. Osiris, ayant appris que Dom Pedro II avait visité en 1871 les ruines du Temple de Jérusalem, eut la touchante pensée d'offrir à Sa Majesté la première épreuve, tirée avant la lettre, de l'admirable dessin de Bida représentant les Juifs en prière devant le mur de Salomon. A Nice, en 1888, M. Osiris eut l'honneur d'être présenté à l'Empereur par son ami M. le comte de Nioac. Sa Majesté lui fit le plus gracieux accueil. Le grand philanthrope, qui, maintenant même (1889), vient de faire à l'Exposition Universelle un don de cent mille francs pour récompenser « l'auteur de l'œuvre la plus intéressante au point de vue de l'art, de l'industrie, ou de l'utilité publique, » conserve de cet entretien de Nice le plus aimable et le plus reconnaissant souvenir.

Italie et en France, qu'il a porté ses pas et ses regards investigateurs.

« Il a remué pieusement, » dit Arsène Houssaye, « la table des Pharaons, et interrogé la Rome antique et l'Italie de la Renaissance.

« A Paris, tous les jours l'empereur visitait trois ou quatre monuments et recevait trois ou quatre hommes d'élite.

« Il se dépouillait avec une grâce parfaite du manteau impérial, et cet homme qui gouverne l'empire le plus vaste du globe, après la Russie et la Chine, redevenait un simple voyageur spirituel et érudit.

« Ce qui surprenait quelque peu ceux qui ont eu la bonne fortune de causer avec lui, c'est qu'il connaît tous les Français de marque, comme s'il avait vécu parmi nous. Il avait la bonne grâce de leur rappeler des œuvres, des livres, des discours, qu'ils ont plus ou moins oubliés.

« Il parlait la langue française du meilleur temps, en vrai dilettante.

« Dom Pedro II, n'a pas perdu son temps en ses vacances impériales.

« Il a tout vu, en France, cet homme qui ne croit qu'à la souveraineté de l'intelligence.

« Aussi est-il deux fois empereur, avec la simplicité d'un Spartiate. »

Nous qui avons eu l'honneur d'approcher également ce savant couronné, nous nous associons pleinement à cette appréciation qui émane d'un écrivain impartial.

Les paroles qui précèdent sont d'une absolue vérité; elles exposent parfaitement le caractère scientifique des voyages de Dom Pedro II...

On sait que ces voyages sont au nombre de trois, à l'étranger.

Nous ne parlons pas des voyages de Dom Pedro II, dans les provinces de son vaste empire, qu'il a visitées presque toutes, à plusieurs reprises.

Son premier voyage transatlantique eut lieu

en 1871. Il visita l'Europe et l'Orient, en compagnie de l'impératrice.

La princesse impériale, Dona Izabel, l'héritière du trône, resta comme régente de l'empire, ayant pour premier ministre le vicomte de Rio-Branco.

Ce voyage, commencé le 25 mai 1871, se termina le 30 mars 1872.

Dom Pedro II visita alors toute l'Europe; l'Égypte, la Palestine et l'Asie Mineure.

Parmi les hauts dignitaires de la cour, qui accompagnaient l'empereur dans ce voyage, nous citerons les sénateurs vicomte de Bom Retiro et vicomte d'Itaúna, deux hommes très-remarquables par leur savoir et très particulièrement affectionnés par Sa Majesté.

C'est dans ce voyage que Dom Pedro II, fit preuve de sentiments élevés, d'une exquise délicatesse et d'une haute convenance, à l'égard de la France qui lui offrait, d'ailleurs, une sympathique hospitalité.

C'était quelques mois après la Commune.

Dom Pedro II qui visitait la France pour la première fois, se trouvait à Rouen, pendant l'occupation allemande.

Le général-commandant de la place alla présenter ses respects à l'empereur du Brésil et lui annoncer qu'une garde d'honneur devait être placée à la porte de son hôtel, et qu'une sérénade militaire lui serait offerte par la musique allemande.

Dom Pedro II refusa et la garde d'honneur et la sérénade, tout en exprimant au commandant de la place sa vive gratitude pour l'hommage qu'il voulait lui témoigner.

« Si j'étais en Allemagne, lui dit-il, je ne m'y opposerais nullement; mais je suis en France, et je ne puis accepter que les musiques des vainqueurs viennent me saluer sur le sol des vaincus. »

Le général prussien n'eut qu'à s'incliner. Il avait fait son devoir à l'égard de l'empereur du Brésil; mais l'empereur du Brésil faisait le sien envers la France.

Il s'attirait, assurément, par cet acte, les sympathies et la reconnaissance du peuple français...

Le second voyage de Sa Majesté (26 mars 1876, 26 sept. 1877) eut lieu aux États-Unis, lors de l'Exposition Universelle de Philadelphie, puis en Europe.

Le troisième eut lieu, de nouveau, en Europe. Commencé en 1887, ce troisième voyage ne s'est terminé qu'en 1888.

Pendant le second voyage de l'empereur, la princesse régente eut pour premier ministre le maréchal duc de Caxias; pendant le troisième, le baron de Cotégipe jusqu'au 10 mars 1888, et, à partir de cette date, le conseiller João Alfredo Corrêa d'Oliveira.

Ce dernier voyage fut surtout recommandé à Dom Pedro II par ses médecins.

Il partit de Rio de Janeiro le 30 juin 1887; et le 5 août 1888 il s'embarquait à Bordeaux pour rentrer le 22 août à Rio de Janeiro.

Une année de repos et de soins, sous un

ciel clément, a heureusement suffi pour rendre à la santé le meilleur des empereurs, et le plus vigoureux des hommes.

Cette santé, si chère à son peuple et à tous ceux qui, en Europe ont apprécié la grandeur d'âme de Dom Pedro II, s'était altérée depuis le mois de février 1887.

D'après les médecins de Sa Majesté, ce fut à un surmenage accablant, à un excès de travail, à une trop grande activité, que l'empereur dut ses souffrances et son affaiblissement.

Il fut obligé de mettre un temps d'arrêt à sa vie laborieuse, pour venir en Europe se refaire, se reposer de ses fatigues, de ses occupations absorbantes, causes d'une maladie terrible qui avait mis sa vie en péril.

Une congestion du foie, suivie d'une fièvre paludéenne, avait eu raison d'une santé robuste, jusque-là irréprochable.

Et le mois de mai dernier, à Milan, une pleurésie vint encore atteindre Dom Pedro II, à peine remis de sa maladie de l'an dernier.

Avant cette double maladie, Dom Pedro II était d'une très forte constitution.

Aujourd'hui même, tel que nous avons eu l'honneur de le voir à Marseille et à Aix-les-Bains, il a repris en grande partie sa beauté physique.

Grand, d'une noble prestance, les yeux bleus, le regard profond, la physionomie franche et loyale, il est d'un aspect imposant.

Ses cheveux et sa barbe, qui étaient d'un blond d'or, ont blanchi depuis la guerre du Paraguay.

Sa tête est toujours admirablement belle et d'une expression pénétrante.

Son accueil sympathique et courtois, sa parole facile et persuasive, sa bonté, touchent presque à la familiarité.

Tel est l'hôte auguste que le ciel clément de la France a rendu à sa première vigueur.

Et, certes, les Français s'en réjouissent, car ils aiment ce prince populaire et généreux.

« Instruits par l'expérience, » — a dit un

écrivain distingué, Henry Fouquier (1), — instruits par l'expérience, nous savons peut-être mieux qu'autrefois ne pas exagérer la valeur des sympathies qu'on nous témoigne, et, en même temps, nous en mieux montrer touchés et reconnaissants.

« On l'a vu, à propos de la maladie de l'empereur Dom Pedro, dont Paris s'est montré profondément ému, parce qu'il savait que l'empereur était un ami de la France. Paris aime Dom Pedro, parce que Dom Pedro aime Paris, et l'aime bien, comme nous voulons qu'on l'aime. »

Plus loin (2) Henry Fouquier ajoute :

« Ce grand Paris, non seulement Dom Pedro l'aime, mais on peut dire qu'il en est.

« Lorsqu'il arrive chez nous, il va droit aux Académies, à la Société de Géographie, dans les ateliers des grands industriels, des artistes et des savants.

(1) *Revue de la Famille,* 15 juin 1888, p. 264.
(2) Page 265.

« Ces jours-ci encore, entouré de compagnons d'élite, il visitait notre Observatoire de Nice.

« C'est un savant français, le docteur Charcot, son ami, qu'il a appelé, lorsqu'il a été frappé.

« A le voir, de la sorte, en dehors des pompes souveraines et des cérémonies officielles, faire son tour de Paris, épris d'une curiosité si noble et d'une sympathie ardente pour toutes les choses de l'esprit, on dirait un de ces grands seigneurs que les romans philosophiques du dernier siècle nous montrent parcourant le monde à la recherche de la vérité.

« Chercheur d'idées plus qu'amateur de spectacles et de plaisirs, il aime ce foyer français que rien n'éteindra, foyer de lumière et non d'incendie, comme disent nos ennemis.

« Il en rapporte toujours quelque chose dans son jeune pays. Il en rapporte, surtout,

un peu de l'âme française, de cette âme éprise de justice et d'idéal. Si bien que sur le lit où l'on a pu croire un moment qu'il agonisait, il a reçu la nouvelle de l'abolition de l'esclavage dans ses États, conquête dernière et couronnement de son règne.

« C'est une joie pour nous tous de voir l'empereur libéral, notre hôte, survivre à l'accomplissement de son œuvre et pouvoir entendre l'éloge qu'il a mérité..... »

Quel enfant de la France ne s'associerait pleinement à ces vives expressions de respectueuse sympathie, adressés à Dom Pedro II, homme d'esprit et de cœur, dont l'existence doit être chère à tous les amis du genre humain!

Mais revenons aux étapes du troisième voyage de notre hôte illustre.

Partout où il a passé, il a provoqué un courant de sympathie et de vénération.

La fréquentation des savants, l'étude des souvenirs historiques, l'appréciation des

mœurs locales, en un mot, la curiosité scientifique n'a cessé de présider à ses visites et à ses recherches.

A Cannes, surtout, où Dom Pedro II a fait un séjour de cinq mois environ, chacun a pu admirer ses goûts distingués, ses sentiments élevés, sa modestie et sa popularité.

Le journal *Les Échos de Cannes*, interprète fidèlement l'impression générale, à l'égard de l'empereur du Brésil, dans ces lignes, publiées le 1er avril 1888 :

« Chacun a pu constater que durant tout leur séjour à Cannes, l'empereur et l'impératrice du Brésil se sont dépouillés de tout le faste des grandeurs dont aiment à s'entourer les potentats.

« Ils ont vécu, pour ainsi dire, d'une vie toute bourgeoise, aimant à se mêler à nos fêtes qu'ils daignaient honorer de leur bienveillant patronage.

« S. M. Dom Pedro II est un grand ami des sciences en même temps qu'un philan-

thrope. Partout où il passe, il se renseigne sur tous les faits historiques des localités qu'il visite, il s'entretient avec les savants, prend des notes qu'il collige soigneusement, s'informe des institutions de bienfaisance et vient à leur aide.

« Nous l'avons vu, à Cannes, assister deux fois aux séances de notre Société des Sciences et des Lettres, dont il accepta la présidence d'honneur, et qu'il présida, à ce titre.

« La société des Sauveteurs du département des Alpes-Maritimes, la section de l'Association des Dames de France de Cannes, la Société des Écoles libres, en un mot, toutes nos sociétés philanthropiques ont été, tour à tour, l'objet de sa haute sollicitude.

« Infatigable dans ses excursions, Dom Pedro II a visité toutes nos localités qui pouvaient lui offrir un souvenir historique.

« Quant à son accueil sympathique, il était également acquis aux princes, aux savants, aux artistes, aux littérateurs, aux industriels.

« Libéral par principe, il aime le peuple, et l'un de ses plus grands bonheurs était de se promener au milieu de notre population qui devinait, par instinct, ses sentiments démocratiques. »

Nous ajouterons à ce récit véridique des *Échos de Cannes,* que, lors de son dernier voyage, Dom Pedro II fut surtout enchanté de la magnifique aubade de quatorze tambourins, que lui offrirent les Félibres de Cannes, sous la direction du Docteur Geoffroy.

Cette aubade avait été organisée par M. Mouton, cabiscol de l'école de Lérins (1).

(1) *Programme de cette aubade :*

1. Air national du Brésil. — F. M. da Silva (musique municipale).
2. Faï te veïre ben souleu. — Mistral (chanteurs provençaux).
3. Magali. — Mistral (tambourins).
4. Mireio. — Mistral (musique municipale).
5. La Ruaco latino. — Mistral et Mager (chanteurs provençaux).
6. Li Tambourin. — Rebel (tambourin).
7. La Prouvençalo. — Habay (chanteurs provençaux).
8. Viro-Vouto. — X (tambourins).
9. La Festo de Félibre Astoin. — (musique municipale).

Après l'aubade, écoutée avec ravissement par l'empereur, M. Mouton adressa à l'impératrice, en langue provençale, le compliment ci-après que Leurs Majestés écoutèrent avec une visible émotion :

« Coumplimen (1).

« A Sa Majesta l'Emperatris dou Brasil à l'oucasioun di flour e de l'aubado que l'Escolo Lerinenco i' oufriguè em'a soun espous, lou 14 de janvié 1888.

« MAJESTA.

Sias la digno mouié d'aquéu que vou tout èstre,
E que cerco pertout pèr trouba lou bonur,
Qu'à soun pople devot voudrié leissa segur,
Emé la douço pas, lou prougrès, lou bèn èstre.

(dédiée à S. M. Dom Pedro). — *Faï te veire ben souleu*, par les chanteurs provençaux, conduits par Habay, intéressa vivement Dom Pedro, qui accompagnait de la main et de la tête les vaillants chanteurs.

(1) Extrait de l'Armana Prouvençau, pèr lou bèl an de Dieu. En Avignoun, encô de Roumanille, librairc-editour (1889) (p. 99).

Longo-mai segoundès l'eisemplé de vertu
Que mostro un tant bèu paire
A l'Univers tout esmougu :
Es bèn, à nostis iue, lou Rèi dis Emperaire.

Cano de Prouvenço. F. Mouton. »

« *Compliment.*

« *A Sa Majesté l'Impératrice du Brésil* à l'occasion des fleurs et de l'aubade que l'École de Lérins lui offrit ainsi qu'à son époux, le 14 janvier 1888.

« MAJESTÉ.

Vous êtes la digne épouse de celui qui veut tout savoir,
Et qui cherche partout, pour trouver le bonheur
Qu'à son peuple dévoué il voudrait procurer assurément
Avec la douce paix, le progrès, le bien-être.
Longtemps puissiez-vous seconder l'exemple de vertu,
Que montre un si bon père
A l'Univers tout ému :
Il est bien, à nos yeux, *le Roi des Empereurs!*

Cannes (Provence). F. Mouton. »

On ne sera pas étonné de la joie et de l'émotion, avec lesquelles Leurs Majestés Brési-

liennes accueillirent et l'aubade et le compliment des Félibres de Cannes, quand on saura que Dom Pedro II est un *soci* (membre associé) du félibrige provençal, depuis l'année 1873, époque de son premier voyage en France.

Ce titre précieux aux yeux de Dom Pedro II, lui fut décerné par les Félibres de la Provence, après son entrevue avec leur illustre chef, le grand maître de la langue provençale, l'immortel auteur de *Calendas* et de *Mireio :* Frédéric Mistral de Maillanes.

Voici en quels termes charmants l'*Armana Prouvençau* de 1873 raconte cette intéressante entrevue du grand empereur et du grand poète :

« L'empereur Dom Pedro II, qui était venu visiter l'Europe pour étudier sur place la civilisation et les arts du Vieux Monde, ne voulut pas quitter la France sans connaître la Provence.

« A l'entrée de février 1872, il était à

Marseille, et, dès son arrivée, il appelait par dépêche le poète Mistral.

« Le Félibre s'empressa de se rendre à son appel, et il eut avec Sa Majesté un des plus charmants entretiens.

« L'empereur commença par complimenter Mistral sur *Calendas* et sur *Mireio*. Il lui dit, devant sa Cour, qu'il avait fait le voyage de Nîmes à Nice, avec ses deux poèmes en mains; qu'il avait voulu voir la Crau, Cassis et l'Estérel, et qu'il avait reconnu les divers paysages décrits et illustrés par la muse de la Provence.

« Sa Majesté questionna ensuite le *capoulie* (chef des Félibres) sur les idées du Félibrige, sur l'importance du mouvement, sur les œuvres et le nombre des poètes provençaux, et spécialement sur les jeunes poètes.

« Dom Pedro II déclara que les nations étrangères, même dans l'Amérique, suivaient avec intérêt la renaissance provençale : d'abord, parce que la Provence, par l'éclat de sa

poésie, est sympathique à tous les peuples, et, ensuite, parce que le réveil et la perpétuation des petites nationalités sont nécessaires pour la vie et la liberté du monde.

« L'empereur demanda si nous avions des écrivains en prose. Il insista beaucoup sur ce point. Il donna le conseil d'employer notre langue de toutes les façons et principalement à des travaux d'histoire, si nous tenions à l'avenir de notre cause.

« Sa Majesté l'Impératrice prit ensuite la parole. Elle dit gracieusement à Frédéric Mistral que *Magali* avait été chantée dans le palais de Rio de Janeiro, et que l'aubade provençale avait réjoui souvent les étoiles du Brésil.

« Puis la conversation tourna sur le Camoens. Dom Pedro II en parla avec un véritable enthousiasme. Il demanda le sentiment de l'illustre auteur de *Mireio* sur les plus beaux passages de l'Homère portugais.

« Enfin, il serra la main du poète proven-

çal, en le priant de lui envoyer tout ce qu'il ferait désormais, et particulièrement la collection complète de *l'Armana provençau* (1). »

Cette anecdote remonte à 1872. Elle est une preuve de plus, ajoutée aux précédentes, de l'amour de Dom Pedro II pour toutes les littératures, de son esprit universel, et des profondes sympathies qu'il a inspirées aux généreuses populations de notre belle Provence.

Dom Pedro ne reçut pas, à Cannes, que des hommages populaires.

Un illustre visiteur vint lui présenter, un jour, ses respects.

C'était un des plus célèbres hommes d'État anglais, Gladstone.

Le grand orateur libéral et savant helléniste fut affectueusement accueilli par l'empereur du Brésil, avec lequel il conversa intimement une journée entière, soit dans les appartements de Sa Majesté, soit à la promenade.

(1) Traduit du provençal.

Gladstone, on le sait depuis longtemps, professe une haute estime pour Dom Pedro II.

Il avait manifesté ses sentiments à l'égard de l'empereur dans un discours prononcé à Londres, le 1er juillet 1877, lors de l'ouverture de la *Caxton Exhibition* exposition célébrée à l'honneur de William Caxton, l'introducteur de l'imprimerie en Angleterre.

Dom Pedro II fut un des premiers à visiter cette exposition britannique.

Au banquet, qui fut donné le même jour, Gladstone présidait.

Après le *toast* d'usage, — le *loyal toast*, comme l'appellent les Anglais, — porté à la Reine, au prince de Galles et à la famille royale, Gladstone se leva de nouveau et en proposa un second que *le Times* (1) résuma en ces termes :

« En proposant le second *toast*, M. Glad-

(1) *The Times*, Londres, 2 juillet 1877, p. 7, col. 3e.

stone dit qu'il demandait la permission de s'écarter du programme officiel des *toasts*, et qu'il était assuré d'avance de l'assentiment général; car la santé qu'il allait proposer, était celle de l'Empereur du Brésil qui avait honoré de sa présence l'exposition.

« Il demandait de boire à la santé de Dom Pedro II, non seulement à cause de la gracieuseté de sa visite, mais pour des raisons d'un ordre plus élevé. Et M. Gladstone dit en continuant :

« Cet empereur, — je puis le déclarer avec plus de liberté, puisqu'il n'est pas présent, — cet empereur est un modèle pour tous les souverains du monde, grâce à son dévouement et à ses efforts pour bien remplir ses grands devoirs (1).

« C'est un homme d'une distinction remar-

(1) « He is a man, — being absent I can say it more freely than if I spoke it in his presence, — who is a model to all the Sovereigns of the world in his anxiety for the faithful and effective discharge of his high duties. »

quable, possédant les plus rares qualités, parmi lesquelles une persévérance et une force de travail herculéennes; commençant sa journée, quelquefois, vers 4 heures du matin, et ne la finissant que très tard dans la nuit.

« Et, maintenant, ces dix-huit ou vingt heures d'activité journalière, ils les emploie à acquérir, à travers le monde, par des efforts successifs, des connaissances de tout genre qu'il saura mettre à profit à son retour dans sa patrie, où il continuera à être le promoteur du bien-être et du bonheur de son peuple. (Applaudissements.)

« Voilà ce que j'appelle, Messieurs et Mesdames, un grand, un bon souverain, qui, par sa conduite dans le poste éminent qu'il occupe, est un exemple et une bénédiction pour sa race (1).

(1) « That is what I call, ladies and gentlemen, a great and good Sovereign, who, by his conduct, is enabled to make the high station which he holds a pattern and a blessing to his race. »

« Je bois à la santé de Sa Majesté, l'Empereur du Brésil ! » (Applaudissements.)

Tel il fut à Londres et à Cannes, tel il a été partout où il arrêta ses pas.

A Paris, à Baden-Baden (1), à Bruxelles, à Marseille, à Florence, à Naples, à Milan, à Aix-les-Bains, en tous lieux, on a contemplé cet empereur qui cherche à faire oublier qu'il gouverne un grand empire, qui se dépouille volontiers du manteau impérial, pour apparaître dans la modestie et la simplicité d'un philosophe, qui se plait à se montrer, non point comme un monarque, mais comme un citoyen de l'univers, plaçant la supériorité de l'intelligence au-dessus de toutes les supériorités humaines.

C'est entouré de cette auréole philosophique, de cette grandeur morale, qu'il nous a fait l'honneur de nous recevoir nous-même, à

(1) A Baden-Baden, le compagnon de presque toutes les promenades de Dom Pedro était M. Maxime du Camp, de l'Institut.

deux reprises, d'abord à Marseille, et, quelques mois après, à Aix-les-Bains.

Son amour de la littérature hébraïque nous a procuré la fière satisfaction de conférer longuement avec Sa Majesté.

Ayant reçu à Cannes notre traduction littérale et littéraire des Psaumes, avec notre demande d'une audience, l'empereur daigna nous faire écrire de Cannes à Avignon, par son sympathique chambellan, M. le comte de Nioac, qu'il nous recevrait à Marseille, avant son départ pour l'Égypte.

Nous nous empressâmes de nous y rendre et nous eûmes le bonheur de conférer pendant deux heures avec le plus affable et le plus instruit des monarques, et, en prenant congé, nous ne pûmes nous empêcher de lui adresser ces paroles, qu'il accueillit avec bienveillance :

« Sire, vous êtes plus qu'un empereur, vous êtes un philosophe et un savant ! »

Quelques mois après cette première entre-

vue avec cet illustre Souverain, alors qu'il était à la veille de quitter Aix-les-Bains, où il avait fortifié sa santé, mise en péril à Milan, et qu'il s'apprêtait à retourner au Brésil, nous nous fîmes un devoir d'aller prendre congé de lui et de lui exprimer nos vœux d'heureux retour au milieu de son peuple.

Il nous accueillit encore une fois, avec sa bonté habituelle, et nous nous réjouîmes de le voir complètement rétabli, en possession de sa belle et vigoureuse santé, qu'il allait de nouveau consacrer au bien-être de ses sujets.

A Aix-les-Bains se trouvait en ce moment, le célèbre sculpteur Guillaume, de l'Institut, qui était sur le point de partir pour Paris, après avoir été pendant quelques jours l'hôte de Dom Pedro II, dont il parlait avec la plus grande admiration.

Il était venu à Aix-les-Bains finir le buste de Dom Pedro II, pour l'Institut Pasteur, dont l'empereur du Brésil est un des généreux bienfaiteurs.

Quelques jours après cette précieuse entrevue, que nous nous rappellerons toujours avec gratitude et avec fierté, Dom Pedro II partait d'Aix-les-Bains le 3 août, de Bordeaux le 5, et il arrivait le 22 à Rio où l'attendait une de ces imposantes manifestations populaires auxquelles l'a accoutumé son peuple.

N'en est-il pas digne à tous les titres, ce grand Souverain, à la hauteur intellectuelle et morale duquel les deux génies de la poésie française, Lamartine et Victor Hugo, rendirent le plus juste hommage?

Dans une biographie de l'empereur publiée en 1871, par Monseigneur Pinto de Campos, on trouve une lettre de Lamartine, adressée à l'empereur, lettre qui se termine par ces paroles :

«..... Tous les sujets de Votre Majesté qui viennent ou écrivent du Brésil, se félicitent unanimement de vivre sous un prince qui

a éteint dans le Nouveau Monde, par son caractère et par ses vertus, cette éternelle dispute entre les natures de gouvernement républicain ou monarchique : la liberté des républiques sans leur instabilité, la perpétuité des monarchies sans leur despotisme.

« J'ajoute que le goût des lettres sérieuses illustrera ce règne par des bienveillances, dont j'ai le bonheur d'être un exemple.

« Voltaire a été encouragé par celui qu'on appelle le grand Frédéric; mais Voltaire était heureux et jeune; je suis consolé dans mes adversités et dans ma vieillesse par la munificence de Votre Majesté.

« Voltaire distribuait la gloire, et je n'ai à offrir que ma reconnaissance.

« Les bienfaits de son royal ami étaient intéressés; ceux de Votre Majesté sont gratuits.

« Le prince philosophe dépasse le poète couronné de Potsdam.

« J'ai l'honneur d'être, avec un profond

respect, de Votre Majesté Impériale, le très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) « ALPHONSE DE LAMARTINE.

« Au château de Saint-Louis, près Mâcon, le 24 septembre 1861. »

Cet hommage de l'auteur de *Graziella* et des *Méditations,* dut être bien doux au cœur de l'empereur philosophe, dont nous esquissons l'existence.

Mais ce qui dut surtout réjouir la haute intelligence qui préside aux destinées du Brésil, ce furent les quelques paroles que Victor Hugo adressa un jour à son auguste visiteur.

C'était lors du second voyage de Dom Pedro II. Il se trouvait à Paris et il alla rendre au roi des poètes, une visite dont parlèrent alors tous les journaux parisiens.

Le grand appréciateur des rois et des peuples, l'auteur des *Misérables* et de *l'Année*

terrible, l'implacable flagelleur de toutes les injustices et de toutes les tyrannies, le chantre divin du patriotisme, de la philanthropie, du progrès et de la liberté, après un long entretien avec cet illustre prince, s'écria :

« Sire, vous êtes le petit-fils de Marc-Aurèle! »

Dom Pedro II, en homme d'esprit et de cœur, rendit, à son tour, un juste hommage au génie du grand poète.

La petite Jeanne, appelée par son grand père, embrassa l'empereur.

— « Sais-tu, » lui dit le poète, « que tu viens d'embrasser une Majesté? »

— « Il n'y a ici qu'une Majesté, ma petite amie; la voilà, » répondit Dom Pedro II. Et il montra de la main le grand poète.

En l'accompagnant jusqu'au seuil de sa demeure, Victor Hugo dit à l'empereur qui prenait congé de lui : « J'accompagne Votre Majesté jusqu'aux limites de mon empire! »

— « L'empire de Victor Hugo, c'est l'Univers! » répliqua spirituellement Dom Pedro II, qui est un des plus fervents admirateurs des œuvres de l'immortel écrivain.

Dom Pedro II, quoique sur le trône depuis 1831, et à la tête du gouvernement depuis 1840, n'est pas, heureusement, à la fin de sa carrière.

Le 2 décembre 1888, il a complété sa soixante-troisième année.

Il continuera longtemps encore à faire le bonheur de ses sujets.

Et dans un an, le 23 juillet 1890, les Brésiliens et tous les admirateurs étrangers de ce grand prince, pourront célébrer le jubilé de son règne glorieux.

Et l'histoire, dans son impartiale justice, consacrera pleinement le jugement que portèrent sur lui les deux plus grands génies poétiques que la France vénère, et la postérité bénira à jamais cet empereur incomparable qui est un philanthrope, un sage, un ami de la

justice, de la vérité, de la liberté, ce souverain philosophe qui ne se sert de sa puissance que pour le bonheur et pour la gloire de son peuple.

APPENDICE.

N° 1.

MAISON IMPÉRIALE DU BRÉSIL.

Nous avons déjà vu que DOM PEDRO II, né à Rio de Janeiro le 2 décembre 1825, empereur depuis le 7 avril 1831, est, par son père, un *Bragance* et un *Bourbon*, et par sa mère un *Habsbourg*. Seul héritier mâle de Dom Pedro Ier du Brésil, IV du Portugal, il est le chef de la Maison de Bragance.

Il épousa par procuration le 30 mai, et en personne le 4 septembre 1843, la princesse DONA THÉRÈZE-CHRISTINE-MARIE DE BOURBON, née à Naples le 14 mars 1822, fille de François Ier, roi des Deux-Siciles.

De ce mariage naquirent les princes DOM ALPHONSE et DOM PEDRO, morts quelques années après leur naissance, et les princesses DONA IZABEL et DONA LÉOPOLDINE.

L'héritière du trône, Son Altesse Impériale DONA IZABEL, PRINCESSE IMPÉRIALE DU BRÉSIL,

est née le 29 juillet 1846, à Rio de Janeiro.

Elle s'est mariée le 15 octobre 1864 avec S. A. R. le prince GASTON D'ORLÉANS, COMTE D'EU, né à Neuilly le 29 avril 1842, fils aîné du duc de Nemours, petit-fils de Louis-Philippe Ier, roi des Français.

Comme nous l'avons vu, elle a été déjà trois fois régente de l'empire brésilien, du 25 mai 1871 au 30 mars 1872, du 26 mars 1876 au 26 septembre 1877, du 30 juin 1887 au 22 août 1888; et elle partage avec son auguste père la gloire de l'abolition de l'esclavage au Brésil.

Son nom, comme celui de Dom Pedro II, aura une belle place dans l'histoire de la civilisation et figurera parmi ceux des bienfaiteurs de l'humanité.

L'éducation de la princesse impériale du Brésil, ainsi que celle de sa sœur, a été faite sous la direction de l'empereur Dom Pedro II, par la comtesse de Barral et de Pedra-Branca, que tout Paris connaît, la fille illustre d'un

des plus illustres hommes de lettres et diplomates brésiliens; par des savants brésiliens, comme l'étaient les marquis de Sapucahy et de Sam Vicente et le professeur Macedo, poète, romancier et historien.

Quant au COMTE D'EU, il suffit de dire qu'il a été d'abord un brillant officier de l'armée espagnole, pendant la campagne du Maroc, et, plus tard, à la tête des Brésiliens, le vainqueur des batailles de Piribebuy et de Campo-Grande; le général, qui a terminé la guerre du Paraguay; le philanthrope, qui a obtenu, en 1869, du gouvernement provisoire de la république du Paraguay, l'abolition de l'esclavage; enfin, le prince intelligent, instruit, brave, dévoué à sa patrie adoptive, et d'une conduite toujours correctement constitutionnelle pendant les trois régences de son épouse, s'inspirant sagement des exemples du prince Albert d'Angleterre.

Le comte d'Eu a fait son éducation en Angleterre, puis en Espagne.

De ce mariage sont issus :

1° S. A. I. LE PRINCE DOM PEDRO, PRINCE DE GRAM-PARA, né le 15 octobre 1875, à Pétropolis;

2° S. A. LE PRINCE DOM LOUIS, né le 26 janvier 1878, à Pétropolis;

3° S. A. LE PRINCE DOM ANTOINE, né le 9 août 1881, à Paris.

Ces trois princes sont élevés à Rio, au Collège Impérial de Pedro II, où ils préparent leur baccalauréat, où ils se forment à devenir, par leur culture intellectuelle, dignes de leur glorieux aïeul.

La PRINCESSE DONA LÉOPOLDINE, née à Rio le 13 juillet 1847, mariée le 15 décembre 1864 à S. A. le PRINCE AUGUSTE, DUC DE SAXE, mourut le 7 février 1871, à Vienne, laissant quatre enfants :

1° S. A. LE PRINCE DOM PEDRO AUGUSTE, DUC DE SAXE, né à Rio le 19 mars 1866. Il a fait son baccalauréat ès lettres à Rio, au Collège

Impérial de Pedro II, et a passé ses examens d'ingénieur civil en 1886 à l'École Polytechnique de Rio. Il accompagna l'empereur dans son troisième voyage. C'est un minéralogiste distingué, dont le savoir a été apprécié par M. Daubrée de l'Institut. Présenté à l'Académie des Sciences par ce savant, le prince Dom Pedro Auguste de Saxe y a lu un mémoire, qui fut publié dans les Comptes rendus de cette section de l'Institut.

2° S. A. LE PRINCE DOM AUGUSTE, duc de Saxe, lieutenant dans la marine impériale du Brésil, né à Rio le 6 décembre 1867.

3° S. A. LE PRINCE DOM JOSEPH-FERDINAND, duc de Saxe, né à Vienne le 21 mai 1869 et décédé il y a à peine quelques mois, le 13 août 1888, à Wiener-Neustadt.

4° S. A. le prince DOM LOUIS-GASTON, duc de Saxe, né à Vienne le 16 septembre 1870.

*
* *

Nous avons pu voir un numéro du *Correio*

Impérial, petit journal écrit et imprimé par le prince de Gram-Pará et le prince Dom Louis, et tiré à un petit nombre d'exemplaires qui sont distribués seulement à leurs collègues et à quelques personnages de la Cour. Les jeunes princes s'exercent ainsi à écrire, et en même temps à l'art typographique, sous la savante direction de leur précepteur, le baron de Ramiz, ancien directeur de la Bibliothèque Nationale de Rio de Janeiro et organisateur de l'Exposition d'histoire du Brésil en 1881, dont le Catalogue, en deux gros volumes, est un livre précieux pour tout américaniste. Dans le numéro du *Correio Impérial* qui nous a été montré par un Brésilien, les sentiments abolitionnistes des jeunes princes, empreints du plus pur libéralisme, se montraient, bien avant la promulgation de la grande loi du 13 mai 1888, à propos de la libération des esclaves de la ville de Pétropolis, rachetés tous par souscription populaire ou affranchis par acte spontané de leurs maîtres.

L'empereur Dom Pedro II a deux sœurs vivantes, S. A. I. la PRINCESSE DONA JANUARIA, née à Rio de Janeiro le 11 mars 1822, mariée, le 28 avril 1844, avec S. A. R. le prince Louis de Bourbon, Comte d'Aquila, et S. A. la PRINCESSE DONA FRANÇOISE, née à Rio le 2 aout 1824, mariée le 1er mai 1843 avec S. A. R. le Prince de Joinville.

DONA MARIA II, reine du Portugal, sœur aînée de Dom Pedro II, est morte. Le roi actuel du Portugal, S. M. DOM LOUIS Ier, est un neveu de l'empereur du Brésil, de même que LL. AA. RR. le duc de Penthièvre et la duchesse de Chartres.

N° 2.

EXPLICATION DU FAC-SIMILE

Le *fac simile* que nous donnons ici est la reproduction d'une lettre adressée par l'empereur, pendant la guerre du Paraguay, au conseiller J. M. da Silva-Paranhos, alors ministre des affaires étrangères, depuis vicomte de Rio-Branco (1870) et président du conseil des ministres (1871-75). Elle a été écrite la veille du départ de cet homme d'État, envoyé en mission spéciale à la Plata et au Paraguay.

Voici le texte et la traduction de ce document. Il montre la confiance que Dom Pedro II avait dans l'issue heureuse de la guerre

Snr Paranhos

Recebo agora (a 7h 50m) os plenos poderes para assignar-os, que tem Vm. mandar quanto antes. Deixo-me excellente viagem, e fico certo de que sua missão hade se coroar de mais feliz resultado. Minha fé não me tem illudido n'esta questão de honra para a nação Brazileira, e Lopez hade ser capturado ou expellido do territorio Paraguayo brevemente,

e aun menos quebrar
la dignidad de nuestra
Patria.
Adiós! Bon viaje!

D. Pedro

1 de Febrero de 1869

commencée contre le Brésil par le dictateur du Paraguay.

« Snr. Paranhos.

« Recebo agora ($7^h.50^m$) os plenos poderes para assignal-os, e vou lh'os mandar quanto antes. Desejo-lhe excellente viagem, e fico certo de que sua missão ha de ser coroada do mais feliz resultado. Minha fé não me tem illudido n'esta questão de honra para a Nação Brazileira, e Lopez ha de ser capturado ou expellido do territorio paraguayo brevemente, e sem a menor quebra da dignidade de nossa Patria.

« Adeos! Boa viagem!

« D. Pedro II.

« 1 de fevereiro de 1869. »

Traduction.

« M. Paranhos.

« Je reçois maintenant ($7^h.50^m$) vos pleins-

pouvoirs, pour les signer, et je vais vous les envoyer au plus tôt. Je vous souhaite un excellent voyage, et je suis sûr que votre mission aura le plus heureux résultat. Ma foi ne m'a pas trompé dans cette question d'honneur pour la Nation Brésilienne, et Lopez sera bientôt fait prisonnier ou chassé du territoire paraguayen, sans que la dignité de notre Patrie souffre la moindre atteinte.

« Adieu ! Bon voyage !

« D. PEDRO II.

« 1er février 1869. »

BIBLIOGRAPHIE

MORA (José Maria de), *Dom Pedro II, emperador del Brazil,* dans le fascicule 43 de l'ouvrage *Reyes contemporaneos*, Madrid, 1852, in-4°.

PEREIRA DA SILVA, *Le Brésil sous l'empereur Dom Pedro II*, dans le tome XIV de la *Revue des Deux-Mondes*, avril, 1858.

PEREIRA DA SILVA, *O Brazil no reinado do Senhor D. Pedro II,* 1 vol. in-4°. Rio, 1858.

PINTO DE CAMPOS, *O Senhor D. Pedro II, imperador do Brazil, Biographia.* Avec une préface de Camillo Castello Branco; Oporto, 1871.

MOREIRA, *Cenni Biografici di Dom Pedro II, imperatore del Brasile;* 1 vol. in-8°; Rome, 1871.

ANFRISO FIALHO, *Dom Pedro II, empereur du Brésil*, notice biographique; Bruxelles, 1876.

BOULANGER, *Auguste parenté de LL. MM. l'empereur D. Pedro II et l'impératrice Dona Thereza Christina Maria;* in-4°, Rio, 1876.

A Declaração da maioridade de S. M. I. o Senhor

Dom Pedro II (recueil de discours et de documents par SALLES TORRES-HOMEM); 1 vol. petit in-8°; Rio, 1840.

Le Brésil, in-fol., Paris, 1889 (chez H. Lamirault et Cie) : tirage à part, corrigé et augmenté, de l'article publié dans le tome VII de la *Grande Encyclopédie* par M. E. LEVASSEUR, de l'Institut, avec la collaboration de MM. le BARON DE RIO-BRANCO, le BARON D'OURÉM, ED. PRADO, P. MAURY, GORCEIX, E. TROUESSART, et ZABOROWSKI. 2e édition du tirage à part. Avec une carte et plusieurs gravures.

Le Brésil en 1889, in-8°, Paris, 1889. (Chez Delagrave). Avec une carte et des tableaux graphiques. Par M. SANTA-ANNA NERY, avec la collaboration de MM. MORIZE, GORCEIX, le conseiller BARON de RIO-BRANCO, FAVILLA NUNES, ED. PRADO, le conseiller LADISLAO NETTO, le contre-amiral BARON DE TEFFÉ, membre correspondant de l'Institut de France, le conseiller MAC-DOWEL, le député LEITÃO DA CUNHA, FERREIRA DE ARAUJO, A. REBOUÇAS, FERNANDES PINHEIRO, le conseiller BARON d'ITAJUBÁ, RODRIGUES DE OLIVEIRA, AMARO CAVALCANTI, etc., etc.

BARON DE RIO-BRANCO, *Résumé de l'histoire du Brésil depuis la découverte jusqu'au* 13 *mai* 1888. Nouvelle édition, corrigée et augmentée du chapitre v de l'ouvrage ci-dessus. Un vol. in-8°, avec deux plans de Rio en 1711. Paris, 1889. Chez Delagrave.

FERDINAND DENIS, *Brésil*, Paris, 1837.

DEBRET, *Voyage pittoresque et historique au Brésil*, 3 vol. grand in-folio, Paris 1839 et RUGENDAS, *Voyage pittoresque dans le Brésil*, traduction de M. de Golbert, Paris, 1835. — Ces deux ouvrages contiennent un grand nombre de planches, et celui de Debret donne dans le 3e volume l'histoire des événements politiques de la fin du règne de Dom Pedro Ier et du commencement du règne actuel. Ces ouvrages sont surtout intéressants en ce qu'ils montrent combien le Brésil a gagné sous le rapport de la civilisation, à ceux qui connaissent actuellement ce beau pays.

ARMITAGE, *Historia do Brazil desde a chegada da real familia de Bragança em* 1808 *até* 1831. Rio, 1837, 1 vol. in-8o. Traduction de J. Teixeira de Macedo.

AUGUSTE DE SAINT-HILAIRE, *Précis historique des Révolutions du Brésil, depuis l'arrivée de Jean VI en Amérique jusqu'à l'abdication de l'empereur Dom Pedro Ier*, publié à la fin du *Voyage dans le district des diamants*, Paris, 1833.

PRINCE ADALBERT OF PRUSSIA, *Travels in the South of Europe and in Brazil*, Londres, 1849, 2 vol.

DANIEL KIDDER, *Sketches of residence and travels in Brazil*. Londres, 1845, 2 vol.

PEREIRA DA SILVA. *Historia do Brazil de* 1830 *à* 1840. Rio, 1888, 1 vol. in-8o.

MOREIRA DE AZEVEDO, *Historia patria. O Brazil de* 1831 à 1840; Rio, 1 vol. in-8o.

MELLO MATTOS, *Paginas d'historia constitutional do Brazil*, 1846-1848. Rio, 1870, in-8°. (Publ. sans nom d'auteur.)

BARON D'OURÉM, *Notice générale sur les sessions parlementaires de* 1877 à 1887, dans les *Annuaires de Législation Étrangère* publiés par la *Société de Législation comparée*, t. VII à XVIII.

CHARLES REYBAUD, *Le Brésil*, Paris, 1856.

CHARLES RIBEYROLES, *O Brazil pittoresco* (ouvrage en 2 colonnes, français et portugais, avec un album de vues du pays par Victor Frond), Rio de Janeiro, 1859.

Mme ET M. LOUIS AGASSIZ, *Voyage au Brésil*, traduit de l'anglais par Felix Vogeli, Paris, 1869.

L'Empire du Brésil à l'Exposition universelle de 1876 *à Philadelphie*, Rio de Janeiro, 1876.

FLETCHER AND KIDDER, *Brazil and the Brazilians*; neuvième édition, Boston, 1879.

Le Brésil à l'Exposition de Saint-Pétersbourg, 1884; — Saint-Pétersbourg, 1884, 3e édition.

F. WOLFF, *Le Brésil littéraire*, 2 vol., Berlin, 1863.

ÉMILE ALAIN, *Rio de Janeiro. Quelques données sur la capitale et sur l'administration du Brésil*, Paris, 1886.

TITARA, *Memorias do Grande Exercito alliado*; Rio-Grande, 1852.

TH. FIX, *Histoire de la guerre du Paraguay*. (Traduction modifiée de l'histoire de la guerre de la Triple

Alliance, écrite en allemand par L. Schneider), publiée par *le Spectateur militaire*, vol. IIe.

L. SCHNEIDER, *A Guerra da Triplice Alliança contra o governo da Republica do Paraguay*, avec notes par J. M. da SILVA-PARANHOS, BARON DE RIO-BRANCO. 1er et 2e volumes, Rio de Janeiro, 1875-1876; 3e vol., Paris, 1889. Cette traduction n'est pas encore terminée.

JOURDAN, *Guerra do Paraguay*, Rio de Janeiro, 1871, 1 vol. in-8o, et atlas.

CAMARA LIMA (Patricio Augusto da), *Manuscripto de 1869, ou resumo historico das operações militares dirigidas pelo marechal d'exercito Marquez de Caxias na campanha do Paraguay;* Rio, 1872 (publ. sans nom d'auteur).

Exercito em operações na Republica do Paraguay. Ordens do dia. (Ordres du jour de l'armée brésilienne en opérations contre le dictateur du Paraguay; 1865-70), Rio, 11 vol., 1877.

Diario do exercito em operações no Paraguay (Journal de l'armée en opérations au Paraguay). Première partie, 1867-1868 (comm. du maréchal duc de Caxias); 2e partie, 1869-1870 (comm. du maréchal comte d'Eu).

AFFONSO CELSO, *A Esquadra e a opposição parlamentar*. Rio, 1868.

RAIOL (baron de Guajará), *Motins politicos do Para;* 1er vol. Rio, 1865; 2e, Saint-Louis de Maranhão, 1868; 3e, Rio, 1883; 4e, Rio, 1884.

MAGALHÃES (Vicomte de Araguaya), *Memoria historica e documentada da revolução da prov. do Maranhão desde* 1839 *até* 1840, publ. dans la *Revue de l'institut hist. du Brésil*, 1848.

PINTO DE SOUSA, *Quadro chronologico das peças mais importantes sobre a revolução de Minas-Geraes em* 1842; 1 vol. in-4°; Ouro-Preto, 1844. (portrait du général Caxias et plan de la bataille de Santa-Luzia).

ALENCAR ARARIPE, *Guerra civil do Rio-Grande-do-Sul*, publ. dans la *Revue de l'Inst. du Brésil*, tomes XLIII, XLV, XLVI, XLVII.

Reflexões sobre o generalato do Conde de Caxias, Porto-Alegre, 1845.

FIGUEIRA DE MELLO, *Chronica da rebellião Praieira em* 1848 *e* 1849; 1 vol. in-8°; Rio, 1850.

A Opposição e a Corôa, par SALLES TORRES-HOMEM; in-8°, Rio, 1847.

O Bom senso, par Firmino RODRIGUES SILVA; in-4°; Rio, 1849.

J. DE ALENCAR, *O Marquez de Paraná, Traços biographicos*, Rio, 1856.

ROCHA (Justiniano José da), *Acção, Reacção, Transacção*; in-8°; Rio, 1885.

RAIOL, *O Brazil politico*; in-4°, Pará, 1858.

PINTO DE CAMPOS, *Sermão prégado no « Te Deum laudamus » celebrado na igreja do Divino Espirito*

Santo por occasião da chegada de SS MM à cidade do Recife; in-4°, Recife, 1856.

PINTO DE CAMPOS, *Os Anarchistas e a Civilisação:* in-8°, Rio, 1860.

ROCHA (Justiniano J. da), *Monarchia, Democracia:* in-4°, Rio, 1860.

Resposta de um Fluminense ao folheto : A opinião e a Corôa, in-4°, Rio, 1861.

CALAZANS (Pedro de), *A Demagogia entre nós*, in-8°, Rio, 1861.

PEREIRA DA SILVA, *Situation sociale, politique et économique de l'empire du Brésil*, in-8°, Rio, 1865.

ERASMO (José de Alencar), *Cartas ao Imperador*, 3e édition, petit in-4°, 1866; — *Cartas ao povo, ao marquez de Olinda, ao visconde de Itaborahy;* Rio, 1866.

O Imperialismo e a Reforma, annotado por um constitucional do Maranhão, in-8°. 1865.

SCALIGER (Ed. de Sá), *Resposta á primeira carta de Erasmo*, in-4°, 1865; *Resposta á segunda carta de Erasmo*, in-4°, 1866.

J. DE ALENCAR, *Pagina de actualidade. Os partidos.* Rio, 1866.

MICHAUX-BELLAIRE, avocat au conseil d'État, *Considérations sur l'abolition de l'esclavage et sur la colonisation au Brésil*, Paris, 1876.

PINTO DE CAMPOS, *Vida do duque de Caxias*, Lisbonne, 1876, 1 vol. in-8°.

L. Couty, *l'Esclavage au Brésil*, Paris, 1881.

E. Levasseur, de l'Institut, *l'Abolition de l'esclavage au Brésil*, — tirage à part de la communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques dans la séance du 9 juin 1888.

Discussão da Reforma do estado servil na Camara dos Deputados e no Senado, Rio, 1871, typ. Nacional, 2 vol.

Mattoso Ribeiro (Manoel de Queirós), *Apontamentos sobre a vida do conselheiro Eusebio de Queirós Coitinho Mattoso Camara;* 1 vol. in-8°, Rio de Janeiro, 1885.

Rozendo Moniz Barreto, *José-Maria da Silva-Paranhos, Visconde do Rio-Branco. Elogio historico*. Rio, 1884, 1 vol. in-8°.

L'Abolition de l'esclavage au Brésil, et compte rendu du banquet commémoratif, à Paris, le 10 *juillet* 1888, Paris, 1889, Typ. G. Chamerot.

Extincção da escravidão no Brazil. Discussão na Camara dos Deputados e no Senado; Rio, 1889, typ. Nacional.

TABLE DES MATIÈRES.

I.

LE BRÉSIL ET DOM PEDRO Ier.

Pages.

Le Brésil, colonie portugaise. — Proclamation de son indépendance en 1822. — Dom Pedro Ier, fondateur de l'empire du Brésil. — Son règne. — Il abdique deux couronnes. — Il quitte le Brésil en 1831. — Mort de ce prince qui a été le libérateur de deux peuples..... 1

II.

COMMENCEMENT DU RÈGNE DE DOM PEDRO II.

Dom Pedro II acclamé empereur à l'âge de cinq ans (7 avril 1831). — Agitation fédéraliste. — Paroles d'Auguste de Saint-Hilaire. — La première régence (1831-35). — Anarchie et guerres civiles. — Réforme constitutionnelle de 1834. — Diogo Feijó, régent de l'empire 1835. — Transformation des anciens partis et naissance des deux partis actuels (1836). — Feijó abdique la régence (1837). — Araujo-Lima est élu régent. — L'agitation politique et les guerres civiles continuent. — Dom Pedro II

Pages.

pendant sa minorité. — Ses études. — Sa précocité. — Il est déclaré majeur, en 1840. — Sacre et couronnement de Dom Pedro II. — Son mariage.... 18

III.

LE BRÉSIL : UN PEU DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE.

Coup d'œil sur le Brésil et ses institutions politiques. — Étendue territoriale. — Sa population en 1840 et en 1888. — Division territoriale. — Climat. — Richesse. — Commerce. — Constitution politique du Brésil. — Fonctionnement des pouvoirs. — Gouvernement parlementaire. — Éligibilité des étrangers naturalisés et non catholiques. — Administration des provinces. — Mot de M. Jules Ferry. — Élections. — Liberté religieuse. — Liberté de la presse. — Un mot du duc de Wellington sur les institutions du Brésil. — Un passage de M. Ed. de Grelle..... 43

IV.

PACIFICATION DE L'EMPIRE.

Commencement du gouvernement de Dom Pedro (1840). — Pacification du Maranhão. — Révolutions à Sam Paulo et à Minas (1842). L'ordre y est rétabli. — Pacification du Rio-Grande du Sud (1845). — Révolution à Pernambuco (1848). Vic-

Pages.

toire des partisans du gouvernement (1849). — Ces victoires de la loi et de l'unité nationale ont été toujours suivies de la plus complète amnistie. — Un passage de Charles de Ribeyrolles sur Dom Pedro II..... 61

V.

GUERRE DE 1851 A 1852.

Guerre de 1851 à 1852 contre Rosas, dictateur de Buenos-Aires. — Antécédents. — Les crimes de Rosas. — Intervention de la France et de l'Angleterre. — Le Brésil allié aux peuples de la Plata contre le tyran Rosas. — Combat de Tonelero. — Bataille de Monte Caseros. — Chute de Rosas... 72

VI.

CIVILISATION ET PROGRÈS.

Œuvre de civilisation et de progrès. — Dès 1849, la pacification était faite, l'unité nationale assurée. — Suppression de la traite des noirs (1850). — Dom Pedro II et le marquis de Paraná. — Politique de conciliation (1853-1858). — Construction des premiers chemins de fer et des lignes télégraphiques (1854-1858). — On commence à attirer les colons européens, à augmenter les écoles. — Apaisement des esprits, grâce à la politique de conciliation. — Un passage de Ribeyrolles sur la première partie

Pages.

du programme de Dom Pedro II. — Les deux grands partis constitutionnels momentanément confondus à cette époque, se séparent en 1858. — Ils s'alternent depuis dans le gouvernement. — Série des changements politiques à partir de 1853. — Ce qu'était le Brésil au commencement du règne de Dom Pedro II, ce qu'il est maintenant. — Chiffres de 1840 et des dernières années. — Recettes. — Valeur comparée de la production en 1840 et aujourd'hui. — Chiffres du commerce extérieur. — Chemins de fer. — Télégraphes. — Immigration.. 90

VII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Politique extérieure de Dom Pedro II. — Les deux guerres étrangères de son règne (1851-1852 et 1864-1870). — Elles ont été faites contre les tyrans de la Plata et du Paraguay. — Générosité après la victoire. — Les démêlés avec l'Angleterre avant 1850. — Le bill *Aberdeen* (1845). — Conséquences. — La suppression de la traite a été due à l'énergie de Dom Pedro II et de son ministre Eusebio de Queirôs (1850). — Nouveaux démêlés avec l'Angleterre en 1862. — Rupture des relations diplomatiques. — Arbitrage du roi des Belges, qui donne raison au gouvernement impérial. — Satisfaction obtenue (1865). — Rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays (1865). — Impossibilité actuelle de semblables différends. — Considération dont jouissent en Europe Dom Pedro II

Pages.

et le Brésil. — Appel à l'intervention de Dom Pedro II dans trois questions d'arbitrage international..... 105

VIII.

GUERRES DE L'URUGUAY ET DU PARAGUAY.

Guerre du Brésil contre le gouvernement de Montevideo (1864-1865). — Brise de Paysandû et capitulation de Montevideo. — Le dictateur du Paraguay, Lopez II, envahit la province brésilienne de Matto-Grosso. — Les grands projets de Lopez II. — L'ordre du Mérite. — La couronne impériale. — La presse paraguayenne du temps de Lopez II. — Il envahit la république argentine. — Triple alliance du Brésil, de la république argentine et de l'Uruguay contre Lopez II. — Victoire navale des Brésiliens à Riachuelo. — Dom Pedro II devant Uruguayana (1865). — Invasion du Paraguay par les alliés (1866). — Premières batailles. — Victoires à Confluencia, Estero Bellaco et Tuyuty. — Inaction des alliés — Ils sont repoussés à Sauce. — Prise de Curuzû par les Brésiliens. — Les alliés repoussés à Curupaïty (1866). — Le maréchal de Caxias nommé généralissime des Brésiliens. — Dom Pedro à cette époque, son activité, son patriotisme. — Le choléra dans l'armée. — Mouvement offensif de Caxias : marche de flanc. — Les cuirassés brésiliens forcent le passage de Curupaïty. — Nouvelles victoires des Brésiliens. — Passage d'Humaïtá par les cuirassés, et prise de Cierva. —

Pages.

Prise d'Humaita et du Tebicuary. — Campagne du Pikysyry : victoires de Caxias à Itôrôrô, Avay et Lomas Valentinas. — Lopez II se réfugie dans la cordillère d'Ascurra. — Caxias, malade, retourne à Rio. — Le comte d'Eu général en chef. — Difficultés de la nouvelle campagne. — Victoires du comte d'Eu à Piribebuy et à Campo-Grande. — Il poursuit l'ennemi. — Cerro-Corá : Lopez II est tué. — La paix est rétablie. — Dom Pedro II n'a jamais voulu traiter avec Lopez II. — Un mot de l'empereur. — Le comte d'Eu obtient du gouvernement du Paraguay l'abolition de l'esclavage..... 121

IX.

ÉMANCIPATION DES ESCLAVES. COMMENCEMENT DE LA RÉFORME.

Historique de l'émancipation des esclaves au Brésil. — Après la suppression de la traite, il fallait supprimer l'esclavage. — Sentiments personnels de l'empereur. — Il encourage les manumissions et l'émancipation graduelle. — Condition des esclaves au Brésil. — Témoignage du docteur Couty. — La guerre civile des États-Unis. — Projets du marquis de Sam Vicente pour l'émancipation graduelle (1866). — Ils sont vivement appuyés par Dom Pedro. — Résistances rencontrées par l'empereur. — Idées fondamentales de ce plan d'émancipation. — Pays où la réforme servile a commencé, comme au Brésil, par la libération des nouveau-nés. — Hommes éminents

Pages.

qui ont conseillé ce commencement. — Fin de la guerre du Paraguay (1870). — Mouvements de l'opinion favorable à la réforme. — Ministère du vicomte de Rio-Branco. — Premier voyage de Dom Pedro II en Europe et première régence de la Princesse Impériale (1871-72). — Loi du 28 septembre 1871 sur l'émancipation graduelle. — Dom Pedro II reçoit cette grande nouvelle en Égypte. — Sa joie. — Opinion de M. Michaux Bellaire sur la loi Rio-Branco..... 181

X.

L'ABOLITION COMPLÈTE.

Nouvelle propagande abolitionniste commencée en 1880. — Ministère Dantas en 1884. — Son projet. — Son échec à la Chambre. — Celle-ci est dissoute. — Échec du ministère Dantas devant la nouvelle Chambre. — Loi Saraiva-Cotegipe du 28 septembre 1885. — Progrès de l'idée abolitionniste. — Affranchissement de tous les esclaves des provinces du Ceará et de l'Amazone (1884). — Banquet à Paris. — Lettre de Victor Hugo. — Maladie de l'Empereur et son voyage en Europe (1887-88). — Adhésion de MM. Jean Alfred Corrêa de Oliveira et Antonio Prado au parti abolitionniste. — Un grand nombre de planteurs libèrent leurs esclaves. — Changement ministériel. — M. Corrêa de Oliveira, président du Conseil (10 mars 1888) et M. A. Prado, ministre. — Statistique de l'esclavage. — Le nouveau Cabinet propose l'émancipation immédiate.

Pages.

— Loi du 13 mai 1888. Il n'y a plus d'esclaves au Brésil! 212

XI.

APRÈS L'ABOLITION.

Réjouissances publiques. — Dépêche du ministre de France à Rio, lue par M. Goblet. — Fêtes dans toute l'Amérique. — Manifestation populaire à Buenos-Aires (17 mai) et discours du général Mitre. — Conseils du Pape Léon XIII aux anciens esclaves. — Conséquences de l'émancipation. — Le discours du trône en 1889. — Comment Dom Pedro II reçoit à Milan la nouvelle de l'abolition. — « Le grand peuple... » 243

XII.

RÔLE DE D. PEDRO II ET DE LA PRINCESSE IMPÉRIALE DANS LA RÉFORME ÉMANCIPATRICE.

Rôle de Dom Pedro II et de la princesse impériale dans la réforme émancipatrice. — Opinion de M. Joaquim Nabuco sur la double action de l'empereur et de la princesse impériale dans cette question 262

XIII.

BANQUET FRANÇAIS EN L'HONNEUR DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

Banquet à Paris pour célébrer l'émancipation des esclaves au Brésil. — Un passage de Victor Hugo sur

Pages.

les Brésiliens. — Les orateurs du banquet. — Glorification du Brésil, de Dom Pedro II et de la princesse impériale Dona Izabel, par MM. Goblet, Schœlcher, Gerville-Réache, et Jules Simon, au nom de la France..... 270

XIV.

LES PROTESTATIONS.

Une proposition de M. Schœlcher au sujet des planteurs. — Explication nécessaire. — Il y a eu des planteurs mécontents. — Prétendu droit de propriété de l'homme sur l'homme. — Opinion de Rocha (1758), de Condorcet (1781) et de Mello Freire (1795). — Opinion de Cochin et du sénateur brésilien Salles-Torres-Homem (1871). — Relation des pays qui ont aboli l'esclavage sans indemnité. — Quelle serait la seule indemnité juste? — L'abolition a été un bienfait pour les planteurs. — Comment des prétendus républicains comprennent la devise : *Liberté, Égalité, Fraternité.* — Une réponse de Salles-Torres-Homem aux attaques des esclavagistes contre l'empereur..... 292

XV.

DÉVOUEMENT DE DOM PEDRO II A SON PEUPLE.

Dévouement de Dom Pedro II à l'instruction populaire. — « Si je n'étais pas empereur, je voudrais être maître d'école. » — L'Institut historique et géogra-

Pages.

phique. — Protection aux hommes de lettres et aux artistes. — Opinion du prince Adalbert de Prusse, d'Alexandre Herculano, de F. Wolf, de Pasteur et d'Agassiz sur Dom Pedro II. — Il s'oppose à la construction d'un nouveau palais. — Il refuse une statue et demande qu'on en applique les fonds à des écoles. — Lettre de Dom Pedro II à ce sujet. — Érudition de Dom Pedro II. — Opinion de Longfellow à son égard. — Audiences publiques de l'empereur à Rio. — Dom Pedro II et son conseil de ministres. — Justice, clémence et bonté de Dom Pedro II. — L'impératrice. — Popularité de Dom Pedro II. — Manifestations populaires à son départ pour l'Europe et à son retour. — Un article de M. J. Nabuco, au sujet de la popularité de Dom Pedro II..... 320

XVI.

ACTIVITÉ FÉCONDE DE DOM PEDRO II. SES VOYAGES.

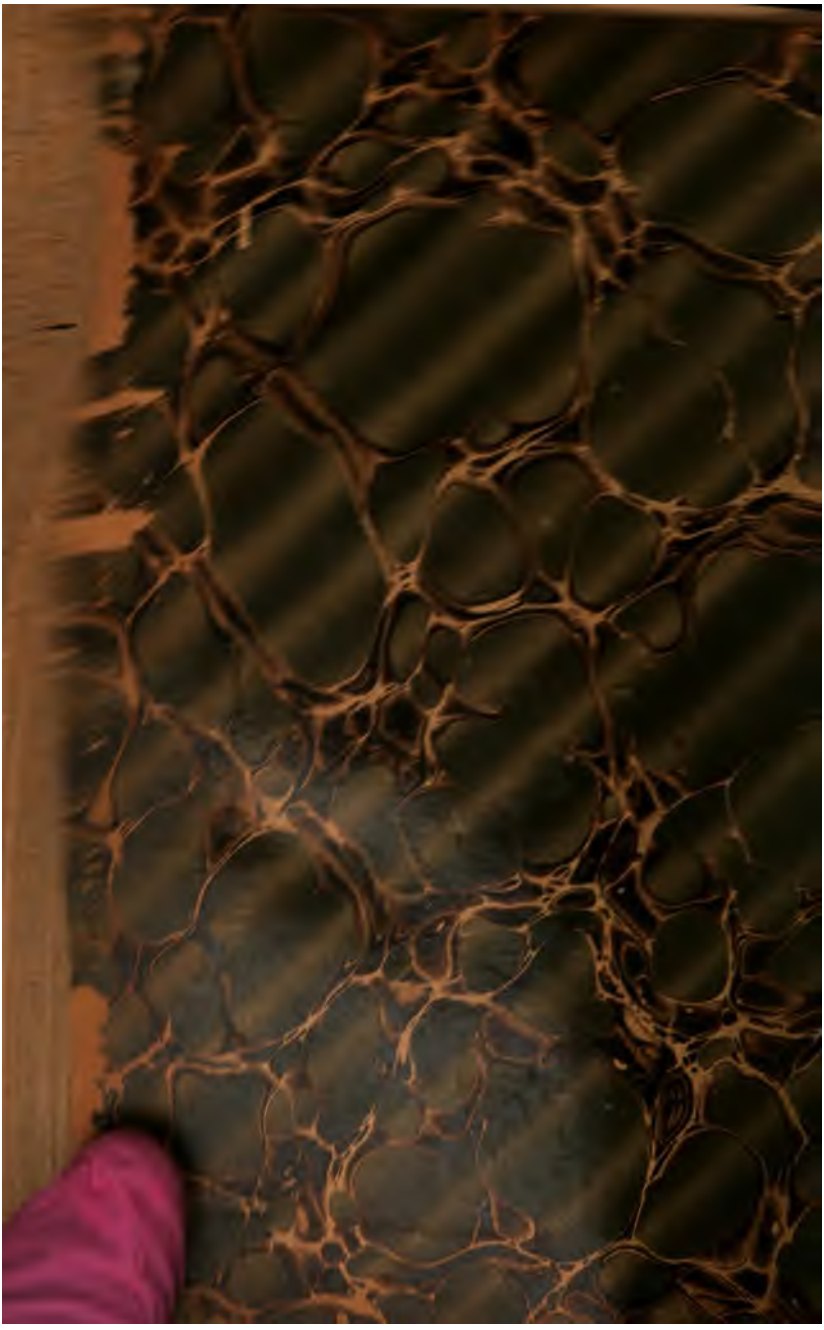
Vie de Dom Pedro II à Rio et à Pétropolis. — Une conversation de Dom Pedro II avec Arsène Houssaye. — « L'homme heureux, c'est moi, quand mon peuple est content. » — Fidélité de Dom Pedro II à la Constitution. — Opinion de Ch. Ribeyrolles. — Les trois voyages de Dom Pedro II. — Son amour des sciences, des lettres et des arts. — Mot de Charles Darwin, au sujet de Dom Pedro. — Richard Wagner. — La Ristori. — Adolphe Franck. — Alexandre Dumas fils. — Réponse de Dom Pedro à un général allemand, à Rouen. — Le dernier voyage de

Pages.

Dom Pedro a eu pour cause une raison de santé. — Beauté physique et morale de Dom Pedro. — Un article d'Henri Fouquier sur Dom Pedro II. — « *Paris aime Dom Pedro, parce que Dom Pedro aime Paris.* » — Séjour de Dom Pedro à Cannes. — Article du journal *Les Échos de Cannes.* — Dom Pedro II et le Felibrige. — Frédéric Mistral. — Hommage public rendu par M. Gladstone à Dom Pedro II. — « *Cet Empereur est un modèle pour tous les souverains du monde.* » — M. de Nioac. — Entrevue de l'auteur de ce livre avec Dom Pedro, à Marseille, puis à Aix-les-Bains. — « *Sire, vous êtes plus qu'un empereur; vous êtes un philosophe et un savant!* — Hommage de Lamartine et de Victor Hugo à Dom Pedro II. — Le Jubilé du règne de Dom Pedro II..... 362

APPENDICE.

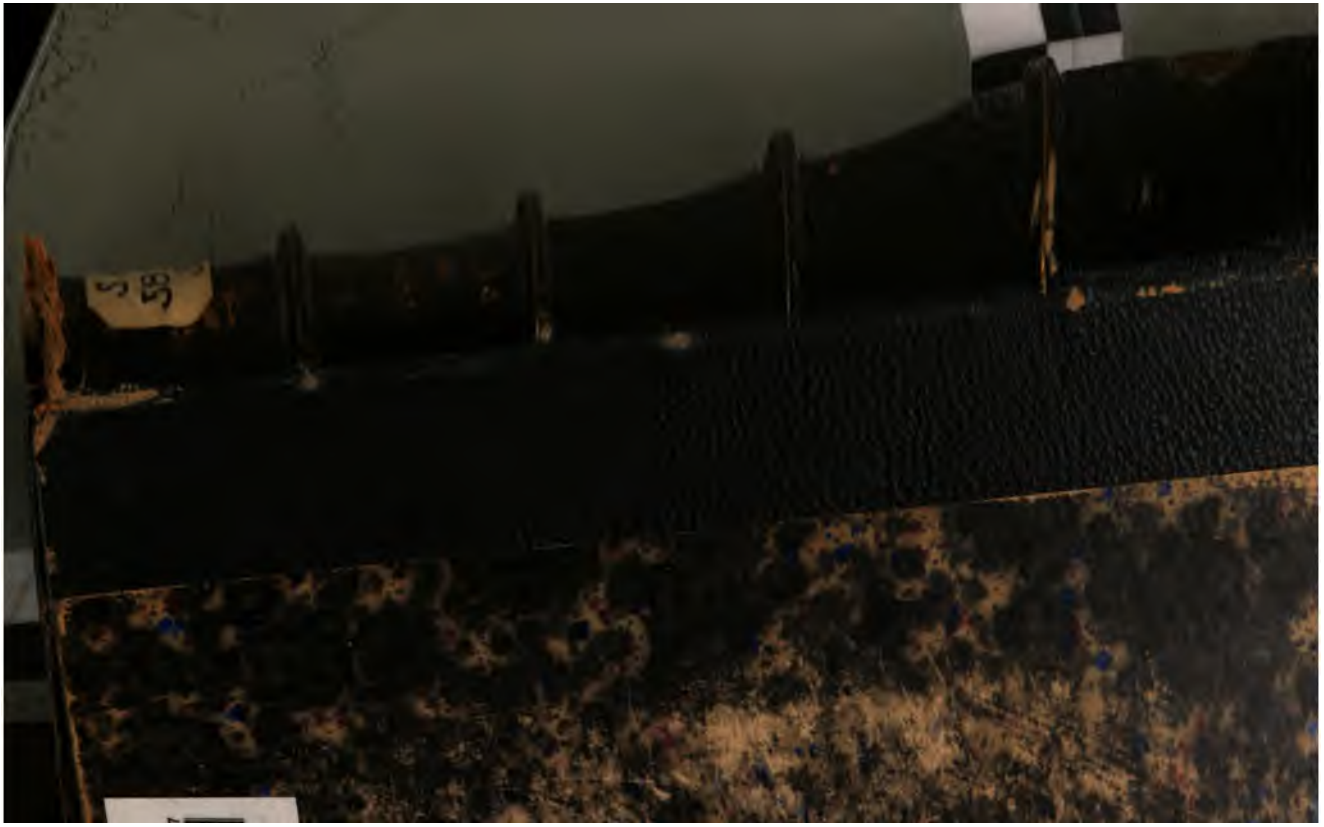
N° 1. — Maison impériale du Brésil..... 423
N° 2. — Explication du fac-simile..... 430
BIBLIOGRAPHIE..... 433



This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

DEC MAR 69 H
613266

SA 5872.3
Dom Pedro II, empereur du Bresil.
Widener Library
006115297
3 2044 080 487 390